





John Carter Brown  
Library  
Brown University

The John Carter Brown Library

Brown University

Purchased from the

Louisa D. Sharpe Metcalf Fund



LES LOISIRS

D U

*CHEVALIER D'EON*

TOME PREMIER.



THE LOST

CHERRY TREE

THE LOST



# LES LOISIRS

D U

## CHEVALIER D'EON

*D E B E A U M O N T.*

Ancien Ministre Plenipotentiaire de France,

S U R

*Divers sujets importants d'Administration, &c.*

P E N D A N T

SON SÉJOUR EN ANGLETERRE.

---

*Eruditio inter prospera ornamentum, inter adversa refugium.*

LAERTIUS.

---

T O M E P R E M I E R.



A A M S T E R D A M.

---

M D C C L X X I V.



LES DOIGTS

DE

CHAMBERLAIN

DE LA ROYNE

DE FRANCE

ET

DE L'ORDRE DU ROY

DE

LE ROY

DE FRANCE

ET

DE L'ORDRE



DE FRANCE

DE L'ORDRE

DE LA ROYNE



# T A B L E

## D E S

### CHAPITRES,

#### DU PREMIER VOLUME.

<i>Epitre dédicatoire.</i>	Pag. 1
<i>Discours préliminaire.</i>	7

#### TABLEAU Historique & Politique DE LA POLOGNE.

CHAP. I. <i>Description historique de la Polo-</i> <i>gne.</i>	Pag. 36
CHAP. II. <i>Histoire chronologique des Souve-</i> <i>rains de Pologne.</i>	43
CHAP. III. <i>Pouvoir des Rois de Pologne.</i>	49
CHAP. IV. <i>Du Sénat.</i>	53
CHAP. V. <i>De l'Ordre Equestre.</i>	70
CHAP. VI. <i>Des assemblées politiques.</i>	82
CHAP. VII. <i>Suite des assemblées politiques</i> <i>pendant le regne.</i>	105
CHAP. VIII. <i>Assemblées politiques pendant</i> <i>l'interregne.</i>	119



## T A B L E

CHAP. IX. Suite des assemblées politiques pendant l'interregne. . . . .	Pag. 137
CHAP. X. Suite & fin des assemblées politiques pendant l'interregne. . . . .	162
CHAP. XI. Des Reines de Pologne. . . . .	179
CHAP. XII. Des loix & des assemblées civiles de Pologne. . . . .	182
CHAP. XIII. De la milice & des forces militaires de la Pologne. . . . .	197
CHAP. XIV. Des droits & des prétentions de la Pologne. . . . .	223
CHAP. XV. Des intérêts de la Pologne. . . . .	233
CHAP. XVI. De la religion établie en Pologne. . . . .	238
CHAP. XVII. Du caractère des Polonois. . . . .	242
CHAP. XVIII. Du climat & des productions de la Pologne. . . . .	248
CHAP. XIX. & DERNIER. Etablissement d'une république facétieuse. . . . .	252

## RECHERCHES historiques sur la province d'ALSACE.

CHAP. I. Idée générale de l'Alsace. . . . .	257
CHAP. II. Distinction de l'ancienne & de la nouvelle domination. . . . .	263



## DES CHAPITRES.

CHAP. III. <i>Du gouvernement ecclésiastique.</i>	Pag. 266
CHAP. IV. <i>Du gouvernement civil.</i>	270
CHAP. V. <i>Des nobles &amp; des fiefs.</i>	284
CHAP. VI. <i>Du droit de Corvées.</i>	289
CHAP. VII. <i>Du gouvernement militaire.</i>	292
CHAP. VIII. <i>Des Finances.</i>	293
CHAP. IX. <i>Produit des terres de l'Alsace.</i>	301
CHAP. X. <i>Du Commerce.</i>	303
CHAP. XI. <i>Origine de la subvention.</i>	309
CHAP. XII. <i>Origine de l'imposition des Epics du Rhin.</i>	311
CHAP. XIII. <i>Origine de l'imposition du Fourage.</i>	313
CHAP. XIV. <i>Inconvéniens de faire fournir le fourage en nature.</i>	317
CHAP. XV. <i>Domaine du roi de France en Alsace.</i>	325
CHAP. XVI. <i>Ancienne maniere de lever les impositions.</i>	338
CHAP. XVII. <i>Maniere nouvelle de répartir les impôts.</i>	342
CHAP. XVIII. <i>Maniere de procéder au recouvrement des impôts.</i>	353
CHAP. XIX. <i>Des impôts qui ne passent pas à la recette générale.</i>	355



TABLE DES CHAPITRES.

CHAP. XX. Bureau de Colmar. . .	Pag. 381
CHAP. XXI. De la ville de Mulhausen.	384
CHAP. XXII. Du bureau de Strasbourg.	386
CHAP. XXIII. & DERNIER Du bureau de Landaw.	390

FIN DE LA TABLE DU TOME I.

A SON EXCELLENCE



A SON EXCELLENCE  
ETIENNE FRANCOIS  
<sup>5</sup>  
DE CHOISEUL

*Duc de Stainville, Pair de France, Chevalier des  
Ordres du Roi & de la Toison d'Or, Lieutenant-  
général de ses armées, Colonel-général des Suisses  
& Grisons, Gouverneur & Lieutenant-général de  
la Province de Touraine, Gouverneur & Grand  
Bailli du Pays des Vosges & de Mirecourt, Grand-  
Maître & Sur-Intendant Général des Couriers,  
Postes & Relais de France, Ministre & Secrétaire  
d'Etat ayant les départemens de la Guerre, de la  
Marine, & des Affaires Etrangères, &c. &c. &c.*

MONSIEUR,

**I**L n'appartient qu'à ces génies rares, formés pour  
la gloire & le bonheur des états, de montrer un  
goût également sûr pour le maniment des affaires  
publiques & pour la culture des sciences. L'an-  
cienne Rome vit Scipion capable de composer des  
ouvrages excellens, de la même main qui avoit  
planté ses drapeaux sur les cendres de Carthage.  
L'estime que ce grand homme avoit pour les  
savans, l'engageoit à tenir en tout tems auprès de  
lui Polybe & Panæti<sup>us</sup>. L'utilité qu'il retiroit de

Tome I.

A



leur fociété rendoit fes loifirs-mêmes laborieux; auffi perfonne n'a-t-il jamais fu, mieux que lui, faire fervir les agrémens de la littérature, à remplir le vuide que laiffent néceffairement les fonctions de la guerre ou de la paix. Parmi les armes ou parmi les livres, il exerçoit fans cefse ou les forces de fon corps par les travaux militaires, ou les facultés de fon efprit par l'étude des belles lettres & de la politique.

Le public fera fans peine, *Monfeigneur*, le parallele entre l'ancien Scipion & le Scipion de nos jours: ils fe reffembloit trop, & trop peu de feigneurs leur reffembloit! Pour vous égaler, il ne manquoit à celui, dont vous faites revivre les grandes qualités, que de vivre fous le plus puiſſant, & le meilleur des rois, dont il eût pu, comme vous, fe captiver l'eſtime & la confiance. Puiſſiez vous en jouir auffi longtems que l'intérêt de la France le demande!

Dès le moment de votre entrée dans le miniſtere notre eſpoir s'eſt ranimé; & chaque pas que vous avez fait depuis dans les affaires a changé ces eſpérances en certitudes. Des ambaffades glorieuſes, des négociations auffi utiles qu'éclatantes, l'honneur d'avoir traité & conclu le mariage de Mon-



# DEDICATOIRE. 3

fleur le Dauphin, avec une Archiduchesse qui, après avoir été l'admiration de l'Allemagne, va faire les délices de la France, démontrent assez que vous n'avez d'autre objet que la gloire du roi, le bonheur de ses peuples & la tranquillité de l'Europe.

Par la vigilance de votre équité & la droiture de votre cœur, vous avez été le protecteur de la veuve & de l'orphelin, en vengeant l'infortunée famille de Calas, dont le chef avoit été l'innocente victime du fanatisme & de la superstition. Cette action quoique privée ne fera pas la moins éclatante de votre ministère.

Par la profondeur d'une politique éclairée on reconnoit en vous le destructeur du despotisme monachal; & par la sagesse de vos réglemens, on y voit le restaurateur de la discipline militaire. L'Europe adoptera dans peu le plan & les loix que vous en avez tracés. Vous avez, au sein de la paix, plus acquis de conquêtes à la France que vos prédécesseurs n'en ont pu faire pendant la guerre. Pour égaler le Cardinal de Richelieu & surpasser Louvois, il ne faut pas travailler avec moins de succès que vous le faites. La postérité conviendra un jour qu'ils n'ont au-dessus de vous que l'avant-



tage de vous avoir précédé. Vos successeurs tâcheront de vous imiter avec la même ardeur que vous mettez à consulter vos modèles : heureux, si comme vous, ils peuvent les égaler !

C'est, *Monseigneur*, dans l'isle de la philosophie & de la liberté, où l'on apprend à ne donner des éloges qu'à la vertu & au mérite, que mon esprit libre de préjugés expose au public les traits qui vous caractérisent.

Je craindrois de vous déplaire, si je relevois l'éclat de votre naissance, ou la grandeur de vos dignités. Honneurs étrangers ! le lustre que vous y ajoutez doit seul en faire ressouvenir : mais la postérité auroit droit de se plaindre, si je ne lui transmettois une idée de ce noble désintéressement qui, dans les affaires, vous a porté plus d'une fois à prononcer contre vous-même ; de ce caractère affable qui, dans le commerce privé, semble, sans commettre l'élévation de votre rang, donner aux autres la facilité de s'élever au-dessus du leur ; de ce fond de bonté qui vous assure l'amour du public, seul bien que puissent acquérir encore, ceux qui tiennent tous les autres ou de l'éminence de leurs emplois, ou de l'antiquité de leurs aïeux.

Vous êtes humain, sans être foible ; vous êtes



# D E D I C A T O I R E. 5

bienfaisant avec discernement ; vous aimez vos amis, mais sans désespérer vos ennemis ; votre autorité n'écoute pas son pouvoir, votre esprit n'emprunte jamais ses agrémens de la médifance : enfin vous ne dites & ne faites aucun mal, malgré la prodigieuse facilité que vous y auriez.

Je fouhaite qu'une plume plus habile, mais aussi vraie que la mienne, fasse passer à nos neveux le tableau fidele des talens & des vertus qui vous gagnent les cœurs & vous foumettent les esprits.

Si je vous dédie cet ouvrage, ce n'est pas que je croie qu'aucun nom, quelque grand qu'il soit, mis à la tête d'un livre, soit capable de couvrir les fautes de l'auteur : mais la matiere m'a paru par sa nature le ranger d'elle-même sous votre protection. Dans cette démarche, je n'ai consulté que mon cœur, il me conduit seul, seul il a toujours dirigé mes actions & inspiré mes paroles. Il se trompe quelquefois, vous le savez, *Monseigneur*, mais ce ne peut être après des épreuves aussi longues que celles que j'ai soutenues avec patience depuis mon exil dans le pays même de la liberté.

Votre indulgence aura sans doute autant de facilité à pardonner les fautes involontaires de mes écrits, que la justice vous donne de penchant à



oublier celles qu'on a voulu trouver dans ma conduite passée; & je me flatte qu'en adoptant les foibles efforts littéraires que je vous présente, vous vous déterminerez à mettre un terme aux maux qu'on me fait endurer depuis si longtems. Toutes ces petiteſſes de la vengeance exercée contre un ſimple particulier, ne ſemblent pas faites pour une grande ame occupée de la deſtinée de l'Europe. J'eſpere que *Votre Excellence* ſe reſſouviendra du zèle avec lequel j'ai ſervi dans le Nord, à l'armée & en Angleterre. Mon deſir eſt toujours auſſi ardent pour le ſervice de mon Roi & de ma patrie, que ma fidélité a été & ſera inviolable.

Ces ſentimens que j'ai toujours chéris me font préſumer qu'il n'y a que des *Ibis* † qui puiſſent me vouloir du mal ou ſ'oppoſer à mon retour. Si j'avois des vœux à former à ce ſujet, ce ne ſeroit qu'afin d'être à portée d'admirer de plus près celui à qui j'ai rendu juſtice de ſi loin.

Je ſuis avec un profond reſpect,

MONSEIGNEUR,

Votre très humble

& très obéiſſant Serviteur,

Le Chev. D'E O N.

† IBIS, oiseau d'Egypte, ſujet à la goutte, qui ſe purge le ventre avec le bec.



DISCOURS  
PRELIMINAIRE.

UN sage de la Chine a dit, „ Si tu composes  
„ quelque ouvrage, ne le montre qu'à tes amis,  
„ crains le public & tes confreres; car on falsifie-  
„ ra, on empoisonnera ce que tu auras fait. La  
„ calomnie, qui a cent trompettes, les fera son-  
„ ner pour te perdre, tandis que la vérité, qui  
„ est muette, restera auprès de toi.

La sagesse de ce conseil & l'expérience que j'en  
ai fait moi-même, en voyant la subtilité avec la-  
quelle cette calomnie, depuis mes disgraces, a ver-  
sé son poison sur mes ouvrages & sur ma person-  
ne, feroient très capables de m'intimider, si mon  
cœur connoissoit les sentimens de la crainte: mais  
le ciel m'a heureusement doué d'une portion de cet  
esprit mâle qui devoit m'être nécessaire.

Dès ma jeunesse j'ai été un enfant de calamités,  
mais j'ai combattu le sort qui m'attaquoit; & si je  
m'en suis rendu vainqueur, en foulant aux pieds  
les traits qu'il me lançoit, c'est le travail qui m'en  
a donné la force. Toute ma vie a été une occupa-  
tion continuée, dans laquelle je cherchois moins  
les moyens de fonder ma fortune particuliere, que



ceux de me rendre utile à mes concitoyens. Une pareille entreprise devoit naturellement m'exposer en vue, en falloit-il davantage pour faire naître l'opposition & irriter la méchanceté des hommes ? Il y a des tems & des circonstances où les vertus, même éminentes, sont sujettes à des jugemens finistres, & qui peuvent faire douter si une réputation favorable n'est pas souvent plus à redouter qu'une mauvaise.

Je n'entrerais point dans le détail des effets funestes que produisent ces contradictions, quoique nul siècle ne puisse les regarder avec indifférence. Elles existent, on ne peut les empêcher, il faut les braver.

Les gens sensés murmurent vainement du peu de bien qui se fait dans les états; qu'ils réfléchissent que ce bien a peine à surmonter les obstacles qu'on lui oppose, que la vertu ne semble avoir d'éclat que pour offenser d'avantage les yeux des lâches & des méchans, que nos oreilles sont continuellement frappées des gémissemens du vertueux opprimé ou des ris immodérés du scélérat heureux, que le mérite des particuliers est contraint, pour n'être pas attéré, d'implorer le secours des loix ou des mœurs, & que le mépris des unes & la



corruption des autres le laissent le plus souvent exposé à l'injustice de la persécution: alors en philosophes éclairés, ils s'étonneront bien davantage de ce qu'il se trouve encore quelqu'un qui ait le courage de faire le bien. Caton cinquante fois accusé & autant de fois absous en est un exemple frappant, dont j'ai tiré les plus douces consolations.

Pourquoi me plaindrois-je donc, si je n'ai pas obtenu ce que la fortune paroissoit à la veille de m'accorder? Ce n'est qu'un de ces coups de la providence, qui décide à son gré du bonheur ou du malheur des hommes. En m'y soumettant, je ne jette les yeux que sur les causes secondes, & j'en accuse alors certains particuliers accrédités, qui m'ont fait voir combien il est dangereux d'avoir raison dans les choses où des hommes puissans ont réellement tort. J'en ai tiré cette importante maxime, que les meilleurs services & les plus grandes actions faites pour l'honneur & l'avantage de la patrie, procurent à peine un véritable ami, tandis qu'un seul acte contre une certaine espece de ministres nous attire une foule d'ennemis. L'empreinte de la disgrâce effraie dès lors tout ce qui vous approche. L'ami oublie presque toujours le souvenir des bienfaits, tandis que les ennemis ne



perdent jamais de vue leur vengeance.

Je connoissois ces vicissitudes spécialement attachées à la carrière pour laquelle je semblois destiné : aussi m'y suis-je toujours préparé. Si la fortune m'a quelquefois caressé, j'ai songé à l'inconstance de ses faveurs ; & lorsqu'elle m'a rebuté, mon ame n'en a point été abattue. Quelqu'ait été son acharnement, j'ai taché de lever un front plus haut qu'elle ; & semblable au chameau qui traverse les déserts arides de l'Arabie, j'ai soutenu, sans succomber, la faim, la soif, la chaleur & le froid de la cour & des climats. Instruit que l'adversité exerce la patience & le courage, qu'elle seule peut faire paroître le héros qui y résiste rarement lui-même sans un secours divin, je l'ai vue sans effroi m'assaillir de toutes parts, j'y ai opposé la constance & ma fermeté m'a sauvé. Le travail, en éclairant mon esprit, a affermi mon cœur.

Les efforts qu'on a faits pour obscurcir la vérité que traçoit ma plume, semblent lui avoir donné un nouvel éclat, & sa voix, du sein même de l'oppression, ne s'est fait entendre que d'une façon plus victorieuse. C'est ainsi que l'homme apprend par les souffrances, à marcher seul, à se conduire lui-même & à gouverner les autres.



Sans prétendre au dernier avantage, j'ai voulu obtenir les autres qui m'étoient personnellement utiles : tout pour cela doit servir de leçon à l'homme réfléchissant. Le passé m'avoit fourni des modèles de diverses especes & une attention sérieuse pouvoit seule me les faire mettre à profit. J'ai cru, en conséquence, ne pouvoir mieux employer les loisirs de mon exil dans le pays de la liberté, qu'en m'occupant des diverses matieres intéressantes à l'administration des états, que je me suis proposé de traiter successivement. En m'instruisant moi-même, je puis ainsi devenir utile à plusieurs de mes contemporains qui, employés dans le ministere, menent néanmoins une vie plus active que passive, & sont plus occupés de l'expédition des affaires courantes, que des moyens de s'instruire à fonds sur les matieres qu'ils traitent. Il en est, je le fais, qui nés avec un esprit borné ont cependant beaucoup de routine des affaires, & cette routine supplée à l'esprit dans une infinité d'occasions : mais est-ce assez pour en faire des gens réellement & invariablement utiles à l'état ? C'est donc leur rendre service & à ceux dont le salut est entre leurs mains, que de leur faciliter les moyens d'envisager ce qui sembloit fait pour



leur échapper toujours. Tel est mon but : je n'impute point mes malheurs à mes compatriotes, pour-quoi les priverois-je du fruit de mes veilles ? Dans l'impossibilité où des ministres préoccupés m'ont mis d'être aussi utile que je l'aurois désiré à mon roi & à ma patrie, je me console en instituant en quelque sorte le public héritier & légataire de mes richesses littéraires & politiques.

Le titre de mon ouvrage embrasse tant de sujets différens que, s'il falloit faire une dissertation préliminaire sur chacun, la préface deviendrait presque aussi longue que l'ouvrage. Le titre annonce suffisamment que c'est une union de matériaux sur toutes sortes d'objets concernant l'administration publique, rassemblés à la hâte pendant le cours de mes voyages & de mes occupations politiques, que j'ai tâché de mettre en œuvre avec le plus de soin que j'ai pu pendant mes loisirs souvent fort agités en Angleterre. Il m'est permis de les confier au public sans manquer à la fidélité que j'ai vouée à ma patrie, ni aux égards que je dois aux puissances étrangères, auprès desquelles j'ai été employé.

Dans le dernier siècle on étoit encore dans l'ancien préjugé, & l'on croyoit qu'il y a dans l'administration des mystères politiques qu'il ne faut pas



révéler : mais les connoissances humaines sont heureusement parvenues au point , qu'on s'apperçoit facilement qu'il n'y a plus de mystères , & que toute la politique des potentats consiste à être riches & à entretenir de bonnes armées. D'ailleurs l'intérêt des princes ou des nations doit se réduire à deux principes , savoir , l'intérêt vrai & l'imaginaire. Celui-ci se trouve , lorsque le prince met son bonheur & celui de son peuple dans des choses , qui ne peuvent s'exécuter qu'au préjudice des autres nations , qui ont un intérêt sensible à s'y opposer. L'intérêt vrai , est ou variable ou invariable. Ce dernier consiste dans la situation du pays , sa qualité & l'inclination naturelle des habitans : au lieu que le premier se détermine sur les dispositions des états voisins , l'accroissement ou la diminution de leurs forces.

De ces principes , il suit que , suivant le discernement des rois guidés par leurs ministres , les états foibles deviennent puissans & les puissans deviennent foibles. Après la mort d'Edouard III. vainqueur de la France & après celle de Charles V. son restaurateur , on vit bien que la supériorité d'une nation ne dépend que de ceux qui la conduisent. Il n'y a que des ministres ignorans ou bien



malheureux, qui puissent rejeter sur la fatalité inconcevable du sort, les fautes de leur mauvaise administration. Ce sort peut bien influencer sur le bonheur ou le malheur d'un particulier isolé, mais jamais il n'aura seul ce pouvoir sur celui d'un grand empire, à moins que la nature & les élémens déchaînés ne conspirent à l'envi pour opérer sa destruction. Le ministre qui y cède, est comme un pilote qui abandonne le gouvernail que la tempête force dans sa main, il obéit sans crime à la nécessité: mais ces cas sont rares, &, dans tout autre, il est également responsable du mal qu'il commet & du bien qu'il ne fait pas. C'est pour le persuader de ces vérités importantes que, d'une main impartiale, je vais arracher le bandeau, dont depuis longtemps la mauvaise politique cherche à se couvrir. Quelle variété de sujets, qui, loin de déplaire aux potentats, doivent mériter leur attention.

Mon dessein n'est pas de m'astreindre à traiter à fonds ni dans un ordre méthodique toutes les matières diverses que le titre de l'ouvrage annonce: ce seroit une entreprise au-dessus de mes forces. Il y en a que j'aime mieux indiquer qu'examiner, parcourir qu'approfondir: d'ailleurs je ne puis renfermer ni contraindre mes loisirs dans un ordre si



didactique: enfants de mon désœuvrement ou de mes caprices, ils suivront l'impulsion de la liberté qui leur a donné naissance.

Le but que je me suis proposé étant moins de me donner dans le monde pour un auteur, que pour un homme utile au public, je n'ai fait aucune difficulté de m'approprier ce qui m'a paru le mieux convenir à mon sujet dans les divers ouvrages que j'ai lus. Je les cite quelquefois, d'autres fois je ne les cite pas; & souvent même il me feroit impossible de dire d'après quel auteur j'ai pensé ou écrit, parce que, n'ayant originairement fait mes lectures & mes extraits que pour mon instruction particulière, je n'aurois jamais songé à en composer un ouvrage suivi, sans l'espece d'inaction où je me trouve à Londres depuis plusieurs années.

J'ai traité chaque matiere sous des titres différens, & j'ai réuni ce qui peut établir l'origine & l'état présent de chaque chose, de façon que, par la conjonction des parties détachées, le tout obtienne une forte de consistance.

Comme l'objet que j'ai principalement en vue est la réforme des abus & des vices qui, par succession de tems, se sont introduits dans diverses parties de l'administration & principalement des fi-



nances, j'indiquerai sur chacune les moyens qui me paroissent les plus propres à produire cet effet. Je ne ferai point arrêté par le principe erroné qui prétend que la coutume donne aux abus le caractère sacré des loix. Rejetton de la sottise ou même de la folie, il est du domaine du public & il doit en juger. Je veux donc, dira-t-on, frayer des routes inconnues à tant de grands hommes qui m'ont précédé dans l'étude des intérêts des princes? Sans doute, si je le puis, je le dois. Ils ont travaillé pour leur siècle, & je le fais pour le mien. Je fais que l'accusation de nouveauté est d'une terrible conséquence auprès de ceux qui, jugeant de la tête des hommes comme de leurs perruques par l'autorité de la mode, ne peuvent reconnoître aucunes doctrines pour vraies, que celles qui sont déjà reçues dans le monde.

*Comme on apprend à chanter, à danser,  
Les gens du monde apprennent à penser.*

VOLTAIRE.

Les opinions nouvelles sont toujours suspectes & combattues ordinairement par cette seule raison qu'elles ne sont pas communément établies: mais la vérité est semblable à l'or qui n'est pas moins or  
pour



pour avoir été nouvellement tiré de la mine. C'est l'examen, c'est la coupelle qui doit en fixer la valeur & non une certaine forme ancienne; & quoiqu'il n'ait pas encore cours en vertu d'une empreinte publique, il n'est pas moins de bon aloi. Telle est la vérité, aussi ancienne que la nature, elle tire son crédit de son essence & non du tems où elle se manifeste. Les gouvernemens sont comme les hommes, ils se forment tard. Ils doivent être parvenus avec le tems à une force essentielle & relative, pour qu'on puisse espérer de les perfectionner: & celui qui entreprend cet ouvrage s'éloigne, loin, de s'approcher du but qu'il se propose, s'il s'arme d'une critique amère contre ceux qu'il entreprend d'éclairer.

Je ne profiterai donc point de la facilité que j'aurois à prouver que, depuis plus de huit cents ans, dans un grand état voisin de celui où j'écris, les ministres ont la plupart travaillé successivement, sans le vouloir, à ruiner cet empire, & n'en ont pu encore venir à bout; parce que la nation est un grand corps robuste, situé au milieu de l'Europe, qui se soutient par sa propre force; parce que les individus de cet ensemble, (qui sont, selon mon opinion, les plus jolies & les plus aimables créatu-



res que le ciel ait formées dans sa bonne humeur,) semblables à ces figures de porcelaine qui, graces au plomb dont leur pied est garni, se meuvent dans leur équilibre, peuvent bien être, renversées mais se relevent toujours par leur élasticité & leur contrepoids.

Je ne prouverai pas que la seule opération admirable de leurs chefs a été de renverser à gauche le char des finances qu'ils avaient trouvé culbuté à droite. Il faut peu de réflexions pour connoître qu'aucun de leurs ministres, depuis huit cents ans, n'a encore pu dresser ce fameux char sur ses quatre roues pour le faire marcher d'un pas égal. Le grand Sully, l'immortel Colbert & quelques autres ne sont point compris dans ce rang, il est vrai : mais leur regne, tel long qu'il ait été, ne fait pas assez de sensation dans le système général, pour qu'on puisse m'opposer les effets de leur génie trop peu commun. Mon intention n'est ni de blâmer ni de louer à outrance, quoique je sache qu'il y a tel pays qui exige qu'on en soit à trois cents milles pour lui dire des vérités utiles. Lors donc que, dans le cours de cet ouvrage, je me verrai forcé d'attaquer certains systèmes, je n'entens ni censurer les personnes qui y ont eu part, ni jetter des soup-



çons sur leur droiture. Le seul but que je me propose est de préserver la postérité des malheurs, dans lesquels le défaut de réflexion & la précipitation font souvent tomber ceux qui ont part à l'administration des grands états.

Si un principal ministre avoit un génie étendu & l'amour de la vertu, il ne s'attacheroit à rien de médiocre. On verroit en lui les sentimens généreux d'une ame noble qui ne conçoit rien que de grand, d'un cœur désintéressé qui s'oublie sans cesse, d'un philosophe qui ne se borne ni à foi, ni à sa nation, ni à aucune chose particulière, mais qui rappelle tout au bien commun du genre humain & le genre humain à l'être suprême. Il rétablirait l'ordre & la discipline dans toutes les loix: dès lors la vérité triompheroit du mensonge, la candeur & la charité détruiroient l'artifice & la dissimulation; l'avarice & le luxe seroient également reprimés, vices qui, tout opposés qu'ils sont, ne laissent pas de se trouver réunis dans un état. Politiques d'un jour, nous avons tout réduit en calcul, nous ne parlons pas des mœurs qui sont le ressort principal d'un état, la vie & l'ame des loix.

Qui peut ignorer que, dans une gouvernement, les vices marchent de pair avec les mœurs, & que



quand ils ont obtenu un certain degré de force, ils ne gardent plus de mesures, & ne se peuvent borner? Leur progrès ressemble à celui des corps qui roulent dans un précipice, rien ne les arrête que leur propre chute: mais la vertu dans un état, ainsi que dans la vie d'un particulier, peut se comparer à un cube, en ce qu'elle résiste par la fermeté de sa base, à toutes les révolutions des empires & de la fortune. En s'accommodant aux différens états de la vie, elle tient l'esprit dans une liberté incorruptible, elle est contente d'elle-même & propre à tout par elle-même.

Le bonheur d'être vertueux peut bien venir quelquefois de la nature: mais le mérite de l'être ne peut se devoir qu'à la raison ou à la considération qu'un état lui accorde. Malheureusement l'homme le plus vertueux, qui entre dans le ministère, perd en peu de tems l'idée des vertus sociales, chrétiennes & morales. Le mensonge, la calomnie & l'iniquité semblent, par une fatalité inconcevable, constituer l'essence d'un ministre monarchique & bien plus encore celle d'un ministre despotique. Dans une république, quoique la nature humaine soit la même, si le ministre paroît plus vertueux, c'est que la nécessité d'obéir aux lois



l'y contraint, & que sa conduite toujours éclairée, lui fait redouter la censure des patriotes, de ses rivaux ou de ses ennemis.

Il y a ce mal, si j'ose le dire, dans les gouvernemens monarchiques & même aristocratiques, que presque tous ceux qui ont part aux affaires s'imaginent que les avantages de leur éducation peuvent suffire, & qu'avec eux ils ont la probité, la science, la prudence & tout le mérite nécessaire pour gouverner seuls. Cette persuasion les empêche ou de rechercher des avis, ou de se rendre à ceux que les plus habiles gens leur proposent. Leur rang les éblouit, & tout ce qui ne peut s'élever dans leur sphere, semble indigne de leur attention. Un homme d'esprit, tel que Voltaire par exemple, n'est jamais un simple citoyen, mais un vrai magistrat, lorsqu'un ignorant élevé aux premières dignités, n'est ni l'un ni l'autre & ne peut même le devenir. Les fots en effets, s'ils en avoient la puissance, banniroient volontiers les gens éclairés, en leur disant avec les Ephésiens: *Si quelqu'un excelle parmi nous qu'il aille exceller ailleurs.*

„ Vous ne pouvez tout voir, dit un Sultan à ses  
„ ministres, ne rebutez donc pas ceux qui pen-



„ fent, & qui travaillent; il y a fouvent à profiter  
„ dans les projets les plus chimériques. Qu'une  
„ baffe jalousie ne vous faffe jamais rejeter ce que  
„ d'autres ont imaginé; car difcerner le bon &  
„ l'exécuter, c'est bien plus que de l'avoir dé-  
„ couvert.”

En fuivant cet avis, un miniftre, pour peu qu'il ait le fens commun, paroîtra toujours un grand homme, & d'autant plus grand qu'il ne travaille qu'avec des inférieurs. Le Vulgaire, qui ne juge que par les événemens, prononce fur les qualités de fes chefs à proportion du fuccès qui couronne leurs entreprises. Il n'a pas les yeux affez attentifs pour dévoiler leur caractère: il faudroit pour cela les fuivre dans leur cabinet, pefer leurs difcours & étudier leurs écrits: mais il n'en a pas l'occafion. Il leur attribue de-là ce qu'ils ne doivent qu'à la fortune. Il les voit prospérer, il les admire, fans faire attention que la fouplesse & la patience réuffiffent plus sûrement dans toutes les cours que les lumieres & l'efprit, incapables de s'abaisser à un pareil manège. Un génie médiocre a du bonheur, & il devient un miniftre puiffant; mais un bon miniftre eft celui-là feul qui fuit en tout l'impulfion d'un amour dominant pour le bien pu-



blic. Tous aspirent au premier nom, & peu s'appliquent à mériter le dernier caractère.

Combien ai-je vu de ces ministres fortunés qui n'exposeroient à la surprise de ceux qui les approchoient qu'un esprit semblable aux cornes des chèvres de mon pays qui sont petites, dures & tortues ! qu'ils ne me fassent aucun mauvais gré, si j'avance souvent des opinions contraires à celles qu'ils peuvent s'être formé eux-mêmes, ou que de lâches complaisans leur ont inspirées. Je leur donne toute liberté de penser & d'agir comme ils voudront, pourvu qu'ils ne tentent point de gêner mon esprit.

Quelque sûr que je puisse être de leur déplaire, je n'entrerai pas moins dans un détail particulier sur certaines branches d'administration, telles que le commerce, l'économie, les finances & les impositions, qu'il est presque impossible de bien traiter en peu de mots.

Les impôts multipliés de nos jours à l'infini doivent naturellement exciter la curiosité de ceux qui les exigent ou qui les paient. Pour satisfaire les uns & les autres, je pourrai corriger, augmenter & donner mes considérations historiques & politiques sur les impôts des anciens, & sur les variations



qu'ils ont éprouvées en France depuis l'établissement de cette monarchie jusqu'à présent. Si une pareille histoire peut servir à régler les actions des particuliers, elle doit instruire les rois, les princes & les ministres dans l'art de gouverner. Ils en tireront des lumières sûres pour rendre les peuples heureux, & ils y parviendront en se conformant aux sages maximes qui ont contribué à la grandeur d'un état quelconque, & en évitant ce qui a causé sa décadence. L'art qui enseigne à régir les finances, c'est-à-dire, la science économique doit être regardée, comme un des plus grands objets du gouvernement politique: d'où il résulte qu'un bon ou un mauvais chef des finances peut procurer à sa patrie plus de bien ou plus de mal que dix généraux d'armée. Les titres ne servent de rien pour la postérité; le nom d'un particulier qui a fait de grandes choses & surtout utiles au bonheur de l'humanité, en impose d'avantage que les patentes & les qualités, honneurs étrangers & frivoles.

Une matière si intéressante m'obligeant à ne rien négliger, je ne parlerai pas uniquement d'après mon opinion, je le ferai après avoir consulté les meilleurs auteurs qui l'ont traitée d'une façon générale ou particulière. Je donnerai à ce sujet des



morceaux dont l'existence peut être à peine soupçonnée, & d'autres qui ne doivent la noble obscurité dans laquelle ils se trouvent qu'à la malheureuse crainte de trop éclairer un public, dont le seul avantage conduit aujourd'hui ma plume. C'est aux véritables connoisseurs à juger du mérite de ces pieces & de la maniere dont je les ai mises en œuvre.

Je ne traiterai pas avec moins de soin, mais d'une maniere plus concise, les matieres les plus importantes pour une sage administration, & les plus intéressantes pour un particulier éclairé qui, en qualité de membre de l'état, cherche à concourir au succès de sa perfection.

„ Il n'y a, dit Voltaire, que trois-manieres de  
 „ subjuguer les hommes, celle de les policer en  
 „ leur proposant des loix, celle d'employer la re-  
 „ ligion pour appuyer ces loix, celle enfin d'égor-  
 „ ger partie d'une nation pour gouverner l'autre :”  
 mais j'ajoute qu'il ne doit y en avoir qu'une pour  
 bien gouverner un royaume & rendre à la fois heu-  
 reux son roi & sa nation.

Le but en effet d'une saine politique devoit être de faire préférer le bien public au bien particulier & pour cela d'inspirer un amour vif, pur & désintéressé



pour les hommes. On connoît les systêmes de Machiavel, d'Hobbes & de deux auteurs plus modernes Grotius & Puffendorff, qui tous ont erré en s'éloignant de ce principe. Les deux premiers, sous le vain & faux prétexte que le bien de la société n'a rien de commun avec le bien essentiel de l'homme qui est la vertu, établissent pour seules maximes de gouvernement, la finesse, les artifices, les stratagèmes, le despotisme, la tyrannie, la cruauté, l'injustice & l'irréligion. Les deux derniers ne fondent leur politique que sur des maximes payennes qui n'égaleut ni celles de la république de Platon ni celles des offices de Cicéron. Il est vrai que les deux philosophes modernes ont travaillé dans le dessein d'être utiles à la société, & qu'ils ont rapporté presque tout au bonheur de l'homme considéré selon le civil: mais ils ont manqué le grand principe, sur lequel devroient rouler les maximes du gouvernement des princes chrétiens. Pour unir la politique la plus parfaite aux idées de la vertu, il faudroit regarder le monde entier comme une république universelle & chaque peuple comme une grande famille. De ce principe fondamental naîtroient ce que les politiques appellent *Les loix de nature & des nations*, équitables, géné-



reuses & pleines d'humanité. On ne regarderoit plus chaque pays comme indépendant des autres, mais comme un tout indivisible. On ne se borneroit plus à l'amour de sa patrie, le cœur s'étendrait, deviendrait immense, & par une amitié universelle embrasseroit tous les hommes. De-là naîtroient l'affection pour les étrangers, la confiance mutuelle entre les nations voisines, la bonne foi, la justice & la paix parmi les princes de l'univers & entre les particuliers de chaque état.

Mais si l'humanité est incapable de cette perfection, du-moins un prince sage sentira-t-il aisément, que la gloire de la royauté est de gouverner les hommes de façon à les rendre bons & heureux; que son autorité n'est jamais mieux affermie que lorsqu'elle est fondée sur l'amour des peuples: que la richesse la plus certaine & la plus constante consiste à retrancher tous les faux besoins de la vie, pour se contenter du nécessaire & des plaisirs simples & innocens de la nature: que les trois colonnes d'un état sont l'agriculture, le commerce & les sciences: que la vie active du sujet est le bien du monarque.

Un roi persuadé de ces vérités, & dont l'ame est aussi grande que son pouvoir, choisit hardi-



ment des favoris illustres & des ministres approuvés. L'économie qui est une vertu dans le gouvernement d'un état paisible, lui paroît un vice, lorsque l'agitation lui présente de grandes affaires: mais un roi ordinaire cherche des amis & ne trouve que des intrigans; tout ce qui l'environne est économie pour les grands objets, tandis que ses revenus, quelque immenses qu'ils soient, sont engloutis dans un abîme de petites affaires. De ce dernier malheur il en résulte un autre, l'or obtient un trop grand crédit, & dès-lors on voit dans un état l'union fatale des honneurs & de l'oïveté. L'indolence des cours & le luxe des capitales énervent le courage d'un tas de citoyens, qui retirés dans leurs provinces s'y formeroient un courage mâle prêt à verser leur sang dans les combats. Fatale nécessité qu'il faut toujours prévoir!

Un roi armé par la sagesse cherche toujours la paix, & s'il ne peut la perpétuer, il est sûr de trouver des ressources contre les maux de la guerre, dans un peuple instruit & laborieux, dont l'esprit & le corps sont également disposés au travail par amour & par reconnoissance. Mais un roi qui ne songe qu'à se faire craindre & qu'à abattre ses sujets pour les rendre plus soumis, est le fléau du



genre humain. L'abus qu'il fait de la puissance dont il est revêtu, le fait craindre comme il veut l'être : mais il est haï, détesté, & doit plus redouter ses sujets que ses sujets n'ont lieu de le craindre.

Lorsque je ferai dans le cas de parler des diverses sectes qui partagent la religion des peuples de l'Europe & qui les gouvernent, je me garderai, autant qu'il me sera possible, de rien décider. Outre le danger qu'il y a toujours de traiter en philosophe une matière aussi délicate, je dirois volontiers avec ce Brame indien : „ J'ai vu, dans le  
 „ cours de mes voyages, toutes les sectes s'accu-  
 „ ser réciproquement d'imposture, j'ai vu tous  
 „ les mages disputer avec fureur du premier prin-  
 „ cipe & de la dernière fin : je les ai tous interro-  
 „ gés, & je n'ai vu dans tous les chefs de faction  
 „ qu'une opiniâtreté inflexible, un mépris superbe  
 „ pour les autres, & une haine implacable. J'ai  
 „ donc résolu de n'en croire aucun.

Ces docteurs, en cherchant la vérité, sont comme une femme qui veut faire entrer son amant par une porte dérobée & qui ne peut en trouver la clef. Les hommes dans leurs vaines recherches sur cet article ressemblent à celui qui mon-



te sur un arbre où il y a un peu de miel, il y parvient, & à peine en a-t-il goûté, que les serpens qui sont autour de l'arbre le dévorent.

Les peuples n'ont qu'une idée vague & confuse des mystères de religion, & peut-être est-il nécessaire de leur conserver cette sainte obscurité. On a toujours admis les dogmes, comme on reçoit la monnoie, sans en examiner le poids ni le titre. L'enthousiasme commence le bâtiment de la religion : mais c'est l'habileté qui doit l'achever ; beaucoup croire, peu considérer, c'est le seul moyen d'être sincèrement religieux.

La première loi que doit s'imposer celui qui traite l'histoire, c'est de ne rien publier de faux & de dire hardiment la vérité. Je n'ai point épargné mes peines, pour la tirer de l'obscurité qui la cache, & où l'intérêt & l'aigreur, suites inséparables des partis qui divisent toujours l'humanité, la tiennent le plus ordinairement captive. Après avoir reconnu cette vérité, je l'ai transmise à la postérité le plus fidèlement qu'il m'a été possible, persuadé que, quelque fût la fausse politique qui me portât à trahir sa cause, je me dégraderois moi-même. J'ai tracé les événemens avec simplicité, tant que des témoins oculaires & accrédités ne



m'en ont pas fait pénétrer les détails secrets : mais par-tout où d'heureuses circonstances m'ont servi à dévoiler la source des faits, je me suis attaché à la montrer dans sa pureté, au risque de restituer au mépris les héros de certaines anecdotes déjà publiées à leur gloire. L'historien par devoir doit assigner à chaque personne le rang qui lui est dû & à chaque fait le crédit qu'il mérite. Si le châtiment est tombé sur la foiblesse, elle n'en implore que plus hautement sa vengeance ; & le crime que le bonheur a couronné, doit trouver sa punition dans les annales qu'il écrit. Cette tâche est périlleuse, mais elle est indispensable. On ne fera donc point étonné si, en traitant quelques parties de l'histoire de France, je soutiens cette noble franchise ; & si je ne le faisois pas, je ferois tort au rare bonheur de l'administration de M. LE DUC DE CHOISEUL, qui laisse à chacun la liberté de penser en Angleterre ce qu'il veut & d'y dire ce qu'il pense. La liberté & la vérité qui ont toujours conduit ma plume, doivent me valoir son suffrage, car ces nobles caractères sont sûrs de plaire à un génie tel que le sien. Un principal ministre qui ne les aime pas, peut bien être un homme redouté, mais il ne sera jamais un grand homme. Sous Auguste, la



liberté ne perdit à Rome que les maux qu'elle peut causer ; & à Londres sous GEORGE III. elle ne perd rien du bonheur qu'elle peut produire.

Les plus célèbres génies ont témoigné tant de doutes sur les connoissances humaines , qu'avec eux je suspens mon jugement sur les choses qui présentent de l'incertitude. Le faux fait si bien prendre l'apparence du vrai , & le vrai est si sujet à être confondu avec le faux , qu'il est presque impossible de parler avec certitude de certaines vérités. Les préjugés de l'éducation , les fausses préventions , l'attachement à son pays , l'indiscrete affection pour l'état qu'on a embrassé , la superstition , l'amour-propre , la crainte , l'amitié , la haine , enfin toutes les passions semblent , à l'envi les unes des autres , s'empressez à nous aveugler ou du moins à nous séduire. Si le climat , le gouvernement & la religion impriment ces préjugés qui influent sur tous les êtres , comment les écrivains s'en rendroient-ils supérieurs ? Sur-tout quand on pense que les admettre , c'est trouver le seul moyen d'expliquer l'énigme de ce monde. Sans chercher à rendre cette dernière plus incompréhensible , j'espère faire voir qu'on peut rendre inutiles ces prétendus obstacles , & que , plus on parvient



à s'en écarter, plus on acquiert de droits sur l'estime publique. Je me suis proposé cette fin, lorsque, dans la seule vûe de m'instruire, j'ai ramassé les matériaux que je donne au public: aurois-je moins d'égards pour l'humanité que je n'en ai eu pour moi-même? Qu'on s'attende donc à des anecdotes singulieres, à des traits que la sensibilité pourra trouver trop hardis, à une franchise qui, sans braver personne, ne sera guidée que par la vérité. En me rendant auteur, je me dois à ceux qui ont vécu avant moi, qui exigent un coup de pinceau naturel, qui leur rende leur gloire ou leur honte: à mes contemporains qui souhaitent que le vrai les éclaire, même lorsqu'ils redoutent l'éclat de son flambeau; & à la postérité qui séduite par mon caractère pourroit adhérer à des faits mal représentés & que je n'aurois pas combattus.

Je laisse à ceux qui désapprouveront mes raisons le soin d'en chercher de meilleures; pour moi je vois un fait, je l'examine & je l'écris sans chercher à en deviner les causes finales, qui ne sont que trop au-dessus de nos lumieres: & je pense comme Cicéron qui, dans une occasion pareille, disoit: *non quæro cur, quoniam quid eveniat intelligo*  
*... hoc sum contentus quod etiam si quomodo quidque*



*fiat ignorem, quid fiat intelligo.* Lib. I. de divinatione 8, 9.

Je tâche d'écrire moins en courtisan qu'en historien; je puis me tromper: mais mon intention est de dire la vérité & de la montrer même aux potentats, sans leur manquer. Si l'univers est une vaste scène de brigandages abandonnés à la fortune, le représenter tel qu'il est, c'est inspirer pour lui l'horreur qu'il mérite, & travailler à lui faire perdre ses difformités. J'avoue que, quand je fais moi-même réflexion que ce qui se passe aujourd'hui dans le monde, doit devenir un jour la matière de l'histoire, cela me dégoûte non-seulement de l'écrire mais même de la lire.

Un historien cependant, qui désireroit captiver le plus grand nombre de ses lecteurs, devroit avoir la conduite d'un courtisan qui cherche fortune. Il faudroit qu'il fût né avec un si grand fond d'indifférence pour la justice & pour la vérité, que sans peine il la vît violer & qu'il la violât sans remords dès que son avantage peut l'exiger: car si à la cour cette vérité dicte les paroles ou les écrits, elle signe l'arrêt infallible de son favori & le perd sans ressources. L'adulation fraie seule la route à la fortune: mais les auteurs qui s'y livrent doivent



abandonner toute prétention à la gloire. Ils vivent par leurs écrits, & ceux-ci meurent avec eux. Envain la noblesse de l'expression, la délicatesse du stile, la subtilité de l'imagination s'unissent-elles pour donner un beau jour à des faits odieux cela ravit un instant parce que cela étonne : mais le lecteur finit par mépriser celui qui emploie tant de ressorts pour le tromper ; & voilà la situation du plus grand nombre des écrivains politiques.

Qui veut donc peindre pour l'immortalité, doit peindre des fots. La réputation de Paracelse, qui a si bien écrit sur les vertus des génies, est morte, lorsque celle de Moliere, qui s'est contenté d'écrire les sottises du monde, vivra tant qu'il y aura des hommes.

Je n'entrerai pas dans un plus grand détail sur les différentes parties qui doivent remplir le projet que je me suis formé. Nulle considération ne pourra m'empêcher de les traiter d'une façon aussi impartiale que sincère.

Puisque mes anciens ouvrages ont paru dignes de l'indulgence du public, j'ose me flatter de l'obtenir pour celui-ci, avec d'autant moins de difficulté, que le sujet en est plus compliqué, & que par reconnoissance j'ai fait plus d'efforts pour mériter son approbation.



Si mes ennemis s'y opposent en m'imputant d'avoir fait quelques sottises, je leur répondrai avec Fontenelle qu'il en est quelquefois de si heureuses, qu'on a bien de la peine à les regretter. Le peintre qu'il cite à ce sujet peut me servir d'excuse. Les raisins formés sous son pinceau avoient tant de naturel que les oiseaux accouroient pour les béqueter, sans être épouvantés par le petit paysan qui les portoit. Cette dernière sottise lui fut sans doute heureuse, car s'il avait donné à l'homme une stature & des traits capables de causer de l'effroi, la merveilleuse excellence des raisins auroit perdu de son mérite. Si l'on me taxe donc d'avoir fait des sottises, j'ose dire que la plupart ont fait connoître un caractère ferme, incapable de se prêter aux caprices de la fortune ou à la vanité des grands. C'est ce caractère que je soutiendrai dans tout le cours de cet ouvrage, & cette preuve de mon respect pour le public paroît m'assurer des droits sur sa bienveillance.



# T A B L E A U

## HISTORIQUE & POLITIQUE

DE LA

### RÉPUBLIQUE DE POLOGNE.

---

*Libertas, salus populi, decus regis.*

---

#### CHAPITRE PREMIER.

##### DESCRIPTION HISTORIQUE DE LA POLOGNE.

1<sup>o</sup>. **L**e royaume de Pologne se divise de nos jours en terres de la couronne & en terres du grand duché de Lithuanie, qui faisoient autrefois deux états Souverains & distincts.

Division  
générale  
de la  
Pologne.

2<sup>o</sup>. Jagellon fut le premier duc de Lithuanie, qui en 1386. monta sur le trône de Pologne par son mariage avec Edwige, à laquelle les Polonois avoient déferé la couronne, quoiqu'elle ne fût que la seconde fille de Louis roi de Hongrie neveu de Casimir le grand de Pologne.



3°. Jagellon ne fut reconnu roi, que sous les conditions d'embrasser le christianisme, & d'unir ses biens héréditaires à la monarchie. Il remplit la première & prit au baptême le nom de Ladislas: mais le désir de conserver à sa postérité le domaine qu'il tenoit de ses ancêtres, & peut-être de se ménager une retraite, lui fit éluder d'accomplir la seconde. Il régna & mourut dans ce système, sans que cela empêchât son fils aîné de lui succéder. Cet héritier eut sans doute les mêmes sentimens, puisqu'en 1440. son frere ayant été élu grand duc de Lithuanie, par les soins de Nicolas Radziwil, le monarque désapprouva, mais souffrit sa conduite, & cette alliance eut de grandes difficultés avant que de s'effectuer. Envain les deux états assemblés à Grodek sur la Bug, parurent-ils d'accord sur cette union en 1443. quelque désirée qu'elle fût, elle n'eut lieu que sous Sigismond Auguste.



4. C'est donc de cette dernière époque, qu'on peut dater la division générale de la Pologne, en royaume de ce nom & en grand duché de Lithuanie.

5. La vaste région, connue sous le nom de Pologne, étoit autrefois habitée par les Sarmates Européens, les Bastames, les Jaziges & les Gélons; peuples belliqueux dont les habillemens & les armes se voient sur la colonne Trajane & sur différentes médailles romaines, comme autant de monumens consacrés à leur gloire.

Etat  
particulier  
de la  
Pologne.

6. Les terres du royaume se divisent en grande & en petite Pologne, auxquelles on ajoute la Prusse royale & la Russie rouge.

7. Ce qui compose la grande & petite Pologne tire son nom de la beauté, de la richesse & de la fertilité des campagnes qui s'y trouvent. Ses provinces méridionales jouissent d'un air tempéré, qui est extrêmement froid dans les parties septentrionales & malsain vers l'orient, à cause des eaux

Pologne  
propre.



qui s'amassent & croupissent dans les marais qui sont dans les déserts.

Prusse.

8. La Prusse, autrefois habitée par les Vandales & les Pruthéniens venus de Scythie, fut conquise par les Chevaliers Teutoniques qui, énorqueillis de cette acquisition, n'épargnerent rien pour subjuguier la Pologne: mais ces voisins inquiets s'étant rendus par leur tyrannie, odieux à leurs sujets, plusieurs villes chercherent un remède à leurs maux, en se mettant sous la protection de la Pologne. Les chevaliers eux-mêmes, bientôt victimes de ces discordes, se reconnurent vassaux de ce royaume qu'ils avaient si longtems envié. Enfin Albert de Brandebourg, leur dernier grand-maître, ayant embrassé les opinions de Luther, céda la Prusse royale à Sigismond Roi de Pologne, à condition que ce monarque lui donneroit l'investiture de la Prusse Ducale.

Russie  
rouge.

9. La Russie rouge est ainsi nommée pour la distinguer des Russies noire & blanche,



qui font la Moscovite & la Lithuanique. Cette province, que Jagellon unit à la petite Pologne, s'étend depuis les frontières de la Lithuanie jusques à l'embouchure du Niéper, fleuve qui la sépare de la Moscovie, ainsi que les monts krapachs le font de la Hongrie.

10. La Lithuanie qui, comme la Pologne, Lithuanie, faisoit partie de l'ancienne Sarmatie Européenne, étoit habitée par les Vénedes, que les historiens nous représentent comme les peuples les plus superstitieux & les plus barbares de leur tems. Sans guides, ils ne vivoient pour la plupart que du fruit des courses qu'ils faisoient sur leurs voisins. Le Duc de Kiovie arma contre eux, les vainquit & les força à lui payer un tribut, auquel ils furent bientôt se soustraire sous la conduite d'un chef, que la nécessité leur avoit fait choisir. Ils ne se soumirent pas avec plus de patience aux armes victorieuses des Chevaliers Teutoniques: & quelqu'en-



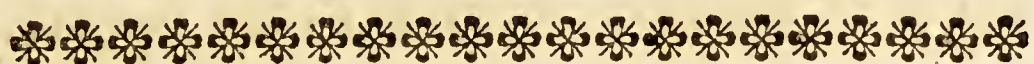
gagement que Jagellon eût pris pour les unir à la Pologne, ce ne fut que du consentement libre des Seigneurs que se consumma cette alliance, qui conserve encore de nos jours aux Lithuaniens leurs loix, leurs privileges, & tous les grands officiers civils & militaires qui peuvent constater un état allié, libre & souverain.

11. Les premiers chefs des Lithuaniens eurent le nom de Ducs, & si Innocent IV donna celui de roi à Mingod, pour récompenser sa conversion à la religion chrétienne, ce prince lui-même le perdit par sa rechute dans l'idolâtrie. Le titre de Grand Duc ne fut ensuite pris par les souverains de Lithuanie, que pour dénoter la puissance qu'ils avoient sur les Duchés qui se trouvoient enclavés dans leurs états, & qui étoient ordinairement l'apanage des cadets de leur maison.

12. Le pays que les Lithuaniens occupent est d'une vaste étendue, mais rude &



couvert de forêts & entrecoupé de marais. Les villes qui s'y trouvent sont assez belles & bien bâties, mais les hameaux sont mal construits, & les payfans y sont plus esclaves qu'en Pologne, puisqu'ils n'y possèdent rien que le seigneur ne puisse prendre à sa volonté.



## CHAPITRE II.

### HISTOIRE CHRONOLOGIQUE DES SOUVERAINS DE POLOGNE.

1. Lechus, sorti des palus méotides, se jeta en 550 sur les peuples qui habitoient les terres de Pologne; & y bâtit la ville de Gnesne.

2. On ignore le tems que sa postérité conserva, sous le titre de Duc, le gouvernement de cette conquête: mais il est certain qu'après l'extinction de sa famille, l'administration de l'état fut confiée à douze *Waywoden* ou seigneurs du pays, choisis par le peuple.



3. La désunion se glissa bientôt entre ces juges suprêmes, dont l'autorité égale divisoit les intérêts. Le peuple, qui ne pouvoit manquer d'en être victime, songea à se réunir sous un seul chef.

4. En 700 Cracus fut élu : mais son fils, l'ayant immolé à son ambition, ne put conserver la puissance dont il s'étoit emparé. Son crime fut découvert ; & ses sujets l'ayant chassé, reconnurent pour souveraine sa sœur, qu'une aveugle superstition engagea à se précipiter dans la Vistule.

5. Le gouvernement fut remis une seconde fois entre les mains de douze Palatins, jusqu'à ce qu'on convint d'élire pour chef un orfèvre nommé Prémislas, qui changea son nom en celui de Lescus I. & qui mourut sans enfans.

6. Une élection, prix de la légèreté, lui donna pour successeur Lescus II. dont la postérité régna jusques à la troisième génération ; car Popiel II. étant mort avec l'exé-



cratation que méritoit sa cruauté, & sans laisser d'enfants, les états ne purent se résoudre à se donner un maître, ce qui donna lieu à une anarchie qui déchira longtems le royaume.

7. Pour mettre un terme aux maux sous lesquels la nation gémissoit, on élut en 842. Piaſte ſimple payſan, dont la poſtérité ayant tenu la puiffance pendant 528 ans, n'a fini qu'à la mort de Caſimir III.

8. De cette famille étoient Miciflas I. qui ſe fit baptiſer l'an 965. Boſeſlas à qui en 1001. l'empereur Otton III. donna le titre de Roi, que perdit Boſeſlas II. pour avoir mis à mort Stanislas Evêque de Cracovie. Cette punition infligée par le Souverain Pontife paſſa à ſes deſcendans, qui gouvernerent ſous le titre de Ducs, juſques à Prémiflas qui l'an 1295 rétablit la dignité royale.

9. La branche maſculine des Piaſtes étant éteinte en 1370 par la mort de Caſimir III. les Polonois, attachés au droit héréditaire,



appellerent à la couronne Louis le grand, fils de Charobert Roi de Hongrie & d'Elisabeth sœur de leur dernier monarque.

10. A la mort de ce prince, qui ne laissoit point d'enfans mâles, on conserva le trône pour Edwige sa fille puînée, qui épousa Jagellon Grand Duc de Lithuanie, qui prit au baptême le nom de Ladislas IV.

11. La postérité de ce premier roi étranger finit à Sigismond II. qui mourut sans enfans.

12. La Pologne, par un choix libre & dans lequel les droits du sang n'avoient aucune influence, se donna alors pour roi Henri d'Anjou frere de Charles IX Roi de France. Il fut couronné en 1574: mais à peine avoit-il demeuré quatre mois en Pologne, qu'il s'en échapa pour retourner en France, prendre le sceptre de ce royaume que le droit héréditaire venoit de lui remettre par la mort de son frere.

13. Sa retraite rendit le trône vacant & les suffrages de la nation y firent monter



Etienne Batori qui , en épousant Anne sœur de Sigismond Auguste , rapella à la couronne la branche féminine des Jagellons , qui finit par l'abdication volontaire de Jean Casimir en 1669.

14. Deux Piaftes furent successivement élus : mais dans la diette d'interregne , qui suivit la mort de Jean Sobieski , il fut arrêté que quiconque par la suite proposeroit d'élever un Piafte sur le trône , seroit déclaré ennemi de l'état.

15. Ce règlement engagea plusieurs princes étrangers à solliciter la couronne de Pologne , mais leur crédit céda à celui de Frédéric Auguste Electeur de Saxe.

16. Ce Prince , par une vicissitude singuliere , fut élu en 1697 rejeté en 1703 forcé en 1707 de reconnoître , pour roi légitime de Pologne , Stanislas Leczinski , que Charles XII de Suede avoit fait nommer en sa place en 1704. sur lequel néanmoins il reprit le trône en 1709 après que la bataille de Pultawa , en décidant le sort du



roi de Suede, eut mis Stanislas dans l'impossibilité de se maintenir en Pologne contre Auguste qui y rentroit.

17. Après la mort du roi électeur arrivée le 1 Fevrier 1733, Stanislas fut élu de nouveau le 12 Septembre, & auroit joui de la couronne, si le fils du monarque précédent élu le 5 Octobre par la faction des Evêques de Cracovie & de Posnanie, n'eût, par le secours des Russes, empêché qu'il n'entrât dans le royaume.

18. Personne n'ignore de quelle maniere la nation élut le 7 Septembre 1764 Stanislas Auguste Poniatowski, sans qu'aucun concurrent lui opposât un parti décidé.

19. Ce Prince, digne du sort le plus heureux, & qui pouvoit se le promettre, si les circonstances lui eussent permis de se servir de ses lumieres, est dans une situation si critique, qu'il n'est pas possible de prévoir comment seront apaisés les troubles qui déchirent son royaume.

CHA-





CHAPITRE III.

POUVOIR DU ROI.

1. Un Roi de Pologne, comme on vient de le voir, est électif depuis quelques siècles; car, quoi qu'en disent la plupart des Polonois, avant Sigismond Auguste, la couronne étoit héréditaire; ou du-moins dans le choix de leurs rois, les électeurs s'attachoient à la même famille.

Etendue  
du pou-  
voir du  
Roi.

2. Il nomme les ministres d'état, les sénateurs, les archevêques, les évêques, les généraux & les autres officiers distingués dans l'armée, ainsi que les officiers auliques tant de Pologne, que du grand duché de Lithuanie.

3. Il donne à son gré les principaux bénéfices ecclésiastiques, les starosties & autres biens royaux qui sont en grand nombre.

4. Il est le protecteur immédiat des grandes villes, auxquelles il donne tels privilèges que bon lui semble, sauf pourtant



le préjudice qui pourroit en résulter contre la noblesse.

5. Il a le droit de convoquer des assemblées du sénat & des diettes autant de fois qu'il le juge à propos : mais il lui feroit dangereux d'en ordonner trop souvent & sans des sujets graves, puisque cela pourroit fatiguer la nation.

6. Il donne l'investiture aux vassaux de la couronne ; & peut recevoir des ambassadeurs, pourvu que ce soit de concert avec les sénateurs nommés pour composer son conseil : mais il ne peut envoyer de ministres dans les cours étrangères, du-moins si c'est pour traiter de guerre, de paix ou d'alliance, s'il n'a l'agrément de la république.

7. Il a le pouvoir de créer des chevaliers de l'ordre de l'aigle blanc & de divers autres ordres, il peut même en instituer de nouveaux suivant son bon plaisir.

8. Il a le droit de faire des barons, des



comtes, des marquis & des gentilshommes, pourvu que ce soit des étrangers, qui par-là n'acquierent aucun droit de suffrage dans les assemblées de la république.

9. Le roi de Pologne ne peut faire ni la guerre, ni la paix, ni conclure d'alliance, sans le concours du sénat & de la noblesse.

Bornes du  
pouvoir  
du roi.

10. Il ne peut faire battre monnaie: mais lorsque la république en fait battre, elle doit être au coin du roi.

11. Il n'a pas le pouvoir de faire arrêter un noble, avant qu'il soit juridiquement convaincu.

12. Le consentement de la république lui est absolument nécessaire pour instituer de nouvelles loix, en abroger d'anciennes, mettre des impôts, lever des troupes, en réformer, faire des nobles Polonois, ou pour donner à des étrangers le droit de *naturalité* autrement dit, *indigénat*.

13. Telles sont à peu près l'étendue & les bornes du pouvoir d'un roi de Pologne:



mais il convient de remarquer que chaque élection y cause quelques variations, par les changemens que les électeurs trouvent à propos de faire aux *Paſta conventa*, ſuivant que les circonſtances du tems paroiffent l'exiger.

Revenus  
du roi.

14. Le roi tire annuellement, de la Pologne & de la Lithuanie, environ un million ſix cents mille livres de France, provenant tant des terres affermées ſous le titre d'économies royales, que des ſalines, des douanes & de la ville de Dantzick, qui lui paie certains droits dans la chambre des finances, nommée vulgairement *Geldkammer*. Tel fixé que ſoit le revenu d'un roi de Pologne, il peut cependant varier ſuivant le tems & l'habileté des adminiſtrateurs. Sa modicité ne ſurprendra point ceux, qui feront attention que ce monarque ne paie ni les troupes, ni les officiers de ſa cour, & que cet argent eſt uniquement deſtiné à l'entretien de ſa perſonne & au ſalaire de ſes domeſtiques.





CHAPITRE IV.

DU SÉNAT.

1. Le Sénat tient un milieu entre le roi & l'ordre équestre, & est institué pour maintenir la balance entre les droits du trône & ceux de la noblesse, afin d'empêcher que les uns ne l'emportent sur les autres, au préjudice de la liberté ou du repos de la république.

But du  
Sénat.

2. Tous les sénateurs sont conseillers naturels du roi: & en cette qualité ils ont tous droit d'être auprès de sa personne quand il leur plait.

Il doit toujours y en avoir au-moins quatre à la cour, pour veiller à ce que rien ne se passe au conseil qui puisse nuire à l'état ou aux privilèges du Sénat. Aucun d'eux ne peut sortir du royaume, pour quelque cause que ce soit, sans une permission expresse de la république.



Ses fonctions.

3. La fonction des sénateurs est de maintenir la paix & l'union dans les Palatinats & dans les districts où leur place leur donne quelque autorité, & d'assister aux diettes, aux diétines & aux autres assemblées de cette nature.

Ses prérogatives.

4. Le Roi peut bien donner & donne en effet la dignité de sénateur: mais il ne fauroit l'ôter sans le consentement de la personne, ou sans un jugement de l'état. Le pouvoir du roi a la même étendue & les mêmes bornes, à l'égard des ministres & des grandes charges de l'armée.

Division du Sénat.

5. On divise cet ordre en sénateurs ecclésiastiques & séculiers, & ceux-ci se partagent en sénateurs du premier rang & en sénateurs du second rang.

Sénateurs Ecclésiastiques.

6. Les sénateurs ecclésiastiques sont les archevêques ou évêques, qui ont le pas sur tous les autres membres du sénat.

Privileges du Primat.

7. L'archevêque de Gnesne, le premier des sénateurs ecclésiastiques, a des privile-



ges si étendus qu'il peut se rendre redoutable à son roi. Il fut déclaré primat du royaume au concile de Constance & légat né du S. Siège à celui de Latran.

8. Si le Roi fait quelque chose qui lui paroisse contraire aux loix, il a le droit de convoquer le sénat & la noblesse pour s'y opposer.

9. Il a le droit de faire porter devant lui la croix toujours levée, soit qu'il aille chez le Roi ou dans les diettes; & lors qu'il est assis dans ces dernières, on la tient derrière lui.

10. Il ne rend aucune visite, pas même aux Ambassadeurs des têtes couronnées: le nonce du pape est la seule personne qu'il doit visiter une fois pendant sa nonciature.

11. Si l'archevêque de Gnesne se rend à la Cour, le roi doit le faire complimenter, au bas de l'escalier, par son maréchal à la tête des principaux officiers; & dès que le prélat arrive dans l'antichambre, le cabinet



s'ouvre, & le monarque paroît, comme pour venir à sa rencontre.

12. Entre le grand nombre d'officiers qui composent la cour de l'archevêque, il a un maréchal qui est sénateur du royaume, & porte devant le prélat le bâton levé, qu'il ne baïsse qu'en présence du roi: mais si les maréchaux de sa majesté étoient absens, ce feroit au Maréchal de l'archevêque à porter son bâton levé devant le monarque.

13. Quant aux droits dont jouit cet ecclésiastique pendant l'interregne, on verra plus bas qu'ils sont si étendus qu'avec du génie, de la politique & de la fermeté, il lui est facile de disposer de la couronne à son gré.

Sénateurs  
Séculiers.

14. Les sénateurs séculiers du premier rang sont les palatins, les castellans supérieurs, nommés pour cette raison, *castellans du grand siège*, & un seul staroste qui est celui de SAMOGITIE.



15. Les sénateurs féculiers du second rang, sont d'autres castellans inférieurs, nommés *castellans du petit siège*, tant parce qu'ils sont assis sur une banquette derrière les premiers sénateurs, que parce qu'ils sont d'institution moins ancienne.

16. Les Palatins sont comme autant de généraux d'armées & de gouverneurs de provinces. En tems de paix, ils doivent veiller au bon ordre & à la police dans leur palatinat. En tems de guerre, & dans les grandes calamités de l'état, chacun d'eux doit se mettre à la tête de la noblesse que son palatinat fournit pour former *la Pospolite* ou l'arrière-ban.

17. Les Castellans, dans leur origine, n'étoient que des lieutenants-généraux ou les substituts des Palatins : mais maintenant les choses ont changé de face ; car les Castellans jouissent presque des mêmes droits que leurs anciens supérieurs. La seule différence c'est qu'ils en jouissent



Le Castell-  
lan de  
Cracovie a  
le pas sur  
son Pala-  
tin.

avec moins d'étendue ; encore faut-il en excepter le Castellan de Cracovie, qui a le pas sur tous les sénateurs séculiers, & qui commande la noblesse de son district, même au préjudice du Palatin.

18. Cette prééminence lui vient de ce que Boleslas, surnommé *Bouche-forte*, ne pouvant souffrir les brigues, que Scarbinirus Palatin de Cracovie ne cessoit de faire pour soulever le peuple contre lui, le fit chasser du sénat & périr en prison. Ce Prince, pour éterniser, s'il pouvoit, sa vengeance, obtint une constitution qui statue qu'à perpétuité le Castellan de Cracovie aura le pas sur son Palatin.

Avantages  
attachés  
aux places  
du sénat.

19. Pour achever de donner une juste idée de la dignité des Palatins & des Castellans, on doit ajouter qu'en général ces charges si recherchées n'apportent que de l'honneur & peu ou point de revenus. L'avantage que l'on en tire certainement, c'est que, lorsqu'elles sont possédées par



des gens à talens, elles procurent beaucoup de crédit & rendent un homme considérable, tant aux yeux de la cour qui est la source des graces, qu'à ceux de l'ordre équestre, dont l'amitié peut même élever un grand seigneur au trône.

20. Il y a cent trente-six sénateurs, dont dix-sept sont ecclésiastiques & les autres Nombre des sénateurs. séculiers au nombre de cent dix-neuf.

21. Des sénateurs séculiers, il y a trente-trois Palatins, un Staroste, trente-six Castellans du grand siège, & quarante-neuf Castellans du petit. La liste suivante les fera tous connoître selon l'ordre de leur séance: mais comme les uns sont sénateurs du royaume & les autres du grand-duché, on les distinguera de cette maniere *R. G. D.* & on fera connoître ceux qui ont une préférence alternative l'un sur l'autre par ces lettres. *Alt.*



## SÉNATEURS Ecclésiastiques.

- 1 L'Archevêque de Gnesne Primat du royaume & du grand-duché.
- 2 L'archevêque de Léopol. R.
- 3 L'Evêque de Cracovie. R.
- 4 L'Evêque de Cujavie. R.
- 5 L'Evêque de Wilna. G. D. }
- 6 L'Evêque de Pofnanie. R. } *Alt.*
- 7 L'Evêque de Ploczko. R.
- 8 L'Evêque de Varmie. R. }
- 9 L'Evêque de Lucéorie. R. } *Alt.*
- 10 L'Evêque de Przemiflie. R.
- 11 L'Evêque de Samogitie. G. D.
- 12 L'Evêque de Culm. R.
- 13 L'Evêque de Chelm. R.
- 14 L'Evêque de Kiowie. R.
- 15 L'Evêque de Kaminiek. R.
- 16 L'Evêque de Livonie. G. D.
- 17 L'Evêque de Smolensko. G. D.



Sénateurs Séculiers,

*du premier rang.*

18	Castellan de Cracovie.	R.	
19	Palatin de Cracovie.	R.	} <i>Alt.</i>
20	Palatin de Posnanie.	R.	
21	Palatin de Wilna.	G. D.	
22	Palatin de Sandomir.	R.	
23	Castellan de Wilna.	G. D.	
24	Palatin de Kalitz.	R.	
25	Palatin de Trocki.	G. D.	
26	Palatin de Siradie.	R.	
27	Castellan de Trocki.	G. D.	
28	Palatin de Lencici.	R.	
29	Staroste de Samogitie.	G. D.	
30	Palatin de Brest en Cujavie.	R.	
31	Palatin de Kiowie.	R.	
32	Palatin d'Inowladislaw.	R.	
33	Palatin de Ruffie.	R.	
34	Palatin de Volhynie.	R.	
35	Palatin de Podolie.	R.	
36	Palatin de Smolensko.	G. D.	



- |     |                         |       |
|-----|-------------------------|-------|
| 37  | Palatin de Lublin.      | R.    |
| 38  | Palatin de Polosko.     | G. D. |
| 39  | Palatin de Belsko.      | R.    |
| 40  | Palatin de Nowogorod.   | G. D. |
| 41  | Palatin de Ploczko.     | R.    |
| 42  | Palatin de Witepsko.    | G. D. |
| 43. | Palatin de Masovie.     | R.    |
| 44  | Palatin de Polaquie.    | R.    |
| 45  | Palatin de Rava.        | R.    |
| 46  | Palatin de Brzestie.    | G. D. |
| 47  | Palatin de Culm.        | R.    |
| 48  | Palatin de Mscislaw.    | G. D. |
| 49  | Palatin de Marienbourg. | R.    |
| 50  | Palatin de Braclaw.     | R.    |
| 51  | Palatin de Poméranie.   | R.    |
| 52  | Palatin de Minski.      | G. D. |
| 53  | Palatin de Livonie.     | G. D. |
| 54  | Palatin de Czernichow.  | R.    |
| 55  | Castellan de Pofnanie.  | R.    |
| 56  | Castellan de Sandomir.  | R.    |
| 57  | Castellan de Kalitz.    | R.    |
| 58  | Castellan de Woynick.   | R.    |



- |    |                                |       |
|----|--------------------------------|-------|
| 59 | Castellan de Gnesne.           | R.    |
| 60 | Castellan de Siradie.          | R.    |
| 61 | Castellan de Lencici.          | R.    |
| 62 | Castellan de Samogitie.        | G. D. |
| 63 | Castellan de Brest en Cujavie. | R.    |
| 64 | Castellan de Kiowie.           | R.    |
| 65 | Castellan d'Inowladiflaw.      | R.    |
| 66 | Castellan de Léopol.           | R.    |
| 67 | Castellan de Volhynie.         | R.    |
| 68 | Castellan de Kaminiek.         | R.    |
| 69 | Castellan de Smolensko.        | G. D. |
| 70 | Castellan de Lublin.           | R.    |
| 71 | Castellan de Polosko.          | G. D. |
| 72 | Castellan de Belsko.           | R.    |
| 73 | Castellan de Nowogorod.        | G. D. |
| 74 | Castellan de Ploczko.          | R.    |
| 75 | Castellan de Wittepsko.        | G. D. |
| 76 | Castellan de Czersko.          | R.    |
| 77 | Castellan de Polaquie.         | R.    |
| 78 | Castellan de Rava.             | R.    |
| 79 | Castellan de Brzestie.         | G. D. |
| 80 | Castellan de Culm.             | R.    |



81	Castellan de Mscislow.	G. D.
82	Castellan d'Elbing.	R.
83	Castellan de Braclaw.	R.
84	Castellan de Dantzik.	R.
85	Castellan de Minski.	G. D.
86	Castellan de Livonie.	G. D.
87	Castellan de Czernichow.	R.

## Sénateurs Séculiers.

*du second rang.*

88	Castellan de Sandeck.	R.
89	Castellan de Mendziritz.	R.
90	Castellan de Wiclica.	R.
91	Castellan de Biecz.	R.
92	Castellan de Rogozno.	R.
93	Castellan de Radoin.	R.
94	Castellan de Zawichosk.	R.
95	Castellan de Lenden.	R.
96	Castellan de Szemsk.	R.
97	Castellan de Zarnaw.	R.
98	Castellan de Malogosk.	R.
99	Castellan de Wilum.	R.
100	Castellan de Przemissie.	R.
101	Castellan de Halitz.	R.
		102 Caf-



102	Castellan de Sanok.	R.
103	Castellan de Chelm.	R.
104	Castellan de Dobrzin.	R.
105	Castellan de Polaniez.	R.
106	Castellan de Premetsk.	R.
107	Castellan de Kriwin.	R.
108	Castellan de Czerskow.	R.
109	Castellan de Naklo.	R.
110	Castellan de Rozpir.	R.
111	Castellan de Biechow.	R.
112	Castellan de Bidgots.	R.
113	Castellan de Brezin.	R.
114	Castellan de Kruswiek.	R.
115	Castellan d'Oswieczin.	R.
116	Castellan de Kamin.	R.
117	Castellan de Spisimir.	R.
118	Castellan d'Inowloczk.	R.
119	Castellan de Kowal.	R.
120	Castellan de Santock.	R.
121	Castellan de Sochaczow.	R.
122	Castellan de Warsovie.	R.
123	Castellan de Gostiner.	R.
124	Castellan de Wisna.	R.
125	Castellan de Raciouk.	R.
126	Castellan de Sierpsk.	R.
127	Castellan de Wyssogrod.	R.



128	Castellan de Ripin.	R.
129	Castellan de Racioufk.	R.
130	Castellan de Chieckanow.	R.
131	Castellan de Liwo.	R.
132	Castellan de Slonck.	R.
133	Castellan de Lubaczow.	R.
134	Castellan de Konari en Siradie	R.
135	Castellan de Konari en Lencici.	R.
136	Castellan de Konari en Cujavie.	R.

22. On voit par cette liste que, sans compter le Primat, il y a cent neuf sénateurs pour le royaume, & vingt-six pour le grand duché: mais il n'est pas inutile de remarquer que, quoiqu'on ait dit que le Roi confère toutes ces dignités, il faut pourtant en excepter le *staroste de Samogitie* & le *Palatin de Polosko*, dont les charges sont électives: mais si la noblesse du pays les choisit dans ses diétines, le Roi doit cependant les confirmer.

23. Les ministres d'état de la république ont aussi séance dans le sénat & roulent avec les sénateurs. Leurs charges leur donnent même un pouvoir & une étendue de fonctions que les simples sénateurs n'ont



pas : d'où il arrive souvent que des palatins quittent avec plaisir leur palatinat pour remplir une place dans le ministère. Il suffira de remarquer que les grands officiers de la couronne précèdent ceux du duché, quoique chacun de ceux qui possèdent les mêmes charges dans l'un ou dans l'autre, soient égaux en dignité. Voici la liste des ministres suivant leur rang.

1. Grand Maréchal de la Couronne.
2. Grand Maréchal de Lithuanie.
3. Grand Chancelier de la Couronne.
4. Grand Chancelier de Lithuanie.
5. Vice-Chancelier de la Couronne.
6. Vice-Chancelier de Lithuanie.
7. Grand Trésorier de la Couronne.
8. Grand Trésorier de Lithuanie.
9. Petit Maréchal de la Couronne.
10. Petit Maréchal de Lithuanie.

Ministres  
d'Etat.

24. Outre la part éminente que le grand Maréchal a dans les affaires publiques, le conseil du roi & les délibérations du sénat, sa charge lui donne plusieurs prérogatives considérables. Il exerce en effet les fonc-

Des Maré-  
chaux.



tions de juge suprême & indépendant par tout où le roi se trouve, puissance qui est encore plus étendue dans l'interregne. Il peut en conséquence, de sa pleine autorité, faire arrêter un criminel, quand il se feroit réfugié dans l'antichambre du roi & fut-il même un sénateur, & le condamner à mort, si le cas l'exige. La police, le bon ordre & la tranquillité publique sont de sa compétence. Dans l'assemblée du sénat, c'est à lui de donner aux sénateurs rang pour haranguer ou pour mettre quelque proposition sur le tapis, ainsi qu'à imposer silence à ceux qui parlent, ce qu'il fait en frappant la terre avec son bâton. Il est outre cela introducteur des ambassadeurs, grand maître des cérémonies, & protecteur du droit des gens; & dans les tems orageux, il est Général de l'arrière-ban, ou du-moins il prétend l'être: car on lui conteste volontiers cette dignité importante.

25. Les Maréchaux de la cour, qu'on nomme aussi petits Maréchaux, exercent les mêmes fonctions en l'absence des grands.



26. La charge des Chancelliers est aussi fort respectable, parce que ce sont eux qui expédient les titres & les patentes de toutes les graces que le roi accorde. La seule différence entre les premiers & les seconds, c'est que les premiers sont dépositaires du grand sceau, & que leurs vicegérants ne gardent que le petit: mais les uns & les autres ont voix dans le sénat. Ils tiennent des tribunaux, & rendent des jugemens qu'on appelle *accessoriaux*, où ils décident en dernier ressort les procès qui s'élèvent entre les habitans des villes & des bourgades, & les différens qui surviennent sur des matieres concernant les biens royaux.

Des Chancelliers.

27. Le Grand Chancelier & le Vice-chancelier de Pologne doivent être alternativement l'un séculier & l'autre ecclésiastique, lors qu'en Lithuanie ils sont constamment tous deux séculiers.

28. Les grands Trésoriers ont pareillement voix dans le sénat, & sont administrateurs généraux des finances, dont ils ne rendent compte qu'en pleine diette subsistante. Tous les commis, les receveurs

Des Trésoriers.



de deniers provenant des péages, des douanes & autres impôts, dépendent d'eux. Ce sont eux qui doivent fournir aux frais des ambassades & autres dépenses publiques, dont le sénat règle la somme: enfin de même que les Chancelliers, ils ont des tribunaux où ils décident les difficultés relatives à leur charge.



## CHAPITRE V.

### DE L'ORDRE EQUESTRE.

1. L'ordre Equestre n'est autre chose que toute la noblesse de Pologne & de Lithuanie, dont les franchises & les droits sont immenses. Un simple gentilhomme, avec un bien médiocre, vivroit dans ce pays plus heureusement, que beaucoup de grands seigneurs dans le reste de l'univers, si les hommes savoient jouir d'une entière liberté, sans en abuser.

Ses privilèges.

2. Pour les franchises & les privilèges, toute la noblesse est dans une parfaite égalité. La distinction de haute & petite no-



blesse n'a lieu ici qu'abusivement, ou tout au plus pour donner aux familles un certain éclat dans le cours de la vie ordinaire; car pour ce qui concerne la préséance & le plus ou moins d'autorité ou d'influence dans les affaires publiques, les titres & la naissance n'y font rien, la chose dépend uniquement des charges que les membres de cet ordre peuvent avoir : d'où il suit qu'un prince ou un duc, fut-il du sang des Piaſtes ou des Jagellons, ne l'emportera point par là sur un ſimple gentil-homme.

Le moindre noble de trois générations eſt autant maître dans ſa terre & auſſi libre dans la république, que le ſeigneur le plus grand & le mieux titré. Il a droit de vie & de mort ſur les payſans qui ſont ſes ſujets, il peut ouvrir des mines de ſel ou de métaux, les exploiter & en diſpoſer à ſa volonté. On ne ſauroit l'arrêter qu'après l'avoir convaincu du crime dont il eſt accuſé. Sa maiſon jouit tellement du droit d'aſile, qu'on ne peut uſer de violence pour en tirer les gens qui ſ'y ſont réfugiés; il eſt vrai qu'alors la juſtice peut les conſigner entre les mains du propriétaire &



l'en rendre responsable. Le noble, qui est élu nonce pour une diette, peut la rompre par sa seule opposition; a droit de choisir le roi, & se fraie facilement une route aux principales charges de la république & même au trône.

Ses avan-  
tages.

4. Les talens naturels & aquis ont en Pologne une belle perspective. Un gentilhomme, quoique pauvre, s'il est insinuant & qu'il ait de l'esprit & du manège, peut gagner aisément les cœurs de ceux qui composent l'ordre équestre. Ce premier pas le conduit bientôt au point de s'attirer la considération des sénateurs, d'où il parvient nécessairement à se concilier l'attention de la cour. Alors les Starosties, les villages royaux, les dignités d'officiers & autres graces semblables commencent à changer sa fortune, jusqu'à ce qu'enfin l'entrée au Sénat ou une place de ministre le tire de l'ordre équestre. Il faut cependant remarquer que, pour obtenir du roi une charge, le gentil-homme qui y prétend doit être ce qu'on appelle *possesseur*, c'est-à-dire, qu'il faut qu'il ait quelque bien, dans les terres de la couronne ou du duché, selon la



situation de la dignité dont le monarque veut le gratifier.

5. Les Starosties sont des terres qui faisoient anciennement partie du domaine des rois, & qu'ils ont été obligés dans la suite de céder à la noblesse à titre de récompense; & c'est pour cela qu'on les appelle aujourd'hui *le pain des gens de mérite*.

Des Starosties.

6. Le mot *Starostie* se traduiroit exactement en françois par celui de *capitainerie*; mais les Polonois trouvent plus noble de l'expliquer par le nom de *gouvernement*. Ainsi à leurs yeux un Staroste est un gouverneur.

7. Quelques-unes de ces Starosties ont un *Grod*, c'est-à-dire, une espece de juridiction qui donne au titulaire le pouvoir de décider sur diverses affaires. Les autres n'ont pas le même attribut: mais les places n'en sont ni moins recherchées ni moins lucratives. Il y a telle Starostie qui rapporte annuellement plus de soixante mille livres de France; & une même personne peut en posséder plusieurs, pourvu que, dans tout le nombre, il n'y en ait qu'une de la première classe: mais elles ne passent



ni aux veuves ni aux enfans, si ce n'est avec le consentement du roi.

Nombre  
des Starosties.

8. On compte quatre cents cinquante-deux de ces Starosties, tant dans le royaume que dans le grand duché, outre une quantité prodigieuse de villages détachés que le roi donne pareillement à vie.

Des  
Grands  
Officiers  
tirés de  
l'ordre  
équestre.

9. Avant que de donner la liste des principaux officiers de Pologne & de Lithuanie, il convient de faire les observations suivantes.

En premier lieu, on donnera à quelques-unes de ces charges les noms qu'elles ont en Polonois, parce qu'à cet égard les termes du pays sont souvent plus de mode, même dans une autre langue, que n'en pourroit être la traduction: on ne se dispensera pas néanmoins de les expliquer en François, pour mettre tout le monde à portée de connoître les fonctions qui y sont, ou qui devroient y être attachées.

En second lieu, on désignera par une étoile les dignités qui ne sont qu'honorables sans être lucratives. Il n'en étoit aucunes qui n'eussent autrefois des fonctions à remplir & qui par conséquent ne



rapportassent quelque profit : mais aujourd'hui plusieurs d'entre elles , comme celles de Grand Echanfon , Grand Veneur & autres , ne donnent qu'un rang distingué , parce que les possesseurs n'en ayant aucun exercice , n'en tirent aucun émolument. Elles n'ont d'autre avantage que d'être un acheminement à l'obtention d'autres bienfaits royaux plus solides & plus utiles.

TABLEAU DES GRANDS OFFICIERS.

- 1 Grand Secrétaire ecclésiastique de la Couronne.
- 2 Grand Secrétaire ecclésiastique de Lithuanie.
- 3 Référendaire ecclésiastique de la Couronne.
- 4 Référendaire ecclésiastique de Lithuanie.
- 5 Référendaire séculier de la Couronne.
- 6 Référendaire séculier de Lithuanie.
- 7 *Hetman Koronny* ou grand Général de l'armée de la Couronne.
- 8 Grand Général d'armée de Lithuanie.
- 9 *Hetman Polny* , Général du camp ou petit général de la Couronne.
- 10 Général du camp ou petit général de Lithuanie.



- 11 Grand Chambellan de la Couronne. \*
- 12 Grand Chambellan de Lithuanie. \*
- 13 Trésoriers de la cour de la Couronne. \*
- 14 Trésoriers de la cour de Lithuanie. \*
- 15 Porte-enseigne de la Couronne. \*
- 16 Porte-enseigne de Lithuanie.
- 17 *Miccznik* ou Porte-glaive de la Couronne. \*
- 18 Porte glaive de Lithuanie. \*
- 19 Grand Ecuyer de la Couronne. \*
- 20 Grand Ecuyer de Lithuanie. \*
- 21 *Kuchmeister* ou grand maître de la cuisine de la Couronne. \*
- 22 Grand maître de la cuisine de Lithuanie. \*
- 23 *Podczaski* ou Bouteiller de la Couronne. \*
- 24 Bouteiller de Lithuanie. \*
- 25 *Krayezi* ou Ecuyer tranchant de la Couronne. \*
- 26 Ecuyer tranchant de Lithuanie \*
- 27 *Stolnik* ou Porte-viande de la Couronne. \*
- 28 Porte-viande de Lithuanie. \*
- 29 *Podstoly*, ou Sousporte-viande de la Couronne. \*



- 30 Sousporte-viande de Lithuanie. \*
- 31 *Crzesnik* ou Echanfon de la Couronne. \*
- 32 Echanfon de Lithuanie. \*
- 33 Notaire de l'armée de la Couronne.
- 34 Notaire de l'armée de Lithuanie.
- 35 Général d'artillerie de la Couronne.
- 36 Général d'artillerie de Lithuanie.
- 37 Général quartier-maître de la Couronne.
- 38 Général quartier-maître de Lithuanie.
- 39 *Straznik* ou Général des gardes des frontieres de la Couronne.
- 40 Général des gardes des frontieres de Lithuanie.
- 41 Grand Veneur de la Couronne. \*
- 42 Grand Veneur de Lithuanie. \*
- 43 Instigateur de la Couronne. \*
- 44 Instigateur de Lithuanie. \*
- 45 Porte-Enseigne de la cour de la Couronne. \*
- 46 Porte-Enseigne de la cour de Lithuanie.
- 47 Sous-écuyer de la Couronne. \*
- 48 Sous-écuyer de Lithuanie. \*

10. La liste qu'on vient de lire ne contient, comme on l'a dit plus haut, que les

Quelques  
unes de  
ces char-



ges com-  
patibles  
avec la  
dignité de  
sénateurs.

titres des principaux officiers de la couronne & du grand duché: mais il est à propos de remarquer spécialement que, quoique d'origine, toutes ces charges soient le partage de l'ordre équestre, il y en a pourtant quatre qui sont compatibles avec la dignité de sénateur, savoir celles des généraux d'armée; car, sans parler du tems présent, dont les troubles pourroient faire naître une exception, on a vu, sous le dernier roi, le comte Joseph Potocky en même tems grand général de l'armée de la couronne & castellan de Cracovie; le comte Jean Brannicky petit général de l'armée & palatin de Cracovie; le prince Michel Radzivil grand général de Lithuanie & palatin de Wilna; le comte Michel Massalski petit général de la même armée & castellan du même palatinat. Autrefois même cette compatibilité alloit plus loin, puisqu'on pouvoit être grand maréchal & grand général, mais on a reconnu que tant d'autorité, unie dans une seule personne, rendoit un particulier trop redoutable, & les constitutions ont abrogé ce dernier usage depuis le regne de Sobiesky.



II. Pour achever de se former une idée assez complete de ce qui regarde la noblesse polonoise, il convient de savoir encore comment on la transmet, comment on la prouve, comment on l'aquier & comment on la perd.

Elle se transmet par le sang, ainsi que dans les autres pays du monde; mais ici les femmes roturieres, qu'on introduit dans une famille de l'ordre équestre, ne nuisent point à la noblesse. Pour que le fils jouisse de cet avantage, il suffit que la naissance soit bonne du côté paternel.

Transmis-  
sion de la  
noblesse.

La noblesse se prouve par l'exhibition de titres & d'actes authentiques, qui doivent être produits dans l'assemblée des gentils-hommes du lieu, d'où est originaire la personne, à qui l'on en conteste les prérogatives. Quand l'examen réussit favorablement, l'état de cette personne est tellement constaté, qu'un ennemi-même n'oseroit par la suite lui chercher chicane là-dessus. Si un plébéien osoit s'arroger les honneurs & les droits réservés à l'ordre équestre, on le puniroit par la confiscation de tous ses biens; ou si, pour me servir de l'expres-

Preuve  
de la no-  
blesse.



sion du pays, cet homme est *impossessionné*, on le tient renfermé dans un cachot pendant six mois. La rigueur contre cette entreprise va même si loin que souvent il est permis à chacun de le tuer, sans craindre d'encourir aucunes peines pour un pareil meurtre; & si des amis ou des parens de cet audacieux s'avisent d'intenter procès pour le venger, on les condamneroit, conformément à la constitution de 1557, à une grosse amende pécuniaire & à tenir un an & demi de prison.

Aquisition  
de la No-  
blesse.

La noblesse s'acquiert aujourd'hui en pleine diette par le concours unanime des trois ordres de l'état. Un homme annobli de cette manière est appelé *Scartabel*, comme qui diroit, *bellus ex charta*. Les familles que la république tire ainsi de l'obscurité, ne jouissent pas d'abord de tous les privilèges de la noblesse ancienne : il faut communément qu'elles attendent jusques à la troisième génération pour être susceptibles des grandes charges, où tout gentilhomme de vieille date peut parvenir indistinctement. Il arrive cependant que quelquefois on passe par-dessus cette règle austère,



austere, pour récompenser un mérite rare & d'éclatans services.

Enfin la noblesse se perd de différentes manieres, 1. par des crimes atroces. tels que celui de leze-majesté, ou ceux qui intéressent visiblement le corps de l'état. 2. Suivant la constitution de 1663 elle se perd par l'abus qu'en feroit un gentil-homme, en donnant ses armoiries à un roturier, ou en le reconnoissant publiquement pour être de sa famille. 3. Elle se perd, comme en France & ailleurs, si un gentil-homme exerce un métier fordide ou qu'il prenne un emploi purement plébéien. On doit pourtant observer qu'en Pologne un gentil-homme peut, sans déroger, devenir domestique d'un de ses compatriotes; ou même d'un étranger: il est vrai que, tant qu'il est dans cet état humiliant, son suffrage n'a point d'activité dans les diétines, mais il n'est que suspendu; car cette activité se ranime, dès qu'il est sorti de sa condition.

Perte de la Noblesse.

Suspension des droits de Noblesse.





## CHAPITRE VI.

### DES ASSEMBLÉES POLITIQUES.

1. On entend ici, sous le nom d'assemblées politiques, les diétines, les diettes, les *Senatûs - consilium*, le grand conseil de l'état, les confédérations, l'arriere-ban & autres assemblées de cette nature, à l'exclusion des tribunaux que l'on doit regarder comme des assemblées civiles.

Diette.

2. Comme la diette, qui n'est autre chose que l'assemblée générale des trois ordres de la nation, est liée avec les diétines & le *senatûs - consilium*, elle doit faire ici notre premier objet, puisqu'en la faisant bien connoître, nous jetterons un grand trait de lumiere sur les autres assemblées politiques.

Lieux &  
durée des  
Diettes.  
/

3. Les diettes dépendoient autrefois de la volonté des rois, qui en fixoient le tems & le lieu selon qu'ils le jugeoient à propos. Maintenant les loix ont arrêté que la diette ordinaire qui est de six semaines, s'assembleroit de deux en deux ans avec cette



alternative que , contre deux diettes tenues à Varsovie , il n'y en auroit qu'une à Grodno. Cet ordre n'est pourtant pas si immuable qu'on n'y déroge quelquefois , car après la diette rompue en 1704 il n'y en a point eu devant l'année 1744.

4. Quoiqu'il en soit , lorsque le roi veut tenir la diette ordinaire , il commence par adresser des lettres circulaires à tous les sénateurs & aux ministres de Pologne & de Lithuanie , pour demander leur avis touchant les matieres qu'on devra mettre sur le bureau pour le bien de l'état.

Lettres  
prélimi-  
naires.

5. Chaque sénateur & chaque ministre ayant donné son avis par écrit , les chancelliers en tirent les points convenables pour former les instructions que le roi envoie aux diétines , & auxquelles , il ajoute les autres chefs sur lesquels il juge nécessaire de délibérer pour le bien public.

Instruc-  
tions.

6. Cette instruction étant dressée , le roi fait porter ses universaux dans tous les palatinats & terres où les diétines doivent se tenir. Ces universaux ne sont qu'une espece de lettre circulaire , qui marque le tems & le lieu de la diette , & qui con-

Univer-  
saux.



tient quelques-uns des points généraux qu'on y discutera. Pour ce qui est de l'instruction, le roi l'adresse à des personnes intelligentes & bien-intentionnées qui, en assistant aux diétines, tâchent de faire en sorte que les instructions provinciales, que ces diétines doivent donner à leurs nonces, soient conformes aux vues de la cour. Au reste les universaux doivent être expédiés six semaines avant que les diétines s'assemblent.

Diétines  
ou Comi-  
tiales.

7. Après la réception des universaux que le roi ne peut jamais signer qu'il ne soit sur les terres de la république, les diétines des palatinats & des autres contrées s'assemblent, six semaines avant l'ouverture de la diette, dans les endroits marqués par les constitutions, pour se tenir toutes dans le même jour. On prétend que cette dernière règle a été établie pour empêcher ou pour diminuer les brigues; mais il est constant que c'est un foible rempart contre les manœuvres & les cabales, que les intérêts particuliers ont coutume de faire naître. Au surplus cette même règle souffre une exception, car les diétines de *Zator* &



de *Halitz* se tiennent huit jours avant les autres.

8. Toutes les diétines se tiennent dans les églises. Les constitutions ont sagement prescrit ces lieux respectés, afin que leur sainteté prévienne, ou du-moins appaise plus facilement le tumulte qui s'élève ordinairement dans ces assemblées. Malgré cette précaution, dont la religion semble assurer le succès, chez une nation aussi attachée à son culte que l'est la polonoise, les débats s'échauffent souvent au point qu'il y a du sang répandu.

Lieux des Diétines.

9. Dans les diètes, aussi bien que dans les diétines, c'étoit autrefois la pluralité des voix qui décidoit de la nomination du maréchal & des autres affaires qu'on y proposoit: mais la foiblesse de quelques rois & l'amour d'une liberté mal entendue, ont porté la nation à s'écarter d'un usage si salutaire, de sorte qu'à présent l'unanimité des suffrages est requise pour tout.

Nécessité d'un Suffrage unanime.

10. Lorsque les diétines ne sont point rompues, c'est-à-dire, lors qu'on y a nommé unanimement le maréchal & choisi avec la même unanimité les nonces du palatinat

Prérogatives des Nonces.



ou du district qui doivent assister à la diette, la noblesse assemblée donne ses instructions à ces derniers qui, connoissant les choses qu'ils doivent soutenir ou rejeter, sont dès lors regardés comme ministres, comme arbitres du sort de la république, enfin comme personnes sacrées, qu'aucun prince ni aucun particulier n'oseroit affronter impunément.

Quelques  
Maré-  
chaux per-  
pétuels de  
Diétines  
en Li-  
thuanie.

11. Il faut observer qu'en Lithuanie il y a plusieurs districts où les diétines n'ont pas la peine d'élire leurs maréchaux, parce qu'une prérogative singulière y donne ces fortes de dignités à des gentils-hommes qui les possèdent pendant toute leur vie ; tels sont les districts de *Grodno*, de *Kowno* & autres.

Idee des  
cabales  
dans les  
Diétines.

12. Si les diétines sont rompues par l'opposition constante d'un ou de plusieurs membres de l'assemblée, il suit que le district n'envoie point de nonces à la diette, & c'est une chose dont les exemples sont fréquents. Un grand seigneur qui a des vues, ne manque gueres de s'intéresser sous main pour faire élire des membres qui lui conviennent, ou pour donner l'exclusion à



ceux sur lesquels il n'a point de crédit. D'autres dressent en même tems des contre-batteries, & alors des deux côtés, présens, promesses, tout est employé pour assurer son succès; ainsi l'on peut dire que la tenue où la rupture d'une diétine, faite à propos, est le triomphe de l'habileté républicaine.

13. Un plus long détail touchant les diétines ne s'accorderoit point avec le dessein de ne présenter au public qu'un abrégé de la Pologne. Il suffira de savoir qu'avant la diette, il s'assemble soixante & quatre diétines tant dans le royaume que dans le grand duché; & qu'ainsi, selon le nombre des nonces que, suivant les constitutions, chacune doit nommer, la diette devroit être composée de cent soixante & huit membres, si aucunes d'entre elles n'étoient rompues. Mais il faut remarquer que, dans ce nombre, on ne comprend point les nonces de la Prusse royale, dont la quantité n'est point fixée, de sorte que cette province, qui est divisée en trois palatinats, peut envoyer à la diette cent nonces & même plus, si elle le veut.

Nombre  
des Diéti-  
nes & des  
Nonces.



C'est ce qui fait que les Polonois, craignant l'ascendant que ce privilege donneroit aux Prussiens dans la diette, n'épargnent aucuns soins pour faire échouer leurs diétines; & s'ils n'y peuvent pas réussir, ils chagrinent leurs nonces, en les chicanant sur l'activité que peut donner leur place dans les délibérations de l'ordre équestre. Le Luthéranisme, dont la plupart des Prussiens font profession, sert alors d'un prétexte spécieux pour les traverser.

14. De tout ce qu'on vient de dire, il suit que plus il y a eu de diétines rompues, moins il vient de nonces à la diette. Il sembleroit qu'on dût alors espérer qu'elle auroit plus de facilité à terminer les affaires, parce que l'unanimité des suffrages se rencontre plus aisément parmi un petit nombre d'hommes que dans une grande multitude; mais cependant il est rare qu'une diette subsiste, à moins qu'il n'y ait des projets extrêmement bien conçus & soutenus par des gens riches & d'une habileté extraordinaire; ou sans qu'un intérêt pressant & général n'anime la nation &



ne la porte également à concourir au même plan. Tantôt ce sont des puissances étrangères qui, par l'adresse de leurs ministres, trouvent le moyen de rompre brusquement l'assemblée, ou de la faire expirer infructueusement. Tantôt c'est l'humour & l'intérêt des citoyens les plus puissans qui en décident. Souvent la cour s'en mêle, pour prévenir des réglemens qui contrarieroient son système. Quelquefois aussi ça été l'ouvrage des Juifs qui abondent en Pologne, & qui ne manquant ni d'argent, ni de souplesse, ont su par-là éluder les sages mesures que la république a souvent voulu prendre contre eux.

15. Quelqu'ait été le sort des diétines, qui ne doivent durer que quatre jours suivant les constitutions; comme elles ne sont jamais toutes rompues dans une même année, la grande diette ordinaire s'assemble le lundi d'après la saint Michel. Le Roi, les sénateurs & les nonces se rendent en cérémonie à l'église, où ils assistent à la célébration d'une messe & y entendent le sermon, après lequel le roi va dans la chambre du sénat & se place sur le trône,

Ouverture  
de la  
diète.



pendant que les nonces se retirent dans une autre salle qui leur est destinée.

Directeur  
des Non-  
ces.

16. Les nonces, n'ayant point encore nommé leur Maréchal, prennent d'abord pour leur directeur celui qui a été maréchal pendant la diette précédente, s'il est du nombre des nonces actuellement assemblés : ou s'il est absent, ils prennent le premier nonce, tantôt du Palatinat de Cracovie, tantôt de celui de Wilna.

Election  
du Maré-  
chal des  
Nonces.

17. Ce directeur ainsi reconnu donne tour à tour la voix aux nonces, en suivant le rang de leur palatinat, c'est-à-dire, qu'il leur permet de parler pour procéder à l'élection du nouveau maréchal, qui doit être tiré alternativement d'entre les nonces ou de la grande ou de la petite Pologne ou de la Lithuanie.

18. C'est ainsi donc qu'on procède à cette élection, qui devroit, suivant les constitutions, être faite dès la première séance : mais l'abus prévaut tellement qu'elle traîne souvent en longueur, & ne se fait qu'après plusieurs jours ou même plusieurs semaines, encore si les débats ne vont pas si loin que la diette se rompe sans qu'on ait pu s'accorder sur cet article.



19. Tout gentil-homme peut entrer dans la chambre des nonces pour être témoin de leur conduite. On donne vulgairement le nom d'*arbitres* à ces spectateurs, qui souvent y sont amenés par quelque intérêt sérieux, quoique cette démarche ne soit dans la plupart qu'un mouvement de curiosité.

Arbitres.

Quelque soit leur motif, l'usage leur donne une autorité bien singulière. Car dès qu'un nonce ouvre la bouche pour nommer le maréchal qu'il entend désigner, chaque gentil-homme d'entre les arbitres peut objecter contre lui, ou qu'il n'a pas été élu légitimement, ou qu'il est chargé d'un *Condemnat*, c'est-à-dire, d'une sentence portant punition juridique, ou enfin qu'il est en procès pour des crimes dont il ne s'est pas encore purgé; & alors le nonce, obligé de se taire, voit son activité tellement suspendue qu'il n'a pas même la liberté de répondre à son agresseur. Il est vrai que, lorsque le maréchal est élu, l'assemblée examine le cas des nonces accusés; & suivant qu'elle trouve les objections justes ou injustes, elle leur rend leur activité, ou les exclut de la chambre; & cette ex-

Leur  
droit.



clusion passe avec justice pour une flétrissure considérable.

Députés  
des nonces  
au  
sénat.

20. Après ces préliminaires, la chambre des nonces choisit des députés qu'elle envoie à celle du sénat, pour notifier au roi la nomination du maréchal, & pour demander la permission d'aller saluer sa majesté. Le roi répond par la bouche du grand chancelier, en témoignant la joie que lui cause l'heureuse élection du maréchal, & fixe le jour & l'heure où se doit faire la cérémonie dont il s'agit.

Entrée des  
nonces au  
sénat.

21. Conformément à l'ordre du prince, le grand maréchal, accompagné de tous les nonces, se rend à la chambre du sénat & s'y tient debout entre les grands maréchaux de la Couronne & de Lithuanie, les nonces, étant de même debout derrière les sénateurs chacun selon le rang que lui donne son Palatinat ou son territoire.

Hommage  
du Maréchal  
& des  
Nonces.

22. Aussitôt qu'on s'est rangé de la sorte, le grand maréchal de Pologne, si la diette se tient à Varsovie, ou celui de Lithuanie si l'assemblée est à Grodno, donne le signal à celui des nonces de saluer le roi. Ce maréchal des nonces fait alors



une harangue au roi, qui roule ordinairement sur sa bonté, sur les soins paternels qu'il prend pour le bien de la république; & à la fin il baise la main de sa majesté, honneur que partagent tous les nonces à mesure que leur maréchal les appelle selon leur rang.

23. Les nonces ayant repris leurs places derrière les sénateurs, & leur maréchal s'étant assis sur un tabouret qui lui est préparé entre les deux grands maréchaux, de façon cependant que son siège soit plus reculé que leurs fauteuils; un des grands secrétaires ou un des référendaires doit, suivant l'ordre établi par les constitutions, lire à haute voix les P A C T A C O N V E N T A : mais cet usage n'est plus guère de mode; néanmoins comme il n'est point abrogé, les nonces sont toujours les maîtres de lui rendre son ancienne vigueur.

On lit les  
PACTA  
CONVENTA.

24. Le chancelier, parlant ensuite pour le roi, propose les matières sur lesquelles la Diette doit délibérer. Il répète les principaux points que contenoient les universaux & les instructions envoyées aux diétines, & il peut en ajouter d'autres, si le roi le juge convenable.

Les matières sont  
proposées.



Autrefois  
on lisoit  
*l'écrit aux*  
*archives.*

25. Immédiatement après, un grand secrétaire ou un référendaire doit lire à haute voix ce qu'on appelle *l'écrit aux archives*. On entend par ce mot, un écrit qui devoit contenir les propositions concernant les affaires importantes que la république vouloit tenir cachées, comme touchant les conditions d'une alliance secrète ou autres matieres de cette nature. On nommoit alors des députés tant du sénat que de la chambre des nonces, pour travailler à part sur cet objet. Ils prêtoient serment de s'acquitter de leur commission avec soin, fidélité & d'une manière conforme aux intérêts de la patrie. Cette pratique, toute sage qu'elle étoit, est encore passée de mode, parce qu'on a trouvé que les vastes prérogatives du *liberum veto* ne s'accordoient point avec l'autorité de dix ou douze personnes choisies qui pouvoient décider du sort de l'état.

Résultat  
des *Senatus* -  
*consultum*.

26. Pour remplir maintenant le vuide que l'omission de cet usage laisseroit dans l'ordre de l'assemblée, on y substitue la lecture du résultat des *senatus - consilium*, s'il y en a eu quelques-uns qui aient précédé



la diette. C'est une cérémonie fort innocente à la vérité, mais qui n'aboutit à rien, puisque cent *senatûs - consilium* ne feroient produire une seule loi ni un arrangement stable, comme indépendans du concours de l'ordre équestre.

27. Aussi dès que cette dernière lecture est faite, les nonces manquent rarement de critiquer les résultats qu'on vient de leur lire. Ils demandent ensuite compte des ambassades, de l'administration du trésor & même de la conduite du roi. De-là résultent souvent des clameurs & des altercations, peu agréables au chef & au sénat. Il s'y mêle en effet des faillies de liberté républicaine, qui annoncent que l'ordre équestre se regarde comme souverain dans les diettes.

28. Le trouble étant apaisé, les sénateurs donnent leur avis sur les matières proposées; après quoi le roi nomme par la bouche du chancelier sept députés du sénat, savoir, un évêque & six sénateurs séculiers, dont deux de la grande Pologne, deux de la petite & deux de Lithuanie. Leur objet est de se joindre à d'autres

Députés  
du sénat à  
la constitution.



tirés de la chambre des nonces, qui tous, vers la fin de la diette, doivent rédiger en forme de loix & de constitutions les résolutions prises par l'assemblée. Il faut donc pour qu'ils entrent en fonctions, que la diette tienne; car sans cela toute la députation devient inutile. Au reste comme, dans le cas où la diette parviendrait à sa conclusion, les députés en question pourroient s'accorder aisément, & glisser dans la constitution, au préjudice du bien public, quelque article favorable à leurs intérêts & à leurs vues particulières, on les oblige à jurer qu'ils n'inséreront dans la constitution aucun statut qui ne soit avoué par le consentement unanime des trois ordres.

Députés  
du sénat  
pour le  
trésor &  
l'artillerie.

29. Le roi nomme encore d'autres députés choisis d'entre les sénateurs, pour régler les affaires du trésor public & de l'artillerie, deux points où l'intérêt particulier occasionne continuellement de nouveaux abus. Il en est de cette députation, comme de la précédente, dont la tenue ou la rupture de la diette décide également.

Les non-  
ces repas-  
sent dans  
leur cham-  
bre.

30. Enfin le maréchal de la diette prend la parole & demande au roi la permission de



de retourner dans la chambre des nonces. Sa majesté l'acorde en recommandant, par la bouche du chancelier, l'union & le soin du bien public.

31. Le maréchal n'a pas ramené les nonces dans leur chambre, qu'il nomme les députés de cet ordre qui devront se joindre à ceux du sénat, tant pour rédiger les constitutions, que pour assister aux réglemens que pourront exiger les affaires du trésor & de l'artillerie. Ces députés, ainsi que ceux du sénat, prêtent serment : mais avec le même risque de devenir inutiles, si la diette est rompue.

Leurs premières fonctions.

32. On délibère ensuite sur les matières proposées ; & c'est alors que les débats deviennent si terribles, que cette chambre a moins l'air d'un conseil, que d'un champ de bataille, où chacun est à tout moment prêt à s'égorger. Le roi se voit souvent obligé d'y envoyer les sénateurs tant ecclésiastiques que séculiers, pour tâcher d'y rétablir le calme : mais il est fréquent que leur présence & leurs discours n'opèrent rien. Un ou plusieurs nonces, qui sortent de l'assemblée, en protestant contre tou-



tes les résolutions que les autres veulent prendre, rompent effectivement la diette; à moins que par des persuasions ou des caresses, on ne les détermine à révoquer leurs protestations, que les opposans ont toujours soin de faire enregistrer sans délais dans le *Grod*, lieu où s'exerce la juridiction de la ville, dans laquelle se tient la diette.

33. Il faut pourtant observer que ce qui paroît tumultueux & scandaleux dans les débats de la chambre des nonces, n'est souvent en effet qu'un tour d'adresse & de politique. Un homme habile jette en avant quelque idée d'une proposition, dont il sent que le succès est douteux, mais qu'il a pourtant résolu de faire passer d'un consentement unanime. La manière dont la chose est reçue lui fait connoître aisément les diverses opinions des uns & des autres: alors voyant les oppositions qu'il doit craindre, il met ou fait mettre sur le tapis d'autres propositions qu'il fait bien devoir rebuter la multitude. On s'échauffe, on crie; & ainsi il gagne du tems pour disposer sous mains les esprits à entrer dans son



système. Outre l'intérêt, il y a mille autres ressources qui font réussir dans ces sortes de rencontres.

34. Souvent la diette n'est pas rompue avec éclat, mais faute d'accord entre les nonces; & quelquefois par l'adresse d'une main qui se cache, elle expire infructueusement sans avoir pu prendre aucunes résolutions définitives, & sans que par conséquent les deux chambres se soient réunies. Ainsi cette assemblée, formée avec tant d'appareil, se dissipe inutilement, après six semaines, au moment où le jour finit. Les constitutions ne permettent pas en effet qu'on apporte de la lumière, pour prolonger la séance d'un seul instant: cependant il n'est pas sans exemple qu'à l'égard d'un article de si peu d'importance en lui-même, & dont les suites peuvent être très dangereuses, on ne passe par dessus la sévérité des loix; & l'on pouroit même prolonger les séances pendant plusieurs jours au-delà du terme fixé, si les trois ordres y consentoient.

35. Si au contraire on s'accorde dans la chambre des nonces, elle doit, suivant les

2. Fonction des deux chambres.



constitutions & les loix, aller se rejoindre à la chambre du sénat, cinq jours avant l'expiration des six semaines; mais en cela, les loix ne sont pas non plus observées rigoureusement. Il y a eu en effet des occasions où l'on a vu la réunion ne se faire qu'au dernier jour: & même sur la fin du regne précédent, sa Majesté Polonoise, toujours portée au bien de l'état, a eu la complaisance d'attendre, jusqu'au soir du dernier jour de la diette, cette jonction si désirée: ce qui suffit pour prouver que, malgré le retardement, elle peut toujours avoir lieu.

36. Enfin les deux chambres se trouvant réunies, on lit les différents points statuéés, d'où doit résulter la constitution nouvelle sur chacun desquels on s'arrête. Alors le grand maréchal demande par trois fois si l'on est d'accord sur cet article. Quand on répond *Zgoda* qui signifie *d'accord*, l'article lu prend vigueur de loi fixe & justement confirmée: mais si quelqu'un répond *Nie-masz Zgody* ou *Niepo Zwalam*, c'est-à-dire, *il n'y a point eu d'unanimité* ou *je n'y consens pas*, le projet tombe; & même suivant la



nature du *Liberum veto*, la diette peut alors se rompre par la protestation d'un ou de plusieurs nonces qui s'opposeroient à sa conclusion, en se plaignant qu'on auroit étouffé leurs suffrages dans la chambre basse, ou qu'on les auroit entraînés, par artifices ou par violence, dans la chambre haute; mais c'est un cas dont les annales de Pologne ne fournissent aucun exemple.

37. Dès que tous les points lus ont été approuvés, le maréchal de la diette en fait la clôture, en haranguant le Roi; ensuite il est admis à lui baiser la main, & enfin toute l'assemblée se rend à l'église, afin d'assister au *Te Deum*, qui est chanté en actions de grâces pour l'heureuse conclusion de la diette.

Conclu-  
sion de la  
diette.

38. Le lendemain le maréchal des nonces & les députés tant du sénat que de l'ordre équestre, s'assemblent dans un endroit convenable, pour y arranger les points statuéés, & les rédiger en forme de constitution. Quand ils ont achevé cet ouvrage, ils le signent de leurs propres mains, & le déposent dans le *Grod* de la ville où la diette s'est tenue. On en imprime ensuite

Consti-  
tutions.



quantité d'exemplaires, que les chanceliers & les vice-chancelliers munissent de leurs signatures & des sceaux de la couronne & du grand duché; après quoi ils en envoient un à chaque *Grod* de Pologne & de Lithuanie, & les autres sont répandus dans le public.

Diettes  
extraordi-  
naires.

39. Tout ce qu'on vient de dire touchant les diettes ordinaires, s'observe également dans les diettes extraordinaires. Il n'y a de différence, entre les unes & les autres, qu'à l'égard de leur convocation & de leur durée: car les diettes extraordinaires sont convoquées par le roi, quand il le juge à propos, ainsi qu'on l'a marqué dans le premier chapitre, mais elles ne durent que quinze-jours où tout au plus trois semaines.

*Senatûs  
Consilium  
de Fraud-  
stat.*

40. Il convient d'observer, touchant les diettes, que, lorsque la couronne étoit dans la maison de Saxe, & que les rois faisoient leur séjour ordinaire en Allemagne, l'usage établi vouloit qu'ils se rendissent à *Fraudstat* sur le territoire de la république, pour y tenir un *Senatûs consilium*, dans lequel ils signoient les universaux. La



raison de cette coutume étoit que, suivant les constitutions, les rois ne peuvent munir aucun acte des sceaux de la couronne & du grand duché, tant qu'ils demeurent hors des limites de l'état; mais même dans ce tems cet usage n'avoit point lieu, si le roi étoit assez tôt en Pologne pour s'en exempter.

41. Pour donner au tableau des diettes, tant ordinaires qu'extraordinaires, tous les principaux traits qui leur conviennent, nous ajouterons que l'animosité, l'esprit de parti, les projets mûrement concertés, peuvent faire tenir ces sortes d'assemblées sous le lien de la confédération: & voici en quoi la chose consiste.

Diette  
sous le  
lien de  
Confédé-  
ration.

42. Une faction puissante veut amener quelque changement dans l'état, elle prend ses mesures de bonne heure, en s'assurant d'une quantité considérable de nonces dans les diétines, & en se faisant dans le sénat & dans les provinces le plus grand nombre d'amis qu'il lui est possible. Ne doutant point alors qu'elle n'ait la pluralité des voix dans la chambre basse & qu'elle ne soit d'ailleurs fortement appuyée au de-



hors, elle communique son projet à ses adhérens, elle le leur fait goûter par les moyens divers que l'humeur républicaine rend praticables, & les engage, supposé que la diette ne se tienne pas naturellement, à la tourner en confédération, malgré l'opposition d'un petit cercle de nonces. C'est ainsi que se fait la véritable confédération qui naît d'une diette: & si la cour s'entend avec le parti prépondérant, il est presque impossible que le plan ne réussisse pas.

*Senatûs  
consilium  
post comi-  
tia.*

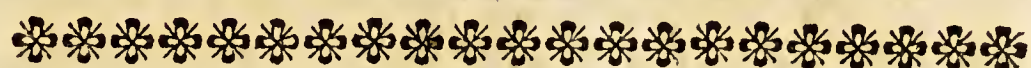
43. Quelque soit l'issue des diettes ordinaires ou extraordinaires, les constitutions veulent qu'ensuite le roi tienne un *senatûs consilium*, qu'on appelle *postcomitial*, dans lequel il indique les diétines de relations.

*Diétines  
de rela-  
tions.*

44. Ces diétines ont été instituées pour que les nonces y rendent compte de leur mission à leurs districts respectifs. Comme, après une diette rompue, ou traînée infructueusement jusques à sa fin, chacun cherche à rejeter sur autrui la faute d'un événement si contraire au bien de l'état, il peut arriver, & il arrive souvent que le *senatûs consilium postcomitial* & les diétines



de relations retentissent de plaintes indécentes, soit contre le roi, soit contre d'autres personnes respectables: c'est pourquoi il est rare aujourd'hui que les rois convoquent de pareilles assemblées, quand la diette n'a pas eu un heureux succès.



## CHAPITRE VII.

### SUITE DES ASSEMBLÉES POLITIQUES PENDANT LE REGNE.

1. Comme dans le chapitre précédent, l'on s'est borné à donner une juste idée de la diette & des diétines qui la dévancent & la suivent, l'ordre exige que, dans celui-ci, on explique les autres assemblées politiques, qui concourent au gouvernement de l'état, sous la direction du prince régnant.

2. Le roi convoque le *senatûs consilium*, quand & où il le juge à propos. Les sénateurs y sont rangés dans le même ordre qu'à la diette: mais le trône, sur lequel est assis le souverain, n'a qu'un degré, pour montrer qu'il n'y préside qu'au sénat;

*Senatûs  
consilium.*



car l'ordre équestre n'a ni séance ni voix dans cette assemblée.

3. Trois ou quatre jours avant son ouverture, le roi fait communiquer aux sénateurs un écrit, qui contient les matières qu'il entend y mettre en délibération, & sur lesquelles ils doivent être prêts à donner leur avis; car dès qu'ils sont rendus dans la salle, chacun doit ouvrir le sien, selon le rang que lui assigne le grand maréchal par le signal d'usage.

4. C'est à la pluralité des voix qu'on décide dans le *senatûs consilium*; mais cette décision n'est ordinairement que provisionnelle: ainsi elle ne peut acquérir force de loi, sans être confirmée par une diète. Il suit donc que la plupart des *senatûs consilium* ne sont regardés, que comme des dispositions préliminaires, à l'égard des réglemens qui doivent être statuéés par l'aveu des trois ordres. Mais il est certains cas qui demandent une prompte expédition, & les anciennes constitutions permettent qu'alors, en vertu d'un *senatûs consilium*, le roi fasse telle ou telle démarche qu'on y aura cru nécessaire pour le bien de l'état.



Par exemple, sur la décision d'un *senatūs consilium*, le prince peut dépêcher un ministre auprès de quelque puissance étrangère, & ordonner aux grands trésoriers de lui fournir l'argent nécessaire: il peut construire ou réparer des bâtimens publics, donner de nouveaux privileges à des villes, à des bourgs & faire quelques autres choses semblables: mais dans toutes les circonstances où il a le droit d'exercer cette autorité, il ne sauroit agir avec trop de circonspection, sans jamais perdre de vue les chagrins dont la diette le menace.

5. La durée du *senatūs consilium* n'est point limitée par les constitutions, ainsi elle est plus ou moins longue suivant l'importance ou la multiplicité des matieres qu'on y traite: mais comme les choses s'y passent ordinairement avec ordre & avec décence, & qu'on n'y perd point de tems en disputes frivoles, cela fait que sa tenue n'est gueres que de dix ou douze jours au plus.

6. Quand le *senatūs consilium* est fini, on en met le résultat dans les registres des chancelleries de la couronne & du grand



duché. C'est un référendaire, ou un grand secrétaire qui est chargé de cet ouvrage, ou à leur défaut c'est un notaire qu'on choisit exprès. Il doit marquer pour quel sujet l'assemblée a été convoquée, sur quelles matieres ont roulé les délibérations, quels ont été les avis particuliers de chaque sénateur, & de quelles raisons chacun s'est servi pour appuyer son opinion, enfin les sentimens qui ont prévalu. Chaque sénateur qui a été présent doit signer l'article qui le concerne: mais si des sénateurs absents ont écrit leurs avis, l'on infere leurs lettres dans les mêmes registres; & ces lettres sont censées avoir autant de force, que les discours qu'ils auroient pu prononcer devant le trône.

Grand  
conseil  
d'état.

7. Il est une autre assemblée qui tient & de la diette & du *senatûs consilium*, qu'on appelle en polonois *Rada Walna*, comme qui diroit en François, grand conseil d'état. Ce conseil a lieu pendant la guerre ou pendant les confédérations, enfin lorsque quelques circonstances fâcheuses empêchent le roi de convoquer les sénateurs & les nonces de la couronne &



du grand duché pour tenir une diette.

8. Les loix ne fixent ni le tems ni le lieu de la convocation du grand conseil d'état, non plus que sa durée; & par rapport à ces trois articles, il ressemble au *senatûs consilium*, ainsi qu'à la maniere d'y traiter les points proposés. C'est aussi la pluralité des voix qui décide de tout provisionnellement & en attendant la confirmation de la diette: d'où il suit, que sans cette confirmation, les réglemens émanés d'une pareille assemblée n'ont qu'une vigueur passagere.

9. D'un autre côté le grand conseil d'état ressemble aux diettes, parce qu'il y a, comme dans les diettes, une chambre basse, ou plusieurs membres de l'ordre équestre convoqués immédiatement par le roi. Sans aucunes diétines préalables, ces nobles tiennent d'abord leurs séances à part, pour se joindre ensuite aux membres du sénat rassemblés dans la chambre haute.

10. Quand ce conseil s'assemble d'intelligence avec un parti confédéré, le maréchal de la confédération est en même tems maréchal de la chambre basse:



mais lors qu'il n'y a point de confédération, ou s'il en est une qui soit contraire au roi, alors les membres de l'ordre équestre se choisissent un maréchal comme dans les diettes.

Confédération  
avec le  
concours  
du roi.

II. Le grand conseil d'état nous mène naturellement à parler des confédérations. Ce sont des assemblées qu'on forme toujours sous le prétexte du bien public, mais qui ne manquent jamais d'être pernicieuses, parce qu'elles tendent ordinairement à la guerre civile.

12. Entre toutes les confédérations, la plus innocente paroît celle qui se forme d'intelligence avec le roi, soit qu'il la compose de divers membres d'une diette rompue, soit qu'il la fasse éclore sans aucune assemblée préalable. Par exemple, un ennemi puissant menace l'état d'une invasion prochaine; ou un voisin prépondérant s'obstine à faire passer ses troupes sur le territoire de la république, sans en avoir obtenu la permission; le roi, pour s'opposer à de semblables violences, assemble une diette sous le lien de la confédération, comme nous l'avons expliqué Chapitre VI.



article 41. & déclare ennemi de la patrie quiconque s'attachera au parti contraire. Cette diette agit en conséquence contre les étrangers & leurs adhérens. Dès lors, comme on peut l'imaginer sans peine, c'est un vrai bonheur pour la république, si tous les citoyens s'accordent avec le Roi. Mais s'il y a, pour parler le langage du Polonois, une *réconfédération*, ou pour mieux dire une *anti-confédération*, la plus affreuse situation devient inévitable, & le feu qui s'allume est d'autant plus terrible, que la licence de la nation l'augmente de moment en moment, & qu'aucun chef des deux partis n'est le maître de l'éteindre à propos. Dans ces tems orageux, le désordre va si loin, que les tribunaux sont obligés de garder le silence; parce que chaque confédération s'arroge le droit de juger souverainement en dernier ressort.

Anti-confédération.  
Ses dangers.

13. Si, sans le concours du roi, l'ambition, l'animosité, le mécontentement, ou enfin quelque autre intérêt particulier fait naître une confédération, on l'appelle *Rokoss*. Ce terme est si bisarre que sa signification n'est pas encore bien décidée. Les

Confédération  
sans le concours  
du roi.



uns prétendent que *Rokofs* veut dire *révolte*: d'autres croient avec plus de fondement, que c'est un cri de guerre que les Polonois ont emprunté des Hongrois, parce qu'anciennement les Hongrois s'assembloient d'une façon tumultueuse auprès d'un village nommé *Rokofs*, situé dans une plaine très vaste en deçà de *Pest*, & qu'en y arrivant ils s'avertissoient les uns les autres que c'étoit à *Rokofs* qu'il falloit aller. Quoiqu'il en soit, ce petit mot avoit autrefois tant d'ascendant sur l'ordre équestre que, pour peu qu'un gentil-homme s'avisât de le prononcer publiquement à haute voix, tous ceux qui l'entendoient étoient obligés, sous les peines les plus sévères, de s'attrouper autour de lui. Comme ceux qui s'y rendoient répétoient le cri, ces clameurs réitérées attiroient toujours de nouveaux camarades: ainsi la bande grossissant à chaque instant, l'on voyoit bientôt en armes une foule prodigieuse de noblesse, dont les trois quarts ne favoient pas la plupart du tems de quoi il étoit question. Maintenant que les mœurs sont adoucies & que la politique s'est perfectionnée, cet-

te



te *Boutade Sarmatique* n'auroit plus d'influence. Ainsi pour ne pas succomber dans une pareille entreprise, il faut la projeter avec prudence, l'entretenir avec adresse, & n'éclater qu'après s'être assuré de puissants secours tant internes qu'externes.

14. Une ou plusieurs anti-confédérations ne manquent jamais de suivre le *Rokofs*. Il s'en élève naturellement une pour les intérêts du roi ; souvent aussi différens seigneurs en forment d'autres de leur côté, & de cette manière la patrie se trouve cruellement déchirée, & le peuple devient tour à tour la victime de tous les partis, sans savoir auquel il doit se soumettre.

Anti-confédérations qui naissent du Rokofs.

15. Quelquefois il arrive que deux confédérations, trop foibles séparément contre une troisième, s'unissent l'une avec l'autre. Leur jonction ne sert qu'à prolonger les troubles. D'autres fois un parti, qui n'est composé que d'un petit nombre d'adhérens, & qui par conséquent semble menacé d'une prompte ruine, devient tout à coup redoutable par la quantité de transfuges, que les profusions ou l'adresse de ses chefs savent lui procurer. On ne fini-



roit point si l'on vouloit détailler les difficultés & les vicissitudes qui s'entre-fuient rapidement dans de pareilles situations.

Confédé-  
ration de  
l'armée.

16. L'histoire de Pologne fournit plusieurs exemples d'une autre espèce de confédérations, nommé *Ziyouzek*, dans le langage du pays, & *confédération militaire*, en françois. Celle-ci est une révolte de l'armée qui, ne reconnoissant plus la voix de ses généraux, se choisit elle-même un chef, qu'elle tire souvent du rang le plus bas & le plus méprisable. Une multitude soldatesque, conduite de la sorte, ne fau-  
roit manquer de tomber dans le plus af-  
freux brigandage.

17. Dans ces révoltes, autrefois très fréquentes, les troupes prenoient constamment pour prétexte le défaut de paiement des arrérages de la solde que la république leur devoit : mais en même tems elles ne comptoient pour rien le pillage qu'elles faisoient & les contributions qu'elles levoient de toutes parts : ainsi le pays se trouvoit ruiné, sans que ses dettes en fussent diminuées.

18. Il ne peut être hors de propos d'en



citer un exemple qui, en faisant voir le danger de ces fortes de confédérations militaires, montre le moyen dont la république s'est servie pour en supprimer le motif le plus ordinaire.

19. La noblesse, fatiguée des désordres que commettoient les militaires révoltés, se confédéra elle-même sous le maréchal *Ledoukowsky*; & se trouvant supérieure aux rebelles, elle ordonna d'un côté que tous les palatinats, terres & districts produiroient l'état de leurs pertes, & de l'autre que l'armée fourniroit celui de ses prétensions. L'ordre fut exécuté; l'armée montra qu'il lui étoit dû quatre-vingt-dix millions de livres polonoises: mais en revanche il fut prouvé qu'elle avoit fait pour plus de cent quatre-vingt dix millions de dommages: ainsi le procès finit, on ne paya point: mais ensuite pour couper racine à des séditions si pernicieuses, on cassa entièrement l'armée dans la pacification de 1717. & l'on en forma une nouvelle beaucoup moins considérable, qui touche maintenant d'avance la solde de six mois, de sorte qu'elle n'a plus le même prétexte pour se soulever.



20. Toute confédération est conduite par un chef, qu'elle choisit elle-même, qui porte le titre de maréchal. On le tire de l'ordre équestre; ou s'il est sénateur, il abdique sa dignité pour prendre le bâton de commandement; ce qui prouve assez que l'ordre équestre joue le plus beau rôle dans de semblables occasions. Au surplus un maréchal de confédération doit avoir de l'adresse, de l'éloquence & des manières affables pour gagner les cœurs de la multitude. Il doit être ferme & courageux pour s'attirer la vénération & la confiance publique. Il faut enfin qu'il soit riche, libéral & qu'il fasse grande dépense; sans quoi il ne peut espérer ni de fixer ses adhérens, ni de séduire ceux du parti contraire.

21. Après l'élection du maréchal, on lui donne des conseillers qui doivent l'affister de leurs avis, & régler avec lui les mouvemens & les opérations de ce grand corps.

22. L'unanimité n'est point requise dans les décisions des confédérés, il suffit de la pluralité des voix pour former une conclusion. Mais quoique cette pluralité donne vigueur aux délibérations de l'assemblée



pour les affaires présentes, elle ne produit pour l'avenir que des ordonnances provisionnelles, qui n'acquiescent la force de loi stable, que quand elles ont été confirmées par la diette de pacification. Comme la confédération n'a point de regle fixe, & que tout y varie au gré des circonstances, il seroit assez inutile d'en entreprendre ici le tableau.

23. Il n'est point de confédération qui ne soit suivie d'une diette de pacification, qui n'est jamais infructueuse; parce qu'alors la nation, fatiguée des maux inséparables de la division, cherche sérieusement les moyens de regagner quelque tranquillité. Quant aux formalités qu'exige cette assemblée nécessaire, elles sont absolument les mêmes, que celles ordonnées pour la tenue des diettes ordinaires.

24. Nous avons parlé dans le sixieme chapitre article 7. des diétines comitiales qui précèdent la diette, & article 44. des diétines de relations qui la suivent; il ne nous reste donc plus maintenant qu'à dire un mot de deux autres especes de diétines, qui sont tellement isolées, qu'indépendam-

Diette de  
Pacifica-  
tion.



Diette  
d'écono-  
mie.

Diettes  
électives.

ment de toutes diètes, elles ne manquent jamais de s'assembler dans les endroits marqués par les constitutions. L'une de ces especes comprend les diétines d'économie, où la noblesse regle les intérêts domestiques de son territoire, par rapport à la distribution du sel, aux impôts établis sur les boissons de bière, d'eaux de vie, & à d'autres points semblables. Elle y choisit aussi les députés qu'elle veut envoyer aux tribunaux de la couronne & du grand-duché; de même que les commissaires qui doivent assister de sa part au tribunal de *Radan*, dont il sera fait mention dans la suite. L'autre espece comprend les diètes appelées électives, parce que la noblesse convoquée par son palatin ou par son castellan, y nomme de droit à certaines dignités, telles que sont celles de chambellans, de juges, de notaires du district, & même de porte-enseignes de Lithuanie. Pour chacune de ces charges vacantes, ou toute autre sujette aux suffrages de la nation, l'assemblée désigne quatre sujets, mais n'en installe aucun; car c'est au roi de choisir l'un d'entre ceux qui lui sont présentés



par la diétine, & de lui accorder les lettres patentes qui le mettent en possession. Les trois autres n'ont que l'honneur d'avoir été publiquement jugés dignes de remplir le poste vacant, & par-là d'avoir donné à la cour une idée du crédit qu'ils ont parmi la noblesse de leur canton. Au surplus ces deux especes de diétines ressemblent aux autres, tant par rapport à l'élection du maréchal & à l'unanimité des suffrages, que par rapport aux tumultes qui s'y élèvent le plus ordinairement.

\*\*\*\*\*

## CHAPITRE VIII.

### ASSEMBLÉES POLITIQUES PENDANT L'INTERREGNE.

I. Le mot d'interregne porte avec soi sa définition, & tout le monde comprend assez qu'il désigne l'espace de tems, qui s'écoule depuis qu'un roi cesse de régner jusqu'à ce qu'un autre lui succède.

2. L'interregne peut arriver en Pologne de quatre manieres.

Interregne.



Par mort.

Par abdication.

3. En premier lieu, quand le roi meurt, & c'est ainsi que le trône vaque le plus ordinairement. En second lieu l'interregne s'ouvre quand le roi abdique la couronne. Il est aisé de juger qu'un pareil événement est rare, les hommes aimant naturellement à commander. La chose n'est pourtant pas sans exemples. L'histoire apprend que *Jagellon Ladislas*, après avoir perdu sa femme *Edwige*, avoit formé le dessein d'abdiquer la couronne & de retourner en Lithuanie. Il s'imaginait que les Polonois, qui jusques alors sembloient ne l'avoir vu de bon œil sur leur trône, qu'autant qu'il l'avoit partagé avec une princesse du sang des *Piastes*, n'auroient plus dans son veuvage aucun respect pour lui; mais les marques d'attachement que lui donna la noblesse, l'empêcherent d'effectuer sa résolution. *Jean Casimir* alla plus loin. Son abdication fut aussi effective que volontaire. Il quitta les rênes du gouvernement en pleine diette le 16 Septembre 1668. après un regne de vingt-ans.

Par abandon.

En troisieme lieu l'interregne peut avoir pour cause l'abandon volontaire que le roi



fait de sa couronne sans l'abdiquer formellement, mais en quittant le royaume secrètement & dans le dessein de n'y plus revenir. C'est ainsi que les Polonois déclarerent leur trône vacant, lorsqu'ils virent qu'*Henri de Valois*, qui les avoit abandonnés pour aller prendre possession de la couronne de France, ne revenoit point.

D'autres sujets odieux, tels que la tyrannie, l'inobservation ou des loix ou des *Pacta conventa* peuvent porter la nation à déposer le maître qu'elle s'est donné. *Boleslas le hardi*, *Ladislas II*, *Micislas le vieux*, & *Ladislas Lostik* s'attirerent cette honte par leur mauvaise conduite.

Par déposition.

3. Quelque soit la cause de l'interregne, les regles ou plutôt les opérations de la république sont toujours à peu près les mêmes; ainsi nous ne parlerons que de l'interregne naturel causé par la mort du roi.

4. Dès que ce malheur arrive, les fonctions du primat prennent une activité considérable. Sa première démarche, en qualité de Vice-roi, est d'envoyer des universaux aux palatinats & aux districts, tant

Le primat devient Vice-roi pendant l'interregne.



de la Pologne que du grand duché, pour leur notifier la vacance du trône. Il faut remarquer que, si le siège de Gnesne étoit vacant, les importantes fonctions de la Vice-royauté appartiendroient à l'évêque de Ploczko.

Univer-  
saux du  
primat  
pour la  
diète de  
convoca-  
tion.

5. Dans les universaux que le primat envoie, il indique la diète appelée de convocation, & les diétines qui doivent la précéder. Souvent il y joint diverses propositions concernant le maintien de la sûreté publique; parce qu'il n'est que trop ordinaire de voir des particuliers qui s'abandonnent au brigandage ou qui excitent d'autres troubles, dans un tems si propre à faire fermenter les passions. Il ne faut point oublier que ces universaux sont expédiés uniquement au nom du primat & munis seulement de son sceau, parce que les chancelliers du royaume & du grand duché perdent toute activité pendant l'interregne.

Conseil-  
lers du  
primat.

6. L'ordre & la bienséance veulent cependant que le primat, dans ses universaux, nomme les sénateurs qui lui servent alors de conseillers, & qui sont ceux que



le hafard rassemble auprès du corps du roi défunt. Dans la fuite plusieurs autres conseillers, tirés d'entre les évêques, les palatins & les castellans de Pologne ou de Lithuanie, s'attachent à lui. En vertu des anciennes constitutions, la noblesse met aussi près de sa personne des députés, soit pour l'assister, soit pour éclairer ses démarches ou pour tempérer sa puissance. Leur nombre n'est pas fixe, tantôt il y en a plus & tantôt moins: au reste cette précaution n'embarrasse gueres un primat habile; car il n'est nullement obligé de faire de ses conseillers autant de confidens; ainsi ne s'ouvrant qu'à propos, il demeure toujours le maître de former un parti considérable en faveur du candidat qu'il veut porter au trône.

7. Pendant que le primat expédie les universaux, le grand trésorier fait dresser un lit de parade, où l'on expose le corps du roi défunt, après l'avoir embaumé. Il y reste jusques au couronnement du nouveau roi, qui le fait porter à Cracovie dans la sépulture de ses prédécesseurs: mais cette coutume n'est pas ancienne, car el-

Soins du  
grand  
trésorier.



le ne remonte qu'au tems de la mort de *Sigismund Auguste*, avant lequel l'on enterroit les rois plutôt ou plus tard suivant les diverses circonstances, & souvent dans des endroits différens, tellement qu'on peut dire qu'il n'y avoit rien de réglé là-dessus.

La proclamation de la mort du roi fait fermer tous les tribunaux.

8. Les universaux ne sont pas arrivés dans les lieux de leur destination, que les palatins, les castellans, le staroste & les autres personnes considérables font publier la mort du roi, dans les villes & dans les campagnes, & aussitôt tous les tribunaux, tous les endroits où l'on a coutume de rendre la justice, sont obligés de cesser leurs fonctions, & leur activité demeure suspendue jusques au couronnement d'un nouveau roi.

Diétines.

9. C'est alors que commencent les diétines. La noblesse y choisit les nonces qu'elle veut envoyer à la diette d'élection, elle leur donne ses instructions sur les points qui l'intéressent par rapport à l'élection future; elle fait les réglemens qu'elle juge convenables en particulier pour la sûreté de son territoire. Comme une entière suspension de la justice laisseroit



les réglemens en question fans force & fans vigueur, on crée alors des juges extraordinaires nommés en Polonois *juges de Kaptur*, terme singulier qui signifie *juges à tête voilée*, fans doute pour exprimer le deuil dans lequel la mort du roi plonge la république. Quoi qu'il en foit, les procès ne durent pas long-tems avec ces fortes de juges, car leurs décisions font ou doivent être auffi promptes que féveres: mais elles n'ont pour objet que les caufes criminelles, fans qu'on y puiſſe avoir recours pour les caufes civiles.

10. Auffitôt que les généraux ont été informés de la mort du roi, leur devoir eſt de garder les frontieres & d'empêcher, autant qu'ils le peuvent, qu'aucun voifin ne faſſe une irruption dans l'intérieur de la république. Les anciens Polonois fuivoient fidèlement cet uſage & ils avoient aſſez de forces pour en tirer profit. Maintenant tout le monde ſait que leurs armées font fi foibles qu'on peut, fans les craindre, entrer chez eux & violenter impunément leurs ſuffrages. Les loix néanmoins s'expriment fortement à cet égard, & leur at-

Devoirs  
des géné-  
raux.



tention sur un objet de si grande importance va jusqu'au point, qu'elles permettent aux généraux de s'exempter d'assister à la diette d'élection, lorsqu'ils croient que la sûreté publique l'exige: mais l'intérêt personnel leur fait trop bien sentir qu'ils doivent prendre part à la nomination de leur maître: ainsi l'on ne voit guère qu'en vertu de cette permission ils restent à la tête de leurs troupes.

11. Toutes choses étant disposées de la sorte, les noncés se rendent au lieu marqué par le primat pour tenir la diette de convocation, & c'est ordinairement à Varsovie.

Diette de  
convoca-  
tion.

12. Cette diette ressemble aux autres dans les points fondamentaux; même liberté, même unanimité de suffrages, tant pour l'élection du maréchal, que pour les articles qu'on veut statuer, mêmes cérémonies pour la réunion des deux chambres. Voici les seules différences remarquables. En premier lieu, le trône est différemment situé; car le ciel en est rabaisé & le fauteuil du primat y est plus séparé des sièges qu'occupent les autres sénateurs,



que dans les diettes qui se tiennent sous les yeux du roi : ainsi la place du primat est plus rapprochée du trône, par le moyen d'un arrondissement que l'on pratique exprès à la tête du rang où il se trouve. Enfin cette diette ne doit, suivant les constitutions, durer que deux semaines : mais comme les affaires qu'on y traite sont très importantes, & qu'il seroit moralement impossible de les arranger dans un terme si court, on a coutume de la prolonger.

13. Voilà tout ce qui regarde l'essence de la diette de convocation, diette qui est toujours très nombreuse, parce que les diétines qui la précédent manquent rarement de se tenir : chaque palatinat & chaque district ayant à cœur d'y envoyer ses nonces, pour prendre de bonne heure part aux affaires de l'interregne & à la nomination du roi futur. Il s'agit maintenant d'expliquer la nature des matieres sur lesquelles roulent ordinairement les délibérations d'une si grande assemblée.

14. On y établit d'abord pour la sureté publique, les jugemens généraux de *Kaptur* soumis à la discrétion des grands & petits

Matieres  
qui se  
traitent  
dans la  
diette de  
convoca-  
tion.

KAPTUR.



maréchaux tant de Pologne que de Lithuanie. Ces jugemens-ci sont appelés *généraux*, pour les distinguer des jugemens *particuliers* de la même espece, établis de côté & d'autre, dans les districts & dans les palatinats. Ces jugemens particuliers n'ont pour objet que les causes criminelles, qui concernent les habitans d'un territoire particulier : mais les généraux peuvent s'étendre indifféremment sur toutes les personnes qui viennent aux diettes de convocation & d'élection, de quelque territoire qu'elles soient.

Mesures  
pour la  
sûreté  
publique.

15. On examine les mesures que le Primat, les généraux, les palatinats & autres territoires, ont prises chacun de leur côté pour la sûreté publique, tant interne qu'externe. L'on y ajoute ou l'on en retranche, selon que l'assemblée le juge à propos.

Lecture  
des lettres.

16. Le grand secrétaire ou le référendaire de la couronne lit ensuite à haute voix les lettres écrites au sénat par des rois ou autres princes étrangers. Le maréchal des nonces lit de même celles qui sont adressées à l'ordre équestre. Cette lecture manque rarement d'exciter bien des réflexions &



& bien des débats: car à proportion que l'on croit développer les sentimens de telles ou telles puissances soit pour favoriser ou pour exclure un candidat, soit pour gêner ou pour maintenir la liberté du champ électoral, les passions & l'intérêt ferment chez tous les membres de la diette. Il n'est gueres de particuliers qui ne souhaitent, & qui ne tâchent de jetter dès lors les fondemens d'une élection convenable à leurs vues.

17. On nomme dans cette diette les conseillers tirés de l'ordre des sénateurs & les Députés de la noblesse qui doivent assister le Primat, ainsi que le porte l'article 6. de ce chapitre: on en choisit d'autres pour demeurer auprès des généraux, tant de la Couronne, que de Lithuanie, afin de leur former une espece de conseil de guerre, surtout lorsqu'on a lieu d'appréhender quelque irruption de la part des puissances voisines.

Conseillers du Primat

18. D'autres sont encore choisis dans les deux ordres pour examiner l'état actuel des biens qui font les revenus du roi, & pour en faire un fidele rapport au tems de l'élection.



19. Ensuite outre les huit sénateurs qui, pendant l'interregne, doivent suivant les constitutions garder le trésor de la république; & qui sont, *le castellan & le palatin de Cracovie, les palatins de Posnanie, de Wilna, de Sandomir, de Kalitsz, de Trocki & le grand Trésorier*, l'on charge divers membres des deux ordres de dresser l'inventaire des bijoux de la couronne, afin de le présenter à la diette de couronnement.

Conduite  
envers les  
ministres  
étrangers.

20. On doit, pendant la diette de convocation, selon les anciens réglemens, signifier aux ministres étrangers qu'ils aient à s'éloigner de Varsovie: & il faut leur marquer l'endroit où ils demeureront jusqu'à ce que la diette d'élection soit terminée. Si cependant ces ministres s'obstinoient à rester dans la ville, les mêmes constitutions veulent que, loin d'exercer contre eux la moindre violence, on les y laisse, en se contentant d'éclairer leur conduite, par le moyen de quelque personne chargée de cette commission. Il est facile de juger qu'en cela les loix n'ont d'autre but, que d'empêcher les brigues & la séduction: mais cette ordonnance trouve



dans la pratique bien des contrariétés, aussi ne la met-on guere en œuvre que pour la forme. Lors qu'on fit cette sommation à M. *le Marquis de Monti*, sa réponse fut que les „ ministres de France „ étoient depuis plus de deux siècles en „ possession d'assister aux élections des rois „ de Pologne; & qu'il se flattoit qu'on ne „ voudroit pas commencer par lui pour „ abroger cet usage; & il ajouta que, si „ pourtant le bien de la république exigeoit qu'il s'éloignât, il ne refuseroit „ pas de lui donner cette marque d'amitié.

M. de *Lowenvold* ambassadeur de Russie dit en propres termes: „ l'impératrice m'a „ envoyé pour résider de sa part à Varsovie & non à la campagne.

M. de *Welszeck* ambassadeur de Vienne déclara „ qu'il ne pouvoit faire une pareille démarche; & que, si on l'obligeoit „ à quitter la ville, il étoit persuadé que „ l'empereur son maître lui donneroit, „ pour lui servir de cortège & pour le ramener, les régiments qui étoient en Silésie.



Ainsi vers l'ouverture de la diette pour l'avant-derniere élection, il n'y eut que messieurs de *Wackerbath* & le général *Bauditz* ministres de Saxe, qui se retirèrent au palais Dujazdon, à un petit quart de lieue de la ville, & non à deux lieues, comme le prétend mal à propos M. Maf-fuet.

Exorbi-  
tances.

21. Souvent dans la diette de convocation, on met sur le tapis la matiere des *exorbitances*, & souvent faute de tems on differe d'en parler jusques à la diette d'élection.

22. Sous le nom d'*exorbitances*, on entend principalement les griefs que la nation peut avoir contre le roi défunt, par exemple, la violation des *pacta conventa*, les impôts déplacés ou trop onéreux, l'argent du trésor mal employé, les jugemens iniques, la persécution soufferte par un ou plusieurs citoyens, les *Starosties* & les dignités données au plus offrant, la prédilection marquée pour quelque famille, la guerre, la paix, les traités faits sans l'aveu de toute la république: enfin mille autres choses semblables, dont la multitu-



de manque rarement dans ces occasions d'accuser ses maîtres, soit quelle en ait raison ou non. Il y a aussi des *exorbitances*, dont les plaintes ne tombent que sur les particuliers, tels sont les abus de la faveur ou des charges, les intrigues ou les largesses des maisons puissantes pour corrompre les tribunaux, & pour disposer à leur gré du sort de leurs compatriotes : la trop grande complaisance pour la cour, la collusion avec les étrangers, en un mot, les attentats contre la tranquillité, la liberté & les franchises d'une noblesse, qui ne fonde avec raison son bonheur que sur une parfaite égalité de droits entre le riche & le pauvre.

23. Aucun tems n'est plus propre que l'interregne, pour donner l'essor aux plaintes que la nation peut avoir à faire sur de pareils griefs ; car alors elle ne craint ni le roi ni ses favoris. En cela elle imite à peu-près les anciens Egyptiens, qui faisoient le procès à leurs maîtres, avant que de leur rendre les honneurs de la sépulture. Au reste la prudence & la sûreté des Polonois veulent qu'ils agissent de la sorte,



puisque de l'examen des *exorbitances*, provient un nouveau plan pour les *pacta conventa*, & par conséquent l'espoir d'un meilleur sort sous le regne suivant.

Confédération,  
suite de  
la convoca-  
tion.

24. Si la diette de convocation est rompue, le parti le plus nombreux, qui est ordinairement celui du Primat, ne manque jamais de se confédérer: & si elle s'acheve heureusement, elle se termine par une confédération générale des deux ordres, qui conviennent tantôt de donner l'exclusion aux Piasles, comme on le fit après la mort de *Jean Sobiesky*: tantôt d'exclure les étrangers, comme cela est arrivé à la fin du dernier regne.

25. Lorsqu'on a réglé ce point important, on convient du jour auquel s'assemblera la diette d'élection, & de la maniere dont la noblesse devra s'y présenter, avec quelle suite & avec quels équipages. C'est une chose qu'il faut arranger nécessairement & même avec beaucoup de sagesse: car la populace immense, que les Polonois traînent ordinairement après eux, pourroit dans une semblable conjoncture causer bien du trouble & affamer la province.



26. Enfin le Primat, les sénateurs, les ministres & les nonces signent l'acte de la confédération: acte qui contient les *pacta* dont on est convenu pour la sûreté tant interne qu'externe, & pour la manière d'éli-  
re le roi. Ils signent outre cela un formulaire de serment approprié au rang de chacun d'entre eux, & par lequel ils s'engagent, *en premier lieu*, à ne nommer & ne choisir pour roi qu'un candidat tel que la confédération le désigne: *en second lieu*, à ne se livrer ni à l'intérêt particulier ni aux cabales: *en troisieme lieu*, à regarder comme ennemi de la patrie quiconque n'accédera pas à la confédération présente, ou quiconque entreprendra de faire scission. Il y a de plus le serment du garde de la couronne, qui porte qu'il ne la remettra qu'à celui que les ordres assemblés auront librement reconnu pour chef de la république.

27. Après que la diette de convocation est séparée, les nonces s'en retournent dans leurs provinces, où l'on tient des diétines, auxquelles ils font rapport de ce qui s'est passé dans la diette. Sur ce rap-

Diétines  
de rela-  
tions.

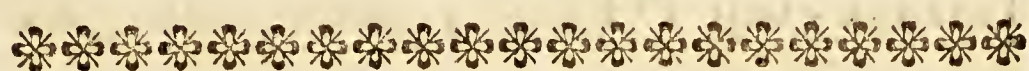


port la noblesse de chaque district prend les mesures qu'elle juge convenables; & il n'est pas rare de voir qu'on y en prenne de directement contraire au projet de la confédération formée sous les yeux du primat.

28. C'est donc de l'habileté du primat d'empêcher, autant qu'il le peut, par son activité & celle de ses adhérens, que cette foule innombrable de gentils-hommes, qui doivent figurer dans le champ électoral, n'y apportent quelque penchant à faire scission. Le meilleur moyen pour éviter ce malheur est de les engager par des libéralités, & par l'espoir d'un avenir flatteur, à signer le formulaire du serment & à se confédérer comme les autres. Mais il s'en trouve toujours quantité de rétifs, soit qu'ils aient déjà des vues opposées, soit qu'ils veuillent demeurer maîtres de bien vendre leurs suffrages, & d'embrasser le parti qui leur plaira suivant les circonstances. Quoiqu'il en puisse être, les diétines dont il s'agit, nomment leurs nonces pour assister à la diette d'élection, & indiquent le tems où les habitans des palatinats &



des territoires monteront à cheval pour passer en revue, & pour se préparer à marcher chacun sous leurs drapeaux vers le champ de *Wola*.



# CHAPITRE IX.

## SUITE DES ASSEMBLÉES POLITIQUES PENDANT L'INTERREGNE.

1. En vertu des diétines qui s'assemblent entre la diette de convocation & celle d'élection, comme on vient de le voir dans le dernier article du chapitre précédent, la noblesse de chaque palatinat & des autres territoires monte à cheval, passe en revue devant ses supérieurs, soit palatins soit castellans; au nombre desquels il faut compter le staroste de Samogitie qui fait les mêmes fonctions dans sa province.

Revue  
de la  
noblesse.

2. Chaque corps s'avance, vers Varsovie, par différentes routes, & en ordre de bataille, & va occuper, dans la plaine de *Wola*, le terrain que lui assigne un officier nommé *Abozay*, dont le titre signifie en Français *maréchal de camp*. Il n'est pas

Marche  
de la no-  
blesse.



rare de voir alors dans cet endroit cent-vingt ou cent trente mille gentils-hommes, qui demeurent sous leurs tentes en attendant l'élection, & qui donnent une idée de l'arrière-ban Polonois, dont nous parlerons ailleurs.

Lieu  
d'élection.

3. L'élection des rois se faisoit autrefois auprès de *Petrikow*, ancienne ville située dans le palatinat de Siradie: mais depuis l'union du grand-duché de Lithuanie avec la couronne de Pologne, les constitutions veulent que cette importante scène s'ouvre & s'acheve dans la plaine de *Wola*.

4. *Wola* est un petit village assez misérable, éloigné de Varsovie d'environ une lieue de France. Il faut pourtant remarquer qu'à cet égard les loix ne s'expriment pas si positivement, que l'on puisse en inférer qu'une élection faite ailleurs soit nulle. *Henri de Valois* & *Auguste III.* ont été élus auprès de Prague, bourg que la Vistule sépare de Varsovie, leur élection cependant n'en a été ni moins valable ni moins reconnue. Il s'ensuit donc que le lieu est indifférent, & que le sort du candidat élevé au trône, dépend uniquement



de l'unanimité actuelle, ou de l'accession subséquente du corps de la république qui produise cette unanimité que l'on souhaite plus qu'on ne l'espère.

5. Quelque tems avant l'ouverture de la diette d'élection, on jette un pont de bateaux sur la Vistule, tant pour faciliter le transport des vivres de Prague à Varsovie, que pour la commodité du passage de la noblesse, qui vient des provinces situées au-delà de ce fleuve. Ensuite on construit, dans la plaine de Wola, un grand bâtiment de bois nommé *Szopa* en Polonois, & consacré aux conférences que le primat veut avoir avec les sénateurs ou les ministres de la république.

6. Le *Szopa*, ainsi que plusieurs bancs placés en plein air pour les nonces, est environné d'un rempart & d'un fossé sec, qui ont trois ouvertures, par où l'on peut entrer, sortir & communiquer avec la noblesse campée autour de cette enceinte. Voilà précisément qu'elle est la forme du champ électoral: mais il faut observer que dans cette diette, l'assemblée des nonces, ne porte plus le titre de chambre, & s'appelle *Rote équestre*.



Ouverture  
de la  
diette d'é-  
lection.

7. Quand le jour marqué pour l'ouverture de cette diette est arrivé, on commence par faire célébrer une messe solennelle chantée dans l'église cathédrale de Varsovie, à laquelle le primat, les sénateurs, les ministres & quantité de membres de l'ordre équestre ne manquent pas de se trouver; & ensuite on se rend au champ électoral.

Directeur.

8. Les sénateurs & les ministres se placent dans le *Szopa*, chacun suivant son rang, & le premier préside: les nonces prennent séance sur les bancs qui leur sont préparés. Comme cette assemblée n'a point encore de maréchal, on en remet le bâton, ou à celui qui en a fait les fonctions dans la diette de convocation, ou en son absence à quelque autre nonce qui prend le titre de directeur ordinaire.

Maréchal.

9. Aussitôt que le maréchal est nommé suivant les droits alternatifs, ce qui ne s'acheve gueres sans de grands débats, on lui fait prêter serment qu'il s'aquittera fidèlement de sa charge, qu'il ne recevra de présens de personne, qu'il n'entretiendra aucunes liaisons secretes avec les candi-



dats, & qu'il ne signera point le diplôme d'élection sans le consentement de la république.

10. Le maréchal étant élu, les deux chambres se complimentent & se haranguent mutuellement comme dans les autres diettes. On travaille ensuite à donner une force nouvelle aux jugemens généraux de *Kaptur*, dont il a été parlé dans le chapitre précédent article 14.

11. Pour y procéder, le primat joint aux grands & petits maréchaux, (qui doivent être présidens naturels de cette assemblée) trois assesseurs tirés de l'ordre des sénateurs, l'un de la grande, le second de la petite Pologne & le troisième de Lithuanie: & le maréchal des nonces y ajoute douze députés de la rote équestre, savoir, quatre pour chacune des provinces qu'on vient de nommer.

Jugemens  
généraux  
de *Kaptur*.

12. La république, voulant donner à cette affaire toute la consistance dont elle est susceptible, oblige les présidens, les assesseurs & les députés qui doivent composer ce tribunal, à prêter à genoux un serment, par lequel ils promettent d'admi-



nistrer la justice avec intégrité, & dès lors ils acquierent une autorité si souveraine, qu'ils peuvent punir du supplice le plus honteux les principaux membres de la république, sans craindre le ressentiment des maisons intéressées, pourvû néanmoins qu'ils soient en état de prouver que le criminel méritoit un semblable châtiment.

*Exorbitances.*

13. Si à la diette de convocation l'on a dressé quelques réglemens sur la matiere des *exorbitances*, on les présente, pendant la diette d'élection, aux sénateurs & aux membres de la rote équestre, qui sont encore maîtres d'y faire tous les changemens qu'ils jugent convenables.

14. Comme il arrive souvent que la diette de convocation n'a rien statué sur cette importante matiere, alors le primat de son côté nomme quelques sénateurs, & le maréchal des nonces du sien choisit quelques députés tirés de la noblesse, pour faire l'examen dont il s'agit, & pour dresser en conséquence un mémoire, qu'ils doivent soumettre au jugement des deux ordres.

15. On n'a pas fixé le nom des dépu-



tés qui seront chargés de cet ouvrage, on a jugé avec raison qu'il suffisoit de les tirer également des trois provinces nommées dans le 11. article. Ils ne travaillent ni dans le *Szopa* ni dans la rote équestre : mais ils s'assemblent tous les matins dans le château de Varsovie, où ils demeurent jusques à midi pour examiner les prévarications du regne passé, & pour chercher les moyens d'y remédier pour la suite. Après midi l'ordre veut qu'ils retournent au champ électoral, pour vaquer aux autres affaires courantes.

16. Leur ouvrage étant achevé, ils le portent à la diette, qui pese leurs observations, les approuve, les change, les diminue ou les augmente, selon qu'elle le juge à propos. Lorsqu'enfin ce projet de réforme est arrangé au gré de la multitude, on le garde, tant pour en insérer les points les plus nécessaires dans les *pacta conventa* que pour profiter des autres dans les constitutions nouvelles, qui doivent être statuées par la diette de couronnement.

17. Il survient quelquefois tant d'incidents pendant le cours de cet ouvrage, &



les débats qu'il occasionne vont si loin, souvent même sur des minuties, que la diette d'élection n'a gueres le tems de rien statuer au sujet des *exorbitances*, & alors on en remet l'examen à la diette de couronnement, où l'on se flatte que l'on pourra travailler avec plus de loisir & plus de tranquillité.

Ministres  
étrangers.

18. Une diette d'élection ne peut guere manquer d'intéresser presque toutes les puissances de l'Europe; aussi voit-on en Pologne, dans une pareille conjoncture, quantité de ministres étrangers. La république leur donne audience dans le *Szopa*, où les nonces de la rote équestre ont la liberté d'entrer pour les écouter, & où d'autres gentils-hommes des palatinats, campés dans la plaine, font pareillement les maîtres de venir dans le même dessein.

19. Sans nous jetter ici dans une longue description des cérémonies qui accompagnent pour lors la réception des ministres étrangers, je crois qu'il suffira d'observer que le légat du Pape est admis le premier, qu'ensuite vient le tour de l'ambassadeur de l'empereur, & en troisième lieu



lieu celui de l'ambassadeur de France. L'histoire marque qu'après la mort de Sigismond Auguste, l'ambassadeur d'Espagne voulut disputer la préséance à celui de France, & que les deux ordres décidèrent en faveur du dernier. Les autres ministres enfin paroissent à la file ou quelquefois plusieurs ensemble, & les honneurs qu'on leur rend varient suivant leurs caractères. Les envoyés & les autres ministres d'un grade subalterne prennent place auprès des maréchaux de la couronne & du grand duché: mais le nonce & les ambassadeurs s'asseient entre le primat & l'évêque de Cujavie, tellement que le primat leur donne la droite.

20. Personne n'ignore que, pendant l'interregne, la république prend le titre de *sérénissime*; ainsi tout ministre qui lui présenteroit une lettre dans laquelle ce titre ne seroit pas énoncé, ou qui, en parlant aux deux ordres, ne le feroit point entrer dans son discours, courroit grand risque d'essuyer un affront. L'évêque de Passau ambassadeur de l'empereur, après la mort de Sobieski, fit une fâcheuse expérience



de la délicatesse des Polonois sur cet article, ainsi qu'on peut le voir dans la Bizarriere, Massuet & plusieurs autres historiens.

21. Chaque ministre, dans l'audience qu'on lui donne, propose le candidat que son maître souhaite de porter au trône. Alors tous les aspirans sont représentés sous les couleurs les plus brillantes. L'on ne manque point de faire de leur part à la république les offres les plus avantageuses : mais cet étalage n'est qu'une formalité qui par elle-même n'aboutit presque à rien. Lier les parties de bonne heure dans l'intérieur du pays, négocier sagement avec les puissances voisines, faire des largesses qui nourrissent l'espérance sans assouvir la cupidité, montrer constamment un air affable, tenir table ouverte, prodiguer le vin d'Hongrie, voilà les vrais ressorts qui font bien tourner une élection.

22. Dès que tous les ministres ont eu audience, la république les somme encore, ainsi qu'elle l'a fait pendant la diète de convocation, de s'éloigner du champ électoral : mais c'est ordinairement avec aussi peu de fruit que la première fois. Quoi



qu'il en soit, le primat & le maréchal député, l'un des sénateurs & l'autre des nonces, qui sont chargés de conférer particulièrement avec les ministres étrangers, en cas que la nécessité s'en présente, & qui doivent venir rapporter les difficultés, les expédiens, les propositions nouvelles, que peut suggérer la politique étrangère combinée avec les incidens de chaque séance. On concevra sans peine qu'un usage pareil, loin d'empêcher les cabales & les manœuvres secrètes, n'est propre qu'à les favoriser. Un ministre passeroit pour être absolument dépourvu de talens & de moyens, s'il manquoit de mettre dans les intérêts de sa cour les députés qu'on lui envoie.

23. Quelque soit pendant la journée la délibération du *Szopa* & de la rote équestre, quelque soit la vicissitude des incidens, qui surviennent de moment en moment dans cette enceinte, chaque nonce est obligé d'en aller faire le soir un fidele rapport à la noblesse de son palatinat ou de son territoire: & même il arrive souvent que les avis doivent être donnés coup sur coup & avec diligence; de sorte qu'on

Conti-  
nuité des  
rapports  
à faire  
par les  
nonces.



ne voit alors que gens à cheval qui courent de l'assemblée au camp & du camp à l'assemblée.

Les nonces sont souvent changés.

24. Tant de mouvemens divers, tant d'attentions scrupuleuses marquent suffisamment que les Polonois regardent l'élection de leurs rois, comme l'acte le plus solennel & le plus intéressant de leur liberté. Les constitutions en conséquence leur permettent de changer chaque jour les nonces qu'ils ont dans la rote équestre, & d'y en mettre de nouveaux aussi souvent qu'ils le veulent. Aussi la multitude jalouse & naturellement défiante profite-t-elle le plus qu'elle peut d'un droit si commode: par-là elle tâche d'éviter les inconvéniens où le petit nombre pouroit l'entraîner, s'il présidoit constamment aux délibérations & aux manœuvres.

Tout gentil-homme est électeur.

25. Avec de pareils sentimens & dans une forme de gouvernement aussi libre, la nation n'a pas jugé à propos de se fier aux suffrages du sénat & de la rote équestre pour le choix de son roi. Chaque gentil-homme, ne fut-il que tout récemment anobli, porte avec lui le titre d'électeur.



Au milieu d'une semblable foule d'électeurs également accrédités, l'unanimité requise, plutôt par l'usage que par les loix anciennes, devient un phénomène si rare, qu'on n'en trouve que très peu d'exemples dans l'histoire.

26. Il faut pourtant observer que, malgré les vastes prérogatives de la noblesse dans l'élection de son roi, les gentils hommes qui servent dans les armées de la république & du grand duché, n'ont plus droit de venir en corps & sous leurs drapeaux militaires au champ de Wola. On les priva de ce privilege en 1674. parce qu'ils avoient précédemment fait quelques violences à la diette, dans laquelle *Michel Wienowieski* avoit été élu. Maintenant les officiers & les soldats qui sont gentils-hommes & qui veulent contribuer à la nomination de leur maître, doivent se ranger sous les banieres de leurs palatinats ou des territoires auxquels ils appartiennent, tellement qu'ils ne paroissent que dispersés dans l'assemblée, & non en qualité de gens de guerre, mais en celle de compatriotes. Cette loi vraiment judicieuse op-

Les militaires exclus comme tels.



pose une forte barriere à l'ambition & à l'autorité des grands généraux.

La noblesse en-  
toute la  
diette.

27. Vers la fin de la diette, les palatinats & les districts ou territoires particuliers font monter à cheval leurs gentilshommes, qui s'approchent de l'enceinte du *Szopa* & de la rote équestre. Ils se rangent à l'entour chacun sous leurs drapeaux, ou pour mieux dire sous leurs enseignes. Il y a pourtant quelques compagnies de fantassins, troupes de pauvres nobles qui, n'ayant pas le moyen d'acheter un cheval ni un fabre; viennent à pied & sont armés de faux, avec autant d'assurance & de droit que les plus importans personnages de la république.

Forme &  
embarras  
de l'élec-  
tion.

28. Tout étant disposé de la sorte, le primat chante ou fait chanter l'hymne *Veni creator* au milieu du champ électoral; ensuite escorté de plusieurs sénateurs, il passe à cheval devant chaque division & propose à haute voix les candidats qui sont sur les rangs. Alors la scene devient tumultueuse, mille & mille *vivat*, mille cris confus semblent porter jusques au ciel, tantôt le nom d'un aspirant, tantôt celui



d'un autre. L'opposition des sentimens ne fauroit guere manquer d'échauffer les esprits. On s'anime, on s'injurie, on met le sabre à la main, les coups de pistolets se font entendre : & il y a quelquefois du sang répandu.

29. Dans de pareilles circonstances, le devoir du primat & des sénateurs tant séculiers qu'ecclésiastiques, est de haranguer, de caresser la multitude & de la ramener à l'union. Mais souvent tous leurs efforts sont inutiles, si plusieurs d'entre eux ne travaillent pas à fomenter adroitement la discorde, dans l'idée d'affoiblir le parti qu'ils jugent contraire à leurs intérêts, ou de procurer une scission convenable à leurs desseins.

30. L'embarras du primat doit être considérable dans cette position ; car s'il n'est que bon patriote, la crainte de plonger l'état dans un long enchaînement de calamités, l'empêche de précipiter la nomination du roi : mais s'il est ambitieux, il achève son ouvrage dès qu'il voit que le parti qu'il favorise prend le dessus, & qu'il y auroit du danger à temporiser pour ga-



gner les opposans. Au surplus il peut fort bien arriver qu'il ne soit pas le maître de différer la conclusion de cette grande affaire; car quelquefois on l'étonne, on le menace, & il est contraint de céder aux emportemens d'une faction prépondérante.

Nomina-  
tion du  
roi.

31. De quelque manière qu'aillent les choses, l'ordre veut qu'après avoir pesé les suffrages dans la tournée dont on vient de faire mention, le primat demande encore par trois fois consécutives, *si l'on consent à recevoir un tel candidat pour roi?* Lorsque toutes les voix s'unissent ou que du moins le plus grand nombre s'exprime affirmativement, en criant. *Qu'il vive, il nous plait:* la fonction du primat est de nommer le roi, & voici la formule de cette nomination.

„ Au nom de Dieu notre seigneur, je  
„ nomme N\*\*\* roi de Pologne & grand  
„ duc de Lithuanie; en même tems, puis-  
„ que la providence le destinoit à gouver-  
„ ner notre nation, je prie le roi du ciel  
„ de lui accorder sa sainte grace & de  
„ rendre cette élection utile & salutaire  
„ pour notre chere patrie & principale.



„ ment , pour le maintien de la religion  
„ catholique.”

32. Le primat ayant fait cette nomination, c'est aux maréchaux de la couronne & du grand duché à proclamer le roi : ce qu'ils font en ces mots.

Proclamation.

„ N\*\*\* choisi par le suffrage unanime  
„ des deux nations , vient d'être nommé  
„ par le régent de la sérénissime république ; reconnoissez-le donc pour votre  
„ roi élu & nommé légitimement.”

33. Dès que cette proclamation est faite, l'assemblée se met à genoux dans la campagne, & le primat chante le *Te Deum*, auquel succèdent les salves d'artillerie & de mousqueterie, avec le bruit des timbales, des trompettes & mille cris d'allégresse.

34. Du champ électoral, le primat, les sénateurs & une grande foule de noblesse vont à l'église cathédrale de Varsovie pour assister au *Te Deum* qui s'y chante une seconde fois. On y mène le nouveau roi, s'il est pour lors dans la ville, comme il arriva à *Stanislas Leczinski* qui, pendant les derniers jours de la diète,



étoit secrètement chez le marquis de Monti.

On abat  
le Szopa.

35. L'usage & la prudence veulent également qu'après la proclamation du nouveau roi, on détruise sur le champ le Szopa, qu'on abatte les remparts & que l'on comble le fossé, principalement lorsqu'il y a lieu de craindre quelque scission. Par ce moyen l'on retarde les manœuvres de la faction contraire, ou on la met dans le cas de commettre quelque illégalité.

On dresse le diplôme & les *pacta conventa*.

36. Le lendemain les sénateurs & les nonces s'assemblent dans le château de Varsovie, y dressent le diplôme de l'élection & le signent, pour le remettre au nouveau roi. Ils travaillent ensuite au recueil des *pacta conventa*, loix vraiment sacrées, dont l'observation doit faire le bonheur de la république & la gloire de son chef. Un grand nombre de députés des deux ordres composent cet important ouvrage, après quoi le maréchal de la noblesse le lit devant toute l'assemblée, qui l'approuve, l'augmente ou le corrige, selon qu'elle le juge à propos.

On y joint les

37. Les *pacta conventa* qui ont été ar-



rétés sont mis au net, & l'on y ajoute les promesses faites à la république par le nouveau roi, lors qu'il n'étoit encore que candidat. Elles forment en effet aux yeux des Polonois des conditions qu'il s'est imposé lui-même, & qu'il doit par conséquent remplir avec l'exa<sup>ct</sup>itude la plus scrupuleuse ; puisqu'il y a toujours sujet de présumer que les états ne l'auroient point porté au trône sans cette espérance.

promesses  
faites  
par le roi  
à la répu-  
blique.

38. Quand le roi est absent, on fait venir tout de suite son ambassadeur, soit au château, soit à l'église cathédrale, & il y jure, au nom du roi son maître, tant l'observation des *pacła conventa*, que l'accomplissement des promesses annexées. Mais si le roi se trouve sur les lieux, il prête en personne le serment, dont voici la formule.

„ Je souffigné N \*\*\* élu roi de Pologne  
„ & grand duc de Lithuanie, de Russie,  
„ de Prusse, de Masovie, de Samogitie,  
„ de Livonie, de Smolensko, de Kiovie,  
„ de Molhinie, de Podolie, de Polaquie,  
„ de Czernichow, &c. &c. &c. promets  
„ & jure saintement à Dieu tout puissant,



„ que les présens pactes, dont je conviens  
 „ avec les ordres de l'état, seront fidèle-  
 „ ment observés, maintenus & remplis par  
 „ moi dans tous leurs articles, points,  
 „ clauses & conditions, sans que la spécia-  
 „ lité déroge à la généralité, ni la géné-  
 „ ralité à la spécialité. Je jure & pro-  
 „ mets en outre que je les confirmerai par  
 „ un second ferment au tems de mon cou-  
 „ ronnement solennel. Ainsi Dieu me  
 „ soit en aide & la passion & l'évangile de  
 „ de Jesus Christ.”

Le Di-  
 plôme est  
 remis à  
 l'élu.

39. Soit que le prince prononce & signe  
 lui-même ce ferment, soit qu'un ambassa-  
 deur lui serve d'organe, dès que la chose  
 est faite, le maréchal de la noblesse déli-  
 vre sur le champ à l'un ou à l'autre le di-  
 plôme de l'élection; & aussitôt les maré-  
 chaux de la couronne & du grand duché  
 proclament de nouveau le roi par trois  
 fois consécutives.

40. Enfin l'on s'arrange avec le roi ou  
 avec ses ministres pour fixer le tems de  
 son couronnement. Voilà de quelle ma-  
 nière s'acheve la diette d'élection, qui  
 ne dure que six semaines. Les deux or-



dres peuvent néanmoins la prolonger, puisqu'ils sont pour lors les maîtres absolus de prendre telles résolutions que bon leur semble : mais ces fortes de prolongations, dont les exemples sont assez rares, traînent quelquefois avec elles beaucoup d'inconvéniens. L'un des plus considérables est que par-là l'on court risque d'impatiser la multitude & de l'exposer à une disette de vivres & de fourages qui la jette aisément dans de fâcheuses mutineries.

41. Jusques à son sacre, le prince qu'on vient d'élever au trône ne porte que le titre de *Roi Elu* : & non simplement le titre de Roi, qui désigne un monarque vraiment régnant. De là il suit que c'est l'acte du couronnement qui termine l'inter-règne, & la régence du primat : aussi le nouveau roi n'exerce-t-il point, en attendant, les droits que les Polonois appellent *Majestatiques* : c'est-à-dire, qu'il ne peut convoquer aucunes diettes, ni donner des universaux pour aucunes assemblées militaires, ni conférer aucunes charges vacantes, ni expédier aucunes dépêches sous les sceaux de l'état. Enfin les maréchaux

Titre &  
autorité  
du roi  
jusques  
à son  
sacre.



tiennent devant lui leurs bâtons baissés, pour marquer qu'il n'a pas encore toute l'autorité convenable au chef d'une si grande république. Il survient pourtant quelquefois des cas, où les deux ordres jugent à propos d'adoucir l'austérité de cette règle : par exemple, ils accorderent au roi *Sobieski*, avant son couronnement, la permission d'employer les sceaux de Lithuanie dans ses dépêches au Czar ; d'indiquer à la noblesse une expédition générale, ou d'arrière ban, contre les Tartares & les Turcs, qui pour lors infestoient les frontières de la Pologne ; & de nommer *Etienne Wyzga* pour succéder au primat *Cazimir Florian Czartorisky* qui étoit mort pendant la diette d'élection.

Scission.

42. Il est aisé de juger, par la description que l'on vient de donner, qu'une élection sagement conduite est un chef-d'œuvre d'habileté : mais les plus grandes précautions peuvent rarement empêcher qu'il n'y ait des scissions toujours funestes à la république. Deux candidats, nommés pour occuper un même trône, la plongent nécessairement dans les horreurs



d'une guerre civile, qui devient plus ou moins sanglante & plus ou moins longue, suivant que les compétiteurs sont plus ou moins égaux en forces.

43. Une vérité bien constante, c'est qu'il faudroit que tout primat, qui nomme un nouveau roi en pleine scission, fût alors moins prêtre qu'homme d'état, porté aux résolutions les plus promptes & les plus vigoureuses. Ordinairement la faction du primat est d'abord supérieure, soit par le nombre, soit par la qualité des adhérens. On ne sauroit douter de cet article, pour peu que l'on connoisse l'histoire & les affaires de Pologne: mais l'indécision, la timidité & les lenteurs ruinent souvent un parti, qui naturellement devoit écraser ses rivaux. *Radziecousky* & *Potocky* ont perdu par-là les fruits de leurs manœuvres préliminaires, qui d'ailleurs n'avoient pas été mal concertées. Maintenant on convient que, s'ils avoient su se déterminer sur le champ, & s'ils eussent commandé à l'immense multitude de noblesse qui les suivoit, de fondre sur leurs adversaires le sabre à la main, ils auroient épar-

Qualités  
nécessai-  
res au  
primat  
pour  
nommer  
un roi en  
pleine  
scission.



gné beaucoup d'inquiétude tant à eux-mêmes qu'à leurs candidats & à leurs amis.

Il ne  
faut point  
différer le  
sacre.

44. Retarder dans de semblables conjonctures le couronnement du roi élu est une autre faute considérable; la majesté de la religion & la pompe des cérémonies prennent toujours un grand ascendant sur les Polonois. *Auguste II.* & son fils ont gagné presqu'autant de monde par leur sacre, que par la terreur des armes employées pour soutenir leurs droits: & c'est une chose que l'on pourroit démontrer facilement.

Le  
candidat  
étranger  
doit être  
dans le  
voisinage.

45. L'expérience du passé nous fournit sur cet objet quantité d'autres réflexions, qui excédroient les bornes d'un simple abrégé; mais il y en a une qu'on ne doit point oublier, lorsqu'on veut connoître parfaitement le tour que les scissions ont coutume de prendre. Toute cour qui travaille à mettre un Prince étranger sur le trône de Pologne, commet une lourde faute, si elle ne le poste pas de manière qu'il puisse entrer dans le pays, & y briller à la tête de ses partisans, aussitôt qu'ils l'auront nommé. La présence d'un prince,



ce, que la gloire & l'intérêt animent, produit beaucoup dans une situation pareille. Plusieurs bons mémoires font foi que les ennemis du *Prince de Conti* auroient généralement plié devant lui, s'il eût paru d'abord après son élection.

46. Au surplus quelque prodigieuse différence que le nombre & la qualité des partisans puissent mettre dans une double nomination, tout prince scissionnaire, qui soutient ses droits contre un rival, n'est coupable envers lui d'aucune injustice; car dans le fonds l'un n'est pas moins scissionnaire que l'autre. Si ensuite l'un des deux compétiteurs l'emporte jusques au point de réunir les esprits dans une diette de pacification, l'on ne sauroit, avec ombre de raison, le faire passer pour usurpateur; puisque, selon ce qu'on a insinué article 4 de ce chapitre, l'accession subséquente vaut tout autant que l'unanimité des suffrages donnés dans le champ électoral.

La possession légitime l'élection faite par scission





## CHAPITRE X.

SUITE ET FIN DES ASSEMBLÉES  
POLITIQUES PENDANT L'IN-  
TERREGNE.

D'étines  
avant le  
sacre.

1. L'Interregne, comme on l'a dit dans le chapitre précédent, dure jusques au sacre du roi: ainsi c'est encore le primat qui envoie ses universaux dans toutes les provinces, pour avertir la noblesse d'assembler les diétines, & d'élire les nonces qui doivent assister tant au sacre qu'à la diette du couronnement.

Frais des  
funérail-  
les du  
feu roi.

2. Le primat & les conseillers tant du sénat que de l'ordre équestre, reglent la dépense & les préparatifs nécessaires pour les funérailles du roi défunt, dont les frais se prennent sur les biens qu'il a laissés.

Ordre du  
convoi.

3. On n'oublie rien pour rendre le convoi magnifique & respectable: plusieurs évêques & abbés mitrés sont nommés pour accompagner le corps. Les officiers de la couronne & du grand duché, ceux de la cour, les principaux dignitaires de la noblesse, les gentils-hommes de la chambre,



les domestiques du palais doivent s'y trouver avec une nombreuse escorte de l'élite des troupes du pays. Un sénateur séculier sert de maréchal dans cette cérémonie, en a le titre, & en porte le bâton pendant toute la marche.

4. Cette marche est fort longue, car outre qu'il y a quatre-vingts lieues de France à faire & qu'on va lentement, on s'arrête dans toutes les paroisses que l'on trouve en chemin : parce que l'usage veut que l'on chante dans chacune la messe des morts. Lorsqu'on arrive à Cracovie, on fait halte dans le fauxbourg de cette ville nommé *Klepardie*; & l'on y met le corps en dépôt dans l'église collégiale de saint Florian, où il doit rester jusques au couronnement du nouveau roi.

Marche  
du  
convoi.

5. Le couronnement se faisoit autrefois à *Gnesne*, & l'on y gardoit les ornemens convenables pour une si grande cérémonie: mais depuis le sacre de *Ladislas* surnommé *Loftik* ou le nain, la ville de Cracovie est en possession de cet honneur. Néanmoins, quand la guerre ou d'autres circonstances l'exigent, un roi peut fort bien être sacré

Lieu du  
sacre.



dans tout autre endroit, témoin le roi *Stanislas* qui le fut à Varsovie en 1705.

Le primat  
doit  
faire la  
cérémonie  
du sacre.

6. Le primat doit sacrer le nouveau roi. Cette prérogative lui appartient en vertu d'un privilege accordé par *Casimir* IV. & confirmé par le pape *Alexandre* VI. Une bulle de *Sixte* V. prête une nouvelle force aux droits de l'archevêque de Gnesne: néanmoins si ce prélat étoit malade ou mort, ou si par quelques raisons mal fondées il refusoit de couronner un roi légitimement élu, l'évêque de Cujavie & à son défaut celui de Cracovie, ou tout autre prélat pourroit faire cette fonction. Les scissions font ordinairement naître la-dessus des irrégularités, dont les deux avant-dernières élections fournissent des exemples mémorables: mais l'accession subséquente de la république justifie tout, ainsi qu'on l'a déjà fait remarquer plusieurs fois.

Le roi ne  
peut  
entrer  
d'abord  
dans  
Cracovie.

7. Lors qu'après les diétines, le tems du couronnement est arrivé, le roi élu, les sénateurs & les nonces doivent se rendre à Cracovie. L'ancien usage veut que le roi n'entre pas d'abord dans la ville, mais qu'il s'arrête dans les fauxbourgs; & qu'au lieu



d'aller loger au château, il demeure pendant quelques jours dans le palais nommé *de la grande procuration*. Là il harangue, donne audience aux personnes qui viennent lui parler d'affaires ou le féliciter.

8. Il faudroit entrer dans un long détail, pour rapporter toutes les circonstances & toutes les cérémonies du sacre; on peut les voir dans plusieurs relations imprimées en différentes langues: ainsi nous n'en décrivons que l'essentiel, pour ne point sortir des bornes d'un simple abrégé.

9. Aussitôt qu'on a fixé le jour de l'entrée publique, le roi se rend à un petit château éloigné de Cracovie d'environ une lieue. Les troupes & la bourgeoisie se rangent sous leurs drapeaux, & occupent en haie tout le terrain qui s'étend depuis la ville jusques au château en question. Tout étant ainsi préparé, le roi monte à cheval de même que les sénateurs, les ministres & les dignitaires de la noblesse, qui marchent devant le prince en bel ordre, chacun suivant le rang de sa dignité. Il faut observer que cette marche est d'autant plus nombreuse, que les grands officiers de Pologne

Entrée  
solem-  
nelle du  
nouveau  
roi.



& de Lithuanie ne peuvent avec décence manquer à cette cérémonie, & y manquent d'autant moins, que le sacre est la pompe où leurs charges sont principalement en vigueur, car dans les autres circonstances elles n'offrent pour la plupart que des titres honoraires.

10. En traversant le fauxbourg de *Kleopardie*, le roi met pied à terre & s'arrête pendant quelques instans dans l'église de saint Florian; où la coutume ordonne qu'il prie Dieu pour l'ame de son prédécesseur: & dans laquelle on lui présente ensuite le recteur & les principaux membres de l'université, qui viennent lui faire un compliment de félicitation.

11. Après cette cérémonie, tout le cortège dans le même ordre s'avance vers la ville. Arrivé à la première porte, le roi y trouve les magistrats, qui lui présentent les clefs dans un bassin de vermeil. Les rues, par où il passe ensuite, sont ornées d'arcs de triomphe & d'autres décorations superbes: différents concerts interrompus par de fréquentes salves d'artillerie & de mousqueterie, se font entendre



de tous côtés, & tout annonce la joie publique. Enfin la marche s'acheve au château, ancienne demeure des premiers rois de Pologne, & riches monumens de la magnificence des Jagellons.

12. Les démarches du roi, pendant les trois jours qui précèdent le couronnement, sont réglées par les constitutions.

13. Le premier jour, il sort à pied avec son cortège, & se rend au quartier nommé *Kazimirie*, pour y visiter la chapelle de Saint Stanislas située sur une colline appelée *Skalka*: c'est précisément l'endroit où ce prélat fut massacré par *Boleslas le hardi*. La piété polonoise, en assujettissant le nouveau roi à faire ce pèlerinage, veut qu'en quelque manière il expie par cette démarche le crime d'un de ses prédécesseurs.

Premier  
des trois  
jours  
avant le  
couron-  
nement.

14. Le second jour est marqué pour porter le corps du roi défunt à l'église cathédrale. Son successeur suit le convoi, en tenant comme les autres un cierge en main: au surplus le cortège est si nombreux, & forme une si longue procession, que malgré que cette pompe funebre com-

Second  
jour.



mence d'assez bon matin à se mettre en mouvement, elle ne finit qu'à peine vers le soir.

Troisième jour.

15. Le troisième jour est consacré à célébrer les funérailles du roi défunt. Divers sénateurs y portent la couronne, le sceptre & le glaive renversé; les drapeaux des palatinats & des territoires sont portés dans la même situation par les officiers de l'ordre équestre: enfin dans le dernier acte de cette pièce lugubre, les maréchaux de la couronne & du grand duché rompent leur bâton contre le tombeau, les chanceliers, les officiers, & les hommes d'armes en font autant de leurs sceaux, leurs drapeaux ou leurs lances. C'est encore un sentiment de piété, ou plutôt une idée morale qui fait qu'on amène là le nouveau roi; car on s'imagine que, pour le mettre dans le cas de régner sagement, on doit lui présenter les horreurs de la mort & la fragilité des grandeurs du monde.

1. Sacre.

16. Après ces trois jours si bien remplis, vient le jour du sacre qui n'est guère moins laborieux.

Premier

17. Le roi doit se mettre en habit po-



lonois dès le matin. A l'heure marquée par le primat, tous les évêques & les abbés mitrés viennent à la tête du clergé & de l'université le prendre dans son palais. Ils sont suivis des sénateurs féculiers, des ministres de la république, des grands officiers, des nonces & autres membres de l'ordre équestre. Les ministres étrangers, s'il y en a sur les lieux, ne manquent pas d'y assister aussi, tant pour faire leur cour au prince & à la nation, que pour rendre la cérémonie plus belle & plus auguste.

habille-  
ment du  
roi.

18. L'assemblée subalterne s'arrête dans la cour & au bas de l'escalier, pendant que le primat, les évêques, les autres sénateurs, les ministres d'état & les ambassadeurs montent aux appartemens. Là le grand maréchal de la couronne met au roi les ornemens qu'il doit porter ce jour-là, par dessus son habit. Cette parure est riche, mais lourde, embarrassante & capable de fatiguer cruellement.

Second  
habille-  
ment.

19. Aussitôt que le roi est paré de la sorte, le primat ayant fait une courte prière jette de l'eau benite sur le monarque, & donne le signal pour se rendre à

Marche  
vers  
l'église.



l'église. Quatre sénateurs séculiers marchent devant & portent sur de magnifiques carreaux, l'un la couronne, l'autre le sceptre, un troisième le globe ou la pomme d'or & le dernier le glaive. Ordinairement ces sénateurs sont le castellan & le palatin de Cracovie, le palatin & le castellan de Wilna: mais les différentes circonstances amènent des variations qui procurent souvent cet honneur à d'autres personnes: aussi voit-on dans l'histoire qu'au sacre d'*Auguste* II. il y eut des allemands qui firent les fonctions des charges polonoises: ce qui ne put être accompli sans exciter beaucoup de murmures.

Couronnement.

20. En arrivant dans l'église, on place le roi sur son trône, & l'un des évêques de l'assemblée lui adresse un discours sur les vertus convenables aux grands princes, & le termine par les trois questions qui suivent avec les réponses que le roi doit y faire.

*L'évêque.* Voulez-vous garder la sainte foi qui nous a été donnée par des hommes catholiques, & faire de bonnes œuvres?

*Le roi.* Je le veux.



*L'évêque.* Voulez-vous être le protecteur & le défenseur de l'église & de ses ministres.

*Le roi.* Je le veux.

*L'évêque.* Voulez-vous gouverner, maintenir & défendre, suivant la justice de nos peres, le royaume que Dieu confie à vos soins?

*Le roi.* Je le veux.

21. On lit ensuite à haute voix les *pacta conventa* & le roi renouvelle à genoux le serment de les observer, soit qu'il en ait déjà fait la cérémonie par lui-même, ou qu'elle ait été précédemment remplie par la bouche de son ministre. Il est bon de savoir que ce second serment est ordinairement plus étendu que le premier, & qu'on le termine par la clause suivante, qui est sans difficulté d'une extrême importance, tant pour la république que pour son chef.

„S'il arrive, ce qu'à Dieu ne plaise!  
„que je viole mon serment dans quelques-  
„uns des points mentionnés, les habitans  
„du royaume & de tous les domaines de  
„Pologne & Lithuanie ne seront plus tenus  
„de m'obéir : au contraire en pareil cas je  
„les tiens d'avance pour dûment affranchis

Serment.



„de toute fidélité & de toute soumission  
 „envers moi. De plus je jure que je ne  
 „demanderai jamais aucune dispense de  
 „mon présent serment ; & que quand on  
 „me l'offriroit, je ne l'accepterois point.”

Sacre.

C'est immédiatement, après cet engagement solennel, que se fait le sacre ou l'onction avec l'huile sainte & les prières usitées, après quoi le roi se confesse & reçoit la communion des mains du primat.

Introni-  
 fation.

22. Ce prélat met alors la couronne sur la tête du roi, le sceptre dans sa main droite & le globe ou la pomme d'or dans sa gauche & enfin l'épée benite à son côté. Ces cérémonies étant achevées, le primat conduit le roi vers un autre trône, qui est dressé au milieu de l'église en face du maître-autel, & qui est plus magnifique & plus élevé que le premier ; & c'est ce qu'on appelle intronisation. Le primat, en faisant asseoir le prince sur ce trône, lui dit,  
 „Assis-toi, & garde désormais la place que  
 „Dieu t'a donnée.”

23. La musique ayant chanté le *Te Deum* en actions de grâces, le primat fait sa dernière fonction, en adressant au roi ces paroles



roles tirées de l'écriture: „ Que ta main „ s'affermisse & que ta puissance s'exalte:” & tout le chœur y ajoute: „ Que la justice „ & la droite raison soient la préparation „ de ton salut.”

24. Voilà les principales cérémonies du sacre: au reste le roi, le primat & le clergé sont assez les maîtres d'y ajouter ou d'en retrancher plusieurs choses qui n'ont rapport qu'à la magnificence & à la pompe: mais l'essentiel demeure constamment tel qu'on vient de le décrire. On ne fauroit douter que cette solemnité ne soit extrêmement fatigante pour les personnes même les plus robustes. *Auguste II* qui étoit l'hercule de son siècle, tomba en foiblesse au moment qu'on lui mettoit la couronne sur la tête.

25. Le maréchal termine la solemnité en criant *Vive le roi*, ce qui est répété par les assistans; & pendant que le grand trésorier jette de l'argent au peuple qui est dans l'église, on ôte au roi son épée, pour la remettre à l'officier de la couronne, qui doit la porter levée devant sa majesté, qui retourne au château.

Fin du  
sacre.



26. Le roi en s'y rendant est chargé de sa couronne, de son sceptre & des autres marques de sa dignité. Alors les maréchaux portent leurs bâtons levés devant lui: & la journée se termine par un festin, où quantité de grands officiers ont leurs fonctions prescrites à peu près comme celles des électeurs de l'empire le font par la bulle d'or au banquet qui suit le sacre de l'empereur d'Allemagne. On dresse deux tables dans la plus belle salle, la première est élevée d'un degré & placée sous un dais pour le roi, la reine, s'il y en a une, le nonce du Pape & les ambassadeurs: la seconde est plus basse, se trouvant posée simplement sur le parquet, & est destinée aux sénateurs & aux dames qui partagent leur rang. Le reste de la noblesse est traitée dans d'autres chambres & le peuple dans la cour & dans les rues.

Diette de  
couron-  
nement.

27. Le lendemain même du sacre est le jour marqué pour l'ouverture de la diette du couronnement. Elle doit durer six semaines & tout s'y passe à peu près comme dans les diettes ordinaires. Le primat s'y dépouille de la régence qu'il a exercée



pendant l'interregne. Lui-même & les autres sénateurs prêtent serment de fidélité au roi, ce que font ensuite le maréchal & les nonces de l'ordre équestre. C'est à ce moment que le nouveau monarque jouit pleinement des droits de la royauté. Aussi les chancelliers en dépêchent-ils sur le champ la notification aux palatinats & aux territoires sous les sceaux de Pologne & de Lithuanie. Cette notification constate non seulement la dignité du prince, mais elle ranime les tribunaux de la justice ordinaire, & fait taire les jugemens de *Kaptur*.

28. Les objets, qui font la matière des délibérations dans une diette de couronnement, sont ceux qui ont besoin du concours des trois ordres de l'état, & le plus ordinairement ils roulent sur les points suivants. La réforme des *exorbitances*, parce qu'il est rare que les diettes de convocation & d'élection fassent plus qu'effleurer cette matière. On examine ensuite les constitutions, ou pour mieux dire les ordonnances provisionnelles émanées de ces deux mêmes diettes, & l'on fait une loi

Matières  
traitées  
dans  
cette  
diète.



permanente des points dont on sent que la stabilité fera utile à la république ; au lieu qu'on abroge les autres qui sont censés n'avoir été mis en vigueur que pour un tems. Il paroît donc, de cette confirmation qu'on exige de l'état dans cette circonstance, que toute convention, qui ne doit sa naissance qu'à une assemblée des deux ordres, n'aquiere force de loi perpétuelle, qu'après qu'elle a uni la sanction des trois dans une diette générale. Bien des gens regardent en conséquence les diettes tenues pendant l'interregne comme les *senatus - consilium* que le roi assemble pendant sa vie.

Homma-  
ges des  
villes.

29. Pendant cette diette, on dresse dans la place de Cracovie devant l'hôtel de ville, une espece de théâtre couvert de drap rouge & sur lequel est placé un trône magnifique, que le roi vient occuper, ayant la couronne en tête, & étant revêtu des marques de sa dignité qu'il a reçues à son sacre. Les magistrats de Cracovie, & les députés des autres principales villes du pays viennent alors lui rendre hommage & lui prêter serment de fidélité.



Les premiers lui donnent mille ducats dans un bassin de vermeil, & les autres lui font de pareilles offrandes, mais proportionnées à leurs facultés. Tous le haranguent séparément & lui présentent le recueil de leurs privilèges, en le suppliant de les confirmer. Il leur répond favorablement par la bouche du chancelier, & signe les livres dont on lui demande la ratification.

30. Cela étant fait, le roi prend le glaive béni de la main du *Miecznik* ou porte-épée de la couronne, & se tenant debout il en frappe l'air en croix vers les quatre coins du monde, voulant exprimer par cette cérémonie, qu'au nom & en vertu de la passion de Notre Seigneur Jesus Christ, il punira les ennemis & les perturbateurs du repos de la patrie, de quelque partie du monde qu'ils viennent. On lui présente ensuite diverses personnes de mérite, soit des magistrats, soit des gens de lettres ou autres particuliers dont les talens peuvent être utiles à l'état, & le monarque les crée chevaliers de l'éperon d'or. Pendant cette solennité, un nouveau roi ne sauroit guere se dispenser de faire jetter au peuple de la



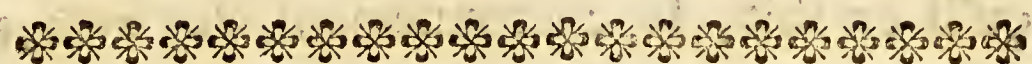
monnoie & des médailles d'or & d'argent. La nation augureroit mal de l'économie qu'un prince pouroit montrer dans cette occasion : aussi *Michel Wiefnowieski*, tout pauvre qu'il étoit, ne laissa-t-il pas de fuire l'usage à cet égard.

31. Il faut remarquer, au sujet de l'article précédent, que par une prérogative éminente les villes de Prusse n'envoient point leurs députés à Cracovie pour y rendre hommage au roi. C'est au contraire le roi couronné qui leur envoie, de sa part, un seigneur accrédité pour recevoir leur serment. J'ajouterai touchant le même article qu'autrefois, lorsque les princes de Walachie & de Moldavie étoient vassaux de la Pologne, les rois dans la solennité qu'on vient de décrire, leur donnoient ou leur confirmoient l'investiture de ces états.

32. Il est rare qu'une diette de couronnement soit rompue, & quand elle le feroit, l'état du roi n'y perdrait rien ; car son sacre le met à l'abri de toute discussion. Les constitutions de cette espèce de diette sont dressées avec les mêmes for-



malités prescrites pour celles des diettes ordinaires, excepté qu'on y joint le diplôme de couronnement & les *pacta conventa*. L'original de ce recueil est déposé dans le *Grod* de Cracovie, & on en expédie des copies imprimées & légalisées par les chancelliers, pour être remises aux différends *Grods*, tant de Pologne, que de Lithuanie.



## CHAPITRE XI.

### DES REINES DE POLOGNE.

1. L'ordre semble vouloir que, pour ne rien oublier d'essentiel, après avoir détaillé le couronnement des rois, l'on dise quelque chose de celui des reines, & qu'à cette occasion l'on fasse connoître l'état dont elles jouissent en Pologne.

2. Une reine ne peut être couronnée, si elle n'est pas de la religion catholique sous l'autorité du saint siege. *Hélène* femme du roi *Alexandre* & *Chrétienne Ewarde* femme d'*Auguste II.* ont été privées de cet honneur, l'une parce qu'elle étoit de la communion grecque schismatique, & l'autre

Condi-  
tion pour  
que les  
reines  
soient  
couron-  
nées.



parce quelle suivoit les principes de la secte Luthérienne.

3. La reine peut être couronnée en même tems que le roi son époux, comme on l'a vu au sacre de *Jean Sobiesky*: ou elle ne l'est qu'après, ainsi qu'il doit naturellement arriver, lorsque le prince ne se marie qu'après son élévation au trône. Quoi qu'il en soit, le couronnement des reines offre toujours quelque chose de moins éclatant que celui des rois, par la raison qu'elles sont censées n'avoir aucun degré de puissance dans la république.

Maison  
de la  
reine.

4. Quoiqu'une reine n'ait nulle autorité en Pologne, ainsi qu'on vient de le dire, elle ne laisse pas d'y recevoir tous les honneurs du rang suprême. Sa maison est composée de plusieurs officiers distingués, car elle a son maréchal, son chancelier, ses chambellans, & d'autres personnes nobles des deux sexes attachées à son service.

Revenus  
de la  
reine.

5. Le roi ne peut lui donner aucuns biens du domaine sans le consentement du sénat: mais la république doit lui assurer un revenu fixe, dont elle jouit du vivant de son époux. Selon la réformation, l'apa-



nage de la reine est de cinq ou six starosties considérables au choix de la république, lesquelles doivent lui faire un revenu de deux à trois cents mille livres tournois par an. Le roi y ajoute cent mille livres, & mille ducats d'or à prendre sur les salines de Cracovie, ce qui s'appelle la ceinture de la reine.

6. Autrefois les reines veuves perdoient le revenu qui leur avoit été assigné par la république, lorsqu'elles alloient s'établir chez l'étranger; & c'est ce qui arriva à la reine *Eléonore* qu'on déclara déchue de tous ses droits matrimoniaux, lorsqu'elle passa en Allemagne après la mort du roi *Michel*: mais la rigueur de cette loi a été mitigée en faveur de *Marie* veuve de *Sobiesky*, puisqu'on lui accorda, malgré sa retraite hors du pays, la libre & paisible possession des biens qui lui avoient été assignés par la république.

Des  
reines  
veuves.





## CHAPITRE XII.

## DES LOIX ET DES ASSEMBLÉES CIVILES DE POLOGNE.

Du pouvoir législatif.

I. Différens traits épars dans les chapitres précédens annoncent que chez les Polonois le pouvoir législatif n'est donné à aucun ordre séparément, mais qu'il appartient aux trois ordres réunis. On peut pourtant proposer sur cette matiere une question qui mérite d'être examinée. Il s'agit de savoir *Si, pendant l'interregne, la noblesse & le sénat sont en droit de changer ou d'abroger d'anciennes ordonnances & d'en faire de nouvelles?* Beaucoup de gens soutiennent que non: leur raison est que pour cet effet la république doit avoir un chef. Mais si l'on veut bien considérer la chose, on verra aisément que cette raison n'est qu'une chimere.

En premier lieu, le sénat & la noblesse, dans les diettes de convocation & d'élection, sont tellement maîtres de leur sort; qu'ils peuvent, si bon leur semble, intro-



duire une autre forme de gouvernement, aussi prétendent-ils l'avoir fait après la mort de *Leccus* & de *Cracus*. Pour peu qu'on soit versé dans la connoissance de leur histoire ancienne, on sent d'abord que ceci n'est qu'une fable; mais le principe sur lequel on se fonde n'est pas moins réel, puisqu'il fait mouvoir toute une nation libre.

En second lieu, cette nation dresse alors des *pacta conventa*, loix universelles qui non seulement reglent les démarches du prince, mais qui décident encore du repos & de la fortune des particuliers. J'avoue qu'on dit vulgairement que ces loix n'acquiescent leur dernier degré de consistance que par l'approbation qu'y donne ensuite le roi élu: mais cette expression ne peut passer que pour un fard qu'on prête à la majesté du trône: car dans le fond la loi est si souveraine, que l'élection deviendrait nulle, si le nouveau roi osoit refuser de s'y soumettre.

Nous en trouvons la preuve dans un fait autentique, arrivé en France du tems de *Henri de Valois*. La république lui avoit



envoyé une nombreuse ambassade, dont plusieurs membres, tant séculiers qu'ecclésiastiques, penchoient à le dissuader de confirmer la paix accordée, dans un article des *pacta conventa*, aux Calvinistes & aux Luthériens. *Henri* de son côté témoignoit assez d'inclination à les inquiéter. *Jean Sborouwsky*, Staroste d'Odolanow se tourna vers Montluc évêque de Valence & lui dit : „ Si vous autres ambassadeurs François n'eussiez accepté ces conditions de la part de vos princes, (il parloit de Charles IX & de son frere) celui-ci n'auroit pas été élu ; car nous nous y ferions opposés.” *Henri* demanda de quoi il étoit question, „ Sérénissime Roi, reprit le bon Sarmate, je disois que, si vos ambassadeurs n'avoient pas accepté cette condition en votre nom au sujet des dissidents en fait de religion, notre opposition vous auroit empêché d'être élu roi ; & même si vous ne la confirmez, vous ne ferez jamais roi de Pologne.”

Les premiers rois

2. Quoi qu'il en soit, l'histoire prouve que dans les premiers tems les rois de Po-



logne jouïssent du pouvoir législatif, & qu'outre cela ils administroient la justice par eux-mêmes. On les voyoit passer continuellement d'une province à l'autre, pour y décider les cas civils ou criminels, en terminant les différens de leurs sujets. C'est de-là que vient l'institution de tant de charges multipliées & répétées dans chaque palatinat & dans chaque territoire; charges dont la noblesse prend encore aujourd'hui les titres avec empressement, quoiqu'elles ne donnent plus pour la plupart aucune fonction intéressante. Toute contrée où le roi établissoit son tribunal pour quelques jours, étoit obligée de le nourrir, de le défrayer & de lui procurer des personnes qui, pendant ce tems, pussent le servir selon sa dignité: ainsi l'échançon, le pannetier, le chambellan, le veneur du lieu & autres officiers semblables avoient leurs devoirs à remplir.

3. Avec le tems, cette justice ambulante fatigua les rois; leur autorité qui s'accroissoit insensiblement leur fit souhaiter de diminuer leurs courses & leurs occupations. *Henri de Valois* fut le premier qui

rendoient  
la justice  
par eux-  
mêmes.

Etablis-  
ment des  
tribunaux.



témoigna le plus ouvertement son impatience là-dessus. „ Par ma foi, s'écria-t-il „ un jour qu'il étoit las de la besogne, „ ces Polonois n'ont fait de moi qu'un juge; si Dieu n'y met la main, ils me feront bientôt avocat. ” Son successeur *Etienne Battori*, pour s'exempter de porter un fardeau si rebutant, créa des tribunaux suprêmes, & ne se réserva que la connoissance des principales causes qui l'intéressoient. Les autres qui sont venus après lui, renchérent sur son indolence à cet égard, en laissant peu à peu passer toute la juridiction au pouvoir de la noblesse & du clergé. C'est là l'époque de la décadence des rois de cette vaste monarchie; car en perdant le droit de punir, ils ont perdu le moyen de faire véritablement respecter la majesté du trône.

Beauté  
des loix  
au premier  
coup  
d'œil.

4. Un traité du droit civil de Pologne ne feroit ici qu'un ouvrage déplacé. Il suffira d'examiner en général l'esprit des loix de cette république, qui semblent au premier coup d'œil assurer le bonheur de l'homme, en le rapprochant de l'égalité que la nature met ordinairement dans la com-



position de chaque espece. D'ailleurs elles n'annoncent que clémence & modération ; elles ne connoissent presque point les grands supplices, parce que les grands crimes, si fréquents dans les autres climats, n'ont jamais eu guere lieu chez cette nation fougueuse en apparence, mais en effet très douce & très humaine.

5. Mais si l'on veut approfondir les choses, on trouvera que plusieurs d'entre ces mêmes loix sont mal conçues, qu'elles manquent toutes de vigueur ; & que par conséquent on ne doit point s'étonner si les Polonois sont tombés dans une espece d'anarchie qui semble annoncer leur ruine. En effet l'affoiblissement & le trouble, que tant d'abus accumulés excitent dans le sein de l'état, ne lui laissent aucuns nerfs pour résister aux insultes du dehors.

6. C'est par exemple une foiblesse prodigieuse des loix de Pologne, que d'y admettre qu'aucun noble ne pourra être arrêté pour quelque crime que ce soit, à moins d'avoir été convaincu juridiquement, & ou que quand on l'aura pris en flagrant délit. Il n'est personne qui ne voie clairement

Vices  
réels de  
ces loix.



que cette affreuse prérogative est une source d'impunités pour les coupables, & de troubles nuisibles au repos de la société. Le roi est pourtant obligé de jurer, dans les *pacta conventa*, l'observation d'une maxime si contraire à la raison & à la bonne police.

7. Autre principe également pernicieux „ *Nemine instigante, reus absolvitur* : le „ coupable est absous, dès qu'aucun particulier ne le poursuit en justice”. On a tué mon frere, emprisonné ma sœur, brûlé ma maison; une indolence naturelle, la pauvreté ou quelques autres motifs m'empêchent d'intenter un procès qui nuirait à ma tranquillité ou à ma fortune, & mon silence fait taire les tribunaux, parce qu'ils n'ont point d'officiers qui, dans un cas semblable, se chargent de la vengeance publique. Dès lors le criminel va le front levé, & les loix contre les meurtriers & les incendiaires deviennent inutiles.

8. Par une suite inévitable du manque de vigueur qu'on reproche avec fondement aux loix polonoises, l'exécution des décrets



crets ou sentences juridiques d'un tribunal, produit quelquefois des désordres, que l'on ne sauroit se figurer dans les pays où la bonne police regne. Un puissant adversaire s'est emparé de mon bien, la justice décide en ma faveur; mais pour cela l'usurpation n'est pas terrassée. Il faut que, le décret à la main, j'assemble des troupes, & que j'aie, si je le puis, forcer ma partie à se conformer à la condamnation; faute de quoi je cours risque d'être longtems privé de la jouissance, que mon gain de cause sembloit m'assurer. On en a vu un exemple assez récent dans la guerre que la succession du Prince Jaques Sobieski a causée entre le Prince Radzivil grand général & le feu Comte Turlo Palatin de Sandomir.

9. On pourroit faire un nombre infini d'observations de cette nature, mais le détail en feroit trop long: il convient maintenant de dire un mot des principaux tribunaux de la république. On en distingue deux, l'un de la couronne & l'autre du grand duché, tous deux suprêmes, & dont les décrets ne souffrent d'appel qu'à la diet.

Tribunaux suprêmes.



te générale ; encore cet appel ne peut-il avoir lieu que dans des cas rares, ainsi que nous l'expliquerons plus bas.

10. Aucun des tribunaux en question n'est perpétuel, les membres qui les composent, & qui portent le titre de députés, sont choisis par les diétines, que tiennent pour cet effet tous les palatinats & tous les territoires de la république. D'où il suit qu'un territoire, dont la diétine est rompue, n'a pour cette fois nul député de sa part au tribunal : ce qui n'empêche pourtant pas qu'on n'y juge les procès de ceux qui n'y ont point de membres.

11. Dans la composition du premier tribunal, outre les députés de l'ordre équestre, il y a aussi des députés ecclésiastiques nommés par les chapitres des églises cathédrales. Il est vrai qu'en Lithuanie il n'y a point de député de l'ordre ecclésiastique : néanmoins, comme il y arrive souvent, de même qu'au tribunal de la couronne, qu'on y débat des causes qui peuvent intéresser le clergé, on y nomme un maréchal à part pour cette partie respectable de la société, dont il doit, quoique séculier, protéger



spécialement les affaires, autant que l'équité le lui permet.

12. Les députés séculiers choisissent entre eux, à la pluralité des voix, un chef ou premier magistrat, qui prend le titre de maréchal du tribunal. Les députés ecclésiastiques ont aussi à leur tête un autre premier magistrat, que l'on appelle président, & qui est tiré du corps des chanoines de Gnesne. Ce maréchal & ce président n'ont guere d'autres avantages, que l'honneur de diriger une assemblée, qui tient entre ses mains la fortune & le repos des citoyens de la république, & le privilege d'avoir deux voix dans les délibérations, lorsque chaque député n'en a qu'une. D'ailleurs ces charges de maréchal, de président ou de députés n'ont aucun salaire qui leur soit attaché.

13. Chaque tribunal suprême dure quinze mois. Celui de la couronne tient, pendant la moitié de cet espace de tems, ses séances à *Petrikow* dans la grande Pologne, & pendant l'autre moitié à *Lublin*, où les affaires de la petite Pologne peuvent être plus aisément rapportées. Celui de Li-



thuanie s'assemble toujours en été à *Wilna*, & en hiver tantôt à *Nowogorod* & tantôt à *Minsko*, suivant une alternative établie par les loix entre ces deux dernières villes.

14. Comme la pluralité des voix décide tout dans ces sortes de tribunaux, les loix ont sagement prévu que, parmi tant de juges, dont la dignité n'est qu'honorable, il seroit difficile qu'il ne s'en trouvât quelques-uns qui voulussent la rendre lucrative, & qui, en suivant le torrent de la foiblesse humaine, ne se laissassent gagner par des présens ou par d'autres avantages, qu'on leur promettroit. Elles ont donc ordonné que chaque membre de ce tribunal, pour y pouvoir siéger, prêteroit le serment, dont voici la formule. „ Je jure que je jugerai „ selon Dieu, le droit écrit, & l'équité; „ que, sans aucun esprit de prévention ou „ de partialité, j'admettrai les raisons & „ les preuves du riche & du pauvre, de „ l'ami & de l'ennemi, du citoyen & de „ l'étranger; que je n'aurai jamais égard à „ la faveur ni à la haine, aux présens ni „ aux menaces de personne: en outre je „ jure que ni l'ambition, ni la passion ne



„ m'ont fait briguer la place que j'occu-  
 „ pe: ainsi Dieu me soit en aide & la  
 „ sainte croix de Jesus Christ ✝.

Les députés de Volhynie, de Marien-  
 bourg & de Poméranie ajoutent, en vertu  
 d'une ordonnance particuliere, „ qu'ils ne  
 „ sont clients d'aucun grand seigneur.”  
 Ceux de Lithuanie vont encore plus loin,  
 car ils finissent en disant: „ Si je jure avec  
 „ vérité, puisse la sainte Trinité m'être  
 „ toujours en aide: mais si mon ferment  
 „ est faux, que Dieu fasse périr mon corps  
 „ & mon ame.”

15. Malgré cette précaution, on ne lais-  
 se pas de voir dans ces tribunaux des abus  
 comme par-tout ailleurs. L'un des plus  
 considérables est que les grandes maisons  
 s'emparent tellement des tribunaux, qu'el-  
 les y exercent souvent un despotisme avé-  
 ré. On a des procès, on veut abattre ses  
 ennemis ou du moins les humilier, rien de  
 mieux pour y réussir que de travailler dans  
 les diétines à donner l'exclusion aux gens  
 dont on se défie, & à faire nommer des  
 créatures qui plieront la regle au gré des  
 leçons qu'on leur dictera. Le coup de-



vient encore plus certain, lorsqu'après s'être assuré des députés, l'on fait élever, à la dignité de maréchal du tribunal, un homme actif, audacieux, intelligent & dévoué au parti qui le met en mouvement. Cette étude si capable de renverser l'égalité républicaine, fait la principale occupation des seigneurs polonois. Par-là on peut juger combien une bonne réforme seroit nécessaire: mais cette même réforme fournira toujours un moyen de rupture infaillible pour les diettes générales, dès que l'état des choses permettra de la proposer avec adresse, & de la faire craindre par degré aux factions, dont elle affoiblirait la prépondérance.

16. Il est certain qu'un maréchal du tribunal, bien choisi & nommé à propos, devient un personnage important; aussi voit-on que, dans l'idée de parvenir à cette charge, (dont l'accès ne leur est point fermé par les loix,) les sénateurs ne dédaignent pas d'employer toutes sortes de moyens pour être mis du nombre des députés: chose en quoi les constitutions montrent une espece de bisarerie, puisqu'elles



interdisent aux mêmes sénateurs la qualité de nonces pendant la diette. Cependant cette dernière qualité est bien plus honorable que l'autre; car un nonce est en quelque manière l'arbitre du sort de la république, au lieu qu'un député n'est que l'arbitre du sort des particuliers. Au reste, comme les maréchaux des tribunaux, pour se ménager de grands succès, sont obligés de faire de grandes dépenses, sur-tout en tenant table ouverte, ceux qui les emploient ne manquent point de leur fournir sous main de quoi remplir avec splendeur leur carrière de quinze mois.

17. Non seulement le maréchal, mais aussi tous les députés jouissent d'une considération infinie: leurs personnes sont sacrées, & malheur à quiconque leur feroit la moindre insulte, car il y va de la tête sans remission. Tel dont le nom n'étoit jamais sorti de son hameau, ou dont les qualités & la fortune n'avoient été long-tems qu'un objet de mépris, devient subitement, à l'abri de cette dignité, celui des complaisances les plus marquées & des hommages les plus humbles. On voit, & j'ai sou-



vent vu les premiers membres de la république s'abaisser devant eux avec un air d'assujettissement, dont le député doit rire dans son cœur pour peu qu'il soit homme d'esprit.

18. Causes civiles ou criminelles, celles où les intérêts du clergé sont mêlés avec ceux des séculiers, tout est du ressort des tribunaux supérieurs. Il faut cependant en excepter les crimes de leze-majesté, de rébellion, de péculat, du trésor & autres semblables, dont la connoissance & la punition appartiennent souverainement à la diète. On excepte aussi les causes purement bénéficiales & les spirituelles, comme celles qui concernent l'administration des sacrements, la validité des mariages & la discipline ecclésiastique : qui sont des choses entièrement dévolues au tribunal de la nonciature : car il faut savoir que le nonce du Pape est non seulement ministre public en Pologne, mais qu'il y exerce encore une juridiction très étendue.

19. Telle est la nature des principaux tribunaux du royaume & du grand duché. Il y en a beaucoup d'autres qui sont épars



dans les provinces & qui relevent de ceux-ci; mais il y en a quelques-uns qui n'en relevent point, & dont les jugemens roulent sur des objets d'une moindre étendue. Ce qu'on a dit touchant cette matiere dans ce chapitre & dans divers endroits des chapitres précédens, fuffit pour un ouvrage, qui ne doit donner qu'une idée générale de la Pologne.



# CHAPITRE XIII.

## DE LA MILICE ET DES FORCES MILITAIRES DE POLOGNE.

I. **L**es Polonois faisoient autrefois trembler les Allemands, les Moscovites, les Suédois, & les Tartares: aujourd'hui les choses ont changé de face, & la république se trouve foible contre le moindre de ses voisins. Il y auroit de l'erreur à s'imaginer que le mal vient d'un changement survenu dans l'espece des hommes qui habitent le pays. Naturellement ils sont encore aussi braves qu'ils l'étoient dans les tems heureux où la victoire les suivoit par-

Leur décadence.



tout, & où ils faisoient autant craindre leur haine, qu'ils rendoient leur amitié désirable. C'est donc dans plusieurs autres sources qu'il faut chercher les causes de leur décadence.

2. En premier lieu, l'abaissement de la puissance royale diminua par degré la vigueur de ce grand corps. Plus le chef accordoit de prérogatives aux membres, & moins ils étoient portés à le seconder. La liberté ne songeoit qu'à s'affermir; & pour le faire avec quelque ombre de raison, elle multiplioit les diettes & les autres assemblées publiques, d'où il suivoit que, pendant que les Polonois perdoient, dans de vaines délibérations, un tems précieux, dont ils auroient dû profiter pour se ranger sous leurs drapeaux, l'ennemi les battoit en détail, & les accoutumoit insensiblement à porter le triste nom de vaincus.

3. En second lieu, les démembrements considérables que la république a essuyés, l'ont beaucoup affoiblie. Les palatinats de Smolensko & de Czernichow, la meilleure partie de ceux de Braclaw, de Kiowie &



de Livonie, avec le district de Starodou-  
bow & la plus grande partie du pays des  
Cofaques sont entre les mains des Mosco-  
vites, qui tenant encore sous le joug la  
Courlande & le Sémigale, dérobent aux  
Polonois, les secours qu'ils pourroient tirer  
de provinces si belliqueuses. La Prusse du-  
cale & presque toute la Poméranie soumi-  
ses au pouvoir de la maison de Brande-  
bourg; la ville & le territoire d'Elbing,  
les districts de Drahim livrés par hypothe-  
que à cette même maison; enfin les Wal-  
laques, les Moldaves, autrefois vassaux de  
la couronne & présentement asservis aux  
Turcs, deviennent pour l'état autant de  
principes d'exténuation & de défiance au  
milieu des dangers.

4. En troisieme lieu, l'argent, nommé à  
juste titre le nerf de la guerre, manque de  
plus en plus en Pologne. Le trésor public  
depuis plus d'un siècle se trouve assez mal  
administré, les mines sont abandonnées, il  
semble qu'on n'ait conservé le droit de  
battre monnoie, qu'après avoir juré de ne  
le mettre jamais en œuvre. Outre cela le  
commerce tombe de jour en jour dans une



langueur extrême : car les habitans de Dantzic venoient jadis chercher dans le pays le bled & les autres marchandises qu'il produit, & maintenant on les leur porte. Ainsi quand ils tiennent le vendeur chez eux, ils lui font la loi, étant bien persuadés qu'il ne s'en ira pas pour ne pas grossir à pure perte les frais & les peines de son voyage, en remontant la Vistule avec sa cargaison. Cet homme qui ne vend plus ses effets qu'à un prix fort médiocre & au-dessous de leur valeur, en laisse presque toujours la meilleure partie dans Dantzic, où il achete très chèrement des étoffes, des épices, des liqueurs & d'autres choses pareilles, que sa situation ou son goût lui rendent nécessaires. Enfin pour comble d'appauvrissement, le luxe en Pologne est porté au dernier excès. Chaque année les vins de Hongrie, les autres vins étrangers, les meubles, les modes de France, d'Angleterre & du reste de l'Europe, même de la Perse, de la Turquie & de la Chine, font disparoître des sommes immenses; tellement que l'argent qui rentre ne sauroit plus être balancé avec celui qui



fort. De-là il suit que l'idée d'augmenter les troupes, par le moyen d'une nouvelle contribution, effraie également les grands seigneurs qui ne songent qu'à vivre avec éclat, & les simples gentils-hommes qui souvent n'ont guere de quoi subsister.

5. En quatrieme lieu, cet appauvrissement interne empêche qu'une foule prodigieuse de gentils-hommes puisse avoir des armes & des chevaux, comme ils en avoient autrefois, pour être prêts à marcher dès que le bien de la patrie peut le demander. Par une fuite du même désordre, les revues de la noblesse n'ont plus lieu, & on laisse tomber plusieurs autres établissemens qui nourrissoient son humeur guerriere; de sorte que, si l'on convoquoit aujourd'hui l'arrière-ban, plus de la moitié de cette multitude n'offriroit qu'un ramas de gens déarmés, aussi peu capables de bien entendre le commandement d'un chef que de le bien exécuter, c'est ce dont on a la preuve complete dans chaque diette d'élection.

6. En cinquieme lieu, cet enchaînement d'abus s'entretient au dedans par la jalousie des grandes maisons, qui sentent que le



bon ordre rétablirait l'égalité républicaine; & au dehors par l'adresse des puissances voisines qui trouvent leurs intérêts dans le cahos des affaires de la Pologne. Pour y rien négliger, ces dernières savent trop bien que, si la république pouvoit s'arranger, & mettre à profit ses forces naturelles, elle deviendrait bientôt aussi formidable que respectable. C'est-là l'origine de la rupture de tant de diètes; c'est-là ce qui rend presque toujours inutiles les sages efforts des vrais patriotes. L'accord manque, la cupidité triomphe & il ne reste à la vertu que la triste satisfaction de gémir sur l'opprobre des uns & sur l'aveuglement des autres.

7. En sixième lieu, par un funeste attachement à leurs anciennes coutumes, les Polonois s'arment & font la guerre aujourd'hui, comme leurs ancêtres la faisoient il y a deux siècles, en quoi ils ont un désavantage infini; car ils ne sont presque environnés que de voisins qui ont embrassé la nouvelle discipline, & qui par-là ont trouvé le moyen de se rendre redoutables. Mille exemples d'une valeur singulière prou-



vent certainement qu'en fait de courage, la nation ne le cede à aucune autre: mais on la surpasse aisément par l'assemblage des causes qui viennent d'être expliquées & qui forment un tableau nécessaire pour la bien connoître.

8. On a vu par ce que nous avons eu occasion de dire des armées de la république, qu'il y en a deux, celle de la couronne & celle du grand duché. Elles sont tellement distinctes que chacune campe séparément, & ne connoit que ses officiers, dont chacun dans un jour de bataille peut donner à son corps les ordres qu'il croit les plus propres à concourir au plan arrêté dans le conseil de guerre, & il ne doit compte de sa conduite qu'à la diette générale.

Des généraux.

9. Chacune de ces armées a son grand & son petit général qui campent le premier à sa droite & le second à sa gauche. Le roi, en les nommant leur donne un bâton de commandement, qui est une espèce de masse d'armes fort courte, terminée par une pomme d'argent ou de vermeil & souvent enrichie de pierreries. Ils



ne s'en servent point : mais un officier à cheval porte levée devant eux une grande lance à fer pointu, ornée de plumes ou de rubans placés au dessous d'une boule faite d'une étoffe riche : mais si le roi étoit en personne à l'armée, cette marque d'autorité, que les Polonois appellent *Bunczuk*, se porteroit devant sa majesté, & celle des généraux feroit couchée le long du cou des chevaux de ceux qui sont préposés à cet emploi.

10. La puissance de ces généraux à l'armée est sans bornes & leur tribunal est indépendant du roi même. Le grand général a droit de vie & de mort sur toutes les troupes. C'est lui qui règle les quartiers d'hiver & les garnisons. Il sera bon d'observer que les troupes polonoises n'ont ni étapes, ni commissaires, ni routes, de sorte qu'un officier, qui change de garnison, s'y rend par le chemin qu'il choisit, & fait vivre sa troupe aux dépens du pays. Le crainte qu'il a d'irriter les nobles, fait que les biens ecclésiastiques & ceux des *Starosties* sont seuls exposés à la rapine du soldat, sans que cela diminue la rigueur avec



avec laquelle on préleve des impôts: c'est sur ces impôts des biens ecclésiastiques, starostiques & royaux qu'on prend les appointemens des généraux, qui sont pour les grands de soixante mille & pour les petits de quarante mille livres de France.

II. Il convient maintenant de faire voir l'état actuel de la milice des Polonois. Leur noblesse ne sert presque point dans l'infanterie, à moins que ce ne soit en qualité d'officiers. Un gentilhomme, qui embrasse le métier de simple soldat, est regardé parmi eux comme un désespéré ou comme un libertin. La cavalerie nationale est donc sans contredit le premier corps de milice. Elle se partage en *Urzarts* & *Panczernik*, auxquels on peut ajouter les *Peteores* connus dans les troupes de Lithuanie. Tous ces corps sont composés de gentilshommes, honorés du nom de *Towarzijz*, qui veut dire *camarades*: aussi les généraux en font-ils tant de cas qu'ils en admettent même les particuliers à leur table. Chacun d'eux peut avoir jusques à trois valets, qui sont armés & combattent comme leurs maîtres: on donne à ces

De la milice.

De la cavalerie nationale.



valets guerriers le nom de *Pacolets* ou celui d'*Osiadacz*.

12. Quoique ces *Pacolets* des compagnies polonoises ne soient par leur institution que des roturiers, on ne laisse pas de voir souvent parmi eux quantité de pauvres gentilshommes. Chaque *Towarzijz* paie les siens suivant l'accord qu'ils ont fait ensemble. Il faut remarquer que, plus un *Towarzijz* a de *Pacolets*, plus il tire d'argent de la république : néanmoins la solde est toujours fort médiocre ; & il seroit impossible à un gentilhomme de s'entretenir lui-même, s'il n'avoit quelque autre bien d'ailleurs.

13. Ces compagnies sont armées de sabres, de haches, de mousquets & de pistolets. Elles forment une excellente cavalerie, sur-tout pour les coups de main où il faut de la vivacité. Les grandes victoires de *Sobiesky* sur les Turcs & les Tartares, ne peuvent être attribuées qu'à cette espece de troupes. Leur principal avantage est de l'emporter hautement sur les troupes irrégulières des Autrichiens & des Hongrois : ainsi qu'on l'a observé dans



les dernieres guerres de Boheme & dans plusieurs autres occasions.

14. Comme il y a des Tartares établis dans la Lithuanie, dans la Volhinie & dans l'Ukraine, qu'ils y vivent tranquillement depuis plusieurs siècles sous la protection de la république, ils sont obligés de la servir, & ils la servent effectivement avec beaucoup de valeur & de fidélité, moyennant une paie assez médiocre. Ce sont gens de cheval, & armés à peu près de même que les compagnies polonoises.

Tartares  
au service  
de la  
Pologne.

15. La république a en outre quelques régimens de dragons, habillés, armés & disciplinés comme les nôtres, mais infiniment mieux montés : elle a aussi plusieurs régimens d'infanterie exercés à l'allemande. Toutes ces troupes rassemblées ne formeroient, tant pour la couronne que pour le grand duché, qu'un corps d'environ 18,000 hommes, quoique selon le *Komport* ou état de guerre, l'armée de la couronne dût être de 30,000 & celle de Lithuanie de 12,000 hommes.

Dragons  
& infan-  
terie.

16. Les arsenaux & l'artillerie de la république sont en mauvais état : il n'y a

Artillerie  
& forte-  
resses.



pas moins d'abus dans cette partie que dans tout le reste des choses qui concernent l'armée. Quant aux forteresses, la Pologne est plus foible à cet égard qu'aucun autre pays du monde. *Kaminiek*, cette place si vantée dans l'histoire, n'est réellement qu'une bicoque assez chétive, dont l'ignorance des Turcs & l'imbécilité du Sultan *Osman* ont fait la renommée. *Bialo-cerkieu*, que le peuple & les gentilshommes, qui n'ont jamais vu de meilleure place, regardent comme le boulevard de leur patrie du côté de l'Ukraine, auroit peine à tenir vingt-quatre heures contre un corps de deux ou trois mille grenadiers François ou Anglois. Divers seigneurs possèdent aussi des châteaux munis de quelques ouvrages, qui peuvent résister aux premières attaques des Tartares ou des Polonois lors qu'ils s'entrefont la guerre. Quoi qu'il en soit, la nation en général n'aime point les villes fortifiées, parce qu'elle les regarde comme autant de moyens dont les rois peuvent se servir pour devenir maîtres absolus. Rien n'est plus commun dans la bouche de la nobles-



se que cette expression proverbiale, *fortalitia sunt froena libertatis*: „ les forteresses sont les freins de la liberté”; & c'est une vérité dont on ne peut s'empêcher de convenir.

17. Autant l'armée de la république est foible, autant son arriere-ban formeroit une multitude redoutable, si les causes d'exténuation rapportées au commencement de ce chapitre, n'avoient déjà miné la vigueur de ce grand corps. Néanmoins, dans quelque abaissement que les choses soient tombées, la description de cette assemblée militaire, telle qu'on peut la convoquer encore aujourd'hui, ne laissera pas de montrer clairement quelles sont les forces & les ressources de la Pologne.

Arriere-  
ban.

18. Cette convocation n'a lieu que quand l'état est menacé d'un grand péril, encore faut-il, pour y procéder, que le sénat & l'ordre équestre aient donné leur consentement en pleine diette. Alors le roi expédie ses universaux pour tous les palatinats, districts & territoires de la république. Ces sortes d'universaux s'appellent vulgairement, *Litteræ restium* ou

Convo-  
cation.



*lettres de cordes* & en polonois *Wici* ou *lettres de perches* ou de bâtons: parce qu'on les porte, dans chaque canton, déployées & attachées au bout d'une perche avec une ficelle, pour les lire & les publier à haute voix dans les villes & les campagnes.

19. Selon l'usage ordinaire le roi doit donner, successivement dans l'espace de quatre semaines, trois universaux pour la convocation de l'arrière-ban: mais il arrive souvent qu'avec le consentement de la diette, il n'en envoie que deux, sur-tout si le danger est pressant. Aussitôt tous les tribunaux se taisent, les procès civils ou criminels qu'on y avoit entamés demeurent suspendus jusques à la fin de l'expédition. Il n'y a plus que les jugemens rendus par le roi à la tête du sénat & la justice militaire qui soient en vigueur.

20. Toute la noblesse de chaque canton s'assemble sous ses drapeaux & passe en revue devant son palatin, devant son castellan, ou devant quelque autre dignitaire préposé par les supérieurs. Ensuite elle marche vers le rendez-vous général, indiqué par les universaux. Comme la mar-



che d'une si grande troupe de gentilshommes, portés la plupart du tems à la licence la plus effrénée, ne sauroit guere manquer d'entraîner avec elle quantité de troubles & de ravages, les loix ont fait à ce sujet de fort belles ordonnances, qui sont plus ou moins exactement observées, selon le génie & le caractère des chefs.

21. Voyons maintenant les personnes assujetties à suivre une expédition d'arriere-ban & celles que les loix en exemptent. Le roi doit s'y trouver: *Alexandre* l'un des Jagellons étoit malade, la noblesse protesta qu'elle ne sortiroit point de chez elle, si ce prince ne se mettoit en marche; & il fut contraint d'obéir, malgré le danger qui menaçoit sa santé & même sa vie. Il n'est pas douteux néanmoins que les sujets ne consentissent à mitiger, dans l'occasion, l'austérité de cette regle, en faveur d'un prince qui auroit su gagner leur cœur & mériter leur attachement.

Le roi  
doit aller  
à l'arriere-  
ban.

22. Quoique le roi soit chef né de l'arriere-ban, il peut en créer général tel officier qu'il juge convenable: mais cela ne le dispense point de partager les périls &

Du général  
de  
l'arriere-  
ban.



les fatigues de l'expédition. Quelquefois aussi la nomination d'un général, en pareille conjoncture, cause de grands débats : car s'il est Polonois, les Lithuaniens sont gens à refuser de lui obéir, & s'il est Lithuanien, son commandement ne trouve guere plus de soumission chez les Polonois. On en a vu des exemples à l'égard de *Charles Chodkiwick* & de *Stanislas Lubomirski* sous le regne de *Sigismond Auguste*. D'ailleurs quoique la dignité en question ne soit que passagere, un roi prudent ne peut la conférer qu'à un seigneur dont la fidélité lui est connue, puisque rien ne lui est plus facile que d'en abuser contre son prince.

Personnes  
soumises  
à suivre  
l'arrière-  
ban.

23. Tous les nobles en général, tant dignitaires, que simples gentilshommes, doivent prendre part à cette expédition : on n'en excepte que ceux qui sont trop jeunes ou trop vieux ou malades : encore faut-il que, suivant leurs facultés, ils y envoient un certain nombre de fantassins armés, habillés & munis des provisions nécessaires. Le clergé même doit fournir des soldats, mais avec cette différence,



qu'en Pologne il n'en fournit que des biens qui peuvent passer en héritage, au lieu qu'en Lithuanie les bénéfices mêmes ne jouissent d'aucune exemption.

24. On excepte pour leur personne, les ministres envoyés dans les cours étrangères & les gens dont les charges demandent une résidence actuelle, dans l'endroit où le bien public les a placés: mais ils ne laissent pas d'être assujettis à fournir plus ou moins de fantassins selon l'évaluation de leurs richesses. Les loix entrent à cet égard dans un détail immense, qui montre que les anciens Polonois pensoient juste, en faisant voir quelle attention ils donnoient aux besoins de leur patrie. Leur zèle & leur prévoyance alloient si loin, qu'ils ont même songé à tirer parti des nobles arrêtés pour quelque crime qui ne mérite point la mort. La constitution de 1621. veut qu'ils figurent comme les autres dans l'arrière-ban: & qu'après l'expédition finie, ils soient remis en prison pour subir les peines dûes à leur mauvaise conduite. Mais il y a un usage qui tempere la rigueur de cette ordonnance & qui ne

Personnes  
qui en  
font ex-  
empts &  
comment?



fauroit manquer de produire un bon effet; car on absout le coupable, on le rétablit dans ses droits & dans ses honneurs, s'il se signale par des actions de valeur, d'où il suit que, pour peu qu'il reste de sentiment à un homme dans cette conjoncture, l'idée de recouvrer ses biens, sa liberté & sa gloire, doit lui faire faire des efforts qu'une situation tranquille obtient rarement du commun des hommes.

25. La confiscation des biens, la dégradation de la noblesse & l'infamie, sont les seules peines que les loix ont statuées pour les gentilshommes qui, devant se trouver à l'arrière-ban, n'y paroistroient pas, ou pour ceux qui en désertent. On a jugé sagement qu'un opprobre perpétuel formeroit pour des gens bien nés une punition plus effrayante que la mort. Quant à la désertion, elle est d'autant plus criminelle, que cette noblesse, sans son consentement, ne peut rester assemblée plus de six semaines ni s'éloigner des frontières à plus de trois lieues: dernier privilege qui est encore plus étendu pour les Lithuaniens, qu'on ne peut jamais contraindre à sortir



des terres de la république, s'ils ne s'y décident volontairement.

26. Selon les divers dénombremens que j'ai vus, l'arrière-ban de la couronne & du grand duché peut mettre sous les armes 250,000 gentilshommes à cheval & plus de 100,000 fantassins. Une multitude si prodigieuse & naturellement si brave devoit faire des merveilles; mais pour parler d'après *Starowolsky* fameux auteur polonois, cette même multitude, en se voyant réunie sous les armes, s'enorgueillit de ses forces & prend des sentimens audacieux contre le roi & contre le sénat. C'est ainsi que l'esprit de mutinerie fait souvent évanouir l'idée de bien public. De plus, quoique le pays soit si abondant qu'il suffiroit pour nourrir trois ou quatre fois plus d'habitans qu'il n'y en a, l'arrière-ban se trouve ordinairement affamé au bout de quelques jours, parce que les magasins & l'administration des vivres y sont des choses presque inconnues. Le cavalier & le fantassin consomment bien vite les provisions qu'ils ont apportées. N'ayant alors plus rien, chacun pille à droite & à gauche;



& ainsi dans une semaine on ruine des ressources, que le bon ordre auroit pu faire durer pendant plusieurs mois. Enfin la disette & la misère dissipent ce grand corps la plupart du tems sans qu'il ait vu l'ennemi, & quelquefois aussi à la veille des succès les plus flatteurs. *Piasceki*, autre écrivain polonois, remarque avec raison sur ce sujet, que le cortège & l'attirail immense des moindres de ses compatriotes, dans de semblables expéditions, anéantissent tout le fruit qu'on en pouroit attendre. Tant de bouches, tant de chevaux & tant de chariots inutiles ne fauroient qu'accélérer la dévastation des pays & rendre la guerre malheureuse.

Des  
Cosaques.

27. Pour ne rien oublier d'important touchant les forces de la Pologne, il convient de donner quelque notion des Cosaques, qui anciennement lui ont rendu de grands services & qui lui en rendroient encore, si la tyrannie & le mauvais gouvernement ne les avoient contraints de secouer le joug, & de passer sous une autre domination : tellement que la république n'en a plus qu'une poignée, pendant que



tout le reste obéit aux Moscovites.

28. On ne fait pas bien quelle a été l'origine de ce peuple: mais l'opinion la plus vraisemblable est que ce ne fut d'abord qu'un ramas de payfans, qui s'enfuyant de diverses provinces trop exposées aux irruptions des Tartares, chercherent une retraite dans les isles du *Boristhene*, autrement dit *Le Nieper*. Les cataractes du fleuve, les rochers affreux dont ces isles sont bordées, leur faciliterent le moyen de résister aux cruels ennemis qui les poursuivoient. Ils eurent même le bonheur de remporter quelques avantages, & les dépouilles des vaincus leur donnerent du goût pour le métier de la guerre.

Leur origine.

29. Leur nombre s'accrut bientôt, jusqu'au point de les mettre en état d'achever des entreprises considérables. Souvent il leur est arrivé de s'emparer des galeres Turques dans la mer noire, & de ravager les campagnes des environs de Constantinople. L'attrait du butin rendoit ces sortes d'expéditions fréquentes parmi eux. Leur audace les faisoit réussir: ils s'embarquoient sur le *Boristhene*, dans de petits

Leurs forces.



batteaux légers, aux flancs desquels ils attachoient plusieurs gros paquets de roseaux qui, ne pouvant aller au fond de l'eau, leur servoient de refuge & de soutien, lorsque quelques-uns de ces batteaux s'enfonçoient par un coup de tempête ou par quelque autre accident. C'étoit ainsi que cette troupe grossière bravoit les orages & revenoit presque toujours victorieuse. Le sultan Amurat I. avoit coutume de dire que la haine des princes chrétiens ne l'empêchoit pas de dormir tranquillement : mais que les Cosaques, qui n'étoient que le rebut des Polonois, lui causoient souvent de fort mauvaises nuits.

Avantages  
que leur  
font les  
Polonois.

30. Tant de succès contre les Turcs & les Tartares firent connoître aux rois & à la république de Pologne l'avantage qu'on pouvoit tirer de cette milice. On leur donna en conséquence des villages & de grandes terres dans l'Ukraine, avec la forteresse Trecktemirow, où leur général faisoit sa résidence. On leur permit d'avoir des drapeaux & on leur accorda plusieurs privilèges, outre que leurs principaux officiers eurent des pensions.



31. La plus probable étimologie de leur nom est celle qui le dérive du mot Esclavon *Kosa* qui signifie une faux, parce que ces peuples n'avoient pour armes que des faux, quand ils se réfugierent dans les isles du Boristhene.

32. Leur accroissement a été si prodigieux, qu'on les a vus donner aux Polonois des renforts de trente mille hommes; & lever ensuite contre eux des armées de 200,000 combattans, lorsqu'ils se révolterent sous la conduite de *Bohdan Chmielnicky*. Habiles & endurcis aux fatigues les plus grandes, ils ne savent ni craindre le danger, ni gémir dans le malheur. Au reste il faut avouer qu'ils sont d'une férocité inexprimable. L'amour du brigandage leur est si naturel, qu'ils ne peuvent s'accoutumer à la vie religieuse, dont la domination Moscovite leur fait une loi. J'en ai vu plusieurs, tant vieux que jeunes, qui s'attendrissent jusques aux larmes, en chantant dans leur langue les ravages & les violences que leurs ancêtres ont exercés dans diverses provinces de l'orient & du nord, c'étoit-là le siècle d'or pour eux.



Leurs  
armes.

33. Ils sont tous cavaliers : mais encore meilleurs fantaffins. Quelques-uns d'entre eux portent des arcs & des flèches dont ils se servent pour le moins aussi bien que les Tartares : mais le grand nombre est armé de sabres & de mousquets. Comme ils traînent beaucoup de chariots à leur suite, ils s'en servent dans les occasions périlleuses, pour fortifier une enceinte qu'ils appellent *Tabor* : & on les a souvent vus, derrière ces retranchemens, faire tête à des armées nombreuses & sortir heureusement des plus grands embarras.

Leur  
religion.

34. Attachés au rite grec schismatique, ils vivent dans la superstition & dans l'ignorance la plus profonde, quoique naturellement ils aient de l'esprit & de l'adresse. Leurs magistrats ne sont guère considérés, & il n'y a chez ce peuple belliqueux que les charges militaires qui puissent donner du lustre.

Leurs  
chefs.

35. Le premier personnage entre les Cosaques est le général, qui pour seule marque de dignité portoit autrefois un bâton de commandement fait de roseaux entrelassés. Lorsque la nation vouloit élever



ver quelqu'un à cette place d'honneur, elle s'assembloit en foule, elle mettoit le candidat au milieu du terrain qu'elle occupoit, & chacun lui jettoit son bonnet à la tête, en faisant des acclamations tumultueuses, c'étoit toute la cérémonie: mais maintenant les Moscovites y mettent plus de dignité. Quoi qu'il en soit, ce chef a de grands droits & peut vivre avec splendeur: mais malheur à lui s'il abuse de son autorité, car comme il n'est environné que de gens turbulens & farouches, sa chute ne peut manquer d'être terrible. Après lui vient le lieutenant-général, ensuite quatre conseillers de guerre nommés *Assaviely*, & enfin les autres officiers plus ou moins respectés suivant leurs grades.

35. L'exactitude veut qu'on observe que les Cosaques dont on vient de parler, sont ceux qu'on appelle Zaporoviens, mot esclavon qui signifie habitans des isles. Le pays qu'ils occupent a près de deux cents lieues. On en trouve d'autres au-delà qui s'étendent dans le voisinage d'Azoph & de la Circassie, & qui s'appellent Cosaques du *Don*, parce que leurs habitations sont sur

Diverses  
fortes de  
Cosaques.



le bord du *Tanaïs*, autrement dit *le Don* par les peuples septentrionaux. Ceux-ci ont les mêmes mœurs & la même forme de gouvernement & ils n'ont été ni moins redoutables aux Tartares & aux Turcs, ni moins obstinés dans leur révolte contre les Czars de Moscovie leurs souverains naturels, que les premiers contre les rois de Pologne.

Utilité des  
Cosaques.  
Facilité  
de les  
regagner.

36. Aucune perte ne doit être plus sensible à la république que celle qu'elle a faite des Cosaques Zaporoviens. Il faut, sans hésiter, en accuser leur humeur brouillonne & inconstante : mais les Polonois eux-mêmes ne sont pas exempts de faute à cet égard. On voit en effet par leur histoire qu'ils n'ont jamais su trouver le juste tempérament de douceur & de sévérité, qui leur auroit convenu pour conserver ce peuple, & le forcer à être fidele en le rendant heureux. C'étoit tantôt une indulgence outrée pour des violences énormes, tantôt une rigueur insupportable pour quelques égaremens qui ne peuvent manquer de tems en tems parmi une multitude. Quoi qu'il en soit, il est certain que ces



Cosaques s'ennuient de la domination Moscovite ; & que si la fortune leur offroit une occasion favorable, ils reviendroient volontiers à leurs anciens maîtres : pourvu qu'une bonne capitulation les tranquillisât sur l'avarice & la tyrannie des seigneurs qui vivoient avec eux dans l'Ukraine. Mazeppa l'un de leurs généraux étoit sur le point de terminer cette grande affaire, quand la défaite de Charles XII. auprès de Pultawa fit échouer le projet.



## C H A P I T R E XIV.

### DES DROITS ET DES PRÉTENTIONS DE LA POLOGNE.

I. Rouffet a déjà traité cette matiere dans son grand ouvrage des *intérêts présens de l'Europe* : mais suivant sa coutume, il y a mis beaucoup de diffusion & néanmoins il y a oublié plusieurs choses assez essentielles, & s'est trompé d'ailleurs sur différens articles.



Droits  
sur la  
Silésie.

2. Les droits de la Pologne sur la Silésie sont absolument éteints, toutes les raisons alléguées par l'historien *Stanislas Lubinski* ne les feront pas revivre. Plus de trois cents ans de possession parloient précédemment en faveur des rois de Bohême, & maintenant l'indifférence avec laquelle la république vient de voir passer ce duché sous la domination du roi de Prusse, témoigne clairement qu'elle n'y prétend plus.

Sur la  
Walachie  
& la  
Moldavie.

3. On en peut dire autant des principautés de Walachie & de Moldavie. Les peuples de ces provinces étoient autrefois sous la protection de la république, & leurs Hospodars comme vassaux, lui payoient de tems en tems un tribut, & recevoient de même des rois de Pologne l'investiture: mais ce droit qui n'a jamais été bien affermi, fut abandonné aux Turcs en 1618. par le traité de Bussa.

Sur la  
Livonie.

4. Il n'en est pas de même à l'égard de la Livonie. Les peuples de cette vaste province accablés par les incursions du Czar Jean Basilide se donnerent à la Pologne en 1561. du consentement de leur prince *Gothard Kettler* grand maître des



chevaliers porte-glaives : & de là sont venues plusieurs guerres cruelles , où l'on a vu ruisseler tour-à-tour le sang des Polonois, des Suédois & des Moscovites. Ceux-ci devenus, enfin les maîtres de la plus grande partie du pays sous le regne victorieux de Pierre le Grand, le conservent encore : mais la république n'a conclu jusques à présent aucun traité valable qui lui lie les mains, & qui l'empêche de soutenir ses prétentions quand l'occasion le permettra.

5. Quant au duché de Courlande & de Sémigalle, pour peu qu'on veuille considérer la chose avec impartialité, l'on ne doutera point que la république n'y ait un droit des plus réels , non véritablement, comme les Polonois le pensent, pour changer la forme du gouvernement de cette province, & pour la réduire en Palatinat après l'extinction des hoirs mâles de la maison de Gothard Kettler : mais pour empêcher qu'aucune autre puissance n'en fît la souveraineté , & pour retenir la nation dans les bornes qui conviennent à de fideles vassaux. Les *pacta subjectionis*,

Sur la  
Courlande  
& le Sé-  
migalle.



fameux traité conclu sous le regne de Sigismond Auguste, ne portent rien de plus; & ce feroit bien assez pour la gloire & le bonheur des deux pays, si l'on maintenoit constamment cet accord salutaire.

Sur Kiow,  
l'Ukraine,  
Nowogorod,  
Serwiesky,  
Smolensko, &  
autres  
pays  
adjacens.

6. La Pologne est certainement en droit de profiter des occasions favorables, qui lui permettront de recouvrer Kiow; l'Ukraine au-delà du Niéper, Serwiesky, Smolensko, & plusieurs autres pays considérables, que Jagellon avoit unis à la couronne, & qui sont maintenant entre les mains des Moscovites. Si on lui allégué qu'elle les a cédés par des traités; elle répondra que ces traités lui ont été arrachés ou par la violence ou par des conjonctures malheureuses, & qu'elle n'a laissé passer aucune occasion d'y manifester son opposition, en protestant cent & cent fois contre leur teneur. Les Moscovites de leur côté ne cessent d'en fortifier la nullité, en ne remplissant point avec fidélité les pactes qui semblent leur en assurer la possession. Aussi voit-on que la république insère constamment dans les capitulations de ses nouveaux rois, qu'ils auront soin de lui



faire rendre les provinces qu'elle a perdues, qu'elle désigne sous le titre général de membres arrachés.

7. En 1525. Albert Margrave de Brandebourg, grand maître des chevaliers porte-croix, reçut du roi de Pologne Sigismond I. l'investiture de la Prusse ducale, à condition de prêter foi & hommage en qualité de grand vassal de la couronne. Les choses ont persévéré sur ce pied jusqu'au tems de l'électeur Frédéric-Guillaume qui, en vertu des pactes de Welau & de Bidgost, obtint en 1657 la possession de cette province en toute souveraineté pour lui-même & pour ses hoirs mâles. L'accord fut qu'en cas d'extinction, la suprématie reviendrait à la république, qui pour lors seroit obligée d'en conférer la principauté aux Margraves de Bareith & d'Anspach de la branche de Franconie, seulement à titre de fief, ainsi qu'on l'avoit fait précédemment en faveur d'Albert. Par ce détail il est aisé de voir que les Polonois n'envisagent vulgairement qu'un droit mal entendu, lorsqu'ils prétendent traiter le roi de Prusse, comme on traite un vassal; car

Sur la  
Prusse  
ducale.



aux termes des pactes mentionnés, l'idée d'un pareil vasselage ne sauroit jamais tomber ni sur lui, ni sur aucuns descendans mâles de Frédéric-Guillaume en ligne directe, mais seulement sur des collatéraux, dont l'expectative occasionne un hommage éventuel, qui ne regarde en rien les souverains actuellement régnants. On ne sauroit nier que la suprématie & le vasselage ne soient deux choses parfaitement contradictoires dans la même personne & à l'égard du même terrain: or les monumens les plus sacrés prouvent que Frédéric-Guillaume a été reconnu seigneur suprême de la Prusse ducale, avec le consentement de la diette de 1658: & l'autenticité de cette reconnaissance fut telle que, sans qu'il survînt la moindre plainte de la part de la république, l'électeur fit frapper peu de tems après, au sujet de son nouvel état, quantité de médailles d'or & d'argent, dont la face porte une main céleste qui soutient une couronne illuminée par les rayons du soleil, avec cette légende autour, *donnée par Dieu*: plus bas se voient un sceptre & une épée qui sont passés en sautoir &



liés d'un nœud de guirlande, avec cette souscription, pour Dieu & pour le peuple. Le revers présente les paroles suivantes : *Hommage rendu au prince Frédéric - Guillaume électeur de Brandebourg, seigneur suprême de la Prusse le 18. Octobre 1663.*

8. Un droit plus réel, quoique simplement honorifique, est la suprématie conservée jusques à présent sur les cantons de Bitow & de Lawenbourg, pays assez important par sa situation, qui s'étend à la mer Baltique dans le voisinage de Dantzic. Il est sûr qu'à l'égard de ce pays, le roi de Prusse doit passer pour vassal de la couronne de Pologne, mais d'une façon peu onéreuse pour lui : car il n'est obligé ni à prêter serment, ni à payer tribut, & toute sa sujettion se borne à reconnoître le domaine direct de la république, ainsi que le montrent les pactes de Welau & de Bidgost déjà cités. Quelques auteurs Polonois, & entre autres M. Dembrowsky évêque de Ploczko, ont écrit que l'état a le droit de retrait sur les districts dont il est question ici, & que par conséquent aussitôt qu'on seroit d'accord on pourroit les racheter mo-

Sur les  
districts  
de Bitow  
& de  
Lawen-  
bourg.



yennant une certaine somme: mais c'est une erreur manifeste, car en 1658. la possession en fut accordée à perpétuité à la maison de Brandebourg; & l'on ne sauroit la porter à s'en dessaisir qu'autant qu'elle le voudra bien.

Sur  
Drahim  
& Elbing.

9. La position de la république est différente à l'égard de la Starostie de Drahim dans la nouvelle marche, & de la ville & du territoire d'Elbing dans la Prusse royale. La maison de Brandebourg jouit à la vérité de ces domaines, qui lui furent livrés, le premier en 1669: mais elle ne les tient qu'en hipothèque & comme un gage de la somme de 42,000. écus d'Allemagne, que la république lui doit pour prix de quelques secours qui lui ont été fournis contre la Suede. Ainsi les droits de la Pologne, tant de suprématie que de retrait, sont constamment en pleine vigueur, & il n'y a que de l'argent à chercher pour faire le rachat.

Sur  
Dantzic.

10. Quoique les habitans de Dantzic prétendent assez généralement n'être que sous la protection & non sous la domination de la Pologne; il est néanmoins certain



que la république les compte & a droit de les compter au nombre de ses sujets. On tombe d'accord que l'importante situation de leur ville, l'opulence & l'utilité de leur commerce & les secours qu'ils ont fournis de tems en tems plutôt en argent qu'en troupes leur ont procuré de grands privilèges : mais cela n'empêche pas que la république n'ait toujours sur eux un vrai droit de souveraineté. L'hommage, le serment de fidélité exigés & remplis par leurs magistrats, les impôts, les douanes, la chambre des finances, la juridiction suprême dévolue au roi dans leurs principales causes, enfin diverses charges onéreuses qu'ils sont obligés de porter, ne doivent laisser aucun doute sur cet article : aussi voyons-nous que, sous le regne d'Etienne Battori, on les traita comme des sujets rebelles, lorsqu'ils osèrent affecter une indépendance qui ne leur convenoit pas.

II. Avant que d'abandonner la matière traitée dans ce chapitre, il convient de dire un mot touchant la prétention pécuniaire que l'on désigne ici sous le nom de sommes Napolitaines; prétention litigieuse

Sur les  
sommes  
Napolitaines.



qui, quoique continuellement renouvelée par la république, n'a pu être mise au clair depuis environ cent quatre-vingt-dix ans: en voici le fondement. Bonne Force, fille de Jean Galéace Duc de Milan, fut femme de Sigismond I. dont elle eut Sigismond Auguste & quatre filles. Après la mort du roi de Pologne son époux, elle alla passer le reste de ses jours dans le royaume de Naples. Par son testament, elle légua à sa postérité quatre cents mille écus d'empire qu'elle avoit prêtés au roi d'Espagne pour lors maître des deux Siciles; ou plutôt elle en légua la rente annuelle montant à trente-quatre-mille écus qui, n'ayant jamais été payés, formeroient aujourd'hui une somme considérable. La république; en vertu des droits qui lui ont été transmis par plusieurs princes issus du sang de la testatrice, croit être suffisamment autorisée à revendiquer toute cette succession: mais outre qu'il y a divers compétiteurs, tant en France qu'en Allemagne, les souverains de Naples mettent à profit les difficultés pour éloigner un remboursement qui les incommoderoit.



Quoi qu'il en soit, si les Polonois s'arran-  
geoient avec leurs compétiteurs, leurs  
droits aux sommes Napolitaines feroient  
incontestables.

\*\*\*\*\*

## CHAPITRE XV.

### DES INTÉRÊTS DE LA POLOGNE.

1. La Russie est sans contredit la puis-  
sance qui peut donner le plus d'ombrage  
à la Pologne. Les Russes ont déjà envahi  
tant de belles provinces qui appartenoient  
à la république, & ils ont d'ailleurs tant  
de raisons pour chercher les moyens de  
s'étendre à ses dépens que, si elle veut bien  
consulter ses vrais intérêts, elle ne doit  
avoir rien de plus pressé que de se mettre  
à l'abri de ce côté-là. Pour cet effet,  
les meilleurs politiques du pays pensent  
qu'il faudroit qu'elle augmentât ses forces  
& qu'elle se mît en situation de rendre  
son amitié & sa haine plus considérables,  
que l'une & l'autre ne le sont depuis long-

Par rap-  
port à la  
Russie.



tems. On juge que pour lors, en accédant sous de sages conditions au traité d'alliance qui unit déjà la Prusse avec la Suede, elle pourroit se mettre à l'abri des invasions de la Russie & reprendre de ce côté son ancienne splendeur.

Au roi de  
Prusse.

2. D'autres au contraire soutiennent que c'est principalement des rois de Prusse que la Pologne doit se méfier. On lui représente cette puissance dans un état formidable par ses derniers accroissemens. Il est vrai que la république n'auroit guere beau jeu, si seule & abandonnée de toutes parts, elle étoit obligée de faire tête aux conquérans de la Silésie : néanmoins pour peu qu'on veuille examiner les choses sans prévention, on trouvera que ces mêmes conquérans, guidés par la sagesse du systême politique qu'un grand roi a établi à Berlin, ne tenteront point volontiers une entreprise qui vraisemblablement leur attireroit l'Europe entière sur les bras. Pour juger sainement de l'inégalité du danger qui peut d'un ou d'autre côté menacer la république, il n'y a qu'à jeter les yeux sur la différente situation des pays, on verra que les



derrieres de la Moscovie sont beaucoup plus en sureté que ceux de la Prusse. Cependant comme l'on ne fait jamais positivement tout ce qui est renfermé dans les ténèbres de l'avenir, les bons esprits tombent d'accord que, si les Polonois doivent bien vivre avec les Prussiens, ils doivent pareillement observer leurs démarches avec l'attention la plus scrupuleuse. Quant à la Starostie de Drahim & par rapport à la ville & au territoire d'Elbing, leur intérêt est palpable; & ils ne fauroient mieux faire que de procéder au retrait le plutôt qu'il leur sera possible: mais il faut du concert & de l'argent, deux choses bien difficiles à trouver dans la république de Pologne.

3. Tous les Polonois conviennent assez généralement que la république doit bien vivre avec les Turcs qui sont essentiellement intéressés à maintenir sa liberté, & qui peuvent lui être utiles dans différens cas. Par la même raison, elle doit ménager les Tartares de la Crimée, tant pour éviter leurs incursions, que pour profiter de leur concours dans le besoin. Si en effet Sobiesky fut, par un raffinement de po-

Aux Turcs  
& aux  
Tartares.



litique singulière, les mettre quelquefois en œuvre pour occuper des citoyens turbulens qui l'inquiétoient ; quel scrupule pourroit empêcher désormais d'employer leurs forces d'une manière plus glorieuse, puisqu'elle tourneroit à l'avantage de l'état ? Au surplus l'on n'auroit pas grande peine à les déterminer, car c'est un peuple qui vend son secours pour peu de chose & que l'inaction ennuie souverainement.

A la  
Walachie  
& à la  
Moldavie.

4. Selon la maxime politique qui veut qu'on regarde les amis comme pouvant devenir ennemis, la Pologne a intérêt non seulement de ne point troubler, mais même d'entretenir les mauvais gouvernemens que la domination Turque a introduits tant en Moldavie qu'en Walachie ; car s'il survenoit jamais une guerre entre la république & la Porte, celle-là pourroit profiter, ainsi qu'elle l'a déjà fait plusieurs fois, de la disposition & de l'humeur des deux provinces en question, qui renferment un peuple perfide & inconstant & qui laisse rarement échapper l'occasion de se soulever contre ses maîtres. On n'a qu'à promener ses regards sur la carte, pour voir combien



bien une intelligence habilement ménagée, rendroit de ce côté-là grands & rapides les progrès des armes Polonoises: & l'histoire ne permet pas d'en douter.

5. Voilà de quelle maniere pensent beaucoup de Polonois touchant les principaux intérêts de leur patrie à l'égard des puissances voisines: maintenant il convient de dire un mot sur l'intérêt qu'elle peut avoir de ménager quelques autres puissances plus éloignées. Le grand nombre tient ici pour maxime qu'une étroite liaison avec la France ne sauroit être que salutaire à la république. Effectivement on sent que cette cour peut mettre en sa faveur un poids considérable dans la balance, & qu'elle a plusieurs raisons essentielles pour ne point souffrir que la Pologne soit subjuguée. Une autre maxime gravée dans le cœur de la multitude, est que l'état doit cultiver, autant qu'il le peut, une bonne harmonie avec la maison d'Autriche, sans pourtant lui jamais ouvrir un accès au trône. Chaque gentil-homme connoit le sort de la Hongrie & de la Bohême; deux exemples de cette nature ne sont que trop

A la  
France &  
à la cour  
de Vienne.



capables d'effrayer. Par rapport aux autres potentats de l'Europe, les intérêts de la Pologne sont si minces & si vagues, que ce n'est pas la peine d'en faire mention.

\*\*\*\*\*

## CHAPITRE XVI.

### DE LA RELIGION ÉTABLIE EN POLOGNE.

Religion  
domi-  
nante,

1. La religion catholique romaine est la seule dominante en Pologne. Elle y fut établie dans le neuvième siècle sous le règne de Miecislav I: mais elle ne fut introduite que plus tard en Lithuanie; car Jagellon son souverain ne commença l'ouvrage de la conversion de ses sujets qu'en 1387.

Sectes  
permises.

2. Plusieurs des sectes qui palpitent dans le reste de l'Europe, pénétrèrent ensuite jusqu'en Pologne: mais elles y furent bientôt exterminées, à l'exception de celles de Luther & de Calvin, qui ont trouvé un asile dans la Prusse royale. Ceux qui y font profession de ces dogmes & les Russes attachés au rite grec schismatique sont désignés dans les constitutions sous le nom de dissidens. Ils ont les uns & les autres leur clergé, leurs églises & des privilèges



que les nouveaux rois confirment toujours dans les *pacta conventa*.

3. Cette confirmation a paru nécessaire pour éviter les guerres civiles, que la diversité des sentimens en matiere de religion excite quelquefois dans les pays les mieux policés. D'ailleurs il ne seroit pas sûr pour la république de maltraiter jusqu'à un certain point les Luthériens, les Calvinistes ou les Russes schismatiques; car la cour de Berlin protege les uns, & celle de Pétersbourg prendroit vraisemblablement fait & cause pour les autres. L'on observe pourtant que les catholiques tâchent, si non d'opprimer à force ouverte, du moins d'abaisser les dissidens, par tous les moyens que la prépondérance peut mettre en œuvre sans un éclat trop fâcheux. Les loix ne leur ont jamais interdit la faculté de parvenir aux grandes charges, on n'en voit cependant plus qui en possèdent; & leurs voix sont depuis longtems ou étouffées ou furieusement contrariées dans les diettes. On ne peut mieux se convaincre de l'antipathie que les catholiques romains nourrissent contre les dissidens, qu'en voyant le

Nécessité  
de la  
tolérance.



prétexte sur lequel se fondent les confédérations qui déchirent actuellement la Pologne. Elles prouvent avec quelle peine les sujets de la religion dominante verroient les dissidens obtenir un certain degré de puissance, & même de liberté en matière de culte, quelque naturelle qu'elle soit à l'humanité.

Sectes  
unies.

4. Outre les Russes schismatiques dont on vient de parler, il en est d'autres dans la Pologne, auxquels on donne le nom de réunis parce qu'ils se soumirent au St. Siege en 1596, de-là ils sont censés membres de l'église catholique, quoiqu'ils suivent le rite grec, modifié à la vérité. On regarde du même œil quelques Arméniens, qui ont accédé pareillement à la reconnoissance du souverain pontife.

Juifs &  
Mahométans.

5. Il y a en Pologne des Juifs & des Mahométans. Les Juifs y forment un peuple qui égale, ou peu s'en faut, le nombre des chrétiens établis dans le pays, & certainement leur multitude donneroit de l'ombrage dans un gouvernement mieux réglé. Les anciens rois leur ont accordé beaucoup de privileges, sur-tout Casimir



le Grand qui avoit pour maîtresse une femme de cette nation nommée Esther. Quant aux Mahométans, ce sont des Tartares dont Witolde Grand Duc de Lithuanie transporta une colonie dans ses états; on leur laisse la liberté de vivre dans leur religion, & pour cet effet ils ont quelques Mosquées où personne ne les inquiète: en récompense ils servent fort bien la république, & elle n'a guere de troupes plus fidelles ni qui jouissent d'une plus constante réputation de valeur & de probité.

6. Les Polonois sont en général fort attachés à la religion: mais le commun du peuple y mêle quantité de pratiques superstitieuses, qu'une saine théologie fait éviter avec soin dans un autre pays. On observe que la nation s'est mise depuis longtems dans une extrême dépendance de la cour de Rome: & même jusqu'au point que chaque particulier lui paie un tribut annuel sous le titre de *denier de saint Pierre*, tribut véritablement médiocre, mais qui cependant forme une charge, que l'on peut regarder comme onéreuse pour des gens ennemis de toute sujettion.



Pouvoir  
du clergé.

7. Cette soumission surprenante aux loix de Rome produit une vénération sans bornes pour le clergé & pour les moindres ecclésiastiques. On ne voit pas, même en Italie, que les évêques & les prêtres jouissent de prérogatives aussi considérables qu'en Pologne, ni qu'ils aient autant d'influence dans les affaires temporelles. Quelqu'un a dit que les gens d'église trop autorisés prenoient souvent des armes dans le ciel pour commettre des injustices sur la terre: & malheureusement la chose se trouve plus vraie ici qu'en aucun autre endroit du monde.



## CHAPITRE XVII.

### DU CARACTERE DES POLONOIS.

I. Les Polonois sont naturellement robustes, aussi capables que les Moscovites de soutenir la fatigue pendant l'hiver, & beaucoup plus propres qu'eux à résister aux ardeurs de l'été. Le cardinal de Polignac a prétendu qu'aucun autre peuple ne ressemble mieux aux François par les traits



du visage & par la taille: il poussa même la parité jusqu'aux qualités du cœur & de l'esprit.

2. Sans examiner géométriquement l'idée de cet illustre prélat, l'on peut dire que les Polonois ont beaucoup de vivacité, beaucoup d'ouverture d'esprit, une conception qui les feroit briller dans les sciences, si leur éducation étoit mieux dirigée; & une valeur qui deviendrait redoutable, pour peu qu'elle fût secondée par une bonne discipline. Ils sont affables & hospitaliers: ils accueillent les étrangers avec un empressement que l'on ne rencontre guere chez les autres nations. L'idole caressée doit cependant savoir qu'en général c'est un fond d'ostentation qui anime l'enthousiasme de leurs politesses: aussi bientôt leur inconstance naturelle leur fait jouer un rôle tout différent. Ennuyés d'avoir des attentions couteuses, ils s'appliquent à dégouter les personnes qui en étoient l'objet; & ils y réussissent infailliblement par quantité de mauvaises manières. Amis légers, ennemis peu opiniâtres, ils passent leurs jours dans un flux & reflux continuel de



brouilleries & de raccommodemens. Cette flexibilité d'humeur ; qui d'un côté les rend adroits courtisans, sert de l'autre à faire oublier promptement les injures & les bienfaits ; de sorte que la plupart du tems on peut se dispenser de compter sur leur reconnaissance ainsi que d'appréhender l'effet de leurs menaces. En les étudiant, on les trouve artificieux sous un air de candeur, orateurs nés dans leur langue, stiles aux intrigues presque dès le berceau, cependant plus féconds en expédiens détachés, que profonds dans les principes de la grande politique. Comme la constitution de leur gouvernement leur fournit mille moyens d'être artisans de leur fortune, leur cupidité fermente dès la première jeunesse, & ils ont continuellement l'intérêt public dans la bouche, pendant que le seul intérêt particulier dirige leur cœur. Au reste la soif des richesses n'est pas jointe chez eux avec l'avarice. Jamais nation ne fut plus fastueuse ni plus dépensière. J'ai vu des seigneurs, n'ayant qu'un bien médiocre, donner des fêtes où le vin seul montoit à sept ou huit cents ducats, & les présens en



bijoux, en pelleteries, en étoffes de perse, en armes & en chevaux à plusieurs milliers, sans parler des autres frais qui devoient être encore plus considérables, puisque c'étoit toute la noblesse d'un pays que l'on traitoit avec une magnificence digne des meilleures maisons souveraines. Vraisemblablement le lendemain d'un pareil étalage doit être quelquefois fort triste pour son auteur: mais l'usage prévaut, la raison & les frayeurs de l'indigence n'opposent ici que de foibles barrières au luxe & à la prodigalité. Un monde entier de domestiques, une foule d'équipages, dont ceux d'un maréchal de France ne paroîtroient que l'abrégé, composent ordinairement le cortège d'un nonce ou d'un député au tribunal. De-là il suit que les Polonois, en multipliant coup sur coup leurs besoins, sont perpétuellement mécontents de leur sort, de leur roi & de leurs bienfaiteurs.

3. Par une suite de l'expérience réfléchie qui a conduit le pinceau qui vient de tracer ce tableau général, on doit avouer que la vertu, la candeur, la fermeté, le désintéressement, la générosité sans aprêt & le



zèle du bien public ne font point des qualités inconnues chez les Polonois. Il faut même ajoûter que la plupart des vices qu'on leur reproche naissent plutôt de la constitution de leur gouvernement, que du fond de leur tempérament, & de leur caractère. Celui-ci les porte à une certaine douceur qui les éloigne des grands crimes. Deux siècles montrent parmi eux beaucoup moins d'affassinats, d'empoisonnemens & d'autres excès semblables, que deux ans n'en font voir dans d'autres pays les mieux policés: en appréciant bien les choses, peut-être trouvera-t-on que rien ne fau- roit être plus glorieux pour le cœur hu- main, dans un état où les loix font sans vigueur, & où la licence & les passions peuvent prendre continuellement l'effort le plus vaste & le plus rapide.

Réflexion  
utile aux  
ministres  
étrangers  
résidans  
en Po-  
logne.

4. De tout ce qu'on vient d'exposer con- cernant le caractère & les mœurs des Polo- nois, il résulte une observation à faire sur la conduite que doivent tenir les ministres étrangers que l'on envoie en Pologne. Le hasard m'a procuré à ce sujet quelques papiers de Wladislas Priemski Castellan de



Kalitz, homme qui par ses belles qualités s'aquit beaucoup de réputation vers la fin du dernier siècle. Une longue lettre qu'il écrivit en 1695. à l'abbé de Polignac son ami intime montre quels étoient ses sentimens à ce sujet. Les voici recueillis fidèlement en partie des éloges & en partie des conseils qu'il donnoit à ce ministre.

„ Si l'affabilité, si l'heureux talent de s'ex-  
 „ primer avec graces & de penser sur le  
 „ champ tant pour concilier les esprits  
 „ que pour éviter les pièges, enfin si  
 „ l'attention la mieux suivie & la prudence  
 „ la mieux soutenue sont nécessaires aux  
 „ ambassadeurs & aux autres ministres su-  
 „ balternes, c'est principalement en Po-  
 „ logne, où l'on traite sans cesse avec une  
 „ foule de gens extrêmement déliés, &  
 „ dont il ne faut quelquefois qu'un mé-  
 „ contentement pour faire avorter les ma-  
 „ nœuvres le plus habilement concertées.  
 „ Il convient que le train de vie soit dé-  
 „ cent, mais point de faste, point de ma-  
 „ gnificence habituelle dans les conjonctu-  
 „ res tranquilles; car la prodigalité des  
 „ nationaux éclipsa toujours celle de l'é-



„tranger : ainsi la profusion ne sert qu'à  
 „fatiguer inutilement sa cour, lors que c'est  
 „elle qui lui fournit de l'argent. Outre  
 „cela, l'ostentation d'une dépense conti-  
 „nuelle & publique ne sauroit manquer  
 „d'inspirer de violens soupçons à la cour.  
 „Le pays n'est que trop sujet aux révolu-  
 „tions, par conséquent rien de plus natu-  
 „rel que de croire qu'on en prépare, quand  
 „on s'épuise pour plaire à la multitude.”  
 Fondé sur ces principes, le Castellan n'ap-  
 prouvoit point que la maison de l'abbé fut  
 ouverte, au point que la noblesse y vécût  
 à discrétion. „Songez, lui disoit-il, que  
 „les verres de vin de Hongrie que vous  
 „faites boire à tout ce monde-là, sont au-  
 „tant de doses de France que vous faites  
 „avalier au roi & à la reine.”

\*\*\*\*\*

## CHAPITRE XVIII.

### DU CLIMAT ET DES PRODUCTIONS DE LA POLOGNE.

I. On ne sauroit nier qu'en Pologne les  
 hivers ne soient durs & longs, mais pour-  
 tant ils le sont beaucoup moins qu'en Suède  
 &



& en Moscovie : le printems est pluvieux & désagréable par les inondations qu'amènent les dégels, l'été court & ordinairement tempéré, & l'automne la plupart du tems très beau. Quoiqu'une grande quantité de marais sembleroit devoir nuire à la température, le pays jouit cependant d'un air pur & ferein, qui conduiroit les habitans jusqu'à la plus heureuse vieillesse, s'ils vouloient modérer un peu leur goût pour le vin & pour les liqueurs fortes.

2. Nul royaume de l'Europe ne produit autant de bled, de seigle & d'autres grains semblables, que la Pologne. Les simples, les herbes, les légumes, y croissent en abondance, les pâturages y sont excellens, & la plupart de nos arbres fruitiers y réussissent assez bien, excepté l'olivier & la vigne. Quant aux forêts, elles fournissent autant & plus de bois qu'il n'en faut pour toutes sortes d'usages domestiques & même pour la construction des navires ; & pour surcroit de profit elles sont remplies d'abeilles sauvages, qui font plus de cire & de miel que le pays n'en a besoin. Avec tant de libéralités de la nature, on ne croiroit



guere que la Pologne soit quelquefois dans le cas d'appréhender la famine; cependant rien n'est plus vrai. L'ignorance & la paresse des habitans diminuent considérablement la richesse des moissons; d'ailleurs le désordre inconcevable qui accompagne la consommation des récoltes, en fait périr vainement plus d'un tiers ou quelquefois la moitié & le reste va à Dantzic: de façon que, si par malheur l'année suivante est mauvaise, ou s'il survient des fauterelles, on tombe inmanquablement dans une disette affreuse.

3. Pour achever de donner une idée complete de la bonté du pays, il convient d'ajouter qu'il est prodigieusement fécond en toutes sortes d'animaux domestiques & sauvages. On en estime principalement les chevaux qui, s'ils sont inférieurs à ceux d'Espagne & de Turquie, vont au moins de pair avec ceux d'Angleterre. Quoique la Pologne ne fournisse que des pelletteries communes, & qu'elle achete les autres des Moscovites, le luxe va si loin à cet égard, qu'on y voit souvent des fourrures qui coûtent jusques à dix & douze mille écus, & que l'hermine semble abandonnée aux peti-



tes bourgeoises. Parmi les différens lacs & les diverses sources qui produisent du sel, on doit remarquer la fameuse saline de Cracovie, creusée avec tant d'art, qu'elle fait voir comme trois villes souterraines placées l'une au dessus de l'autre : & d'où l'on tire chaque année en grosses colonnes une immense quantité de sel fossile. Enfin il y a des carrieres de marbre & des mines d'or à Jandick, d'argent & de plomb à St. Kurch, de vitriol à Bicez, de fer & d'acier à Schidlauriez. Cette union de richesses feroit la fortune d'un vaste royaume, mais tout cela est négligé ou mal administré. L'expérience a montré qu'en Ukraine on pouvoit élever facilement des vers à soie : j'ai connu un riche Cosaque qui, ayant du goût pour de pareilles occupations, avoit établi dans sa terre une manufacture, d'où il sortoit du damas & d'autres étoffes assez passables, tellement qu'on avoit lieu d'espérer qu'avec le tems l'ouvrage parviendrait à un degré de perfection : mais la mort de l'entrepreneur a fait tomber le travail & personne n'est tenté d'imiter cet exemple. En un mot, la Pologne est une terre vierge qui



ne demande qu'à combler les vœux des habitans; & sur laquelle les établissemens nouveaux fructifieroient à l'infini, pour peu qu'ils fussent bien soutenus. On avoit autrefois formé le projet de creuser un canal qui réunit l'Euxin & la Baltique, ce qui auroit été d'un avantage infini pour le commerce: mais ce plan n'avoit pour but que l'intérêt public & il a été négligé.

\*\*\*\*\*

## CHAPITRE XIX. ET DERNIER.

### ÉTABLISSEMENT D'UNE RÉPUBLIQUE FACÉTIEUSE.

1. J'ajouterai à la description de la Pologne un trait qui, quoique peu nécessaire pour la connoissance de son gouvernement politique, servira néanmoins à développer de plus en plus l'esprit qui anime la nation.

Etablis-  
ment de  
la répu-  
blique des  
Babins.

2. En 1548. un particulier nommé *Psomka*, homme plein d'esprit & d'enjouement forma, dans le palatinat de Lublin, une société joyeuse, qui fut appelée la République des *Babins-baba*, nom qui signifie dans la langue du pays, *une vieille femme qui naturellement aime à caquetter*: ce qui vouloit dénoter une société de gens qui ne s'assem-



bloient que pour débiter des contes d'enfant. Par un mouvement de prudence, autant que par un sentiment de modestie, le fondateur & les autres membres ne voulurent point arborer de titre plus pompeux ; persuadés d'un côté qu'il n'y a rien de plus convenable, pour faire prospérer un établissement naissant, que d'éviter l'envie : & convaincus d'ailleurs que le vrai moyen d'avoir bientôt quantité de prosélites, étoit de laisser leur porte ouverte à tout le genre humain, dont en général les vertus consistent plus en paroles qu'en actions.

3. Modélée sur la république de Pologne, celle des Babins avoit les mêmes charges & les mêmes dignités. On y voyoit un primat, des évêques, des palatins, des castellans, en un mot des gens ornés de tous les différens titres qui sont en vogue dans la patrie du fondateur : mais pour montrer qu'on avoit sagement secoué le joug des préjugés nationaux, l'on admettoit aussi les titres étrangers, quand quelque occasion valable l'exigeoit.

Dignités.

4. Les diettes étoient fréquentes dans cette république, mais fort courtes, car

Diettes.



elles n'avoient ordinairement qu'une séance. Aucune loi n'empêchoit de les tenir dans divers endroits : néanmoins elles s'assembloient la plupart du tems dans un village, qui pour cette raison fut surnommé *Gueda*, d'un terme esclavon qui désigne un lieu où l'on habite confusément.

5. Dans ces diettes on ne s'amusoit pas à chercher la miraculeuse unanimité des suffrages, c'étoit la pluralité des voix qui décidait de toutes les brigues, & les manœuvres souterraines n'avoient point lieu ; ainsi jamais de rupture, aucunes issues infructueuses.

Collation  
des places.

6. On examinait les qualités des personnages les plus notables de la société, & suivant le jugement que l'on portait sur leur compte, ils se trouvoient bientôt décorés de telle ou telle charge dans la république des Babins. Pour donner une idée de l'impartialité avec laquelle ces sortes d'emplois se donnoient, voici la sagesse des motifs qui faisoient récompenser le mérite. Quelqu'un montroit-il en même tems de l'ambition & du penchant à une vie molle & tranquille, sur le champ il devenoit évêque. Un autre parloit continuellement de sa valeur, sans en avoir donné des preuves, & il étoit fait



grand ou petit général. Ceux-ci parvenoient subitement au ministère, pour prix de quelques dissertations politiques & de leurs vastes projets dressés sans la moindre connoissance des intérêts des princes. Enfin chacun y étoit traité souvent selon son goût; & toujours suivant son mérite. Un festin faisoit l'heureuse clôture de l'assemblée, & comme on peut bien l'imaginer, il étoit de fondation qu'on y bût à la santé des nouveaux dignitaires & qu'on y chantât leurs louanges.

7. Rien ne ressembloit mieux aux brevets que l'on donne en France, sous le nom du régiment de la colotte, que les patentes que la société des Babins expédioit à ses officiers. J'en ai vus d'assez joliment tournées. Par un pareil badinage, on donnoit souvent des leçons frappantes touchant la distribution des graces faites par la cour: car il arrivoit quelquefois des changemens prodigieux dans le sort d'un seigneur qui passoit de la république de Pologne dans celle des Babins. Par exemple on y métamorphosoit le primat intéressé en frere quêteur; le palatin pillard en archer des douanes; le général timide en courrier & le mauvais magistrat en marchand.



8. On parloit un jour de cet établissement en présence de Sigismond Auguste, & ce prince ayant demandé si l'on y avoit aussi créé un roi? Pšomka lui répondit gravement: „ A Dieu ne plaife, Sire, que nous „ concevions une semblable pensée du vi- „ vant de votre majesté: régnez heureuse- „ ment sur nous, comme vous régnez sur la „ Pologne entière.” Quoique suivant les circonstances du tems, la réponse parût susceptible d'une interprétation maligne, Sigismond entendit raillerie & ne témoigna aucun mécontentement.

Sa chute  
& ses avan-  
tages.

9. Pendant plusieurs années cette troupe d'observateurs badins fut le fléau du vice & du ridicule, on appercevoit de tous côtés le fruit de leurs plaisanteries: car la crainte d'être exposé à la risée publique, produisoit un changement heureux dans les mœurs & dans la conduite des grands. Enfin la société tomba, ou par un effet des révolutions qui arriverent en Pologne sous les rois suivans, ou faute de gens d'esprit qui pussent figurer convenablement dans de telles assemblées. Quoi qu'il en soit l'histoire des derniers tems montre que le pays a quelque sujet d'en regretter la perte.



RECHERCHES  
HISTORIQUES  
SUR LA PROVINCE  
D'ALSACE.



CHAPITRE PREMIER.

IDÉE GÉNÉRALE DE L'ALSACE.

**L'**ALSACE est une province qui a 40 lieues dans sa plus grande longueur sur une largeur commune de 4 à 5 lieues. Elle peut passer pour une des plus fertiles & des plus abondantes qui soient dans le monde, si l'on excepte quelques cantons de la forêt de la Hart, & quelques terrains sablonneux du côté de Haguenau.

On la divise en haute & basse, & cette division étoit établie dès le tems des Romains: la haute faisoit partie de la *Maxima Sequanorum* & la basse étoit de la *premiere Germanie*.

Après la ruine de l'empire romain, la



basse Alsace fut occupée par les François, & la haute par les Bourguignons, sur qui les François la conquièrent ensuite. Par le partage que Louis le Débonaire fit de ses états, l'Alsace, comme comprise dans le royaume d'Austrasie, échut à Lothaire, Louis IV. dit d'Outremer, est le dernier des rois de France qui l'ait possédée: elle passa après lui sous la domination des empereurs d'Allemagne, fut jointe à la Souabe, fit partie de l'empire & fut comprise dans le cercle du haut Rhin.

L'Alsace fut gouvernée par des ducs jusqu'vers l'an 770. que Charlemagne redoutant leur excessive puissance, & craignant qu'ils n'usurpassent la souveraine autorité, les obligea de se contenter du titre de Landgraves, c'est-à-dire, comtes, juges ou préfets provinciaux, en exceptant de leur juridiction les maisons royales, les villes épiscopales & celle de Strasbourg, ainsi que plusieurs fiefs particuliers: & la qualité de duc, dont plusieurs historiens font encore mention dans les siècles subséquens, ne doit être considérée que comme un titre d'honneur que ces Landgraves ou



juges, joignoient à l'état effectif & réel, dont l'exercice leur étoit confié.

Quoique les fonctions des Landgraves fussent bornées à rendre la justice aux peuples de leurs territoires, cependant la négligence & la foiblesse des empereurs leur ayant présenté des occasions favorables de secouer le joug, ils empiéterent peu à peu sur l'autorité souveraine, & ainsi que les Margraves, Burgraves &c. ils se rendirent maîtres, propriétaires & souverains des provinces, pays & villes dont ils n'étoient que juges ou gouverneurs, de même qu'il étoit arrivé en Egypte sous Antiochus II. en Espagne sous les Miramolins d'Afrique, & que la France l'a éprouvé en passant de la seconde à la troisième race de ses rois.

Il paroît que la maison de Hapsbourg, maintenant Autriche, a été en possession du Landgraviat d'Alsace depuis l'an 1210. jusqu'au traité de Munster en 1648. par lequel l'Empereur & l'empire céderent à Louis XIV. & à sa couronne, à perpétuité & en toute Souveraineté, le Landgraviat d'Alsace, comme la maison d'Autriche en avoit jouï, avec le Suntgaw, la ville de



Brifac, la préfecture de Haguenau & des dix villes situées en Alsace, à la charge que ces villes & les Seigneuries séculières & ecclésiastiques seroient maintenues *in statu quo*, & que le roi n'exerceroit & ne pourroit prétendre sur eux aucune Souveraineté royale, qu'il se contenteroit des droits quelconques qui appartenoient à la maison d'Autriche, & que Sa Majesté banniroit toutes les nouveautés qui pourroient s'être introduites pendant la guerre.

Comme les Archiducs d'Inspruc étoient anciens propriétaires de plusieurs Seigneuries & notamment du Comté de Ferrette & de partie du Suntgaw, il fut dit, par l'article VI. du dit traité, que le roi, pour compensation des choses à lui cédées, feroit payer à l'Archiduc Ferdinand-Charles, trois millions de livres tournois en trois payemens égaux, pendant les trois années suivantes; & qu'en outre Sa Majesté se chargeroit des deux tiers des dettes de la chambre d'Ensisheim. La branche d'Espagne de son côté a renoncée, par le XXXI. Article du traité des Pyrénées, à toutes prétentions sur l'Alsace, & a ratifié la ces-



sion faite à la France par celui de Munster. C'est cette partie de l'Alsace acquise des Archiducs d'Autriche que l'on appelle ancienne domination, ainsi qu'il sera expliqué plus au long par la suite.

M. d'Obrecht dans son prodrôme d'Alsace a prouvé que les comtes de Gesheim prenoient le titre de Lrandgraves d'Alsace, dans le même tems que la maison d'Autriche; qu'il passa ensuite aux comtes d'Oettingen, qui le transporterent à Jean de Liétemberg évêque de Strasbourg, dont les successeurs ont joui depuis l'an 1376. jusqu'à présent, sans que la maison d'Autriche s'y soit opposée.

La liberté des villes impériales subsista jusqu'en 1670, que le roi de France voyant l'empereur Léopold prêt à lui déclarer la guerre, vint en Alsace, s'assura des dites villes, les fit démanteler & fit confirmer, par le traité de Nimegue de 1679. les stipulations de celui de 1648.

L'année 1680. Louis XIV. établit un conseil royal dans la ville de Brisac, qui procéda contre toutes les villes, les seigneurs & les nobles, qui ne vouloient pas



reconnoître sa souveraineté, ce qui occasionna beaucoup de plaintes à Vienne & à la diette de l'empire, & fut suivi d'une trêve conclue à Ratisbonne au mois d'Août 1684. par laquelle on convint que tout ce qui avoit été adjugé au roi, tant par le conseil royal de Brisac, que par les Parlemens de Metz & de Besançon, & dont ce Prince étoit en possession actuelle, lui demeureroit, pendant 20 ans seulement: mais la guerre de 1689. n'ayant pas été heureuse à l'Empire, les villes Impériales, celle de Strasbourg & les autres pays & territoires immédiats situés en Alsace, furent cédés en toute souveraineté par le traité conclu à Riswic au mois de Septembre 1697. les arrêts des dits tribunaux n'ayant été révoqués que pour ce qui étoit situé hors de l'Alsace, & les choses sont encore en cet état.

La ville de Strasbourg s'étoit soumise au roi de France par une capitulation particulière le 30. Septembre 1681. ratifiée par le Monarque le 3. Octobre au dit an, à la charge de la conservation de ses privilèges.





## CH A P I T R E II.

### DISTINCTION DE L'ANCIENNE ET NOUVELLE DOMINATION.

**O**N appelle ancienne domination les pays & territoires qui composoient en Alsace la souveraineté médiate de la maison d'Autriche, ainsi qu'ils ont été cédés & acquis de l'Empereur, de l'Empire & de l'archiduc Ferdinand par le traité de Munster, ce qui comprend le comté de Ferrette, les bailliages d'Altkire, Landzer, Betsfort, Delle, Ensisheim & autres situés dans la haute Alsace, avec le bailliage d'Haguenau situé dans la basse.

La nouvelle domination s'étend sur tout ce qui étoit immédiatement sujet à l'Empereur & à l'Empire, ce qui comprend les terres de l'évêché & du grand chapitre de Strasbourg, des abbayes de Murbac & d'Andlaw, de la maison d'Hanau, de la baronnie de Flekenstein, du comté d'Horbourg, de la seigneurie de Richwir, de la noblesse de la basse Alsace & des dix villes



Impériales qui reconnoissent la préfecture d'Haguenau: le tout cédé par le traité de Riswic.

On appelle états immédiats, ceux qui relevent nûment & immédiatement de l'empereur & de l'Empire, & états médiats tous monasteres, chapitres, comtes, gentils-hommes, villes, patrices, bourgeois & payfans qui dépendent & relevent de ces états immédiats, & qui, par leur moyen font, aussi bien qu'eux, sujets de l'empire. Telles étoient les terres de la maison d'Autriche, parce qu'elles relevoient de l'évêché de Basle qui avoit la Seigneurie directe & féodale.

Ces états immédiats jouissoient autrefois, comme jouissent actuellement ceux de l'Empire, des droits régaliens, & de toute supériorité territoriale, entre autres du droit de lever des tributs sur le peuple, sur les marchandises & sur les denrées, de celui de la navigation, de battre monnoie, d'exercer toute justice civile & criminelle, d'accorder des privileges & des dispenses, de donner asile aux Juifs, &c.

Suivant la lettre de M. d'Obrecht, écrite



te de Francfort à Louis XIV. le 5 Mai 1699. la supériorité territoriale comprend tous les droits que la France appelle seigneuriaux & la plupart de ceux attachés à la souveraineté.

Le domaine suprême s'étend sur les mêmes droits, avec cette différence que le domaine ou la souveraineté est indépendante & que la supériorité territoriale lui est soumise & subordonnée dans l'exercice de tous les droits qu'elle renferme: de manière que ce que les états de l'Empire peuvent dans leur territoire en vertu de la dite supériorité, l'Empereur & l'Empire le peuvent dans ces mêmes états en vertu de la souveraineté.

Mais depuis que la France a la paisible possession de cette Province, tous les droits territoriaux se trouvent réduits, & ne consistent gueres que dans celui d'Aides appelé *Umgeld*, dans celui de vendre du sel nommé *Accisa*, & dans le droit de protection des Juifs. Le roi y impose les tributs, & lorsque les seigneurs veulent lever quelques deniers pour leur utilité ou pour les besoins de leurs territoires, ils doivent en



obtenir permission du souverain, qui ne l'accorde qu'après avoir été amplement informé de la nécessité & de la destination de l'impôt.



### CHAPITRE III.

#### DU GOUVERNEMENT ECCLESIASTIQUE.

**L**A Province d'Alsace est de quatre diocèses différens, savoir, Besançon, Basle, Spire & Strasbourg. Il y a environ 24 paroisses qui dépendent du premier: près de 240 paroisses qui forment presque toute la haute Alsace, relevent de celui de Basle, dont l'évêque tient un official à Altkire, petite ville sur les frontieres de la Suisse. Les appels simples de cet official se relevent par devant celui de Besançon, qui est son métropolitain: & les appels comme d'abus se portent au conseil supérieur d'Alsace: une partie de la basse Alsace au nombre de 110. paroisses, est sous l'évêché de Spire dont l'official juge définitivement les appels simples, mais on releve au conseil supérieur les appels comme d'abus.



L'évêché de Strasbourg est si ancien, que l'on prétend qu'il existoit du tems de Constantin-le-grand, & qu'en 346. S. Amand évêque de Strasbourg assista au concile de Cologne.

Ce siege fut déclaré suffragant de Mayence par Charlemagne, qui érigea cette dernière ville en métropolitaine. Les rois des deux premières races & les Empereurs Otton, Henri & Lothaire donnerent de si grandes possessions à cette église, que les plus grands Princes en rechercherent les bénéfices avec empressement, & que fondés sur un usage, qu'ils disoient être aussi ancien que leur institution, ils exclurent les roturiers dès le 13<sup>e</sup>. Siècle, & ensuite les simples gentils-hommes, malgré les oppositions des Papes.

La ville de Strasbourg ayant embrassé le luthéranisme, les habitans en chassèrent le chapitre, les moines, les prêtres & tout ce qui étoit attaché à la Religion Catholique; car pour l'évêque, la ville craignant depuis longtems qu'il n'entreprît sur sa liberté, il avoit été convenu par des capitulations qu'il feroit sa résidence à Saverne. Ils y retournent.



rent en 1550. mais après l'abdication de Charles-quiné arrivée en 1556. ils furent si effrayés de se trouver sans appui au milieu d'un peuple nombreux qui leur étoit opposé, qu'ils se retirèrent à Molsheim.

L'évêque étant mort sur ces entrefaites, les Luthériens élurent George prince de Branbebourg, & les Catholiques assemblés à Saverne choisirent Charles Cardinal de Lorraine; ce qui excita une longue guerre entre les deux partis, qui diminua considérablement les revenus de l'évêché, ayant été convenu par le traité de 1604. conclu à Haguenau, que le bénéfice demeurerait au Cardinal moyennant une grande somme, pour le paiement de laquelle ce prélat aliéna, à la ville de Strasbourg, le baillage de Marlenheim & beaucoup d'autres droits.

Des quatre canonicats luthériens qu'il devoit y avoir dans l'église de Strasbourg suivant le traité de pacification, il en subsistait encore deux en 1687. Un arrêt du conseil Supérieur d'Alsace, séant pour lors à Brisac, en dépouilla les Princes de Brunswik & de Meckelbourg qui en étoient pourvus; & depuis ce tems il n'y a point eu de chanoines Protestans.



Le chapitre est composé de douze chanoines capitulaires & de douze domiciliaires, dont les premiers ont seuls voix & entrée au chapitre, lorsque les derniers n'y ont aucun droit, & n'ont que des places d'attente pour parvenir à celles des capitulaires.

L'évêque est membre de l'Empire, & jouit, avec la même supériorité territoriale que les autres souverains d'Allemagne, de deux baillages considérables situés au-delà du Rhin, en conséquence desquels il a voix & séance à la diète de l'Empire & fournit son contingent, tant en troupes qu'en entretien de la chambre de Spire transférée à Vetzlaar.

L'évêque est élu par les chanoines; si c'est l'un d'entre eux, il ne faut qu'une voix au-delà de la moitié de celles des présens pour rendre l'Élection valable: mais si c'est un étranger, ce ne peut être que par postulation; & dans ce cas la validité de l'acte requiert les deux tiers des voix.

Pour être chanoine, il faut faire preuve, pour les Allemands, de quatre générations de comtes ou Princes de l'Empire, & pour les François de quatre générations de ducs ou princes.



Il y a dans la dépendance de ces évêchés plusieurs abbayes d'hommes & de filles, des chapitres nobles & non-nobles, des églises collégiales & des communautés de prêtres, des prieurés simples & à charge d'ames, des commanderies des ordres de Malthe & Teutonique, & autres bénéfices dans le détail desquels on croit inutile d'entrer.



#### CHAPITRE IV.

##### DU GOUVERNEMENT CIVIL.

**T**oute l'Alsace est du ressort du conseil supérieur, maintenant séant à Colmar. Il fut originairement institué en la ville d'Ensisheim l'an 1658. au lieu de la régence ou conseil, ci-devant établi par les archiducs dans la même ville. Il fut supprimé en 1661. & en sa place le roi créa un conseil provincial sous le ressort du parlement de Metz, ce qui subsista jusqu'en 1679. que le roi lui rendit sa première autorité de conseil supérieur, Il fut transféré à Brisac en 1675. à l'occasion de la guerre, les membres de ce tribunal ne se



croÿant pas en fureté dans un lieu ouvert, comme l'étoit Ensisheim.

Jusqu'en l'année 1694. les offices en avoient été conférés gratuitement: mais alors le roi jugea à propos de les rendre héréditaires, & les foumit à payer finance, en établissant par le même édit une seconde chambre & une chancellerie.

Il connoit en premiere instance de toutes les affaires qui se portoient autrefois à la régence d'Autriche, & par appel des jugemens de tous les autres tribunaux de la province, tant des justices royales, que de celles des villes, des communautés, des Seigneurs ecclésiastiques ou séculiers & de la noblesse; & même des appels comme d'abus, à l'exception des jugemens rendus par la Table-de-marbre, dont les appels se relevent au parlement de Metz, & des jugemens criminels du magistrat de Strasbourg qui font en dernier ressort.

Le conseil reçoit en outre les fois & hommages, aveux & dénombremens des fiefs dépendans du roi.

Les justices royales sont, les baillages d'Haguenau & de Wissembourg, & les pré-



vôtés du neuf Brisac, Huningue, Ensisheim & Fort-Louis toutes créées en 1694.

Il y a en outre un juge royal pour les forts & la citadelle de la ville de Strasbourg.

Les terres de l'évêché, celles de la maison de Hanau, & la noblesse de la basse Alsace ont conservé des justices particulières : les premières sont appelées *Régences*, & les dernières portent le nom de *Directoires*.

La régence de l'évêché est composée de différens offices qui autrefois se conféroient gratuitement, mais l'évêché s'étant trouvé obéré, le prélat, de l'agrément du roi & avec le consentement du chapitre, les a rendus héréditaires en l'année 1694. moyennant finance.

Par lettres patentes du mois de Septembre 1692. le conseil ou régence séant à Saverne, a été maintenu dans l'exercice de sa juridiction selon l'usage, coutume & constitution du pays : il connoît de tous les différens qui arrivent entre les habitans des bailliages de l'évêché, & juge en dernier ressort, quand il n'est question que de la somme de 500 livres & 1000. de provision, sauf l'appel au conseil supérieur d'Alsace pour le



fond de la provision des procès où il s'agira de plus grosses sommes.

Par ces mêmes lettres, l'évêque & ses successeurs sont pareillement maintenus dans la faculté d'acheter du sel par-tout où bon leur semblera & de le faire vendre aux habitans dépendans de l'évêché & du chapitre, au même prix qu'il est débité par les fermiers généraux.

Pour dédommager les évêques des droits de péage supprimés par l'arrêt du 30. Octobre 1680, il leur est permis de percevoir le 30<sup>e</sup>. denier de toutes les ventes des immeubles & le 50<sup>e</sup>. de celles des meubles qui se feront dans les terres de l'évêché & du chapitre.

Les minéraux d'or & d'argent qui se trouveront dans l'étendue de l'évêché leur appartiendront.

Ils peuvent recevoir 36. livres annuellement pour chaque famille Juive qui viendra s'établir dans les terres de l'évêché, au moyen de quoi les juifs seront exempts de toutes charges ordinaires; mais on aura aussi le droit de les congédier. Ils jouissent exclusivement du débit du fer dans les terres de l'évêché.



La régence & droits du comte de Hanau Liechtenberg ont été réglés par lettres patentes d'avril 1701. & sont à peu de chose les mêmes que ceux de l'évêché: le siege est à Bouxweiller.

Le directoire de la noblesse de la basse Alsace, séant ci-devant au château de Niderheim a été transféré dans la ville de Strasbourg par lettres patentes du 7 Juillet 1682. Il est composé de sept conseillers, parmi lesquels est choisi le Directeur qui y préside. Ces conseillers font du corps de la noblesse, & doivent être confirmés par le roi qui leur accorde des lettres. Ils connoissent en premiere instance de toutes les affaires qui concernent les gentils-hommes & les membres du dit corps; & par appel, des communautés & habitans de leur dépendance, qui ont pour juges en premiere instance les baillis & juges Seigneuriaux, aux termes des lettres patentes du 5 Mai 1681. Ce tribunal juge, tant pour le civil que pour le criminel souverainement & en dernier ressort jusqu'à la somme de 250. seulement pour le fond & 500. livres pour la provision, au-delà desquelles est appel au conseil Supérieur d'Alsace.



Du tems des empereurs, le directoire étoit commun aux gentils-hommes de Suabe, de Franconie & du Rhin, chez lesquels ce tribunal étoit transféré à tour de rôle, à l'exception cependant de la noblesse de la basse Alsace, qui faisoit une trop petite partie du corps pour jouir de cet honneur.

Il y avoit autrefois un pareil directoire dans la ville d'Ensisheim pour la noblesse de la haute Alsace: mais il ne subsiste plus depuis les guerres de Suede.

Nous n'avons point parlé du droit de corvées, réglé par les lettres que nous venons de citer, au profit des chefs de ces trois juridictions, parce que nous en ferons un chapitre particulier.

Sous les justices de ces terres, de même que dans celles de l'ancienne domination, les baillis jugent en première instance les causes mues entre les habitans des villages & des communautés comprises dans leurs bailliages. Ces baillis sont à la nomination des Seigneurs, ils doivent être gradués & reçus au conseil supérieur d'Alsace dans les terres de l'ancienne domination, attendu que leurs appels se rélevent directement au conseil,



Quant à ceux de la nouvelle domination, il n'est pas de nécessité que les baillis soient gradués parce que leurs appels se relevent aux régences & directoires qui sont médiats entre leurs baillis & le conseil Supérieur.

Outre l'administration de la justice, les baillis sont encore chargés du maniment des deniers royaux de leurs baillages; & pour l'exercice de l'une & de l'autre partie, ils ont sous eux des prévôts dans chaque village & communauté de leur ressort.

Le prévôt est l'homme du seigneur qui le nomme & le révoque à sa volonté: ses fonctions consistent à veiller à l'ordre, à la police & à la voierie du district. Ce prévôt & les jurés, dont il sera ci-après parlé sont appelés gens de justice & composent ensemble le corps du magistrat; cependant ils ne peuvent rendre de jugement, leur procédure n'est qu'une espèce d'instruction & de conciliation provisoire, qui peut être portée devant le bailli, si les parties ne sont pas satisfaites. Pour concevoir avec plus de facilité les fonctions de ces officiers, on peut les considérer comme les arbitres de toutes les discussions sommaires & seigneuriales, qui sont



en France l'objet des basses justices.

Les jurés sont quatre ou cinq des plus intelligens & des principaux habitans du lieu, choisis annuellement par la communauté, agréés & confirmés par le seigneur pour assister aux délibérations, & former sous le prévôt le conseil de la paroisse : ils tirent leur dénomination du serment qu'ils prêtent au bailli : on leur donne abusivement le nom de Bourguemestres, qui n'est dû qu'aux officiers municipaux des villes.

Le roi ayant voulu que le controle des exploits eût son exécution dans la province, voici les remontrances qui furent faites, par lesquelles on connoitra facilement la nature de ces tribunaux subalternes. Elles représentent que jusqu'à présent il n'y avoit eu ni procureurs ni avocats, la justice étant rendue pour les causes peu importantes par les prévôts & bourguemestres des lieux, gens non lettrés, qui ne savent pas la langue Françoisse, ni aucunes formalités de justice : que les affaires médiocres étoient jugées par les baillis établis en différens cantons sans siége fixe, qu'ils vont rendre la justice de village en village sur des assignations verbales,



& que les parties, plaident elles-mêmes sans ministère d'avocats ni de procureurs, ce qui étoit avantageux au peuple & leur deviendroit à charge s'il y étoit apporté du changement: & sur cela le roi révoqua l'édit pour la province seulement par celui du 8 mai 1696. voulant que l'usage ordinaire de la procédure y fût observé comme auparavant.

La ville de Strasbourg a différens tribunaux, mi-partis catholiques & luthériens, appelés les chambres des treize, des quinze, des vingt-un, des grand & petit sénat, chambre de police, matrimoniale & de tutelle; dont les jugemens ressortissent, en cas d'appel, de l'un à l'autre pour le civil seulement, dans les causes qui n'excèdent pas mille livres.

Tous ces officiers composent ce que l'on appelle le corps du magistrat, & sont officiers municipaux élus par le suffrage des citoyens, le préteur royal & le procureur Syndic sont nommés par le roi; ils ont entrée, voix & séance dans toutes les chambres, pour veiller à ce qu'il ne s'y passe rien de contraire aux intérêts du monarque. Les uns & les autres sont perpétuels.



La chambre des treize a l'administration des affaires publiques. Celle des quinze a la direction de la ville, des greniers, des moulins, des caves, des magasins du bois & du charbon, du sel, des bâtimens, de la police, des arts & métiers, des puits, des drogues & épiceries, du tau des denrées, du maintien des loix & statuts: elle doit veiller à la conduite des magistrats, officiers & employés de la ville, faire les réglemens pour prévenir ou arrêter les incendies, & nommer les inspecteurs du pain, de la viande, des moulins, des épiceries, des tuiles, du tabac & de toutes sortes de marchandises sujettes à visite. Celle des vingt-un a entrée & voix délibérative dans toutes les autres chambres; & c'est à toutes ces chambres assemblées avec le grand Sénat, que les comptes se rendent toutes les semaines, tous les trois & six mois & tous les ans.

Le Sénat, juge en dernier ressort des affaires criminelles, & pour le civil jusqu'à 1000, & 2000 livres de provision, au delà desquelles sommes, il y a appel au conseil supérieur d'Alsace.

Le petit Sénat connoît de toutes les dis-



cussions au • dessous de 1000. livres, de la validité des testamens, des servitudes & autres pareilles matieres.

La chambre de police a toutes les affaires de police, dont celle des quinze ne connoît point : elle veille à l'observance des dimanches & fêtes, à l'éducation des enfans, à la religion, aux mœurs, à toutes manieres d'injures réelles, verbales ou par écrit, à la bonne ou mauvaise qualité des denrées, au monopole, aux faux poids & mesures, & aux autres cas amendables : elle pourvoit à l'approvisionnement de la ville, à la propreté & à la sureté des rues & à ce qui concerne les domestiques.

La chambre matrimoniale connoît des mariages entre Luthériens.

Celle des tutelles a dans son ressort les dations de tutelle, curatelle & les comptes qui en résultent.

La Chancellerie, dont le Syndic est directeur, est composée de trois avocats généraux, de deux référendaires, au petit sénat & en la chambre de police ; de trois secrétaires pour les chambres de treize, quinze & vingt-un ; de trois greffiers civils & criminels



nels du grand sénat, d'un procureur fiscal du petit sénat, du Lammeister régent, de deux substitués, d'un économe, d'un commissaire aux enquêtes & de trois archivistes.

Les corps de métiers sont divisés en vingt tribus qui connoissent des affaires les plus sommaires qui ont rapport à l'ordre, à la police & aux statuts de chaque corps. Ces colleges d'artisans & de marchands étoient établis à Lacédémone & à Rome, & ils avoient même droit de chasser, de leur seule autorité, ceux qui ne se comportoient pas bien, ou qui trahissoient le secret de leur compagnie.

Dans les autres villes de cette province ci-devant impériales, il y a un corps d'officiers municipaux sous le nom de magistrat, lequel est composé au-moins de 4 bourguemestres & de huit ou dix conseillers. Les villes de Landaw, Haguenau, Colmar & Turckheim ont un préteur royal, & les corps de métiers y sont divisés en tribus.

Le roi créa en 1694. deux maîtrises particulières des eaux & forêts à Haguenau & Ensisheim, qui relevent de la grande maîtrise de Champagne: mais elles ne connoissent que de ce qui a rapport aux forêts du roi.



Avant que Strasbourg fût sous la domination de la France, & même jusqu'en 1694. le Magistrat faisoit battre monnoie au coin de la ville, au titre d'environ un huitieme plus foible. Sa fabrication n'étoit pas considérable, puisqu'on trouve qu'elle n'avoit fourni que 7,056,750. livres depuis 1632. jusqu'en 1689. & que depuis ce tems jusqu'en 1694. elle n'avoit point travaillé. Ce fut dans cette même année que le roi supprima cette monnoie particuliere & en établit une royale, dont la fabrication se fit par entreprise jusqu'en 1702. que le roi par édit de Mars au dit an, créa tous les officiers nécessaires tant pour la fabrication que pour la police : elle continua à travailler au titre ancien jusqu'en 1718. que le roi fit retirer toutes les especes de bon alloi par une refonte générale, & fixa les especes de cette monnoie au titre commun de celle de France.

L'intendant a inspection sur tout ce qui concerne finance, douane, revenus du roi, voierie, grands chemins, ponts & chaussées, deniers communs & patrimoniaux, à l'exception de la ville de Strasbourg.

Il n'y point d'élection dans cette provin-



ce: mais elle est fournie par rapport à la finance à la cour des aides & au bureau des finances de Metz.

Le droit écrit ou le droit romain est la seule loi sur laquelle on rend la justice en Alsace.

Après que la ville de Strasbourg se fût séparée de la communion romaine, l'empereur Maximilien II. établit, à la réquisition du magistrat, le 30 Mai 1566. une académie pour enseigner les humanités, la philosophie, la théologie, le droit & la médecine.

Pour en soutenir l'exercice, Erasme évêque de Strasbourg consentit que les biens & revenus du chapitre catholique de S. Thomas, qui étoient déjà occupés par les protestans, fussent appliqués & assignés à l'entretien des docteurs & professeurs, avec permission de se qualifier chanoines.

Ferdinand II. par ses lettres du 5 Février 1621. érigea cette académie en université avec le droit de créer des docteurs, licenciés, maîtres ès arts, poètes couronnés & bacheliers dans toutes les facultés, ce qui a été confirmé par le traité de Westphalie, & en



dernier lieu par la capitulation royale du 30 Septembre 1681.

Cette université fait corps avec toutes celles de France & d'Allemagne; c'est la seule du royaume où il y ait une chaire de droit public. Tous les professeurs suivent la confession d'Ausbourg, elle se gouverne suivant les anciens statuts des empereurs & du magistrat. Les réglemens du roi pour les études des universités de France ne s'y observent point.



## CHAPITRE V.

### DES NOBLES ET DES FIEFS.

**L**A noblesse d'Alsace est illustre par son ancienneté & par sa pureté, qu'elle est toujours en état de prouver avec certitude & facilité, en produisant les actes & procès verbaux d'entrées dans les charges, ce qui se fait avec toute la rigueur qu'exigent les statuts de chaque maison.

Avant les arrêts de réunion du conseil supérieur d'Alsace de l'an 1680. l'on distin-



quoit en basse Alsace la noblesse immédiate d'avec la noblesse médiata. La noblesse immédiate étoit celle qui possédoit des fiefs, dont elle avoit été investie par l'Empereur comme chef de l'Empire: elle se qualifioit la noblesse Franche de l'Empire, de Suabe, de Franconie, du Rhin & du canton de la basse Alsace: elle reconnoissoit l'empereur pour son seul & unique Souverain chef & Seigneur; elle avoit cependant le droit de servir les autres princes & seigneurs dans les choses justes, qui n'intéressoient point Sa Majesté Impériale: elle jouissoit de tous les droits de supériorité territoriale, & ses membres étoient exempts de tous droits de péage, redevance, cottisation & autres charges de l'empire: la chambre impériale étoit la conservatrice de leurs privileges & ils étoient exempts de toutes juridictions étrangères. La noblesse médiata étoit celle qui ne possédoit que des Arriere-fiefs, dont elle n'étoit investie que par des Seigneurs particuliers.

Les fiefs se gouvernent par les conditions attachées aux investitures qui en ont été accordées; & ces investitures sont principalement de deux especes suivant l'usage d'Allemagne.



La première est lorsque l'empereur, ou un autre prince ou Seigneur a démembré un fief qui lui appartenait pour en donner une partie sous le même titre, à quelqu'un qu'il en a voulu gratifier.

La seconde est lorsqu'un particulier qui a des biens allodiaux ou en roture, veut se ménager une protection plus singulière de l'empereur, d'un prince ou Seigneur; ou qu'il désire soutenir sa maison en faisant passer sa succession aux mâles sans diminution ni légitime, alors il offre ses biens allodiaux pour s'en faire investir en fiefs, ce qui s'appelle *Oblation*; & si-tôt que cette investiture est donnée, si les clauses & conditions qui y sont énoncées viennent à ne pouvoir s'exécuter, le fief retourne au Seigneur féodal ou direct, qui peut en investir qui bon lui semble, & prescrire dans l'investiture les conditions qu'il lui plait.

La condition ordinaire & la plus essentielle, est le service du vassal en personne en tems de guerre; c'est cette condition qui exclut les filles & les ecclésiastiques des fiefs qui viennent à vaquer dans leur famille, du chef de leurs ascendants, à moins qu'il ne plaise à



l'empereur & maintenant au roi, aux princes & autres Seigneurs directs, de passer par-dessus cette considération: il y en a des exemples, mais ils sont rares.

Lorsque les filles sont appelées par l'investiture au défaut des mâles, ces fiefs s'appellent féminins, non que les filles y soient appelées directement, mais parce qu'elles peuvent les posséder au défaut des mâles. Mais dans quelque espece que ce soit, ces fiefs ne passent jamais par succession aux collatéraux. C'est par cette raison que ceux qui possèdent des fiefs en Allemagne & en Alsace ne peuvent les vendre, aliéner, affecter ou hypothéquer, sans le consentement du Seigneur féodal ou direct; de sorte que la jouissance du possesseur n'est regardée que comme un simple dépôt ou usufruit. Si quelque noble de la basse Alsace veut vendre son bien noble, il doit préalablement l'offrir juridiquement au corps de la noblesse; s'il passe à l'étranger, il demeure toujours assujetti à la contribution envers elle & est compris dans la matricule. Il est bien vrai que des créanciers peuvent faire saisir le revenu, tant que le fief est en la main du débiteur; mais dès qu'il passe aux



enfans ou autres appellés par l'investiture, l'action des créanciers cesse, & ils perdent ce qui leur est dû, s'il n'y a point d'allodiaux dans la succession.

Les veuves mêmes n'ont aucun hypothèque ni privilege pour leurs droits, douaire & conventions matrimoniales sur ces fiefs. Lorsqu'ils viennent à vaquer; ils font un des plus beaux droits du Seigneur dominant, qui pourroit, dans le cas de défaillance, les unir à son domaine, suivant le sentiment de plusieurs jurisconsultes, qui prétendent que la jurisprudence des fiefs d'Allemagne n'a rien de contraire à cette faculté; cependant cela ne s'est point pratiqué jusqu'à présent & n'est pas en usage dans l'empire, à moins que ces fiefs n'aient été autrefois aliénés du domaine. A l'égard des autres, ils sont obligés d'en disposer; & ils peuvent en gratifier qui bon leur semble, pourvu que ce soient des sujets du roi qui ne sont point engagés dans aucun service étranger.

Les biens qui ne sont pas nobles s'appellent *allodiaux*, qui se transmettent par succession de pere & mere aux enfans & aux plus proches parens, sans distinction de mâles ou fe-



nelles , & qui font susceptibles de dispositions testamentaires & de toutes celles autorisées par le droit & par les loix.



## CH A P I T R E VI.

### D U D R O I T D E C O R V É E S.

**L**A Corvée est une redevance corporelle due au seigneur dominant, à cause de quelques droits ou héritages tenus de lui à cette charge; c'est une servitude qui offense la liberté publique, & qui marque la violence du seigneur sur ses sujets. L'ordonnance de Louis XII. 1499. a extrêmement modéré en France la rigueur de ces exactions.

Avant que l'Alsace fût sous la domination des François, les corvées étoient illimitées, & les seigneurs obligeoient leurs sujets d'en faire autant qu'il leur plaisoit, ou ils exigeoient d'eux des sommes considérables pour les en exempter.

Pour faire cesser cette sorte de vexation, le roi les a fixées à un certain nombre de la manière suivante : pour les seigneurs de la



haute Alsace cinq corvées par année, avec faculté de les faire en nature, ou d'obliger les habitans de les payer en argent, favoir, pour chaque corvée de charue 30 sols: pour celle de cheval 15. sols, & pour chaque personne 10. sols.

Dans les terres dépendantes du corps de la noblesse, nommée *immédiate*, elles ont été réglées par arrêt du conseil d'état du 24 Décembre 1683. à 12. par an, laissant au choix de la noblesse de les faire faire en nature, ou d'obliger les habitans de les payer en argent sur le pied ci-dessus dit.

L'article XIV. des lettres accordées à la maison de Hanau, fixe le nombre des corvées des terres & seigneuries qui en dépendent, de la même manière déterminée pour le corps de la noblesse.

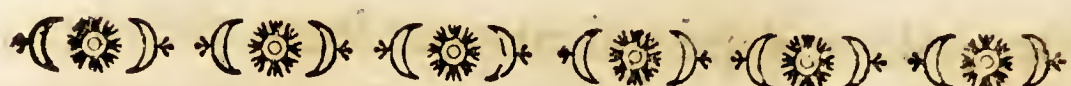
Dans les terres des seigneurs particuliers, qui ne font point corps avec la noblesse immédiate, elles ont été fixées par arrêt du conseil d'état du 4. Avril 1683. à 10 par an, avec cette différence des précédentes, qu'il est au choix des habitans de les faire en nature ou de les payer: étant à observer que les laboureurs qui paient pour leurs charues, &



& les habitans qui paient pour leurs chevaux, ne donnent rien pour leur personne.

Enfin par lettres patentes de Septembre 1682. le roi accorde à l'évêque de Strasbourg la faculté de jouir de 12. corvées personnelles par an sur tous les habitans des terres de l'évêché: de 7. corvées de chariots sur ceux qui en ont, & de 7. corvées de cheval de somme sur ceux qui en nourrissent. Chaque corvée rachetable, savoir, celle des chariots attelés de quatre chevaux à 3. livres, celles de cheval de somme à 15. sols & les corvées personnelles à 10 sols: étant ici à remarquer que la corvée des chariots ou des chevaux n'exempte point le propriétaire de ce qu'il doit pour sa corvée personnelle, comme dans les especes précédentes, enforte que s'il paie 21. livres pour le rachat de 7. corvées de chariots, il doit en outre 6 livres pour ses douze corvées personnelles; ce qui fait en tout 27 livres & ainsi du propriétaire du cheval de somme: ce qui n'a lieu que pour les sujets de l'évêché.





## CHAPITRE VII.

## DU GOUVERNEMENT MILITAIRE.

**L'**importance de cette frontiere a engagé le prince à augmenter les fortifications des anciennes places & à y en construire de nouvelles, dans lesquelles il entretient un état-major & de nombreuses garnisons. Ces places sont Landaw, le Fort-Louis du Rhin, le château de Lichtemberg, Strasbourg, Schelestat, Neuf-Brisac & Fort-mortier, Huningue, Landskroon & Betford: Phalsbourg dépend des évêchés pour le temporel & de Strasbourg pour le spirituel & le militaire.

Dans toutes ces places il y a des casernes pour le logement des troupes. Celles de Strasbourg & de Schelestat ont été bâties par le magistrat de ces villes, & l'entretien en est à la charge des habitans; la premiere fournit de plus la chandelle & le bois des corps-de-garde: mais pour ce qui regarde la citadelle & toutes les autres places fortifiées de la province, les dépenses sont à la charge du roi, ainsi que leurs hôpitaux.



La province à un gouverneur, un lieutenant de roi, deux autres lieutenants de roi à titre de finance & un commandant général: il y a aussi une maréchaussée, composée d'un prévôt général, deux lieutenants & quarante-six cavaliers divisés en dix brigades.



## CHAPITRE VIII.

### DES FINANCES.

**L'**Alsace qui, sous les Empereurs, étoit un pays d'états, est maintenant un pays d'impositions. La *taille* y porte le nom de *subvention* & la capitation y a aussi lieu, dont nous parlerons plus bas. Le roi perçoit encore les droits sur le sel & sur le vin, dans les pays de l'ancienne domination seulement, & sur les marchandises entrantes & sortantes de la province & des autres parties comprises sous le nom du domaine d'Alsace.

Le papier timbré, le contrôle des actes & des exploits, le privilège exclusif de la vente du tabac n'ont point lieu dans cette province; elle prétend même avoir été déchargée de toutes créations d'offices & autres



nouveaux établissemens, au moyen de ses privilèges & d'une somme de 210,000. livres qu'elle paie annuellement en augmentation de la subvention: ce qui n'empêche pas qu'on ne lui demande l'exécution de la plupart des édits burfaux qui paroissent en France: mais elle a soin de se racheter plutôt que de souffrir les nouveaux établissemens. Quoiqu'il en soit, on croit pouvoir dire, qu'il n'y a pas à balancer pour la France d'accepter les offres de la province, toutes les fois qu'elle proposera de se racheter de l'exécution de ces édits, attendu que, par ce moyen, le roi en tire les mêmes secours, & que le pays, en évitant les frais & les poursuites, s'occupe utilement sans trouble & sans agitation à l'agriculture & au commerce.

Les bois appartenans au roi consistent dans les forêts d'Haguenau & de la Hart, qui renferment en tout environ 60, mille arpens: le surplus des terres domaniales a été donné par Louis XIV. au cardinal Mazarin, à M. Derward & à d'autres.

Le roi de France retire, année commune, de la province d'Alsace, environ deux millions quatre-vingt-onze mille six cents livres.



S A V O I R.

Recette générale des finances . . .	1,500,000
Domaines & gabelles . . . . .	520,000
Coupe des bois du roi . . . . .	41,600
Don gratuit du clergé . . . . .	30.000
Total .	<u>2,091,600</u>

Outre ces droits, il se leve encore plusieurs sommes, en vertu d'arrêt du conseil, au profit des Seigneurs particuliers, sur les ordonnances de l'intendant pour les frais extraordinaires des baillages; lesquelles jointes aux dépenses que la ville de Strasbourg fait pour les fortifications & l'entretien de près de 300 ponts, & aux corvées d'hommes & de chevaux que la province fournit au roi & aux troupes, peuvent encore être considérées comme une charge d'environ un million, ce qui double au moins en tems de guerre.

Les habitans de l'Alsace, accoutumés dans tous les tems aux contributions, & peut-être mieux instruits qu'un autre peuple, de la justice & de la nécessité des subsides, se sont toujours prêtés de bonne grace à satisfaire au paiement de leurs impositions, il



n'en faut point venir avec eux aux contraintes ni aux poursuites : cependant on commence à trouver de la difficulté à faire les recouvrements : plusieurs communautés & même des bailliages sont arriérés de quatre, cinq & six mois, qui s'accumulent sur les impositions subséquentes.

De plusieurs personnes qui ont réfléchi sur cette situation, les uns soutiennent qu'elle provient de l'augmentation des impôts, les autres de la diminution des peuples, quelques-uns de la rareté de l'argent & presque tous de la chute du commerce : mais je croirois assez volontiers qu'aucuns ne s'en prennent à la véritable cause.

1<sup>o</sup>. En 1695. qui étoit un tems de guerre & de confusion, les impositions montoient, argent d'Alsace, qui étoit environ un huitième au-dessus du cours de France, aux sommes qui vont être détaillées ci-dessous.

## S A V O I R.

Subvention	99,000. l.
Impositions extraordinaires	660,000.
Capitation.	546,433 — 5 s.
Fortifications & épics du Rhin	40,000.
Entretien de 10. Compagnies Franches pour la garde du Rhin.	50,265.

Somme totale . . . 1,395,698. — 5

L'impo.



L'imposition actuelle monte, année commune, à 1,500,000 l. ce qui n'opère que 104,301. liv. 15 sols d'augmentation & ne peut faire un objet: si on veut seulement considérer que l'argent étoit à environ 32 liv. le marc & qu'il est aujourd'hui à 48 liv. & que suivant cette proportion, en supposant la province au même état qu'en 1695. les impositions devroient être aujourd'hui de 1,850,000 liv. monnoie d'Alsace, ou de 16,190,000 liv. monnoie de France, à cause du 8<sup>e</sup>. de différence ci-devant observé; & il faut ajouter que la province, outre les impositions en argent, fournissoit encore en nature les fourages des magasins des places & ceux du plat-pays en hiver, le logement & le supplément du travail des troupes, l'entretien des deux régimens de milice & les corvées & voitures pour les armées, ce qui excédoit de beaucoup la totalité des dites impositions.

2<sup>o</sup>. Suivant le dénombrement qui sera ci-après, le nombre des habitans n'étoit en la dite année 1695. que de 245,000. & aujourd'hui il est de 339,650. ce qui fait un quart d'augmentation, & en auroit dû produire une de 400,000. sur les impôts, étant un princi-



pe incontestable que les terres ne valent qu'à proportion qu'elles sont cultivées, & qu'elles ne sont cultivées qu'à proportion que le pays est peuplé: or cette augmentation de sujets est encore démontrée par une preuve naturelle. Presque tout le domaine en Alsace consiste dans la vente du sel & dans un droit d'aides sur le vin; l'un & l'autre en 1694. ne produisoit pas plus de 200,000 l. & maintenant ils passent 400,000 sans que la quotité du droit ait été augmentée: la consommation est donc la seule cause de ce produit: donc le nombre des consommateurs est augmenté.

3°. L'argent n'est pas plus rare à présent qu'en 1694. sans compter celui arrivé depuis ce tems-là de l'Amérique. L'augmentation de la valeur numéraire de 32 à 48 a produit une augmentation d'un tiers à la partie qui circule, cette augmentation attire l'argent étranger, & tient l'espece dans un mouvement perpétuel, parce que la valeur ordonnée par le prince, quoiqu'imaginaire, seroit une perte réelle pour ceux sur qui elle tomberoit en cas de diminution; d'ailleurs tout l'argent qui se leve dans la province, y reste & en outre le Souverain y fait passer tous les ans



plus de trois millions de fonds extraordinaires pour la subsistance de 15 ou 20 mille hommes de troupes, pour les fortifications, les étapes, l'artillerie, l'entretien des chemins, des épics du Rhin &c.

4°. A l'égard du commerce, on ne peut s'empêcher de conclure, en voyant l'augmentation des habitans, le rétablissement des villes & des villages qui avoient été ruinés, le grand nombre de troupes, les travaux, la grande quantité d'especes qui y est annuellement voiturée, l'augmentation successive des droits de péage pour l'entrée & la sortie des marchandises, on ne peut, dis-je, s'empêcher de conclure que le commerce d'Alsace, loin d'être diminué, est augmenté.

La difficulté des recouvremens ne pouvant être attribué à aucune des quatre causes alléguées: il faut la chercher ailleurs; elle se trouve dans la défectuosité du cadastre, ou évaluation des biens sujets à l'imposition; les premiers vices de cette évaluation se sont perpétués depuis son établissement jusqu'à ce jour, & depuis ce tems les variations & les vicissitudes auxquelles toute la nature est sujette, ont presque entièrement changé la fa-



ce de la terre, d'où naît cette disproportion ruineuse.

En effet quelle perte immense pour une communauté, pour la province, pour l'état, lorsqu'un particulier rebuté de sa surcharge, cesse de faire valoir une portion de terre, de laquelle le produit est l'origine de la subsistance de plusieurs familles, dont l'inaction accable successivement tout ce qui les environne.

Il paroîtroit nécessaire, pour faire cesser cette funeste inégalité, & remédier aux défordres dont elle menace, de faire de nouveaux arpentages & de nouvelles estimations des héritages de la province. Les Seigneurs & les habitans le désirent, ainsi nulle opposition de leur part; & d'ailleurs nulle contradiction à craindre parce que tout le monde convient de l'avantage qui en résulteroit. L'ancien plan faciliteroit ce nouvel ouvrage; & peu de provinces offrent tant de moyens pour le conduire à sa perfection avec diligence, avec succès & à peu de frais.

Plusieurs communautés jouissent de revenus communs & patrimoniaux, dont l'adjudication se fait par-devant l'intendant de la



province , qui en arrête auffi les comptes chaque année ; ces revenus montoient en 1695. à 345,063. liv. ils font à présent d'environ 400,000. liv. non compris ceux de la ville de Strasbourg, qui en 1695. étoient de 500,000. liv. & qui font maintenant de 750,000. liv. lesquels font administrés par le magistrat, sans que l'intendant soit en droit d'en prendre connoissance en quelque maniere que ce soit.



## CH A P I T R E IX.

### PRODUIT DES TERRES DE L'ALSACE.

Suivant le dénombrement fait par M. Guévin, qui a travaillé d'après M. de Vauban, au projet de la dixme royale, l'Alsace contient 24,500. habitans, 429. lieues quarrées, & 2,011,152. arpens, à raison de 4,688. arpens par lieue quarrée , dans lesquels se trouvent.

#### S A V O I R .

<i>Nature des Terres</i>	<i>Arpens</i>	<i>Produit</i>	<i>sur quel pied.</i>
Terres à froment . . .	415,701	2,494,206 septiers	16 l. par an.
Orge & avoine . . .	415,701	2,494,206 l.	16
Vignes . . . . .	128,700	514,800 muids	4
Prairies communes . .	150,150	4,504,500 qx.	10 qx. par cha,
Prairies non communes	64,350	3,861,000 qux.	6 char. par an.
Bois . . . . .	3,580		



Suivant un autre dénombrement fait en l'année 1731. l'Alsace contient 339,650. habitans & en terres.

Terres labourables	{	640,866 septiers, froment, seigle & orge
590,992 arpens		98,970 f. pois, fèves, bled turc. 80,369 f. avoine
Vignes	52,430 ar.	165,640 muids
Prés communs	72,428	
Non communs	96,226.	990,214 quintaux
Bois	40,510	
Bœufs,	19,931.	Vaches 70,430. Veaux 12,860. Moutons & Brebis 140,580. Porcs 82,930

L'extrême différence qui se trouve entre ces deux opérations fait qu'on est aussi peu instruit que si on ne les avoit pas lues; elles ont cependant été faites par les ordres de personnes constituées en dignité: mais sans doute ces ordres ont été mal exécutés & leurs bons desseins n'ont pas été secondés. Le premier paroît avoir travaillé sur un plan général & systématique de la lieue quarrée qu'il divise par comparaison à quelque canton de sa connoissance, à un certain nombre d'arpens de terre de chaque nature: le second a ramassé ce qu'on lui a dit sur les lieux, & s'en est contenté; & aucun ne s'est rendu utile.





## CHAPITRE X.

## DU COMMERCE.

**L'**extrême fertilité de cette province sembleroit promettre un commerce fort étendu au-dedans & au-dehors : mais sûrs du nécessaire & bornés au débit de leurs denrées, les habitans se contentent d'être les commissionnaires de l'étranger, sans vouloir négocier pour leur compte.

Le produit de la terre & les fabriques consistent en tabac qui fait un objet considérable, chanvre, garance pour la teinture en écarlatte, cuirs de chamois, suifs, tapisseries de Moquette & de Bergame, petites étoffes, comme tiretaine & futaine, couvertures de laine, cannevas & treillis, quelques toiles de lin & de chanvre, vin, eau-de-vie, vinaigre, porcs & bestiaux engraisés ; thérebentine, tartre, bleds de toutes especes, prunes, chataignes & autres fruits, graines de toutes sortes de légumes & de plantes, bois à brûler, à bâtir & pour la marine.

Les Hollandois, les Suisses & les habitans



du Palatinat consomment presque toutes les denrées , à l'exception de ce qui s'enleve pour la subsistance des troupes du roi & pour l'approvisionnement des places.

La plus grande partie du commerce se fait par chariots , dont le tirage est très facile au moyen des chaussées qui traversent toute la province. La riviere d'Ill qui se jette dans le Rhin à deux lieues au-dessous de Strasbourg , est navigable depuis Colmar.

La navigation du Rhin est dangereuse en descendant , à cause des arbres qu'il roule ; & très difficile en montant , à cause de l'extrême rapidité du fleuve ; cependant elle est fort fréquentée , & avec beaucoup de précautions il arrive peu de naufrages. Ce fleuve est fort poissonneux & roule de l'or avec ses eaux , la pêche & la recherche de cet or appartiennent aux Seigneurs fonciers , qui l'afferment aux payfans voisins. L'or du Rhin est peu abondant , mais très pur , & c'est cette pureté qui contribue à la beauté du vermeil de Strasbourg.

Il se fabrique une assez grande quantité de fer du côté de Betfort ; des verres dans les montagnes , & de la fayence à Haguenau.



Il y a des mines de cuivre mêlées d'argent à Giromani, S. Marie, Affembac & autres lieux le long de la chaîne des vosges : mais les unes & les autres ont été abandonnées depuis quelque tems : les propriétaires ayant vu que la dépense excédoit le bénéfice ; elles donnoient en cuivre environ 25,000 milliers de ce métal & en argent autour de 15 à 1600 mares de matiere purifiée.

Par l'abondance des prairies & du fourage, il feroit possible d'établir de bons haras dans la province ; comme l'espece des jumens y est trop basse pour en tirer des chevaux , propres à la cavalerie & aux dragons, il faudroit les réformer toutes. Mais outre la perte de ces petites jumens & l'achat des grandes, il faudroit nourrir ces dernieres à l'écurie, pendant que les autres ne vivent que de pâture : d'où il arriveroit que les payfans seroient frustrés de la vente des fourages aux entrepreneurs & munitionnaires, que les approvisionnemens & fournitures de magasins deviendroient plus difficiles & plus chers, parce qu'il faudroit les tirer de l'étranger ; & que ces grandes jumens accoutumées au travail & à la sobriété, ne seroient pas capables



de servir dans des corvées longues & rudes, comme les petites bêtes du pays, d'où il s'enfuit qu'il ne paroît aucun avantage ni pour la province, ni pour le Souverain, de faire à cet égard aucun changement ni aucun nouvel établissement. C'est ainsi que les ministres avoient pensé jusqu'en 1702 & 1704 que l'on fit venir de grands étalons des pays étrangers, & que l'on réforma toutes les jumens de petite espece. Elles produisirent en effet quelques chevaux taille de dragons, dont on fit une remonte quelques années après pour l'armée d'Italie: mais comme on a reconnu par la suite que les avantages ne balançoient pas les inconvéniens, on a laissé tomber peu à peu l'établissement, & les choses sont aujourd'hui sur le pied où elles étoient anciennement.

Les privileges de la ville de Strasbourg & la liberté que l'arrêt du conseil de 1683. accorde aux négocians de faire seulement déclaration du poids des marchandises, sans en accuser la qualité, ne permettent pas de faire l'évaluation & la balance du commerce de cette province, ni par conséquent de connoître l'entrée & la sortie.



La forêt de la Hart contient environ 30,000 arpens: mais comme le terrain en est sec & aride, le bois n'y est pas de belle venue & ne sert gueres que pour le chauffage. Celle de Haguenau contient près de 31,000 arpens. Le bois qui croît dans la partie la plus proche du Rhin est gras, tendre & se pourrit aisément: celle du côté de la montagne fournit des chênes d'une très bonne qualité & fort propres à la charpente.

Les Isles du Rhin produisent de très bons ormes, propres au charonnage & à l'artillerie. Les montagnes des Vosges donnent beaucoup de chênes & de sapins, dont on tiroit un grand avantage pour la marine, si le transport en étoit praticable: cette difficulté réduit tous ces avantages à un commerce intérieur de madriers & de planches de sapin, qui se débitent principalement à Strasbourg.

Il se trouve beaucoup de Salpêtre dans les montagnes du Suntgaw & dans la basse Alsace, ce qui donne lieu à une fabrication de poudre assez considérable, & cette poudre passe pour être des meilleures de l'Europe.

Il y a deux foires franches à Strasbourg de



quinze jours chacune, à Noël & à la S. Jean: mais le commerce qui s'y fait n'est pas fort considérable. Celles des autres lieux ne méritent pas qu'on en fasse mention.

Il a été établi par lettres patentes du 14 Septembre 1720 & 4 août 1732 deux manufactures de fer-blanc, l'une à Moissevaux & l'autre à Morvillars en haute Alsace, qui réussissent très bien. Par autres lettres patentes du 15 Juillet 1730 il a été formé une manufacture d'armes-blanches auprès d'Orbernheim, dont le succès a été longtems douteux. L'entrepreneur manquant d'habiles ouvriers en avoit tiré de Solingen, mais ils refuserent de faire des élèves, & débauchés par les allemands leurs compatriotes, ils retournerent dans leur pays, & la manufacture seroit tombée dès son commencement si l'entrepreneur n'avoit eu le bonheur de réunir des François au fait de ce travail.

Il y a des prairies & des pâturages excellens en plusieurs endroits, qui fournissent beaucoup de fourages; & ils seroient inépuisables, si on étoit parvenu à défricher plusieurs terrains bas & marécageux. La province en retireroit un grand avantage pour



la nourriture d'une plus grande partie de bestiaux , & le roi trouveroit avec facilité en tems de paix & de guerre, l'approvisionnement de ses magasins & la subsistance d'un grand corps de cavalerie : au lieu qu'il faut maintenant avoir recours à l'étranger. C'est un projet qui a été plusieurs fois examiné & qui a été trouvé praticable, y ayant une pente suffisante pour l'écoulement des eaux.



## C H A P I T R E X I.

### ORIGINE DE LA SUBVENTION.

**L'**Alsace ayant été soumise par les armes, & réunie à la couronne de France par le traité de Munster de l'an 1648. il étoit juste que cette province fournît à l'état, dont elle étoit devenue membre, des secours proportionnés à son pouvoir, afin de résister aux ennemis qui oseroient l'attaquer par la suite : mais exposée depuis 12 ou 15 ans aux malheurs & aux ravages de la guerre, Louis XIV. se contenta de lui demander une taille modique, au-delà de ce qu'elle fournissoit en



nature pour la subsistance des milices & de la cavalerie. Cette taille fut réglée à 99,000 livres & nommée *subvention*, nom qu'elle a retenu jusqu'à ce jour. Elle demeura sur ce pied jusqu'en 1700. que la plupart des habitants, tant séculiers que réguliers, se trouvant exposés aux poursuites & aux procédures des officiers des maîtrises particulières des eaux & forêts d'Ensisheim & d'Haguenau créées par édit d'août 1694. pour avoir contrevenu à l'ordonnance dans l'exploitation de leurs bois, ils offrirent, au nom de la province, de payer annuellement la somme de 300,000. liv. de subvention, cours de France, au lieu de 99,000 liv. cours d'Alsace, à la charge qu'il seroit fait défenses aux dits officiers de s'immiscer à l'avenir en la connoissance des matieres concernant les bois des particuliers : & encore que l'édit du mois d'Octobre 1699. portant création d'officiers de police, & autres édits de créations & d'établissmens de nouveaux droits qui venoient d'être publiés, n'auroient à leur égard aucune exécution pendant le tems de la paix.

Ces offres furent acceptées par arrêt du



conseil du 29. Novembre 1700. en conséquence l'imposition de la dite somme de 300,000. livres fut faite pour la première fois en 1701. & les choses ont subsisté de la sorte jusqu'à ce jour sans aucun changement.

\*\*\*\*\*

## C H A P I T R E XII.

### ORIGINE DE L'IMPOSITION DES EPICS DU RHIN.

Cette imposition est fixée à 30,000. livres & se remet au trésorier général des fortifications, pour être employée à la construction & aux entretiens de certaines digues appelées *Epics*.

Comme le Rhin est fort rapide & que son lit est tortueux, le fleuve heurtant avec violence les angles & les sinuosités du terrain l'ébranle, l'entraîne & pénétreroit l'intérieur des terres avec beaucoup de promptitude & de danger pour la province, si l'on n'avoit l'industrie de l'arrêter.

A cet effet on assure avec des pieux, sur le terrain solide du rivage, des fascines que l'on aboutit & que l'on pousse successivement



en avant dans le lit du fleuve jusqu'à une distance suffisante, en observant de diriger ce fascinage obliquement suivant la pente des eaux, & de conduire le travail de maniere que les couches de fascines, qui partent de l'enracinement du rivage, aient le tems de se charger de sable, ce qui forme promptement, & sans grande dépense, une espece d'épaulement, qui acquiert assez de solidité & d'élévation pour rejeter les eaux dans le véritable lit du fleuve, & défendre par ce moyen la rive que l'on a eu intention de protéger. Pour se représenter plus nettement la masse d'un ouvrage de cette nature, on peut imaginer que c'est une pyramide triangulaire couchée sur l'un de ses côtés, ayant la base appuyée sur le rivage, la pointe obliquement allongée dans l'eau, & dont l'angle ou arête supérieure forme un double talus.





## CHAPITRE XIII.

ORIGINE DE L'IMPOSITION DU  
FOURAGE.

L'usage étant dans l'empire que les pays fournissent aux troupes qui y sont en quartier les denrées en nature, la France laissa subsister les choses de la sorte jusqu'à la paix de Riswic, ou plutôt jusqu'en 1701. tems auquel la guerre recommença à cause de la succession d'Espagne. La province fournit donc jusqu'alors le fourage non seulement pour les quartiers d'hiver du plat pays, mais aussi pour les magasins des places, ce qui étoit très préjudiciable à l'engrais des terres & à la nourriture des bestiaux, qui font une partie de la richesse des habitans.

Le roi ayant été informé du préjudice qui en résultoit, chargea en 1702. un entrepreneur de cette fourniture, ordonnant qu'il seroit payé du fond de l'extraordinaire des guerres, sauf à imposer sur la province la partie de cette dépense, qu'elle seroit en état de supporter: cependant quoique l'imposition ait eu lieu dès ce tems-là, elle ne porta pas



encore le nom de fourage, parce qu'elle fut confondue avec les autres impositions extraordinaires.

Les défordres du grand hiver de l'année 1709. & les malheureux événemens de la guerre depuis Hocstet épuisèrent si fort les finances, que faute de fonds on fut obligé de rétablir, au mois d'Octobre, la fourniture du fourage en nature de la même manière qu'elle étoit avant 1701.

Enfin la paix ayant été conclue avec toutes les puissances, la France commença à respirer, & le roi, toujours attentif au soulagement de l'Alsace, qu'il considéroit comme le boulevard de ses états du côté de l'Allemagne, ordonna qu'à commencer au premier Janvier 1716. la fourniture du fourage feroit faite par entreprise, que le fond de la consommation feroit payé par le trésorier général de l'extraordinaire de la guerre, jusqu'à la concurrence de 5 Sols par ration; qu'à l'égard du surplus, si le prix de la ration montoit plus haut, il feroit imposé chaque année sur la province, par forme de supplément, & c'est ce supplément qui porte actuellement le nom de l'*Imposition du fourage*.



Cet arrangement a toujours subsisté depuis ce tems-là, si ce n'est lorsque le prix de la ration s'est trouvé excessif, auquel cas le roi a bien voulu partager la dépense par moitié, c'est-à-dire, que si la ration a été à 20 sols, la province au lieu d'en payer 15 n'en a payé que 10.

Dans les commencemens de cet établissement, le prix ordinaire de la ration n'a gueres passé 7 à 8 sols, & le nombre des chevaux soit en garnison, soit en quartier, n'excédoit pas 1500 ou 1600 en sorte que le supplément n'étoit que de 40 ou 50 mille livres : mais depuis plusieurs années la ration étant augmentée de prix & le nombre de chevaux ayant doublé, la partie à fournir par la province a été portée jusqu'à 4 ou 500 mille livres, sur quoi il est à propos d'observer que plusieurs impositions extraordinaires, qui avoient lieu auparavant, ayant cessé, la province se trouve pour la quotité des subsides en especes au niveau de l'année 1695. malgré l'augmentation ci-dessus dite.

Outre ce supplément on impose encore d'autres dépenses sous le nom de fourages,



savoir, les appointemens des directeur, contrôleur, inspecteur, caissier; les fourages des généraux, de l'intendant & des commissaires provinciaux; les constructions des ponts & chaussées, les ouvrages imprévus &c. ce qui peut monter, année commune, à la somme de 110 ou 120 mille livres au delà de celle du fourage.

Cette imposition, comme toutes les autres, se remet aux baillis, qui en portent le fond aux receveurs particuliers, & ceux-ci aux receveurs généraux des finances de la province, sur lesquels le caissier du fourage est assigné; & si par l'événement il se trouve un excédent de recette; il est employé aux dépenses imprévues de l'année suivante, à la décharge de l'imposition future. Le caissier acquitte les différentes parties du service sur les ordonnances de l'intendant, par devant lequel il compte; & le receveur général en compte au conseil & à la chambre des comptes, sur la quittance comptable de ce caissier.





## C H A P I T R E X I V.

INCONVÉNIENS DE FAIRE FOURNIR  
LE FOURAGE EN NATURE.

Comme rien ne pouvoit être plus avantageux à la province que le rétablissement du fourage en argent , nous croyons que rien ne lui feroit plus préjudiciable que d'abandonner cette imposition, pour retourner à la contribution en nature, & si ce changement, même en tems de guerre , arrivoit jamais , comme on l'a déjà vu , on ne peut l'attribuer qu'à des conseils dictés , par l'ignorance ou par l'intérêt.

Cette contribution a souvent excédé trois millions de rations par an réparties sur les communautés , eu égard à leur force & étendue, lesquelles souvent sont obligées de voiturer ce fourage, dans les différens magasins qui leur sont indiqués.

Il y a apparence que le prétexte dont on s'est servi, quand on a porté la cour à consentir à la fourniture du fourage en nature, a été la crainte que l'espece ne manquât &



d'exposer par-là le service; mais en continuant la fourniture par traité, loin de courir ces risques, on évitera une multitude d'inconvéniens à charge aux communautés, & beaucoup d'infidélités de la part des commis très préjudiciables au service & à la province, & c'est ce que l'on va démontrer.

Pour reconnoître que l'espece ne courroit aucun risque de manquer, il ne s'agit que d'une réflexion très simple; c'est que de tous les fourages que l'Alsace fournit au roi, il n'en vient que la plus petite partie du dehors; que ce fourage est originaire de la province, qu'il y croît, qu'il y existe réellement & nécessairement après la récolte, & que par conséquent l'entrepreneur l'y trouvera pour son argent, toutes les fois qu'il en aura besoin.

On objectera peut-être que les grands approvisionnementemens à faire, pourroient porter la denrée à un prix si excessif, qu'il faudroit traiter avec l'entrepreneur sur le pied de cette plus-value pour l'année suivante, & être exposé à des demandes en indemnité pour celle du service passé.

On répond 1<sup>o</sup>. que l'entrepreneur aura un



trop grand intérêt à empêcher le haussement de prix, pour douter qu'il néglige de sa part, les soins, les attentions, le secret & les manœuvres, que tout homme intelligent & au fait met en usage en pareil cas. En 1734. par exemple, les vivres, l'artillerie & l'étape enleverent 12 à 1300. mille rations de fourage, sans qu'on se soit apperçu d'une autre augmentation, que celle qui avoit été occasionnée par les enlevemens que le roi avoit fait faire ouvertement pour son compte.

2°. Si l'on remarquoit que les prix de la denrée se portassent au-delà d'une juste proportion, soit par l'avidité concertée des habitans, soit par les achats clandestins de quelques monopoleurs, l'intendant pourroit y mettre ordre sur le champ par une fixation raisonnable & par des défenses sévères, comme on le pratique pour le grain, l'avoine &c.

De ce qui vient d'être dit, il résulte que l'on ne doit point appréhender que l'espece y manque, ni même qu'elle augmente au-delà du prix ordinaire, tant que le ciel ne fera pas contraire. Voyons maintenant les inconvéniens de la répartition en nature.

Il ne croît pas également du fourage dans



toutes les parties de la province, il y a des cantons où il abonde, d'autres où l'on n'en voit point ou peu, d'autres où il est bon, d'autres où il est mauvais: certains villages se trouvent à portée des magasins, d'autres en sont à 14. ou 15. lieues, dans quelques-uns il y a beaucoup de chevaux, dans d'autres il y en a peu.

Pour suppléer à ces différens besoins & fournir leur contingent, les communautés sont forcées de faire des traités usuraires avec les Juifs ou autres, ce qui cause une surcharge capable de les ruiner, & une disproportion dans le traitement qui est ordinairement plus fâcheuse & plus insupportable au cottisé, que la dépense même qu'elle occasionne: voilà en gros l'image des inconvéniens particuliers, mais il en est de généraux qui ne méritent pas moins d'attention.

Comme les communautés se mettent en mouvement presque toutes en même tems, soit à cause des ordres circulaires qui leur sont notifiés, soit à cause des tems de récolte & de culture qui sont précieux, soit enfin à cause de la diligence que le service requiert, il se présente à la fois une si gran-



de quantité de voitures aux magasins , que les hommes & les chevaux font forcés d'attendre plusieurs jours avant que de pouvoir être expédiés, exposés eux & leur fourage aux injures du tems , ce qui les ruine en frais , cause des maladies souvent mortelles aux hommes & aux bestiaux , retarde la culture des terres , & préjudicie infiniment à cette abondance ordinaire de la province , si utile & si nécessaire au bien du service.

Si l'on ajoute à ces séjours , aux pluies qui surviennent & aux autres accidens , le peu d'économie des préposés , qui n'ont point d'intérêt personnel à la chose , en concevra sans peine qu'il se perd , & se pourrit une grande quantité de fourage , enforte que , pour avoir un million de rations effectives , & de bonne qualité , on est obligé d'en imposer plus de 1500 mille , ce qui empêche les engrais & la multiplication du bétail.

Outre ces surcharges considérables & infructueuses , l'avidité & l'infidélité des commis & préposés en font encore éprouver d'autres à la province. Ils exigent de l'argent pour la prompte expédition & pour les préférences , pour approuver la qualité du



fourage: mais sur quoi ils font leur plus gros gain, c'est sur la quantité, & voici comment ils y procèdent.

Ils demandent au conducteur d'une communauté combien il y a de quintaux de foin dans sa voiture? on suppose qu'il réponde qu'il y en a quinze: le commis, dont l'intérêt & la pratique ont rendu le coup d'œil juste, lui dit que cela ne se peut, qu'il n'y en a que douze, que s'il veut le laisser pour cela, il est le maître, sinon qu'il faudra en faire la pesée après que les voitures en décharge feront expédiées. Le paysan, informé par sa propre expérience ou par ses camarades, que sa résistance lui coûtera deux ou trois jours de retard, après lesquels on rebutera peut-être son foin sous prétexte de défectuosité, se hâte de terminer le moins mal qu'il peut; & ces compositions répétées forment bientôt, avec le secours des places de rachat, ce qu'ils appellent *bons de magasins*, qui les mettent en état de traiter & de donner quittance à des communautés éloignées ou mal fournies. Moyen prompt & facile par lequel quelques-uns ont déjà fait des fortunes au grand détriment de la province.



On prétend qu'ils trouvent aussi des bénéfices considérables par des procès verbaux qu'ils ont l'adresse de surprendre pour prétendus dégats, pertes, &c.

Après avoir parcouru une partie des défordres qu'entraîne la répartition du fourage en nature, il faut examiner la possibilité & l'avantage de le fournir aux troupes par entreprise.

Nous avons observé que tout le foin, qui se fournit par les communautés, est originaire de la province; & nous venons de remarquer que les pluies & le peu de ménagement en occasionnent la perte d'un tiers environ. Or il n'y a personne qui puisse disconvenir que si les communautés en fournissent une quantité suffisante avec ce déchet, un entrepreneur, qui agira avec économie & pour son propre compte, ne trouve encore mieux que les communautés cette quantité suffisante, par conséquent nulle inquiétude à avoir sur la pénurie de la denrée.

Quand aux prix, on supposera la demande portée à trois millions de rations, que le quintal du meilleur foin sera fixé par l'inten-



dant à 40 sols, & la voiture à peu près sur le pied des vivres, c'est-à-dire, un sol six deniers le quintal par lieue, qui sont des prix très forts, il se trouvera, par cette supposition; que la ration de foin de 15 livres pourra revenir l'une dans l'autre à 7 sols 6 deniers, ce qui fera 1,120,000. pour les trois millions de rations demandées.

On est convaincu que, si les baillis & les principaux habitans des communautés étoient consultés, ils consentiroient avec joie à cette imposition, & que les receveurs généraux & particuliers se soumettroient, moyennant leurs remises & gratifications ordinaires, à la payer en douze mois à commencer de Janvier, ce qui mettroit l'entrepreneur en état de faire face à ses engagemens, ainsi voilà la possibilité reconnue, quant aux fonds & à la quantité de la denrée, voyons à présent les avantages qui la suivent.

L'entrepreneur prendra ses mesures pour que le fourage soit voituré dans un tems sec & convenable, il aura autant d'intérêt à bien conserver sa denrée, que les commis régisseurs en ont à la dissiper, pour donner matière à des procès verbaux où ils trouvent



leur compte : il tirera le foin des meilleurs cantons, il emploiera toute son industrie & ses soins à éviter les plaintes fondées des troupes, dont les commis régisseurs ne se mettent nullement en peine, d'où il suit qu'elles en seront mieux servies, que le souverain ne paiera que la fourniture réelle & effective, & épargnera les frais de régie: le fardeau de l'imposition deviendra égal à toutes les communautés, & par cette raison elles seront en état de le supporter bien plus longtems; l'argent qui proviendra de ce recouvrement, se répandra sur le champ dans la province & animera la circulation, tous les inconvéniens & toutes les vexations, si à charge aux communautés, cesseront absolument par la forme proposée: enfin on conservera une province dont le monarque tire des secours presque incroyables.



## C H A P I T R E X V.

### DOMAINE DU ROI DE FRANCE EN ALSACE.

**L**e domaine dans la province d'Alsace consiste dans la gabelle, les droits de péages,



le *masphéning*, aubaine, déshérence, transmigration, bâtardise, amendes édictées du conseil supérieur d'Alsace & autres justices royales, présentations & affirmations du dit conseil supérieur & protection des Juifs.

1<sup>o</sup>. Quoique le roi de France possède l'Alsace en toute souveraineté, cependant il n'y jouit pas généralement du droit de *gabelle*, parce que la plupart des terres des Seigneurs, autrefois états immédiats de l'empereur & de l'empire, ont été conservés dans leurs privilèges; c'est pourquoi, comme nous l'avons dit, on distingue la province en ancienne & nouvelle domination.

Le receveur de chaque magasin fait la distribution des sels aux communautés de son département, entre les mains d'un habitant appelé *magasineur*. Le fermier a le droit de le nommer, mais à son défaut les Seigneurs & les communautés peuvent procéder à sa nomination. Lorsque l'on a pourvu à cet emploi de l'une ou de l'autre manière, le préposé leve la quantité de sel qu'il juge nécessaire à la consommation des habitans de sa communauté, auxquels il en fait la distribution. Il paie le quintal au magasin. 10



liv. 16. fols. 2. den. mais il a la liberté de le revendre 2. fols 8, den. la livre; au moyen de quoi, il se trouve un bénéfice de 2. livres 10. fols par quintal, pour lui tenir lieu de salaires & de frais de voitures: ce prix est égal dans toutes les terres de l'ancienne domination.

Les habitans du Neuf-Brisac, Huningue & Fort-Louis ne paient le sel que 7. liv. 10. fols le quintal, en conséquence des privilèges qui leur ont été accordés par Louis XIV. lors de la fondation de leurs villes.

L'abbaye de Newbourg ne paie que 8. liv. du quintal, parce qu'étant un lieu libre, le fermier a cru devoir traiter sur ce pied pour l'empêcher de se fournir ailleurs.

Le produit total de la gabelle peut être estimé, année commune, à 220. ou 230. mille livres déduction faite du prix de la fabrication des sels & des voitures.

Le sel se tire de la Saline de Moyenvic dans les trois évêchés.

2°. Le roi perçoit seul le droit de *péage* dans toute l'étendue de la province, soit ancienne, soit nouvelle domination. Les Seigneurs immédiats en jouissoient autrefois



dans le détroit de leurs terres & Seigneuries: mais ces privileges ont été supprimés, à l'exception de ceux de la ville de Strasbourg.

Il y a plusieurs lieux dépendans du diocèse de Spire en basse Alsace, qui ne paient au roi aucunes impositions ni droits, quoique ce prince y exerce actuellement la souveraineté, parce que les princes & seigneurs voisins prétendent qu'ils font partie de leurs états, les limites n'ayant pas été réglées depuis la paix de Rastat.

Le titre, en vertu duquel les droits du roi de France sont perçus, est un tarif arrêté en 1663. autorisé par l'ordonnance de M. Poncet alors intendant; & il est le même qui subsistoit du tems de la Maison d'Autriche, pour les terres qui en dépendoient, & le paiement a continué à se faire en monnoie d'Alsace sous le nom de florins, creutzers & hellers. Le florin est évalué à 33. sols 4. den. tournois: le creutzer 6.  $\frac{2}{3}$  den. & le heller 1. den.  $\frac{1}{3}$ .

Ce droit est dû sur toutes les marchandises & denrées entrantes & sortantes de la province, à l'exception de ce qui appartient

aux



aux marchands & habitans de la ville de Strasbourg. Son produit total peut être estimé, année commune, à la somme de 135. ou 140. mille livres.

3°. Le droit de *masphéning* est un impôt sur le vin, qui se perçoit dans l'étendue de la gabelle, c'est-à-dire, seulement dans les lieux de l'ancienne domination de la maison d'Autriche, & concurremment avec les seigneurs, qui appellent la partie dont ils jouissent *Umgueld*. Les seigneurs des terres de la nouvelle domination ont le même droit à l'exclusion du roi.

Il n'y a d'autre titre pour la perception du *masphéning*, que l'usage pratiqué avant la cession faite au roi des terres de la maison d'Autriche, c'est à proprement parler, un droit d'aide de 16. sols. 8. den. par mesure de vin de quelque qualité qu'il soit, qui se débite en détail par les cabaretiers, & de 8. sols 4. den. pour la bière. La mesure est de 32. pots ou 64. pintes.

Les maîtres des postes aux chevaux, qui font la plupart cabaretiers, sont exempts de ce droit & de l'*Umgueld* jusqu'à la concurrence de cent mesures de vin par an, mais ils



paient l'excédent. La totalité du droit peut aller, année commune, à la Somme de 50,000 liv. Les eaux de-vie & les autres ne sont pas sujettes au droit de *masphéning*.

4°. Le droit d'*Aubaine* s'exerce sur les successions des étrangers qui sont établis dans cette province, & qui y meurent sans être naturalisés & sans laisser des enfans légitimes. L'on excepte les Suisses alliés à la France, les habitans de Strasbourg de quelque pays qu'ils soient, les étrangers qui étoient établis dans la basse Alsace avant les arrêts de réunion, les Lorains & ceux qui sont nés au Vieux Brisac & dans d'autres lieux pendant que sa Majesté en avoit la souveraineté, lesquels par des capitulations, privileges ou droits respectifs, sont réputés régnicoles, & peuvent par conséquent disposer par testament, donation à cause de mort, ou par toute disposition, de leurs successions; au lieu que les étrangers ne peuvent absolument disposer que par contrats de mariage ou donation entre vifs.

Le cas d'aubaine arrive rarement, & s'il échoit, c'est sans objet, parce que la plupart de ceux qui y sont sujets, sont de sim-



ples manœuvriers , qui meurent aussi pauvres qu'ils ont vécu.

5°. Le droit de *deshérence* que l'on prétend acquis au roi sur les successions délaissées, seroit infailliblement disputé au fermier par les seigneurs, si l'espece se présentoit, parce qu'ils prétendent qu'en ayant joui sous la souveraineté de l'empereur & de l'empire comme états immédiats, & comme étant en possession de plusieurs autres droits régaliens, il leur appartient incontestablement. Mais on n'a point encore trouvé l'occasion de lier cette contestation, parce qu'il s'est toujours trouvé confondu avec celui d'aubaine, n'y ayant presque que les successions étrangères qui puissent le faire naître, attendu que, suivant le droit écrit, les femmes succèdent à leurs maris, quand ils ne laissent pas de parens jusqu'au dixieme degré.

6°. Le droit de *transmigration* consiste dans le dixieme de la valeur des effets que les habitans de l'ancienne domination transportent hors du royaume, lorsqu'ils quittent l'Alsace, ou de ceux que les étrangers, capables de succéder en cette province, recueillent des successions qui leur étoient & qu'ils emportent.



7°. Le droit de *bâtardise* n'a pas lieu en Alsace, comme dans le reste du royaume, parce que suivant le droit écrit qui y est suivi, & auquel le roi n'a point dérogé, les meres succèdent à leurs enfans, & les enfans à leurs meres.

8°. Les *amendes édictées* consistent dans les condamnations prononcées par les juges royaux, au profit du roi, contre les prévenus de crime; dans celles acquises pour cause de fol appel & encore dans les amendes consignées pour requêtes civiles & prises à partie: le tout conformément aux ordonnances & réglemens concernant le civil & le criminel, suivant lesquels les tribunaux de cette province sont tenus de juger. Le produit de cette partie peut monter en total, année commune, à la somme de 13. à 14. cents livres.

9°. Le neuvieme droit prend son nom des actes sur lesquels il se perçoit, il se paie en effet par les parties, pour les actes de *présentations*, défauts, congés & *affirmations*, qui s'expédient au conseil supérieur d'Alsace, conformément aux édits, déclarations, tarifs, arrêts & réglemens. Le produit monte, année commune à 1200. livres.



10. Il n'existe aucun acte qui établisse que la contribution levée sur les *Juifs*, soit à titre de *protection*. Il ne paroît pas même que la maison d'Autriche en ait jouï, pendant qu'elle possédoit la haute Alsace. Voici ce qui semble avoir donné lieu à son institution.

On ne doit attribuer qu'au hasard la dénomination de ce droit. Suivant le tarif de 1663. chaque Juif entrant & sortant de la province, devoit payer, pour le péage corporel un florin 12. creutzers, faisant deux livres, s'il étoit à cheval; ou s'il envoyoit pour ses affaires un messager chrétien il payoit 36. creutzers, faisant une livre; & s'il étoit à pied & mendiant, 7. creutzers 1. heller faisant 4. sols. Ceux qui avoient une fois payé le péage, en étoient francs pour sept jours eux & les marchandises qu'ils portoient sur leurs corps; d'où il résultoit un abus considérable, en ce que les droits de ces marchandises excédoient de beaucoup la valeur du péage corporel auquel ils étoient assujettis.

A cet inconvénient préjudiciable aux fermiers, il s'en joignoit un autre onéreux aux



Juifs, qui est que l'ancienne domination de la maison d'Autriche, se trouvant mêlée avec plusieurs états immédiats de l'empire, dont les seigneurs avoient aussi des bureaux pour la perception des droits de péage, il arrivoit souvent que, pour peu de chemin qu'un Juif eut à faire, il payoit plusieurs fois en un jour le péage corporel.

Après la réduction des villes de Fribourg & du Vieux-Brifac, M. Poncet trouva un expédient pour régler cette affaire d'une manière équitable & convenable aux intérêts des parties: qui fut de fixer, par forme d'abonnement, la somme que chaque chef de famille Juive, demeurant dans les lieux cédés au roi par l'empereur comme archiduc d'Autriche, payeroit par chaque année pour être exempt du péage corporel, au moyen de quoi il seroit expédié à chacun un passeport, ou billet d'exemption, avec lequel il pourroit aller & venir librement, sans rien payer dans les bureaux par où il passeroit. Quelqu'un appella ces passeports, *billets de protection*, & le nom leur en est resté.

Il est à présumer que le droit de protection des Juifs, est un droit purement seigneurial



& non régalien: que le roi ne l'a établi que comme acquéreur des terres de la maison d'Autriche, & non comme souverain: trois raisons semblent décider cette question.

La premiere est que tous les Seigneurs particuliers d'Allemagne, ainsi que ceux d'Alsace, le perçoivent à titre de propriétaires de leurs seigneuries dans tous les lieux où il y a des Juifs domiciliés, les uns le faisant payer plus, les autres moins: le droit le plus fort ne passe cependant pas 38 livres par chef de famille.

La seconde est que, si c'étoit un droit attaché à la souveraineté, le roi l'auroit indubitablement établi dans les lieux de la nouvelle domination, comme dans ceux de l'ancienne.

La troisieme enfin est que, lorsque ce monarque a fait don au cardinal de Mazarin des bailliages de Betfort, Delle, Altkirch, Ferrete, Thaun & Ensisheim, & à M. Dervart de celui de Landzer, qui étoient des terres de l'ancienne maison d'Autriche, il ne s'est point réservé le droit de protection des Juifs, le leur ayant abandonné, comme un droit seigneurial & foncier: avec cette différence



seulement que ces seigneurs & autres de la haute Alsace, ne sont pas en droit d'expulser les Juifs, comme le font l'évêque de Strasbourg & le comte de Hanau, qui ont ce privilège par lettres patentes.

Quoi qu'il en soit, le fermier perçoit 17. liv. 10 sols par famille juive dans les lieux de l'ancienne domination; pour cet effet les receveurs principaux se font fournir au commencement de l'année un dénombrement des familles de leur département, dont la vérification se fait par les contrôleurs ambulans qui vont de village en village.

Le directeur fournit aussi aux dits receveurs principaux, autant de billets, ou passeports signés de lui & cachetés du sceau de la ferme qu'il y a de familles; & cela sur papier qui change tous les ans, pour la couleur, portant le nom, surnom, la taille, le poil, l'âge & la demeure du chef de famille: lesquels billets ils sont obligés de représenter aux bureaux où ils passent; & s'il arrive que quelqu'un de ces chefs de famille quitte le pays avant que d'avoir payé le droit, le corps des Juifs en est responsable pour le quartier qui est dû. Il n'en est



pas de même quand ils deviennent insolvables, les receveurs en ce cas font les poursuites nécessaires, qu'ils rapportent pour en être déchargés.

Comme la ville de Landaw, ci-devant impériale, est de la nouvelle domination, les Juifs qui y sont domiciliés ne sont pas sujets au droit de protection.

Il y a aussi une douzaine de familles Juives au vieux Brisac qui, suivant l'abonnement fait avec les chefs paient chacune 2 r. liv. pour l'exemption du péage corporel, quand pour leurs affaires ils passent le Rhin, & en conséquence chaque année, on leur délivre, comme aux autres, des billets de franchise.

Comme il n'est pas permis aux Juifs d'acquérir & de posséder des biens-fonds, toute leur ressource est dans le commerce, & ils y appliquent toute leur industrie. On ne peut rien imaginer, depuis les choses les plus viles jusqu'aux plus précieuses qu'ils ne soient prêts à vendre ou à acheter; ils se secourent mutuellement dans leurs entreprises, ils ont des correspondances par tout l'univers: la nuit, le froid, le chaud, les dan-



gers même ; rien ne suspend leurs courfes quand il s'agit du gain.

Le produit de tout ce qui fe perçoit pour cette protection peut aller , année commune , à 11000 liv.



## CHAPITRE XVI.

### ANCIENNE MANIERE DE LEVER LES IMPOSITIONS.

**S**ous la domination des empereurs, l'imposition ordinaire destinée à l'entretien des troupes , à la nécessité publique & à la défense de l'empire s'appelloit *Mois Romains*. Afin que chacun y contribuât à proportion de ses facultés, l'empereur Sigismond, du consentement des princes & états de l'empire, fit un règlement l'an 1431. par lequel on statua ce que chacun d'eux auroit à payer, non seulement pour s'opposer aux ravages des Huffites, mais encore pour toutes les autres guerres dans lesquelles l'empire se trouveroit intéressé par la suite. Ce règlement fut inféré dans un registre appelé *matricule* ; & c'est là



l'origine de ce fameux livre ou cadastre appelé *matricule de l'empire*.

L'origine du nom de *mois romains* vient de ce que les états de l'empire étoient autrefois obligés de lever & d'entretenir à leurs dépens vingt mille hommes de pieds & quatre mille chevaux , pour accompagner l'empereur, quand il faisoit le voyage de Rome pour se faire couronner: mais Ferdinand I. n'ayant pas cru qu'il convînt à la dignité d'un chef de l'empire d'aller mandier la confirmation du pape , abolit l'an 1558. cette coutume inutile, onéreuse & odieuse à tout le corps germanique. Cependant la levée des milices continua toujours sous le nom de *mois romains*: mais si quelques-uns d'entre les princes & états ne pouvoient fournir des troupes, ils en étoient déchargés en donnant l'équivalent en argent. L'empereur Charles-quin régla cet équivalent à 12. florins par cavalier & à 4. florins par fantassin, le florin au prix d'environ quarante sols monnoie de France, argent fort: mais les choses ayant augmenté de beaucoup depuis ce tems, l'entretien du cavalier a été fixé à 60. florins & celui du fantassin à 12. Cependant



pour ne point déroger à l'ancienne regle, on multiplie les mois jusqu'à ce qu'ils puissent atteindre à cette augmentation, enforte qu'il faut maintenant cinq mois romains pour un cavalier & trois pour un fantassin.

Lorsque quelque province, état, ou ville immédiate a souffert quelques pertes & dommages par la guerre, ou quelques autres événemens fâcheux, elle se pourvoit pour être modérée; mais ce ne peut être que par l'autorité d'une diette.

Outre les mois romains, il y a encore une autre imposition destinée au paiement des gages des officiers de la chambre impériale, qui est ordinaire & annuelle, lorsque les mois romains ne s'imposent que dans les occasions où l'intérêt commun & la conservation de l'empire l'exigent: la diette en regle le nombre proportionnément aux besoins, & on les a quelquefois vus centuplés.

En vertu de la taxe imposée par les directeurs des cercles, les princes & états immédiats dont ils sont composés la répartissent sur leurs sujets.

Par la division que l'empereur Maximilien I. fit de l'Allemagne dans les années



1500. & 1512. l'Alsace fut comprise dans le cercle du haut Rhin, & employée dans la matricule de l'empire. La ville de Strasbourg y est taxée à 25. cavaliers, 135. fantassins & 275. flo. pour la chambre impériale, les autres villes & états immédiats de cette province à proportion: mais elle fut rayée de la matricule, au désir du LI<sup>me</sup>. article du traité de Riswik.

Ces sommes ainsi imposées doivent se remettre à la caisse du cercle; & lorsque quelque partie est en retard d'y satisfaire, elle peut y être contrainte par exécution militaire, ainsi qu'il se pratiquoit du tems des empereurs de Rome.

Outre les impositions générales & communes des mois romains, chaque état avoit encore sa dépense particulière, soit pour sa propre conservation, soit pour l'entretien des ponts & chaussées, pour les hôpitaux, les édifices publics &c. Mais comme l'union de la province d'Alsace à la couronne de France a fait cesser l'ancienne forme, & donné lieu à une nouvelle, nous allons maintenant l'expliquer, en faisant observer préliminairement, que tous les bailliages n'opé-



rent pas toujours dans les mêmes détails avec la même uniformité, & que l'on a suivi ce qui se pratique le plus ordinairement dans le plus grand nombre.

\*\*\*\*\*

## CHAPITRE XVII.

### MANIERE NOUVELLE DE RÉPARTIR LES IMPOTS.

**L**a forme de l'imposition de la taille, qui porte en cette province le nom de *subvention*, ne peut-être exactement comparée à aucune des deux généralement connues en France, sous les noms de *taille réelle*, & *taille personnelle* ou *mixte arbitraire*. Celle-ci a des parties semblables à l'une & à l'autre: mais elle en comprend en même tems plusieurs qui en different & qui lui sont propres, d'où il résulte une troisième espèce inconnue dans le royaume, de laquelle nous allons donner l'explication.

Le gouvernement établi du tems des empereurs ne pouvant compatir ni subsister sous un gouvernement monarchique, le roi de France, après la réunion de la province à



la couronne, pourvut non seulement à ce qui concernoit le civil, le criminel & le militaire: mais encore fit des réglemens pour l'administration des finances & de la perception des impôts, suivant lesquels l'Alsace fut divisée en deux recettes ou bureaux, ce qui subsista jusqu'en 1696. qu'il en fut établi trois, & qu'on créa des receveurs pour chacun, qui sont Strasbourg, Colmar & Landaw, qui comprennent environ chacun le tiers de la province & qui sont subdivisés en bailliages.

Chaque bailliage renferme un certain nombre de paroisses ou communautés qui forment des especes de recettes particulieres, & ce qui feroit considérer les trois bureaux comme des recettes générales. Outre ces divisions, on estima encore ce que chaque bureau étoit à l'égard de toute la province, & par subdivision ce que chaque bailliage étoit au respect de tout le bureau.

EXEMPLE. Supposant que le bureau de Colmar soit le tiers de l'Alsace, & que le bailliage de Betfort soit un douzieme de ce bureau, il fut dit que lorsque l'impôt de la subvention feroit à 36,000. liv. sur la pro-



vince, elle devroit être de 12,000. liv. sur le bureau de Colmar comme tiers de la province, & de 1,000. liv. sur le bailliage de Betfort comme 12<sup>e</sup>. du dit bureau.

Lorsque par les événemens de la guerre, quelqu'un de ces bureaux augmente ou diminue trop par des conquêtes ou par des pertes, on les égalise de nouveau, en faisant entre eux une nouvelle répartition des paroisses, comme il arriva après la paix de Riswic, à cause de la restitution du grand bailliage de Quermesheim & du Brisgaw.

C'est sur ces principes que le conseil s'est conduit jusqu'à présent pour répartir la totalité de l'imposition sur les bureaux, & les intendants s'en sont rarement écartés lorsqu'ils ont divisé l'imposition des bureaux sur les bailliages. A l'égard du département des paroisses & des communautés voici la manière dont on y procède.

Chaque année & quelque tems avant celui de l'imposition, le bailli du bailliage, après en avoir reçu l'ordre de l'intendant, convoque les prévôts & les jurés de chaque communauté pour convenir entre eux de la répartition d'une somme de 100. liv. de laquelle



quelle on donne à chaque paroisse, village ou communauté la portion qu'elle est en état de supporter, eu égard à la fertilité & à l'étendue de son terroir, à son commerce, au nombre de ses habitans & aux hasards bons ou mauvais qu'elle peut avoir eus pendant le cours de l'année précédente.

Le prévôt assiste à la répartition du pied de 100. liv. pour soutenir les intérêts de la communauté, représenter les accidens particuliers, qui peuvent être arrivés aux héritages ou aux récoltes, & solliciter en conséquence la modération dûe à l'état de la paroisse pour laquelle il occupe.

Le bailli préside à l'assemblée, & autorise l'acte qui en résulte; s'il survient des différens entre les prévôts sur les divers intérêts des communautés, ils les concilie à l'amiable, & il y a peu d'exemples que la contestation ait été portée plus loin; cependant si le cas se présentoit, il seroit jugé par l'intendant, auquel la connoissance de tout ce qui regarde la finance appartient, à l'exclusion de tout autre juge; comme nous l'avons déjà observé.

Cette somme de 100. liv. étant ainsi ré-



partie sur les communautés qui composent le bailliage, le bailli en adresse l'état à l'intendant, qui établit sans peine & sans crainte d'être chargé des injustices qui en peuvent résulter, la somme à laquelle l'imposition du roi se trouve monter, suivant le pied de cent livres.

EXEMPLE. Si un bailliage supporte en tout 5,000. liv. & qu'une paroisse soit employée dans la distribution des 100. liv. à la somme de 5. liv. le montant de sa taille sera de 250. liv. & ainsi des autres paroisses & impositions.

Après cette opération, l'intendant expédie ses mandemens pour toutes les paroisses du Département, lesquels sont remis aux receveurs des bureaux & à leur diligence envoyés aux baillis, qui les distribuent aux prévôts des communautés dont le bailliage est composé.

Les impositions de toute nature, tant ordinaires qu'extraordinaires, capitation, fourage, milice, &c. même la dépense commune des bailliages, s'imposent en vertu du même mandement par un seul & même rôle.

Lorsqu'il se trouve, dans l'étendue du bu-



reau, des villes qui ne sont pas comprises dans les bailliages, & qui font un corps particulier, le receveur fait l'adresse des mandemens aux magistrats d'icelles.

Le prévôt fait assembler les jurés & met devant eux le dénombrement de la communauté, dont on fait le recollement tous les ans, contenant la quantité & la qualité des arpens de terre dont elle est composée, ensemble le nombre des habitans & leurs facultés.

On établit ensuite d'un commun consentement une somme par chaque arpent, qui n'est pas la même dans toutes les communautés, mais qui est assez ordinairement de 2. sols par arpent de terre labourable, & un sol pour celui tenu à ferme, à loyer ou à amphytéote, sans faire distinction des bonnes ou mauvaises terres, tout étant dans une même classe & assujetti à la même charge, à la réserve toutefois des prés qui, dans la plupart des communautés, sont taxés un tiers plus haut que les terres labourables, & des maisons & moulins qui ne sont imposés qu'à la moitié des fonds de terre.

Ces deux sols font le pied de la taille des



fonds, & sont multipliés autant de fois qu'il est nécessaire pour former la totalité de la somme imposée sur la paroisse.

EXEMPLE: Si la taille d'une communauté est de mille livres, & que tout le contenu du terroir ou du ban de cette communauté soit de 2,000. arpens, on leverá, pour trouver ces mille livres, cinq fois deux sols par arpent, ce qu'on appelle *cinq tailles*, en sorte que chaque arpent payera dix sols, & comme la communauté en renferme 2,000. le produit se trouvera de 1,000. liv. qui est le montant de l'imposition supposée.

La taxe sous le nom d'industrie, n'est connue que dans les villes, le titre de manance ou de bourgeoisie est celui qui opère l'affujettissement à l'impôt dans les villages. Comme on n'y a point égard à la bonne ou à la mauvaise nature des terres labourables, en procédant à l'imposition sur les fonds; de même pour établir la cotisation des personnes, on ne considère ni la différence des professions ni les facultés. Tout habitant chef de famille paie pour sa tête s'il n'a exemption, quoiqu'il soit déjà employé sur le rôle des fonds allodiaux ou exploitations à loyer.



La maniere de faire cette imposition est aussi simple que la premiere: mais elle n'est pas égale par-tout; en quelques communautés on impose 4 sols, en d'autres 6. & dans quelques-unes 8 sols pour chaque taille: c'est-à-dire, que l'on impose autant de fois l'une de ces sommes, qu'il se leve de fois 2. sols par arpent, enforte que si l'arpent paie cinq tailles, le taux du chef de famille pour sa manance, bourgeoisie ou industrie, si on veut l'appeller ainsi, fera de cinq fois 4. 6. ou 8 sols selon ce qui est arrêté pour le lieu qu'il habite.

Le rôle doit être fait quinze jours après la réception du mandement, & il n'y a jamais de retard ni de difficulté à ce sujet.

Le Bailli jouit de 3. den. pour livre de taxation sur la subvention & de 4 den. sur la capitation & fourages, & en outre de 9. livres pour l'établissement du pied de cent livres, lorsque le bailliage n'est composé que de dix communautés & au-dessous; & de 18. livres, lorsque les communautés excèdent le nombre de dix; plus de 6. livres pour l'audition des comptes, de 75. livres pour la publication des mandemens & écri-



tures, s'il n'y que dix Communautés & au-dessous, & de 100. livres lorsqu'il y en a dix & au-dessus : de 60. livres pour frais de voiture, de messagers & de ports de lettres pour ceux qui ne sont éloignés des bureaux de recette que de dix lieues; & de 90. livres pour ceux dont l'éloignement est plus considérable: on leur passe en outre les frais de ports de lettres sur les états certifiés des postes & des subdélégués & les frais de messagers: le tout autorisé par une ordonnance M. d'Angervilliers du 10 Avril 1718.

Le recouvrement des deniers imposés se fait par un des jurés appelé abusivement *Bourgmestre*, qui est seul dans les petites communautés, & à un adjoint dans les grandes; il en fait la remise au bailli & celui-ci au receveur général des finances du bureau dont il dépend.

Le Bourgmestre ne jouit d'aucunes taxations, on lui passe seulement, dans la plupart des bailliages, vingt ou trente sols par jour, suivant la distance des lieux pour la voiture de sa collecte au bailli.

Dans les villes qui ne dépendent point des bailliages, les receveurs des deniers patrimo-



niaux sont ordinairement chargés de la collecte; ils jouissent de taxations semblables à celles du bailli, & en outre de quelques appointemens qui leur sont accordés par la ville: ils font la remise de leur recette directement au receveur du bureau duquel ils font partie.

L'imposition sur les fonds se distribue sur les contribuales des villes, de la même manière que sur ceux de la campagne: mais pour l'industrie on fait attention à la qualité du commerce, aux professions plus ou moins lucratives, au débit & à l'ouvrage que l'un peut faire plus que l'autre.

Dans les villes ci-devant impériales, le magistrat convoque les chefs des tribus auxquels on fait lecture du mandement: après quoi, dans quelques-unes des villes le magistrat procède seul à la répartition de l'impôt, & dans d'autres l'imposition se fait par les dits chefs en présence du magistrat & conjointement avec lui; ce qui est toujours sans réplique & sans opposition. Lorsqu'un particulier craint qu'on ne lui rende pas justice & qu'il se croit en droit de faire des représentations, il peut lui-même donner



son mémoire aux asséeurs, ou agir par le ministère d'un procureur.

Dans les autres villes & gros bourgs de la province, où l'on estime nécessaire d'avoir attention au commerce, à la différence des professions & aux facultés pour taxer l'industrie, le magistrat fait assembler la communauté, qui nomme, pour représenter les tribus, sept à huit des principaux habitans, avec lesquels il procède à l'établissement des cotisations.

S'il arrive qu'un bailli ne soit pas jugé assez solvable, assez exact, ou assez intelligent pour faire le recouvrement & le maniment des impositions de son bailliage, alors, sur les représentations qui lui en sont faites, c'est à l'intendant à commettre une autre personne. La même chose se pratique à l'égard des receveurs des deniers patrimoniaux des villes, avec cette différence que le magistrat fait cette nomination sans que l'intendant y participe.

Si les deniers sont dissipés par l'un ou l'autre de ces comptables, ce qui arrive très rarement, ils sont poursuivis dans leur personne & dans leurs biens; & en cas d'insol-



vabilité, la réimposition s'en fait sur la province : mais si c'est un prévot, la paroisse en répond & souffre le remplacement sur le pied de 100 l. comme il a été ci-devant expliqué.



## C H A P I T R E XVIII.

### MANIERE DE PROCÉDER AU RECOUVREMENT DES IMPÔTS.

**L**es termes auxquels les communautés doivent payer leurs impositions, sont les premiers quinze jours après la réception du mandement; le second terme est au premier avril, le troisième au premier juillet & le quatrième au premier octobre.

Les receveurs peuvent, après ces échéances : délivrer leurs contraintes, en vertu du mandement d'imposition, qui leur en accorde une permission générale & indéfinie pour tout l'exercice, sans avoir besoin de les faire viser, ni qu'il soit nécessaire d'obtenir de nouveaux ordres de l'intendant, ou de ses subdélégués : quoiqu'il fût plus dans la règle d'observer cette dernière formalité.



Il avoit été créé des huissiers en titre, comme dans les pays d'élection: mais ils ont été supprimés, & les contraintes sont maintenant exercées par des garnisonniers, auxquels il est payé 25. sols par jour pour toutes choses, par ceux contre qui les garnisons sont décernées, & ce en conséquence d'une ordonnance de M. d'Angervilliers ci-devant intendant de cette province, laquelle est annuellement relatée dans les mandemens d'imposition.

Ainsi lorsque le receveur estime nécessaire de faire quelques poursuites contre un bailli en arriere de paiement, il remet au garnisonnier sa contrainte, portant ordre d'aller s'établir chez lui; ce que le porteur lui notifie par l'exhibition du dit ordre sans autre écriture ni formalité.

Comme le bailli ne doit ordinairement que parce que les communautés sont en retard à son égard, il envoie cette garnison au prévôt, qui de son côté l'établit chez les contribuables débiteurs.

Si après quelques jours les redevables ne satisfont pas aux causes de la garnison, alors sur l'ordre du Bourgmestre, le garnison-



nier, quoiqu'homme privé & fans avoir serment en justice, faisit & vend militairement, en présence du sergent du village, les meubles, effets & bestiaux du débiteur, à la réserve de ceux défendus par l'ordonnance.

Quoique ce qui vient d'être rapporté, sur la forme des contraintes, soit fort éloigné de la regle usitée dans le royaume & paroisse susceptible de monopole & de vexation, cependant il n'y a jamais eu de plaintes à cette occasion, soit parce que ces sortes de poursuites ne sont pas fréquentes, soit parce que la bonne foi & la droiture ne sont pas encore totalement bannies de cette province.

Au reste tout, dans cette province, s'écrit sur du papier commun & rien n'est sujet au controle, ni l'un ni l'autre de ces droits n'y étant établi.



## C H A P I T R E X I X.

### DES IMPÔTS QUI NE PASSENT PAS A LA RECETTE GÉNÉRALE.

**P**lusieurs édits, déclarations & arrêts, notamment la déclaration du 21 Juin 1723. char-



gent expressement les receveurs généraux des finances de faire le recouvrement de toutes les impositions, tant ordinaires qu'extraordinaires, de quelque nature qu'elles soient, pour ensuite en compter aux chambres des comptes, & ce aux peines des amendes prononcées par les édits & déclarations de 1669. 1714. & autres.

Les motifs de ces réglemens ont été de conserver l'ordre dans les caisses, d'assurer l'état & la fortune des receveurs généraux & particuliers, & de procurer aux uns & aux autres des décharges valables par un acte de compte & d'appurement jugé d'une manière souveraine.

L'imposition pour les ouvrages imprévus & les fourages de la province, qui fait un des principaux objets du recouvrement, quoique passant par les mains des receveurs particuliers, avoit été ci-devant distraite de la caisse générale, pour être remise à un préposé particulier: mais ayant fait attention que ces receveurs n'étoient pas valablement déchargés, & que c'étoit l'occasion d'un désordre continuel dans la caisse générale, en ce que les receveurs, sous prétexte d'a-



quitter la partie du fourage, pouvoient disposer indistinctement de tous les fonds, & que la concurrence & la confusion des deniers pouvoient en traverser la destination & interrompre le service des autres parties, le conseil ordonna que ces fonds passeroient à l'avenir des mains des receveurs particuliers, dans celles des receveurs généraux, & que l'emploi en seroit fait dans les états du souverain; ce qui a été exécuté jusqu'à présent à la satisfaction de toutes les parties, parce que les raisons de jalousie & de préférence ne subsistant plus, & tout étant devenu intérêt commun, les ordonnances des intendants, de même que les rescriptions des receveurs généraux, sont exactement acquittées à leurs échéances.

Il reste encore plusieurs impositions, qui montent, année commune, à 170 ou 180,000 livres: mais on a craint de troubler le service intérieur de la province, en les assujettissant au même ordre que le fourage. Ces impositions sont



# 358 RECHERCHES HISTORIQUES

Frais communs des bailliages & des comptes.	80,000. l.
Gages du directoire de la noblesse de la basse Alsace.	17,742.
Entretien des officiers de justice de Hanau.	6,000.
<i>Idem</i> du prince de Birkenfeld.	4,000.
Entretien des officiers de justice de l'évêché de Strasbourg.	8,000.
Partie des gages des officiers du conseil supérieur de Colmar.	5,150.
Appointement du Médecin.	4,000 l.
<i>Idem</i> des grands Voyers.	3,192 10 s. 3
	7,192-10.

## *Impositions passagères.*

Païement des dettes de la noblesse, naissances & mariages des enfans des seigneurs de Birkenfeld & de Hanau, construction d'édifices & dettes de communautés ou territoires, le tout évalué, année commune, seulement à 52,000.

Total . 180,084-10.

Le recouvrement de ces impositions se fait par le ministère des baillis, & l'on prétend que par attention pour les seigneurs, & par l'intérêt personnel qu'ils ont eux-mêmes aux frais communs des bailliages, ils les font toutes rentrer par préférence aux impositions du roi qui languissent pendant ce tems-là: que s'il arrive des augmentations ou diminutions, le bénéfice qui résulte de l'une est toujours appliqué aux deniers étrangers, & la perte



que l'autre occasionne tombe sur ceux du roi : à quoi on ajoute que les baillis ont la liberté de faire, pour raison de ces impositions, tant de frais & de poursuites qu'il leur plait, & qu'ils taxent les huissiers qu'ils emploient à 5 à 6 livres par jour, pendant que les receveurs ne peuvent donner que 25. sols à leurs garnisonniers. Du moins font-ce les griefs allégués dans un mémoire présenté au conseil le 12. Décembre 1728. par les habitants de la province, qui y exposent.

„ Que tous les réglemens, tant anciens  
„ que modernes, ont fait défenses, sous les  
„ plus rigoureuses peines, d'imposer aucune  
„ somme, sans y être autorisé par édit, déclaration ou arrêt; & que toutes les fois  
„ que la liberté en a été accordée, ce n'a  
„ été que pour des raisons importantes &  
„ connues, & à la charge d'en compter &  
„ d'en faire connoître l'emploi.

„ Que l'exécution de ce réglemant a été  
„ suivie dans tous les tems avec la plus exacte  
„ précision, parce que le conseil en a  
„ toujours regardé les conséquences, comme un des objets le plus digne de son attention.



„ Que les seuls habitans de la province  
 „ d'Alsace ne jouissent pas encore de cet  
 „ avantage, soit que le roi n'ait pas été in-  
 „ struit des abus qui s'y commettent, soit  
 „ qu'une vaine idée d'opulence & de fertili-  
 „ té ait fait croire le pays en état de suppor-  
 „ ter toutes les charges que l'on voudroit lui  
 „ imposer; ce qui a sans doute fait qu'il n'a  
 „ été ménagé ni pendant la guerre ni pen-  
 „ dant la paix.

„ Qu'en guerre, il fait subsister les ar-  
 „ mées par les contributions qu'on y leve en  
 „ grains & en fourages, & par le transport  
 „ de toutes munitions de guerre & de bou-  
 „ che; & que pour être convaincu de cette  
 „ vérité, il ne faut que considérer ce qui  
 „ s'est passé pendant les derniers sieges de  
 „ Landaw & de Fribourg.

„ Qu'en paix, les habitans sont chargés  
 „ de toutes les voitures, pour les approvi-  
 „ sionnemens des places, pour les courses  
 „ des officiers généraux & majors, pour les  
 „ marches des troupes, & de ce qu'ils paient  
 „ aux seigneurs, à la noblesse, aux par-  
 „ ticuliers, aux corps ou communautés, dont  
 „ les deniers, qui ne vont point au profit  
 „ du



„ du roi, montent à des sommes excessives.  
„ Que les dits habitans n'ignorent pas  
„ leur condition, qu'ils se font toujours li-  
„ vrés avec joie à tout ce qui leur a été  
„ demandé pour le service du roi, qu'ils  
„ n'ont jamais refusé les devoirs dûs aux  
„ seigneurs & à la noblesse, qu'ils ont sup-  
„ porté avec la même patience les charges  
„ de leurs communautés: mais que, comme  
„ ils ont le bonheur de faire partie d'un  
„ état, dont les loix & la justice du prince  
„ font l'admiration de l'Europe, ils deman-  
„ dent qu'elles soient pour eux comme pour  
„ ses autres sujets; & qu'en conséquence il  
„ soit rendu un arrêt qui ordonne:

„ Qu'il ne pourra à l'avenir être faite au-  
„ cune imposition qu'en vertu d'un arrêt du  
„ conseil sur l'avis du Sr. Intendant de la  
„ province.

„ Que ceux ci-devant rendus au profit  
„ des Seigneurs, noblesse, particuliers, corps  
„ ou communautés, seront rapportés par  
„ devant le dit Sr. Intendant, pour connoî-  
„ tre le tems qu'ils ont encore à subsister.

„ Que le dit Sr. Intendant se fera infor-  
„ mer avec soin si les impositions, ordon-



„ nées par aucun des fufdits arrêts, ne s'im-  
„ pofent point encore, quoique les termes  
„ en foient expirés; & dans ce cas qu'elles  
„ cesseront fur le champ, fauf à fa Majesté  
„ à faire procéder, ainfi qu'elle avisera,  
„ pour raifon de l'indue perception.

„ Que tout ce qui s'impose actuellement  
„ ou s'imposera à l'avenir, en vertu d'ar-  
„ rêts rendus ou à rendre au profit des Sei-  
„ gneurs, noblesse, particuliers, corps ou  
„ communautés, les rôles n'en pourront être  
„ mis à exécution qu'après le vu du Sr. In-  
„ tendant, auquel fera remis copie du comp-  
„ te qui fera rendu des dites impositions par  
„ les baillis ou bourgmestres aux dits Sei-  
„ gneurs, noblesse ou à leurs régences, par-  
„ ticuliers, corps ou communautés.

„ Que les contraintes que les dits Sei-  
„ gneurs, noblesse ou leurs régences, parti-  
„ culiers, corps ou communautés délivre-  
„ ront contre les redevables, feront auffi vi-  
„ fés par le dit fleur intendant & les frais  
„ des huiffiers par lui réglés sur le pied de  
„ ceux qui font employés au recouvrement  
„ des deniers de fa Majesté. ”

Ce mémoire qui ne contenoit que des de-



mandes justes, qui ne tendoit qu'à l'établissement de la regle & à la destruction des abus, n'a produit aucun effet, parce qu'il n'a été soutenu par aucune personne de crédit, & qu'au contraire il a trouvé contre lui tous ceux qui avoient intérêt à s'opposer à l'ordre & à la discipline. Ce n'est pas le parti le plus nombreux, mais c'est le plus puissant & celui qui fera toujours préféralement écouté, tant que la qualité des personnes prévaudra sur la qualité des choses.

Pour ne rien laisser à désirer sur la matière des impôts, nous croyons devoir ajouter ici les principaux réglemens qui en font la base.

RÉGLEMENT DE M. D'ANGERVILLIERS.

du 20. Décembre 1717.

*Sur les comptes à rendre par les baillis.*

Par notre ordonnance du 16. du mois d'octobre dernier, mise au bas de l'arrêt du conseil du 23. août précédent, nous avons réglé que les collecteurs qui ont fait le recouvrement des deniers imposés, seront tenus d'en rendre compte dans l'année suivante.



te devant les baillis, en présence de deux ou trois habitans, nommés à cet effet par la communauté: mais comme les sommes imposées sur les communautés d'un même bailliage sont portées entre les mains du bailli, qui les délivre au receveur du roi il n'est pas moins important d'établir une règle sur la manière dont les baillis doivent eux-mêmes compter de leur maniement: par ce moyen les peuples seront toujours certains que les sommes par eux payées n'ont point été diverties; & les baillis, de leur part, se trouveront à couvert de tout soupçon & d'inquiétude: à l'effet de quoi nous ordonnons.

1<sup>o</sup>. Que les baillis seront tenus de faire remettre, aux prévôts & gens de justice de chaque communauté de leur département, le mandement original des impositions, signé de nous, huitaine après qu'il leur aura été envoyé par le receveur des finances, & d'en retirer des récépissés des dits prévôts, pour les représenter lors du compte que les baillis auront à rendre du recouvrement des dites impositions, à la tête desquels récépissés, il sera mis un état en détail des som-



mes dont l'imposition fera ordonnée par le mandement, & des taxations qui seront à imposer pour chaque nature de deniers: il y fera aussi fait mention des 40. sols pour le droit de quittances attribué aux receveurs des finances.

II. Que dans le mois d'octobre, au plus tard, de l'année qui suivra le recouvrement, les baillis remettront aux communautés de leur département les quittances par eux retirées des receveurs des finances au profit de chacune des dites communautés. Enjoignons à cet effet aux receveurs des finances de délivrer aux baillis des quittances particulières pour chaque communauté du même département; observant que, dans chacune, il soit fait mention en détail des différentes sommes payées par la même communauté, soit pour subvention, capitation, fourage, même pour les impositions extraordinaires, comme dettes de Colmar & de l'évêché, & aussi des taxations des receveurs généraux & particuliers, & du droit de quittance attribué aux dits receveurs particuliers.

III. Que les baillis, en remettant les dites quittances aux communautés, en retire-



ront des ampliations, au bas desquelles ceux des officiers du lieu, à qui elles seront délivrées, certifieront que l'original leur aura été remis, pour être déposé aux archives de la communauté.

IV. Que dans les trois mois de l'année qui suivra le recouvrement, les baillis nous présenteront un compte par recette & dépense de leur maniement. Ils emploieront d'abord en recette toutes les sommes imposées sur chaque communauté du bailliage, distinguant chaque nature d'imposition par article séparé, & établiront la recette sur les récépissés des mandemens qu'ils auront retirés des prévôts, conformément au premier article de la présente ordonnance. Ils donneront ensuite en dépense les sommes par eux délivrées aux receveurs des finances; & pour pièces justificatives de la dépense, ils rapporteront des reconnoissances des communautés, portant que les quittances originales leur ont été remises. Ils emploieront aussi en recette, dans un chapitre particulier, les taxations imposées & les droits de quittances des receveurs particuliers, & les donneront en dépense, savoir la partie qui



est destinée aux receveurs généraux & particuliers sur les quittances ci-dessus mentionnées, & les taxations attribuées au bailli, sur une ampliation qu'il retirera de la quittance qui en sera par lui délivrée.

V. S'il a été imposé sur le bailliage en général quelque somme pour frais extraordinaires, il en sera fait aussi mention dans la recette par un article particulier & de même dans la dépense, en rapportant des pièces justificatives, telles qu'elles puissent faire connoître que l'emploi en a été fait suivant sa destination, étant à observer que, conformément à notre ordonnance du 16. octobre dernier, toutes sommes imposées sans notre autorité seront rejetées du dit compte, & le bailli tenu de les rendre & restituer aux communautés, avec la peine du quadruple, sauf plus grande s'il y échoit.

VI. Les dits comptes seront affirmés valables par les comptables à la marge de la première page, & ensuite clos & arrêtés par nous. Il sera fait deux doubles originaux de chaque compte, dont l'un sera remis au comptable & l'autre nous demeurera.

VII. La présente ordonnance commencera



à avoir son exécution pour le recouvrement de l'année 1716. à l'effet de quoi ordonnons que les comptes de la dite année nous seront présentés par les baillis au plus tard dans le mois de Mars de l'année prochaine.

VIII. Ceux des dits baillis qui seront en retard de présenter leurs comptes de l'année 1716. dans le mois de Mars prochain & à l'avenir dans le mois de décembre de l'année qui suivra celle du recouvrement, seront condamnés à 30. livres d'amende, pour chaque mois de retardement, payables en leur propre & privé nom sans aucun recours; & s'il s'en trouve qui different plus de trois mois, le recouvrement leur sera ôté pour toujours.

#### R É G L E M E N T G É N É R A L ,

du 30. décembre 1721.

*Sur les exemptions, privileges, états des personnes, &c. au sujet des impositions.*

I°. Les biens d'église d'ancienne dotation & fondation sont exempts de la subvention, lorsque les propriétaires les font valoir par leurs mains; ne sont réputés d'ancienne dotation que ceux possédés par l'église avant



le traité de Munster du 24. octobre 1648. & les biens qui depuis par échange ou autrement ont été substitués dans une même communauté à la place de ceux possédés avant le dit traité, lesquels étant sortis des mains des bénéficiers ou communautés ecclésiastiques se trouvent actuellement imposés ; les églises fondées & les communautés établies depuis le dit traité en vertu de lettres patentes enregistrées, jouissent de la même exemption pour les biens aquis pendant les trois premières années de leur établissement.

II. Les biens tenus en fiefs avant le dit jour 24. octobre 1684. & les biens allodiaux possédés par des nobles avant ce tems, sont pareillement exempts de la subvention, lorsque les propriétaires nobles les font valoir par leurs mains ; & ils jouissent de la même franchise pour les biens qu'ils ont aquis depuis en remplacement de ceux qu'ils possédoient dans le territoire des mêmes communautés, & qui, ayant été aliénés, se trouvent employés dans les rôles des mêmes communautés où la vente & le remplacement auront été faits.

III. Tous les autres fonds & héritages sans



exception, sont sujets à la subvention, de quelque qualité & condition que soient les propriétaires, à la réserve des possesseurs qui se trouvent dans le cas des exemptions personnelles, dont il sera fait mention ci-après.

IV. Lorsque les biens ci-dessus déclarés exempts sont amodiés, les fermiers, sans aucune exception ni distinction de la qualité des possesseurs, sont imposés à la portion colonique sur le pied de la moitié de ce que les dits fermiers devroient supporter; s'ils étoient cotisés comme propriétaires, & il en est usé de même à l'égard des amphitéotes.

V. Les biens des présidens, conseillers, avocat & procureur généraux, leurs substituts, greffiers en chef, payeurs des gages & receveurs des consignations, comme aussi ceux des officiers de la chancellerie établie près le dit conseil qui ont la noblesse par leurs charges, sont réduits, de quelque nature que soient les dits biens, à la portion colonique, lorsqu'ils sont exploités par des fermiers; & lorsque les propriétaires les font valoir par leurs mains, ils sont exempts de la subvention; savoir, les présidens, conseillers, avocat & procureur généraux & particulière-



ment les officiers de la chancellerie qui jouissent du privilege de la noblesse, du labourage de trois charues; & tous les autres officiers, tant du dit conseil que de la chancellerie, d'une charue seulement. Le prévôt général de la maréchaussée d'Alsace a l'exemption de deux charues, & chacun des lieutenans, procureurs du roi, assesseurs & greffiers de la dite compagnie sont exempts pour une charue, & les fermiers desdits officiers de la maréchaussée sont réduits à la partie colonique.

VI. Les baillis des terres qui étoient ci-devant états de l'empire, & ceux des autres seigneurs qui se trouvent avoir dans leurs juridictions dix communautés & au dessus, jouissent, pour les biens qu'ils font valoir par leurs mains, de la franchise d'une charue; & les procureurs fiscaux & greffiers sont exempts de la partie de l'imposition qui tombe sur l'industrie: le dit privilege n'a lieu que pour les biens & fonds que les dits officiers peuvent avoir dans l'étendue de leurs juridictions.

VII. Sa Majesté voulant traiter favorablement la ville de Strasbourg, a ordonné que tous les biens-fonds possédés en 1681. lors de la capitulation de la ville par des bour-



geois, lesquels biens n'étoient point compris dans les rôles des impositions, & qui sont actuellement possédés par les mêmes propriétaires, ou ceux qui, leur ayant succédé en ligne masculine & directe, ont joui sans discontinuation de la franchise, continuent d'être exempts, tant qu'ils resteront dans les mêmes mains, ou dans le cas qu'ils seront passés à des héritiers en ligne masculine & directe, les fermiers des dits biens seront réduits à la portion colonique.

VIII. Tous ceux à qui la franchise est ci-devant accordée pour les biens qu'ils font valoir par leurs mains, n'en jouissent que lorsque les domestiques qu'ils y emploient, n'ont aucun fonds dans les communautés où sont situés les dits biens, faute de quoi les dits domestiques sont réputés fermiers, & comme tels imposés.

IX. Les pourvus d'offices ou emplois, autres que ceux ci-dessus mentionnés, auxquels l'exemption des tailles ou subvention peut avoir été attribuée par les édits de création ou autres titres, ne jouissent que de l'exemption purement personnelle.

X. La ville de Landaw, en considération



de quatre sieges qu'elle a soufferts pendant la derniere guerre, & les villes de Neuf-Brifac, d'Huningue & du Fort-Louis nouvellement construites, jouissent de l'exemption de la subvention jusqu'à ce qu'autrement soit ordonné; & la ville de Strasbourg continue d'être traitée sur le pied de sa capitulation.

XI. Toutes les autres villes, bourgs & villages sont compris dans les états de répartition de la subvention, même les villes de Schelestat & de Betfort, qui depuis quelques années en avoient été exemptes par des raisons particulieres concernant le service de Sa Majesté.

XII. Les biens contribuables aux impositions sont exempts dans les rôles des communautés où ils sont situés, quoique les propriétaires aient ailleurs leur domicile, même dans les villes ci-devant impériales.

Et par l'ordonnance de M. d'Angervilliers du 28. septembre 1722. il a été statué que les biens contribuables possédés par des ecclésiastiques, des nobles ou des officiers, soit des troupes du roi ou de magistrature, seront exempts de la partie des impositions qui se met sur l'industrie, laquelle portion a été ré-



glée au tiers des dites impositions, & que les propriétaires des dits biens ne seront point tenus de contribuer à la capitation des habitants de communautés où les dits biens sont situés, sauf de cotiser les domestiques ou les fermiers qui les font valoir : comme aussi que les dits domestiques ne seront pas sujets aux corvées concernant le service du roi ou les réparations des chemins, desquelles corvées les fermiers seront aussi exempts, lorsqu'ils ne posséderont aucun bien en leur propre, & qu'ils n'auront que les bestiaux servans à la culture des terres dépendantes de leurs fermes, & que les dits biens seront taxés d'office par les baillis chargés de la vérification des rôles & du recouvrement des deniers en provenans.

## R É G L E M E N T.

Du 19 mai 1722.

*Sur l'Imposition & exemption de la Noblesse de la basse Alsace.*

I. Il sera incessamment procédé au renouvellement du registre appelé *Matricule de la noblesse de la basse Alsace*, dans lequel registre ne pourront néanmoins être compris que



les familles & biens contenus dans celui arrêté en 1651. ou qui depuis y ont été ajoutés par délibération des officiers du directoire de la noblesse, jusques & comprise l'année dernière 1721. Fait sa Majestés très expresses inhibitions & défenses aux dits officiers d'admettre à l'avenir dans leur matricule aucune famille, ni aucun bien sans permission expresse; à l'effet de quoi, dès que la nouvelle matricule sera arrêtée, il en sera déposé une expédition en forme authentique au greffe du conseil supérieur d'Alsace.

II. Tous les biens, compris dans le dit registre ou matricule, seront exempts de la subvention, lors que les propriétaires les feront valoir par leurs mains.

III. Lorsque les biens ci-dessus seront exploités par des métayers demeurant dans des maisons dependantes des biens immatriculés, & que le prix de l'exploitation sera stipulé payable en fruits, la même exemption aura lieu à l'égard des métayers.

IV. Lorsque les dits biens seront donnés à ferme à prix d'argent, soit que les fonds se trouvent dans la Seigneurie du propriétaire ou ailleurs, les fermiers ou colons qui



les tiendront , seront imposés à la portion colonique , qui est la moitié de ce qu'ils devroient supporter s'ils étoient propriétaires.

V. Permet sa Majesté aux propriétaires des biens immatriculés , lorsqu'ils les vendront à un acquéreur non noble , de se réserver le remplacement de la franchise , à la charge qu'il en fera fait mention dans le contrat ; & en ce cas le dit bien vendu sera imposé après l'année du retrait accordé à la noblesse , & demeurera pour toujours sujet aux impositions , en quelque main qu'il passe à l'avenir : mais aussi le vendeur aura la liberté , pendant l'espace de vingt ans , en acquérant , dans l'étendue de la juridiction du directoire , une valeur en bien taillable égale à celle qu'il auroit aliénée , de jouir de la franchise par forme du dit remplacement , sur les fonds nouvellement acquis , en justifiant néanmoins que ceux qu'il a vendus sont imposés , & pour lors il en fera fait mention dans la matricule. Si la dite réserve n'est point exprimée dans le contrat , le bien immatriculé restera toujours franc entre les mains de l'acquéreur de quelque condition qu'il



qu'il soit, & le vendeur ne sera admis à aucun remplacement : quant à la franchise il en fera de même déchu, si la clause de réserve, ayant été stipulée, n'avoit pas eu lieu pendant le dit espace de vingt ans.

VI. Les officiers du directoire présidial de la noblesse de la basse Alsace jouiront, dans l'étendue des terres de la dite noblesse, lorsqu'ils feront valoir leurs biens par leurs mains, des exemptions ci-après ; *savoir*, le Syndic & le procureur fiscal de la franchise de deux charues ; le premier secrétaire, le greffier servant d'interprete & le commis régisseur, ensemble les baillis au nombre de quatre pour toutes les terres de la jurisdiction du dit directoire, d'une charue seulement, & à l'égard des procureurs fiscaux & greffiers des dits quatre baillis, ils n'auront que l'exemption de l'imposition qui tombe sur l'industrie : quant aux fermiers ou colons des dits officiers, ceux du Syndic & du procureur fiscal du dit directoire seulement seront réduits à la portion colonique.

VII. Les contribuables seront imposés en entier dans le lieu de leur domicile pour tous les biens qu'ils posséderont dans l'étendue de



la juridiction du dit directoire présidial de la noblesse de la basse Alsace.

VIII. Les biens étant hors de la dite juridiction, seront imposés dans les communautés où ils sont situés, quoiqu'ils appartiennent à un propriétaire domicilié dans la dite juridiction, & il en sera usé de même pour les biens situés dans les terres de la dite noblesse, & appartenans à des gens domiciliés hors de la juridiction du dit directoire présidial.

IX. Veut au surplus sa Majesté que l'arrêt de son conseil du 30. décembre dernier, portant règlement pour toute la province d'Alsace en général soit exécuté même dans les terres de la juridiction du directoire de la noblesse de la basse Alsace, pour tous les cas qui peuvent n'avoir pas été prévus par les dispositions ci-dessus, notamment à l'égard des biens qui, étant dans la dite juridiction, ne se trouveront pas néanmoins immatriculés.



## R É G L E M E N T

Du 22. mai 1722.

*Sur les impositions des terres dépendantes de la  
Seigneurie temporelle de l'évêché de Strasbourg,  
les officiers principaux du dit évêché &  
pour les terres du grand chapitre.*

I. Que tous les biens qui appartiennent en propriété au domaine de l'évêché de Strasbourg, seront exempts de la subvention, lorsqu'ils seront exploités par des domestiques, par des métayers ou amphitéotes demeurans dans les maisons dépendantes du dit domaine, & lorsque le prix de l'exploitation sera stipulé en fruits.

II. Lorsque les dits biens seront donnés à prix d'argent, les fermiers qui les tiendront seront imposés à la portion colonique, qui est la moitié de ce qu'ils devroient supporter s'ils étoient propriétaires. Il en sera usé de même pour les amphitéotes, autres que ceux exceptés par l'article précédent.

III. Les officiers de la régence au nombre de douze, y compris le procureur fiscal; ceux de la chambre des comptes, ensemble le maître des eaux & forêts, & le prévôt des fiefs jouiront de la franchise de deux charues.



IV. Le premier secrétaire de la régence, celui pour les finances, deux commis registrateurs, les baillis, les prévôts des villes du dit évêché, les receveurs à raison d'un pour chaque bailliage, y compris ceux d'Holenbourg, Ittenville & Ely, le procureur fiscal & le greffier des eaux & forêts, jouiront de l'exemption d'une charue seulement. Les greffiers des bailliages & ceux des villes jouiront de l'exemption d'un tiers des impositions.

V. Les procureurs fiscaux des bailliages, & les prévôts des villages jouiront de l'exemption de la partie de l'imposition qui tombe sur l'industrie.

VI. Les fermiers des officiers de la régence & ceux de la chambre des comptes, du maître des eaux & forêts & du prévôt des fiefs, seront réduits à la portion colonique.

VII. Entend sa Majesté que les exemptions ci-dessus accordées aux officiers du dit évêché, soit personnellement ou pour leurs fermiers, n'aient lieu que pour les biens qu'ils posséderont dans l'étendue de la seigneurie temporelle du dit évêché.

VIII. Les officiers du dit évêché, qui se trouveront de qualité noble, jouiront de tous les privilèges accordés à ceux de leur état par



les arrêts du conseil des 30. décembre & 19. mai de la présente année.

IX. Les dispositions ci-dessus auront lieu dans les terres du domaine du chapitre de la cathédrale de Strasbourg.

X. Veut au surplus sa Majesté que l'arrêt de son conseil du 30. décembre dernier, portant règlement pour toute la province d'Alsace en général, soit exécuté, tant dans les terres de l'évêché que dans celles du chapitre, pour tous les cas qui peuvent n'avoir pas été prévus par le présent arrêt.



## C H A P I T R E XX.

### BUREAU DE COLMAR.

Cette ville est située sur la petite rivière de la Bruck à treize lieues de Strasbourg. Elle a été bâtie par Wolfelin préfet d'Alsace pour l'empereur Frédéric II. Elle étoit impériale & immédiate, & elle a joui des privilèges de l'*immédiateté* jusqu'en 1680. qu'elle fut réunie au corps de la province d'Alsace & à la couronne de France.

C'étoit après Haguenau la plus puissante des dix villes impériales, & maintenant elle



# 382 RECHERCHES HISTORIQUES

tient le second rang après Strasbourg. Le roi Louis XIV. la fit démanteler en 1673. & après la paix de Riswic le conseil supérieur, auparavant établi à Brisac, y a été transféré. Du reste ses habitans jouissent de leurs anciens privilèges, & sur-tout de la liberté de conscience.

C'est le chef lieu du bureau de recette & le premier des trois de l'Alsace. Il comprend 321. paroisses ou communautés, dont les collecteurs ou bourgmestres remettent les deniers aux baillis, qui sont au nombre de dix, non comprises les villes de Colmar & de Schélestat, qui ont leurs receveurs particuliers auxquels sont remis les deniers royaux.

## S A V O I R.

Noms des Bailliages.	Nombre des paroisses.	Nombre des feux.	Impositions an. comm.
Ville de Colmar.	. 1	. 1877	. 33600
Ville de Schélestat.	. 1	. 1056	. 15000
Ville & Baill. de Betfort.	. 41	. 1767	. 35000
Seign. de Rougemont & de Masmunster. }	. 17	. 470	. 10000
Nidermorchviller.	. 1	. 47	. 2000
Bailliage de Delle.	. 66	. 1161	. 40000
Baill. de Ferrete.	. 46	. 1774	. 88000
Baill. d'Altkire.	. 51	. 1751	. 92000
Baill. de Tann.	. 56	. 2268	. 90000
Seign. de Bolleviller.	. 6	. 303	. 900
Baill. de Rouffach.	. 9	. 1738	. 40500
Baill. de Guebviller.	. 26	. 1218	. 18000
Total.	. 321	. 15430	. 465000



En conséquence de la régie & de la forme que nous avons ci-devant expliquées, les baillis & receveurs des villes portent les deniers de leur recette au receveur particulier; & celui-ci au receveur général de la province.

Ce bureau avoit autrefois beaucoup plus d'étendue qu'il n'en a maintenant: mais les villes de Fribourg & du Vieux-Brisac, avec environ cinquante ou soixante paroisses situées au-delà du Rhin, en ont été distraites & rendues à l'empereur & à l'empire par le traité de Riswic.

Au moyen des différentes finances payées par les receveurs de cette province, tous les offices au nombre de six revenoient à la somme de L 370,959. 15. s. ce qui faisoit pour chacun L 61,826. 12. s. 6. den. & ils jouissoient, outre leurs gages, de L 20. de taxations pendant leur année d'exercice: mais ils ne subsistent plus que pour L 184,800. au total, qui est le montant de leur première finance payée en conséquence de l'édit de création du mois de septembre 1696. ce qui fait pour chacun d'eux L 30,800. & leurs taxations ont été réduites à L 6. sur la subvention & à L 4.



sur les autres impositions. Les finances qu'ils avoient payées pour aquérir le surplus montant à L 186,159. 15. s. ayant été supprimées & remboursées en quittances de finances employées dans les états du roi à un pour cent.

Ce que nous venons de dire concernant les offices de Colmar, servira pour les deux autres bureaux ci-après, attendu qu'ils ont toujours été traités également.

La ville de Mulhausen étant un état indépendant situé au milieu de ce bureau, nous ne pouvons nous dispenser de dire un mot de cette petite république.

\*\*\*\*\*

## CHAPITRE XXI.

### DE LA VILLE DE MULHAUSEN.

**L**a ville de Mulhausen qui est à 21. lieues de Strasbourg a été batie par les empereurs d'Allemagne sur le fonds de leur domaine. Rodolphe d'Hapsbourg Landgrave d'Alsace l'assiégea & la prit vers l'an 1280. Elle étoit ville impériale dépendante de la préfecture



d'Haguenau , & jouïſſoit de tous les droits de ſupériorité qui peuvent appartenir aux états immédiats.

Se voyant vexée par la nobleſſe voiſine , & craignant pour ſa liberté , elle ſe mit en 1464. ſous la protection des cantons Suifſes , & s'étant ſignalée dans les guerres du corps Helvétique contre la maiſon d'Autriche , ſes habitans furent reçus bourgeois de Baſſe , agrégés au corps de cette république l'an 1506. admis en 1515. dans l'alliance générale des cantons , & compris dans le traité de François I. avec les Suifſes l'an 1516. Comme ils font profeſſion de la religion réformée , ils ſont plus particulièrement unis avec les cantons proteſtans qu'avec les catholiques. Il eſt aiſé de concevoir que cette ville , quoi-qu'enclavée dans l'Alſace , & au milieu du bureau de Colmar , n'eſt cependant ſujette à aucunes impoſitions ou charges , & qu'elle eſt abſolument indépendante de la France par rapport à ſon gouvernement.





## CHAPITRE XXII.

## DU BUREAU DE STRASBOURG.

Strasbourg , capitale de la basse Alsace, sur la riviere d'Ill, à une portée de carabine du Rhin, grande, peuplée, très bien fortifiée, & l'une des plus célèbres villes de l'Europe, fut fondée sous le nom *d'Argentoratum* par les Romains, pour servir de boulevard à leur empire contre la Germanie.

On voit, par l'itinéraire d'Antonin, que les grands chemins des Romains aboutissoient à cette ville, & par la notice de l'empire qu'ils y avoient une manufacture de toutes sortes d'armes.

Elle fut totalement détruite par Attila vers l'an 450. selon quelques auteurs, elle fut rebâtie par Clovis le grand près de l'ancien *Argentorate*. Mais d'autres veulent que cela ait été fait par ses fils & petits-fils; ce qui est certain, c'est qu'elle étoit entièrement rétablie avant la fin du VI. siècle, & qu'alors elle portoit le nom de Strasbourg qui lui avoit été donné par les François. Les



rois d'Austrasie y avoient un palais, & plusieurs y ont fait leur demeure.

L'enceinte de cette ville a été agrandie en différentes fois, & l'an 1374. elle a été mise dans l'état où elle est aujourd'hui à la réserve des fortifications modernes, qui n'ont été faites que dans le XVII. siècle.

Sous les rois d'Austrasie, Strasbourg étoit une ville royale : sous les empereurs, elle fut ville impériale. L'empereur Lothaire le Saxon lui accorda en 1132. une protection plus singulière qu'aux autres villes impériales, ce qui fut confirmé par une chartre de Ferdinand II. de l'an 1629.

Maximilien I. lui donna le droit de battre monnoie, & elle reçut de Sigismond celui d'une foire franche à la S. Jean, dans les années 1414. & 1436.

Vinceslas roi des Romains lui donna le pont du Rhin, & les empereurs Maximilien & Rodolphe II. les droits de péages qui se levent dessus, dont elle jouit encore aujourd'hui.

Autrefois le gouvernement étoit entre les mains des nobles : mais les plébéiens ont pris le dessus depuis longtems. Les citoyens



sont distribués en vingt classes, corps de métiers ou tribus : nous avons parlé de son gouvernement civil, d'une façon que nous jugeons tellement propre à satisfaire le lecteur, que nous ne croyons pas devoir rien ajouter à ce que nous en avons dit.

Cette ville ne payoit aucun tribut aux empereurs, & n'étoit pas même tenue de leur rendre hommage, quoiqu'elle fut membre de l'empire. Elle a passé au pouvoir de la France par la capitulation royale de 1681. & a été conservée dans tous ses privilèges ; elle paie cependant une capitation annuelle de 70,000. livres, qui se portent à la recette générale des finances, & ne tient que le second rang dans l'ordre des bureaux des finances de la province.

La ville de Sainte Hippolite près Schélestat en faisoit ci-devant partie : mais elle a été unie à la Lorraine par le traité de Paris en 1718.



Etat des bailliages, des paroisses & des feux compris dans ce bureau & le montant des impositions, année commune.

Noms des Bailliages.	paroisses.	feux.	Impôts.
Baill. d'Ensisheim & } sainte croix.	. 29	. 1955	. 50000
Baill. de Ribauvillé.	. 30	. 2369	. 55000
Baill. du haut Landser.	. 27	. 1469	. 57000
Baill. du bas Landser.	. 13	. 778	. 31000
Baill. de Marckolsheim.	. 8	. 157	. 8400
Prévôté d'Hocbourg.	. 2	. 33	. 400
Comté d'Hocbourg & } Rickwir.	. 17	. 1024	. 32000
Ville & vallée de Munster.	. 1	. 1027	. 8000
Ville de Turckheim.	. 1	. 161	. 1600
Ville de Kaiserberg.	. 1	. 240	. 3200
Village d'Orscheviller.	. 1	. 69	. 1900
Baill. de Ville.	. 18	. 1145	. 14000
Baill. du ban de la Roche.	. 8	. 172	. 700
Baill. du grand chapitre.	. 8	. 1529	. 23000
Baill. de Baar.	. 5	. 1035	. 15000
Baill. de la Noblesse.	. 79	. 4213	. 117000
Ville d'Obernheim.	. 1	. 802	. 14000
Ville de Rosheim.	. 1	. 390	. 6000
Village de Vesthausen.	. 1	. 48	. 500
Village de Baldenheim.	. 1	. 53	. 500
Niderotterolt <i>la moitié.</i>	. 1	. 15	. 100
Villages du P. de Rohan.	. 3	. 90	. 700
Baill. d'Echentzwiller.	. 8	. 296	. 10000
Total.	. 264	. 19070	. 450,000





## CHAPITRE XXIII.

## DU BUREAU DE LANDAW.

Cette ville, située sur la rivière de Queich, enclavée dans le bas palatinat, à 16. lieues de Strasbourg, est une des plus anciennes villes impériales. Rodolphe I. lui accorda de grands privileges. L'empereur Louis de Baviere l'engagea l'an 1320. à l'évêché de Spire, qui en a jouï près de deux cents ans. Maximilien I. la retira en 1511. la joignit à la préfecture d'Haguenau, & céda en 1517. par forme d'engagemens, aux bourgmestres & sénat de la ville, moyennant 12,000. florins, les droits de supériorité, bailliage, offices, tailles, fiefs, juridiction, cens, droits régaliens, & autres droits que l'empereur & l'empire avoient dans la dite ville. Elle fut unie à la France par arrêt du conseil d'Alsace l'an 1680. Le roi y fit faire ensuite de belles fortifications. L'empereur Joseph en fit le siege en personne & la prit en 1702. & les François la reprirent en 1703. Les Impériaux y rentrèrent l'année suivante: mais elle se soumit de nouveau aux François en 1713.



Les Allemands prétendoient que cette ville, étant hors de l'Alsace, devoit être restituée à l'empire: mais elle a été cédée aux François par le traité de Baden en l'année 1714. avec ses dépendances consistantes dans trois villages, qui composent son territoire.

Ce bureau qui ne tient que le troisieme rang, étoit autrefois plus considérable qu'il ne l'est maintenant: mais tout le bailliage de Guermesheim ayant été cédé par la paix de Riswic à la maison palatine, à celle de Baden & à l'évêque de Spire, il se trouva si foible, qu'il fallut faire une nouvelle répartition des paroisses de la province, pour le mettre au niveau des autres, suivant qu'il est d'usage en pareils cas, ainsi que nous l'avons ci-devant rapporté. Il comprend présentement 350. paroisses renfermées en 35. bailliages.



76-60.1  
16 Oct. 7  
Dekker  
Nordema

392 RECHERCHES HISTORIQUES &c.

S A V O I R.

Noms des Bailliages.	paroisses.	feux.	Impôts.
Landaw.	3	829	1800
Dachstem.	17	1066	38700
Ilkrick.	8	731	19900
Muzicq.	13	634	10540
La Wantzenaw & Weyfersheim.	5	810	31800
Benfeld.	26	1645	48260
Wancloon.	8	629	23500
Dabo.	6	151	3200
Marmoutier.	9	348	7500
Kochesberg.	27	627	27300
Saverne.	9	506	11200
S. Jean des Choux.	2	52	2000
Terweiller.	3	190	1400
Bischweiller	3	311	5400
Haguenau & dépendances	1	551	10000
Baill. d'Haguenau.	38	1461	58200
Neubourg.	2	108	4900
Oberbroon.	13	293	12000
La petite Pierre.	25	378	4000
7 Bailliages du Comte d'Hanau.	88	4282	117000
Flekenstein.	27	907	15600
Weissembourg.	1	485	7000
Kursenhausen.	5	116	1000
Horbourg.	2	30	600
Schoneek.	6	213	1350
Remoffen.	1	130	1800
Ingersheim.	1	27	660
Riegels.	1	55	1340
Total.	350	17565	467950

FIN DU PREMIER VOLUME.



E774

E622

v. 1



